

# François Mitterrand est mort

● L'ancien président de la République est décédé à Paris lundi 8 janvier à 8 h 30, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, des suites d'un cancer de la prostate ● « C'est une grande figure qui nous quitte », a déclaré M. Chirac. Le chef de l'Etat a salué un homme qui « a écrit une page importante de l'histoire de notre pays » ● « Nous devons être à la hauteur du bilan qu'il nous a laissé », a déclaré le porte-parole du Parti socialiste

FRANÇOIS MITTERRAND est mort lundi 8 janvier à 8 h 30 à Paris, à son domicile de l'avenue Frédéric-Le Play, dans le septième arrondissement. L'ancien chef de l'Etat, âgé de soixante-dix-neuf ans, était apparu particulièrement fatigué au cours des derniers jours, selon son entourage, mais son état n'avait pas entraîné d'hospitalisation. Sa mort est survenue lundi matin de façon subite. Il avait passé les fêtes de fin d'année en Haute-Egypte. Jacques Chirac s'est rendu sur les lieux dès 10 heures, accompagné par le préfet de police de Paris, Philippe Masson. Revenu au palais de l'Élysée, il a annulé la cérémonie de vœux à la presse, prévue pour 11 heures. Il a fait la déclaration suivante aux journalistes présents : « Le président François Mitterrand nous a quittés ce matin. Je viens de le saluer une dernière fois et j'ai pré-

senté à sa famille mes condoléances et celles de la nation. » Le chef de l'Etat a ajouté que François Mitterrand avait « écrit une page importante dans l'histoire de notre pays », en permettant « aux alternances démocratiques » de se faire dans « la sérénité », en renforçant les solidarités et en faisant « progresser la construction européenne ». Il a ajouté que l'ancien

chef de l'Etat avait « assuré le bon fonctionnement [des] institutions ». M. Chirac a aussi souligné « le courage exceptionnel » de son prédécesseur face à la maladie, concluant : « C'est une grande figure qui nous quitte, et je le salue avec émotion et avec respect. » François Mitterrand souffrait depuis l'été 1992 d'un cancer de la prostate, qui avait nécessité une

première intervention chirurgicale le 11 septembre. Une deuxième intervention avait été pratiquée le 18 juillet 1994 ; une troisième le 31 mai 1995, après qu'il avait quitté ses fonctions de président de la République. Après l'annonce de son décès, plusieurs visiteurs se sont présentés avenue Frédéric-Le Play : Pierre Bergé, président de la maison de

couture d'Yves Saint Laurent ; Robert Mitterrand, frère de l'ancien président ; Michel Charasse, ancien ministre délégué au budget ; Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Élysée ; Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat. Jack Lang est arrivé sur place peu après. Lionel Jospin, qui se trouvait à Toulouse, devait regagner Paris en milieu de journée et

faire une déclaration dans l'après-midi. François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré : « Nous devons être à la hauteur du bilan qu'il nous a laissé. » Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a déclaré : « Ce qui s'impose à moi, c'est le souvenir de l'espoir populaire de 1981, même si je n'ai garde d'oublier la déception qui suivit. »



Au mois de mars 1993, François Mitterrand au balcon de son bureau, dormant sur le jardin de l'Élysée, par Raymond Depardon de l'agence Magnum.

## Un document confidentiel sur l'ARC

L'inspection générale des affaires sociales avait attiré l'attention des pouvoirs publics, en 1990, dans une volumineuse note confidentielle, sur les activités de l'Association pour la recherche contre le cancer. p. 8 et 9

## Les attentats en Corse

La multiplication des attentats accentue le débat sur le rôle de l'Etat dans l'île où le ministre de l'Intérieur s'apprête à se rendre. p. 5

## L'Asie dynamique

L'économie japonaise est en récession, mais 1995 confirme le dynamisme exceptionnel de l'Asie, notamment des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), et celui de la Chine. p. 2

## Le virage des industries de services informatiques

La crise économique a révélé les faiblesses des sociétés de services françaises, qui sont entrées dans une phase de restructuration. p. 12

## Toulouse reine du rugby

Le Stade toulousain, champion de France, a gagné, dimanche 7 janvier, contre les Gallois de Cardiff, la première Coupe d'Europe de rugby, une compétition qui était organisée sans les Anglais. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Argentine, 5 P ; Australie, 20 A\$ ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,50 S\$ ; Danemark, 14 KDK ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,40 P ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRM ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 9 F ; Suède, 100 F ; Suisse, 15 FCS ; Taiwan, 2,20 NT\$ ; Turquie, 1 Lira ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,00 \$.

M 0147 - 0109 - 7 00 F

## Alain Juppé ou le pouvoir immobilisé

HUIT MOIS après l'entrée de l'un à l'Élysée, suivie par celle de l'autre à Matignon, Jacques Chirac et Alain Juppé sont dans une situation inédite. L'attente que fait naître toute élection présidentielle a été à ce point déçue qu'elle semble n'avoir jamais existé. La « guerre au chômage » qu'avaient déclarée le président de la République et le premier ministre a laissé place à la guerre aux déficits, dont une partie de la majorité se demande si elle ne risque pas d'étouffer une croissance économique déjà mal en point.

Un trouble profond s'est installé dans la relation entre les citoyens et le pouvoir : son détenteur principal a multiplié, tout au long de la première semaine de l'année, les appels au « dialogue » et à la « concertation », lui qui avait fait de la cohésion sociale l'axe essentiel de sa campagne électorale. Mieux : c'était précisément sur le reproche fait à Edouard Balladur d'être sourd aux attentes de la société que Jacques Chirac avait bâti sa victoire du premier tour face à l'ancien premier ministre. Or cette accusation de surdité a été renvoyée, sinon au chef de l'Etat, du moins à son premier ministre, par la crise sociale de

décembre, révélatrice à la fois d'un état d'esprit - la crainte de l'avenir, l'absence de confiance en ceux qui sont chargés de le préparer - et de la méconnaissance, par les gouvernants, des points de blocage de la société. A cet égard, le lancement du contrat de plan entre l'Etat et la SNCF est exemplaire. Il n'est pas un ministre qui ne se lamente, aujourd'hui, sur l'erreur qu'a représentée la tentative d'imposer

ce projet à une entreprise dont le principal dirigeant n'était plus écouté par aucun de ses interlocuteurs syndicaux. Etait-il impossible au gouvernement de s'en aviser plus tôt ? De même, ne pouvait-il prévoir que la mise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des agents des services publics ne serait pas acceptée par les uns, déjà braqués contre le gel de leurs traitements, ni par les autres, inquiets de l'ouverture de leurs entreprises à la concurrence européenne ?

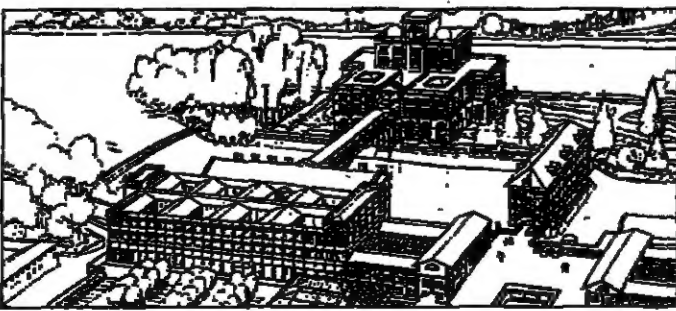
Les carences du dialogue social, que Jacques Chirac s'est plu à relever au fil de ses vœux aux Français, le 31 décembre, puis devant ses interlocuteurs successivement reçus à l'Élysée, finissent par incomber au gouvernement, même s'il n'en est pas le premier responsable. Il lui appartenait en effet de les détecter et d'y remédier, au lieu de les aggraver par une tentative de passage en force.

La patience des usagers devant les grèves, alors qu'il espérait les rallier à sa cause, a été une déconvenue et une leçon : personne, ou presque, parmi ses partisans ne s'est précipité à son secours. Et si les sondages ont enregistré un léger regain de popularité pour le président de la République et pour le premier ministre parmi les électeurs de droite, partisans de la fermeté face aux syndicats, ce frémissement a été vite annulé par le « sommet social » du 21 décembre, ressenti de ce côté-là comme venant couronner l'échec du gouvernement.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 11

## Nestlé dans les meubles de Menier



GIGANTESQUES TOURS à Jérusalem, reconstruction de l'Opéra de Barcelone, installation de Nestlé-France à Noisiel (Seine-et-Marne), dans les anciennes chocolateries Menier : trois manières de s'interroger sur les rapports entre l'architecture contemporaine et la préservation du patrimoine. Lire pages 18 et 19

## Lire notre cahier spécial

- au centre de ce numéro :
- Le roman d'une vie, par Jean-Marie Colombani pages I, III, IV et V
  - Du « Florentin » au président de tous les Français page II
  - La monarchie républicaine dénoncée et perpétuée page II
  - Un gisant plus près que jamais de sa vérité page II
  - La route de Sauveterre, début d'un portrait par Régis Debray qui comportera cinq autres parties pages VI et VII
  - Les principales déclarations page VIII
  - Lire aussi, en page 24, l'hommage de Plantu

## Glassmann le football honnête

EN DÉNONÇANT la tentative de corruption organisée par les dirigeants de l'OM avant le match entre Valenciennes et Marseille du 20 mai 1993, le joueur de football valenciennois Jacques Glassmann pensait n'avoir rien fait qui mérite l'attention. Pourtant, cette attitude qu'il qualifie de « normale » a bouleversé sa vie en même temps qu'elle lançait les péripéties judiciaires de l'affaire VAO. Elle ne lui a valu que peu de gratitude et un honneur reconnu, le prix du fair-play, qui devait lui être remis, lundi 8 janvier à Milan, par la Fédération internationale de football.

Transformé en bouc émissaire dans des stades qui le conspuent, Jacques Glassmann a dû subir l'ironie des autres acteurs de l'affaire. Jean-Pierre Bernès l'a surnommé « M. Propre », d'autres l'ont traité, avec un rictus mauvais, de « justicier ». Il n'a trouvé la tranquillité qu'en allant s'installer à la Réunion et en renonçant à sa carrière de footballeur professionnel. Il joue dans un modeste club de division d'honneur et entraîne l'équipe des cadets.

Lire page 14

International	2	Agenda	17
France	5	Aliments	17
Société	8	Météorologie	17
Carnet	10	Mots croisés	17
Horoscope	11	Culture	18
Entreprises	12	Communication	22
Rapport d'ind	14	Radio-Télévision	23

En raison du décès de François Mitterrand, les pages « Finances et Marchés » ont été supprimées.



**CROISSANCE** Les économies d'Asie ont dans l'ensemble manifesté, une nouvelle fois, leur exceptionnel dynamisme en 1995, au point que le Japon, en récession depuis plus de

trois ans, fait désormais figure de malade du continent. ● **TROIS PÔLES** émergent de l'ensemble : la Chine ; les quatre « dragons » (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour) ;

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont le décollage date de 1986 et dont le dynamisme a été, l'an dernier, le plus marqué de la planète. Ce dynamisme de l'Asean

cache des disparités entre les « nouveaux tigres » (Malaisie, Thaïlande et, avec des retards, Indonésie et Philippines) et le nouveau venu qu'est le Vietnam. ● **LA CHINE**, notamment

celle du Sud, en dépit de très graves problèmes sociaux, demeure favorite des investisseurs étrangers, malgré le ralentissement voulu par le régime pour lutter contre l'inflation.

## L'Asie confirme sa vitalité économique, la plus dynamique du monde

En dépit d'un ralentissement en 1995, les trois pôles émergents du continent, la Chine, les quatre « dragons » et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), connaissent une croissance très supérieure à celle du reste de la planète

**BANGKOK**  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Hautes de 450 mètres, les silhouettes de tours jumelles de bureaux, dont la construction s'achève, dominent déjà l'horizon de Kuala Lumpur, la capitale malaisienne. Quant aux officiels vietnamiens, ayant mieux pris la mesure des faiblesses de leur système bancaire et financier, ils n'ont pas avancé la date de l'ouverture d'un premier marché boursier à Ho Chi Minh-Ville. Mais ni les grandes entreprises des uns ni les petites des autres n'ont oublié une évidence : en 1995, le taux de croissance a été de 8,6 % en Malaisie et de 9,3 % au Vietnam.

On peut en dire autant des autres économies de la région. En dépit de pénuries de riz et d'une criminalité inquiétante, la reprise amorcée aux Philippines en 1994 (4,3 %) s'est consolidée en 1995 (5,6 %). A Singapour, un « atterrissage » en douceur s'est amorcé, avec un taux de croissance de 8,3 % en 1995, au lieu de 10,1 % l'année précédente. De désastreuses inondations en Thaïlande n'ont eu qu'une légère incidence sur l'expansion (8,3 % au lieu des 8,8 % prévus). Un flot continu d'investissements étrangers a contribué à nourrir une forte croissance en Indonésie (7,3 %). La Birmanie elle-même tire quelques dividendes d'un premier afflux de

capitaux étrangers, avec un taux d'expansion situé dans une fourchette de 7 % à 8 % en 1995, au lieu de 5,9 % en 1994.

L'Asie du Sud-Est demeure donc la région la plus dynamique du monde. Pour s'être déjà un peu égarés à plusieurs reprises, les experts se basent moins à prévoir un ralentissement de cette forte expansion économique d'ici à la fin du siècle.

**La stabilité politique est largement le fruit d'un exceptionnel dynamisme économique drainé, en grande partie, par des exportations**

La raison est évidente : drainées par les économies plus avancées d'Extrême-Orient, les économies émergentes de la région n'ont pas encore fait le tour de leur potentiel. Même lorsque l'une des locomotives du « miracle » de l'Est asiatique, le Japon, marque à tout le moins une pause, les autres – Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour – ainsi que certaines ré-

gions de Chine, assurent le relais, alors que de derniers wagons, tel le Vietnam, ne font que s'ébranler.

Lors d'un séminaire, à la fin de 1995, à Bangkok, Kenneth Courtis, stratège de la Deutsche Bank pour la région, a estimé que, sur « les 50 à 55 milliards de dollars que le Japon devra investir en Asie en 1996, de 20 à 25 le seront en Asie du Sud-Est ». Pour étayer cette prévision, il a rappelé qu'au cours des quatre mois précédents, en dépit de la stagnation et de l'existence de « 700 milliards de dollars de mauvaises dettes », le Japon avait représenté « 60 % des exportations mondiales de capitaux ». Le mouvement de délocalisation amorcé, l'an dernier, avec la forte appréciation du yen ne s'est pas démentie depuis lors, encourageant une nouvelle vague d'investissements nippons en Asie du Sud-Est.

En outre, l'Asie du Sud-Est est une zone de libre-échange de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui groupe déjà sept des dix États de la région, à tendance à renforcer le courant d'investissements étrangers. Même si l'Asean Free Trade Area (AFTA) ne se réalise pas en l'an 2005 comme annoncé, personne ne veut manquer le coche. Européens et Américains veulent aussi disposer d'une « niche » plus spacieuse à l'intérieur de la zone, au cas où cette dernière ne serait pas ouverte sur le reste du monde.

En effet, l'Asie du Sud-Est a beau conserver un pied dans le tiers-monde, avec ses vastes poches de pauvreté, surtout en secteur rural, elle n'en représente pas moins un potentiel de près d'un demi-milliard de consommateurs, dont une bonne vingtaine de millions disposent déjà d'un niveau de vie équivalent à celui de l'Europe de l'Ouest. Exemple d'infiltration sur le marché régional : General Motors s'apprête à investir 1 milliard de dollars aux Philippines ou en Thaïlande dans une usine d'assemblage de véhicules. Les grands constructeurs américains s'étaient, en effet, retirés de la région dans les années 70, n'ayant pas prévu l'explosion qui s'est produite depuis lors.

En 1995, les économies émergentes d'Asie du Sud-Est, menacées par une inflation surchauffe après des années de rapide expansion, se sont surtout efforcées d'enrayer une relance de l'inflation liée, au moins en partie, à des déficits croissants des balances des paiements (Malaisie, Thaïlande, Indonésie) ou à un déficit budgétaire (Vietnam). Mais si le phénomène persiste, l'inflation a, en règle générale, bridée : 8 % en Indonésie (9,2 % en 1994), 5,6 % en Thaïlande (5,1 %), 14,7 % au Vietnam (9,9 %), 3,5 % en Malaisie (3,7 %), 8,5 % aux Philippines (9 %). Singapour (1,9 %) constitue un cas à part.

Chaque économie a ses problèmes spécifiques. Le plein emploi en Malaisie, où les cadres qualifiés font en outre défaut, contribue à relever rapidement le coût de la main d'œuvre. Autre « bébé tigre », la Thaïlande fait face à plusieurs goulots d'étranglement : retard de certaines infrastructures de communications, encombrements de Bangkok, manque de cadres supérieurs. Mais ces économies émergentes ont néanmoins choisi de suivre un rythme rapide de développement, un taux de croissance de 8 % étant souvent cité comme optimal.

C'est, en tout cas, l'avis de Nimit Nontapantawatt, vice-président exécutif de la Bangkok Bank, qui a encore estimé, à la fin de décembre, que la solution était souvent, contrairement à ce qui se passe ailleurs, « de freiner, non d'accélérer ». Dans le cas de la Thaïlande, un taux de 8 % est « viable », a-t-il dit, alors qu'un taux de 9 % serait trop fort, et qu'un taux de 7 % serait insuffisant pour des raisons « politiques, sociales et économiques » : les tensions seraient alors telles – crédit à la consommation, marché du travail – que les problèmes sociaux pourraient affecter un équilibre politique déjà précaire. La stabilité politique, en Asie du Sud-Est en général, est en effet largement le fruit d'un exceptionnel dynamisme économique drainé, en

grande partie, par des exportations.

Cependant, les succès ne se démentent pas. En 1970, les exportations de la Malaisie s'élevaient à 4 milliards de dollars, dont 15 % seulement de produits manufacturés. En 1994, ces derniers ont représenté 78 % des 153 milliards d'exportations de cette fédération. L'Indonésie, quant à elle, a aussi réussi à diversifier ses exportations : les produits pétroliers représentent moins de la moitié des exportations, au lieu de 80 % à la fin des années 70. Les exportations de la Thaïlande sont supérieures, pour leur part, à celles de l'Inde.

En outre, par le biais de leurs communautés d'origine chinoise, qui demeurent le principal moteur de leur vitalité, les économies de l'Asie du Sud-Est ont notamment investi plus d'une dizaine de milliards de dollars en Chine, ces dernières années, et ce mouvement ne fait que s'accroître. Cette projection vers l'extérieur souligne non une volonté de placer des capitaux hors zone mais celle de conquérir des marchés jugés accessibles et à forts profits. Elle contribue, en outre, à souligner l'interdépendance entre les « témoins » d'Extrême-Orient et les économies émergentes de l'Asie du Sud-Est.

Jean-Claude Pomonti

## La Chine s'efforce de contenir la surchauffe de son économie

**PÉKIN**

de notre correspondant

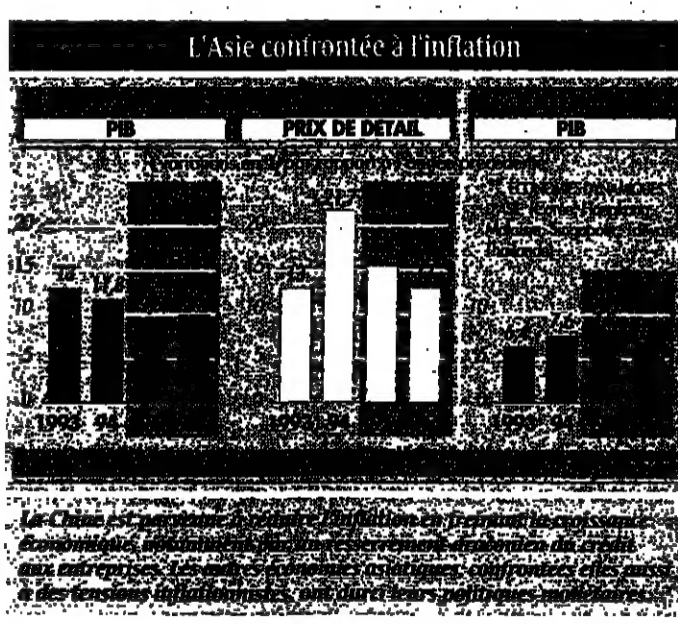
Pour la première fois, s'il faut en croire les statistiques officielles, la Chine a réussi, en 1995, à respecter deux des principaux objectifs qu'elle avait assignés à son économie : ralentir une croissance qui menace cycliquement de s'emballer, et réduire une inflation politiquement dangereuse en recourant notamment à une politique de contrôle des prix. Les autorités ont quelque peu plastronné en annonçant que les estimations initiales, pour l'année écoulée, faisaient apparaître un taux de croissance de 10,2 % du produit intérieur brut (PIB), qui frise désormais les 700 milliards de dollars, en baisse de 1,6 % par rapport à 1994, et que cette croissance malgré tout respectable avait été réalisée « sans être accompagnée d'une inflation galopante comme dans les années précédentes » puisque le taux moyen de celle-ci, toutes provinces confondues, était de 14,8 %, soit juste en dessous des 15 % auxquels s'était engagé le premier ministre Li Peng.

Ces résultats tendraient à mon-

trer que l'économie chinoise commence à s'arracher à un cercle vicieux dans lequel alternaient périodes de surchauffe et coups de frein brutaux imposés par le gouvernement pour des raisons essentiellement politiques : l'inflation, phénomène par définition contradictoire avec le dogme socialiste encore en vigueur, est l'un des maux que craint le plus l'oligarchie pékinoise en raison de son potentiel déstabilisateur. Jusqu'à récemment, elle ne disposait pas pour la maîtriser d'autre méthode que d'imposer un ralentissement de la croissance, en resserrant notamment le crédit. Les circonstances politiques font qu'aujourd'hui cette méthode est d'un emploi plus que délicat, le gouvernement étant condamné à garantir une croissance soutenue s'il veut s'assurer la paix sociale.

### MESURES ARTIFICIELLES

Mais de l'avis de bien des économistes, y compris chinois, les chiffres qui permettent de prétendre au succès, cachent des problèmes fondamentaux auxquels le gouvernement ne s'est guère atta-



qué. D'abord, sont-ils crédibles ? L'outil statistique chinois est extrêmement approximatif de l'aveu même de ses utilisateurs. Il ne faut pas oublier que la science statis-

tique avait été totalement abandonnée jusqu'à la fin des années 70 par le gouvernement et qu'elle se heurte aujourd'hui à un obstacle majeur dans la propension

des administrations locales à adapter les résultats en fonction de leurs besoins. Des statistiques reconnues que les données sur lesquelles ils travaillent, représentent au mieux une « moyenne plausible » entre des chiffres délibérément établis à la hausse et d'autres volontairement fixés à la baisse.

### RISQUES SOCIAUX

En outre, la bataille contre l'inflation est menée à l'aide de mesures artificielles : contrôles des prix d'achat de la production agricole ou subventions à l'alimentation en milieu urbain, qui ne vont nullement dans le sens de l'ouverture du marché et coûtent cher à l'État. Au demeurant, l'inflation mesurée à l'échelle nationale est une donnée abstraite qui ne rend pas compte des disparités entre campagnes et villes, qui se mesurent généralement dans un rapport de 1 à 2. Or, c'est bien dans les villes que le gouvernement redoute le plus la pression inflationniste du fait du mécontentement social qu'elle peut fédérer. S'y ajoutent les facteurs tradi-

tionnels de l'inflation chinoise, notamment le déficit constant du secteur industriel public, maintenu de plus en plus difficilement à flot par le gouvernement. Près d'un tiers des entreprises de ce secteur ont cessé partiellement ou complètement de produire. Près de la moitié sont dans le rouge. Dans certaines régions pourtant fortement subventionnées, comme le nord-est, ce chiffre atteindrait 70 % des entreprises. Les dettes mutuelles contractées par ces firmes – dont les employés, n'étant plus payés de manière régulière, sont contraints de subvenir à leurs besoins par des « petits boulots » de vendeurs – s'élèveraient à près de 100 milliards de dollars, soit plus de cinq fois le montant de 1994.

Pour autant, les autorités ont du mal à freiner les investissements de base dans ce secteur, alors même que la productivité de l'ensemble continue de baisser ; à en croire les chiffres officiels, elle était mesurée à moins 10 % sur les huit premiers mois de 1995, soit plus de 1 % de réduction par rapport à la même période l'année précédente. Face à de tels chiffres, la science économique redevient naturellement incertaine : les optimistes assurent que le secteur public, sous la pression des réalités, va être contraint de se réformer sans attendre les mots d'ordre des dirigeants politiques. Les pessimistes prévoient un relâchement du crédit décidé par le pouvoir pour éviter l'asphyxie industrielle et les risques de débordements sociaux.

Autant de possibilités devant lesquelles les expérimentations timides du pouvoir en matière de réforme du secteur public – portant sur un petit millier d'entreprises – paraissent, au mieux, singulièrement timorées.

Francis Deron

■ Les échanges commerciaux entre la Chine et Taiwan ont progressé de plus de 10 % en 1995, a indiqué, lundi 8 janvier, l'agence Chine Nouvelle, malgré l'accroissement de la tension entre les deux rives du détroit de Formose, au printemps. Le volume total du commerce a atteint 18 milliards de dollars au lieu de 16,33 milliards en 1994.

Patrice de Beer

## Une chaîne de télévision britannique dénonce les orphelinats « mouiroirs » de Shanghai

**LONDRES**

de notre correspondant

On connaissait déjà en Chine les usines à la Dickens. Voici désormais que l'on y découvre des orphelinats à la Ceausescu, des mouiroirs à enfants abandonnés. C'est du moins ce que montre un documentaire qui devrait diffuser, mardi 9 janvier, la chaîne privée britannique Channel 4 et auquel la presse dominicale consacre une large place. Le moment ne pouvait être plus mal choisi pour Londres comme pour Pékin, alors que le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, visite Hongkong et la capitale chinoise pour tenter d'apaiser les divergences sur la restitution de la colonie britannique à Pékin.

L'enquête de Channel 4, appuyée sur un rapport de l'organisation humanitaire américaine Human Rights Watch et le témoignage d'un médecin de l'Institut de Shanghai pour le bien-être des enfants a de quoi faire frémir. Avant même d'avoir vu le documentaire, les officiels chinois l'ont dénoncé comme faux, et ont demandé l'interdiction de ce qui menace de devenir un « poison » dans les relations sino-britanniques.

« Retour aux chambres de la mort » fait suite à une émission diffusée en juin. Le

docteur Zhang Shuyun, qui a quitté son pays l'an dernier, y raconte, photos d'enfants-squelettes semblant sortir de camps de concentration à l'appui, le sort de nombreux petits pensionnaires : ainsi Jiang Xun, mort de faim à onze ans, attaché à son lit, ou Zeng Yuan, admise, le 30 novembre 1991, à l'Institut alors qu'elle avait cinq semaines et pesait 4,5 kilos.

Trois jours plus tard, un docteur le diagnostiquait « ophtalmique » et « souffrant de malnutrition au second degré ». Le 12 décembre, son poids était « bas et faible » et « ses intestins étaient visibles à travers la peau de son abdomen ». Le 13, « la graisse sous-cutanée avait disparu » et un médecin-chef demandait que l'on « prenne les mesures adéquates aux symptômes ». Elle mourait le 29, officiellement de « malformation congénitale au cerveau ».

### OBSESSION EUGÉNISTE

Une « solution sommaire » du même genre a été appliquée à de nombreux autres enfants, attachés à leur lit où de chaises avec pot de chambre, laissés dévêtus en plein hiver, à peine ou pas nourris. Environ 50 % des enfants admis dans l'Institut seraient morts entre 1986 et 1992 – 1 857 sur

3 210 en 1989 –, abandonnés dans des « chambres pour attendre la mort ». Ils étaient parfois maltraités, mordus par des rats, affamés, comme la petite Sun Zhi, qui « tentait de mordre la peau de ses mains », selon le docteur Zhang. Seuls ont survécu les plus solides ou les plus chanceux, ceux qui n'étaient pas handicapés ou tout simplement « difficiles », ceux qui étaient adoptables par des Occidentaux.

Human Rights Watch, citant des documents officiels sortis de Chine, parle d'orphelinats urbains où le taux de mortalité serait de 90 %. Elle y voit un système « opérant à peu près comme une chaîne d'élimination d'orphelins non désirés ». Même s'il est vrai qu'il est plus difficile d'être orphelin en Chine que partout ailleurs, encore plus si l'on est une fille ou handicapé, même si l'on continue de tuer à la naissance des bébés filles et de pratiquer l'avortement forcé du second enfant, ces informations paraissent stupéfiantes dans ce pays de l'« enfant-roi ». Surtout si l'on sait que la situation sanitaire est meilleure dans les villes que dans les campagnes et que, selon un expert international que nous avons interrogé, le taux de mortalité infantile à Shanghai est le plus bas du pays.

Peut-être doit-on un tel état de fait à l'obsession eugéniste des autorités chinoises, qui a conduit à adopter des textes ordonnant entre autres l'avortement forcé de handicapées physiques ou de personnes souffrant de troubles mentaux, voire de tuberculeuses. La province du Sichuan a ainsi promulgué, en 1987, une loi « pour avoir des bébés en meilleure santé et plus intelligents » et élever la qualité de la race chinoise.

Il est aussi difficile pour Pékin, si sensible à son image et à ses succès économiques, de devoir reconnaître que ses orphelins ne sont guère mieux traités que ceux d'URSS sous Staline et Brejnev ou que ceux de la Roumanie de Ceausescu. Les autorités – comme le maire de Shanghai, membre du bureau politique du Parti communiste et vice-premier ministre, Wu Bangguo, mis en cause dans cette émission – ont beau avoir fait le ménage depuis lors à l'Institut de Shanghai, enterré les rapports critiques, déplacé un directeur accusé de viol et de concussion, il est difficile de faire disparaître tant de témoignages accablants. C'est dire le cas que fait la Chine de la Charte sur les droits de l'enfant, qu'elle a ratifiée en 1991.

هكذا من الإهل



## L'assassinat de Yehia Ayache perturbe le processus électoral palestinien

100 000 personnes ont assisté aux funérailles de l'artificier du Hamas

La mort de l'artificier du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Yehia Ayache, tué, vendredi 5 janvier, dans l'explosion d'un téléphone portable piégé

par les services secrets israéliens, contraint Yasser Arafat, chef de l'Autorité palestinienne, à l'ouïer contre le Hamas, qui a crié vengeance, et l'état juif.

JÉRUSALEM

de notre correspondant  
« La liquidation de Yehia Ayache est malvenue. Elle risque de renforcer le Hamas, d'entraîner des représailles, de compromettre le processus électoral dans les territoires. Pourtant, elle s'imposait. Un État ne peut se permettre de laisser impuni un homme responsable de la mort de dizaines de ses citoyens et qui est perçu par son peuple comme un héros. » L'éditorialiste du quotidien Maariv résume assez fidèlement le climat créé en Israël par l'assassinat de « l'ingénieur », l'artificier du Mouvement de la résistance islamique (Hamas). Aucun Israélien ne pleure sa mort, mais la plupart redoutent une vengeance.

Dans cette optique, le gouvernement a ordonné le bouclage des territoires palestiniens et le renforcement des patrouilles, notamment le long de la « ligne verte », alors que des centaines d'agents de sécurité ont pris place dans les autobus, principales cibles des kamikazes bardés des explosifs fabriqués par Ayache. Si un attentat était perpétré dans les prochains jours, comme l'affirment des responsables israéliens de la sécurité, il viendrait briser une trêve de cinq mois.

### « VENGEANCE FOUROYANTE »

Depuis le 5 janvier, jour de l'assassinat, le Hamas appelle à une « vengeance foudroyante ». D'aucuns doutent cependant qu'il prenne le risque d'être perçu par les Palestiniens comme celui qui a saboté les élections du 20 janvier – auxquelles il ne participe pas – et empêche l'armée israélienne de continuer son redéploiement en Cisjordanie. Le Hamas avait en effet conclu, deux semaines plus tôt, au Caire, un « arrangement » avec l'Autorité palestinienne, aux termes duquel les intégristes s'en-



gagèrent à ne pas attaquer des objectifs israéliens avant les élections.

Yasser Arafat, qui ne souhaite pas une interruption du processus électoral – qui serait imposée par Israël en cas d'attentat de grande envergure –, louvoie entre les positions du Hamas et celles de l'État juif. Après s'être rendu auprès de l'un des porte-parole du mouvement intégriste, dès vendredi, pour lui présenter ses condoléances, il est retourné, dimanche, se recueillir sous la tente dressée à Gaza-ville pour accueillir les proches et les sympathisants d'Ayache en deuil, après les funérailles qui ont rassemblé plus de 100 000 personnes. « Dans le même temps, il s'est gardé de condamner fermement les dirigeants israéliens. « Nous sommes engagés vis-à-vis du processus de paix », a-t-il déclaré, et nous deman-

sons à notre partenaire d'en faire autant, non pas d'aller tuer le martyr Ayache sur le sol palestinien de Gaza. »

Les derniers détails de l'assassinat de « l'ingénieur » fournis par des Palestiniens révèlent la grande liberté de manœuvre dont disposent toujours les agents du Shin Beth à l'intérieur des territoires sous contrôle palestinien. Oussama Hamad, ancien camarade d'université d'Ayache, a raconté que c'est son oncle qui a remis le téléphone portable piégé à l'artificier du Hamas. Il aurait, depuis lors, pris la fuite aux États-Unis. « Jeudi soir, le père de Yehia avait fait prévenir son fils par un proche qu'il l'appellerait à Beit Lahya [le village où il se cachait], le lendemain matin », explique Oussama Hamad. « C'est le lendemain que retentit la sonnerie fatale. » (Interim.)

## L'élection présidentielle au Guatemala est remportée par Alvaro Arzu

Le candidat de la « droite progressiste », qui a battu Alfonso Portillo dans un scrutin marqué par une forte abstention, veut combattre la corruption et l'impunité dont elle bénéficie

CIUDAD DE GUATEMALA

de notre envoyé spécial  
Selon les résultats préliminaires portant sur 83 % des bureaux de vote, le candidat du Parti pour l'avancement national (PAN), Alvaro Arzu, a remporté, dimanche 7 janvier, le second tour de l'élection présidentielle avec 52,33 % des suffrages exprimés. Son adversaire du Front républicain guatémaltèque (FRG), Alfonso Portillo, obtient 47,67 % des voix. L'abstention atteint 62 % à l'échelle nationale et plus de 70 % dans certains départements.

Le second tour a confirmé la division du Guatemala en deux entités politiques : la capitale a voté à près de 68 % pour le candidat de la « droite progressiste », représentée par le candidat du PAN, tandis que la province, très majoritairement indigène, s'est prononcée pour le FRG, la formation populiste dirigée par le général Efraín Ríos Montt, considéré comme le principal responsable des massacres commis par l'armée au début des années 80 dans le cadre de la lutte contre la guérilla.

Sa candidature à l'élection présidentielle ayant été rejetée par la Cour constitutionnelle pour sa participation au coup d'État de 1982, le général Ríos Montt avait été contraint de désigner un homme de paille pour le remplacer. Le slogan de la campagne du FRG ne pouvait être plus clair : « Portillo à la présidence, Ríos Montt au pouvoir ! ». Le candidat du FRG était fier de reconnaître qu'il s'était inspiré du mot d'ordre des révolutionnaires argentins au début des années 70 (« Campora à la présidence, Peron au pouvoir ! »). Alfonso Portillo, s'était engagé à confier à son mentor la responsabilité de la sécurité, principale préoccupation des Guatémaltèques, qui sont confrontés à une violence généralisée.

Au cours de ce week-end électoral, quatre dirigeants politiques ou syndicaux ont été tués. Deux d'entre eux, leaders de la gauche, ont été assassinés de façon particulièrement barbare dans le département du Quiché (nord du pays) : Miguel Us Mejía, âgé de trente-deux ans, a reçu vingt-huit coups de couteau, et son épouse Lucia Tu Tum, âgée de trente ans et enceinte de huit mois, a été tuée d'une balle de pistolet dans le cœur. Ils ont été victimes d'un mystérieux groupe armé. Le procureur pour les droits de l'homme, Mario Laguardia, a attribué ces meurtres et ceux de José Godoy et Roberto Franco, deux syndicalistes, à « des groupes opposés à la démocratisation du pays et favorables au retour d'un régime autoritaire ».

### « LE MOINDRE MAL »

Les Indiens (60 % des dix millions d'habitants du pays) ont-ils voté pour leur bourreau ? Contrairement à une idée largement répandue à l'étranger, le général Ríos Montt est populaire dans les départements où l'armée détruisit des dizaines de villages pour repousser les guérilleros de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) vers les zones difficiles d'accès près de la frontière mexicaine. La gauche, principale victime de la répression des années 80, a adopté une attitude ambiguë au cours de la campagne électorale : le Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG), qui aura six députés au Congrès – la gauche n'avait pas de représentation parlementaire depuis 1954 – a invité ses partisans à voter pour le candidat présidentiel de leur choix. Alors que les dirigeants de certaines organisations populaires, y compris Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix en 1992, lançaient des mises en garde contre le retour

au pouvoir d'un homme du passé, d'autres travaillaient en sous-main pour favoriser la victoire du FRG et « aggraver ainsi les contradictions ». « Cela revient à préconiser la solution du pire », déclare un député du FDNG, Nineth Montenegro, qui dirige une des organisations des droits de l'homme les plus combattives, le Groupe d'appui mutuel (GAM). « On ne peut pas oublier les atrocités commises par Ríos Montt », ajoute-t-elle. Les deux candidats sont partisans d'une politique économique néolibérale, mais Arzu représente le moindre mal : Ríos Montt dirige une organisation néofasciste.

Outre la lutte contre la corruption et l'impunité, qui seront deux de ses priorités, Alvaro Arzu s'est engagé à appuyer les petites et moyennes entreprises, considérées comme le moteur du développement économique dans un pays où plus de 80 % de la population vit dans la pauvreté. Démentant les rumeurs sur la privatisation des hôpitaux et des écoles, il s'est prononcé en faveur de la venue au secteur privé de certains actifs de l'État en fonction de critères purement économiques. « Les sociétés publiques ne sont pas nécessairement inefficaces et le secteur privé n'est pas toujours efficace », a-t-il déclaré à propos des projets de privatisation du téléphone et de l'électricité.

Pour construire un « pays meilleur », comme il s'est engagé à le faire, le nouveau président devra cependant mener à leur terme les négociations de paix avec la guérilla, qui ont enregistré des progrès importants au cours des derniers mois. Simultanément, il sera confronté, comme ses prédécesseurs, au problème de l'épuration de l'armée, qui représente encore le véritable pouvoir au Guatemala.

Bertrand de la Grange

## Les Etats-Unis vont fournir des bombardiers et des chars à la Jordanie

AMMAN

de notre correspondant au Proche-Orient

Un an et demi après la signature du traité de paix avec Israël, la Jordanie va enfin recevoir les armes américaines qu'elle sollicite, sans succès, depuis de nombreuses années. En visite, dimanche 7 janvier, à Amman, le secrétaire américain à la défense, William Perry, a annoncé la fourniture prochaine au royaume hachémite de seize chasseurs-bombardiers F16 et de chars M60 modernisés, ainsi que la mise à niveau de ceux que le pays possède déjà.

Les détails du financement de ce programme, qui prévoit aussi la fourniture de pièces détachées, un soutien logistique et l'entraînement de personnels, seront mis au point lors d'une visite qu'une délégation jordanienne fera, la semaine prochaine, aux Etats-Unis. Selon M. Perry, l'achat de ces armes, qui proviennent des surplus américains et ne représentent donc pas le dernier cri de la technologie, pourrait être financé par le recours au budget de l'aide militaire américaine.

« La Jordanie est un pays ami et allié des Etats-Unis », a affirmé M. Perry, lors d'une conférence

de presse commune avec le roi Hussein. « Nous considérons la Jordanie comme un pilier pour la sécurité de la région », a-t-il ajouté. Le roi Hussein, qui a déclaré avoir accepté avec gratitude la proposition américaine, a souligné que la modernisation de l'armée était menée dans un but défensif. « Nous avons toujours été contre l'usage de la force, a-t-il dit, et nos armes sont utilisées pour assurer notre défense. »

### « UNE VRAIE PAIX »

Depuis la signature de la paix avec Israël, les Etats-Unis s'étaient engagés, à plusieurs reprises, à contribuer à la sécurité de la Jordanie et à assurer ses besoins en armement. L'armée de l'air n'est équipée, pour le moment, que d'une soixantaine de chasseurs F4 et F5 de fabrication américaine et de trente et un Mirage F1 de fabrication française.

Le contrat avec les Etats-Unis pourrait impliquer Israël, qui serait notamment sollicité pour la remise à niveau des chasseurs F16. Depuis la signature du traité de paix, les responsables militaires jordanien et israélien se sont rencontrés à plusieurs reprises, et le directeur général du mi-

nistère israélien de la défense, le général David Ivry, avait évoqué une coopération militaire entre les deux pays, le 27 décembre, lors d'une visite à Amman.

« Il n'y a pas de limites à la coopération entre nous, maintenant qu'il y a une vraie paix », avait-il notamment déclaré. « Les jordanien savent que le général Ivry travaille sans relâche [après des Américains] sur la question de l'aide à leur armée », écrivait récemment le chroniqueur militaire du quotidien israélien Haaretz, Zeev Schiff, dans un article intitulé « La contribution israélienne à l'armée jordanienne ».

La Jordanie a signé avec la France, le 2 décembre 1993, l'occasion d'une visite du ministre de la défense, Charles Millon, un accord de coopération militaire, qui prévoit, entre autres, l'organisation d'exercices conjoints, notamment pour les unités d'élite de l'armée de terre. La France participe d'entre part à l'entretien des Mirage F1 de l'armée jordanienne, qui avait annulé en août 1991, en raison d'une crise financière, un contrat d'achat de vingt Mirage 2000.

Françoise Chipaux

## Un « Monsieur propre »

CIUDAD DE GUATEMALA

de notre envoyé spécial

« Je n'ai pas de sang sur les mains, et on ne peut pas m'accuser de corruption » : Alvaro Arzu a martelé cette phrase tout au long de sa campagne pour marquer sa « différence », dans un pays où le pouvoir est encore considéré comme un butin, source de tous les privilèges pour les « amis » du président. « La loi doit être la même pour tous, répète-t-il dans toutes ses interventions. C'est la seule façon d'en finir avec l'impunité généralisée, au sein de l'administration publique et des forces de sécurité notamment. »

Pour preuve de son intégrité, cet avocat de quarante-neuf ans, petit-fils d'immigrés basque et russe, père de sept enfants et catholique pratiquant (mère Teresa de Calcuta lui a envoyé ses « vœux de succès » la veille du scrutin) n'a eu de cesse d'évoquer son bilan à la mairie de la capitale, qu'il a dirigée de 1986 à 1990. « Lorsque j'ai pris mes fonctions, dit-il, la municipalité était considérée comme l'institution la plus corrompue du pays. Cinq ans plus tard, nous avions totalement éliminé la corruption, à l'exception peut-être de celle de quelques petits fonctionnaires. Désormais, les ressources de la capitale sont administrées en toute honnêteté. Il faut d'abord attaquer la corruption au plus haut niveau et c'est ce que nous allons faire au sein de l'administration, y compris pour l'armée, sans pour autant déclencher une chasse aux sorcières. »

Le message n'est certes pas nouveau et les Guatémaltèques sont sceptiques. « A la mairie, il a surtout travaillé pour les quartiers riches et il n'a rien fait pour les pauvres », se plaignent les résidents des quartiers modestes d'une capitale surpeuplée et anarchique. La gauche considère

cet homme au physique anglosaxon comme « le représentant du capital » : elle affirme qu'il appartient à « l'une des vingt familles les plus riches de l'oligarchie guatémaltèque », de celles qui « exploitent la majorité indigène du pays depuis plus de cinq cents ans ».

« Faux », rétorque Alvaro Arzu qui a rompu depuis longtemps avec le parti de l'oligarchie, le Mouvement de libération nationale (MLN). « Je fais partie de la classe moyenne aisée, grâce à quelques investissements dans l'agriculture, notamment dans la canne à sucre », affirme-t-il. A ceux qui lui reprochent d'avoir accepté la direction de l'Institut guatémaltèque du tourisme à l'époque où le pays était soumis à la dictature du général Romeo Lucas, entre 1978 et 1982, il répond qu'il avait été nommé à ce poste à l'initiative du secteur privé. Elu maître de la capitale pour la première fois en 1982, il refuse d'assumer ses fonctions à la suite du coup d'État qui porte le général Ríos Montt au pouvoir.

Trois ans plus tard, il remporte de nouvelles élections municipales avec l'appui de sa nouvelle formation, le Parti pour l'avancement national (PAN), qui préconise une « économie sociale de marché » et la suppression des monopoles.

En 1990, il est éliminé au premier tour de l'élection présidentielle, mais le vainqueur, Jorge Serrano, lui donne le portefeuille des relations extérieures. Il démissionne neuf mois plus tard à la suite d'un cafouillage à propos d'un conflit territorial entre le Guatemala et le petit État du Belize. Son passage par l'administration publique lui vaut quelques solides inimitiés. « Autoritaire », « arrogant », disent ses adversaires qui n'apprécient guère la fermeté d'un homme de principes peu disposé à faire des concessions.

B. de la G.

## Laborieux débuts, au Gabon, de la table ronde inter-tchadienne

« ESSAYEZ, mes chers frères, de vous comprendre, de dialoguer, de vous aimer. » La prière lancée, vendredi 5 janvier, par le président gabonais Omar Bongo à l'ouverture de la table ronde de réconciliation inter-tchadienne qu'il accueillait dans sa ville natale de Franceville a rencontré peu d'échos. Les frères ennemis tchadiens ont échangé divergences devant leur hôte et devant les chefs d'Etat nigérien et centrafricain, venus en voisins intéressés par la stabilité d'un pays où la guerre civile n'a jamais cessé depuis trente ans.

La France suit aussi avec intérêt la réunion. Paris souhaiterait réétudier sa présence militaire au Tchad – le dispositif « Epervier », fort de 300 hommes, et une importante mission de coopération militaire – mais voudrait d'abord voir le Tchad conclure un processus démocratique en retard sur les autres pays africains.

La raison d'être de la réunion de Franceville est d'intégrer à ce pro-

cessus les rebelles armés – les « politico-militaires » – qui n'ont pas participé à la conférence nationale de 1993. Celle-ci, organisée après l'arrivée au pouvoir par les armes du président Idriss Deby en décembre 1990, a vu naître une cinquantaine de partis qui n'ont cessé de se heurter au chef de l'Etat à propos du calendrier constitutionnel et électoral. Aujourd'hui, M. Deby manifeste son intention de procéder au référendum constitutionnel et aux élections présidentielle et législatives avant la fin de l'année.

### DIVERGENCES

La table ronde devrait permettre, grâce au ralliement des « politico-militaires » au processus électoral, de garantir la sécurité et la légitimité de celui-ci. Mais les premiers discours ont révélé de profondes divergences. M. Deby a exclu une renégociation des décisions de la conférence nationale. Les mouvements armés ont de-

mandé la participation « de l'ensemble des partis de l'opposition légalisée et des associations de la société civile ». Ce qu'avait refusé M. Deby, qui est arrivé à Franceville en compagnie de dix représentants seulement des partis politiques. Cinq formations supplémentaires ont été invitées à participer aux travaux.

L'ordre du jour de la conférence prévoit l'examen de thèmes explosifs : « L'Etat de droit au Tchad, les problèmes de sécurité et de défense, les questions électorales. » En clair : les exactions que l'opposition – politique et militaire – reproche à la garde républicaine du président, responsable, selon Amnesty International, de la mort de 1 500 civils, ces deux dernières années ; la restructuration de l'armée et des forces de sécurité, dominées par le clan présidentiel ; la transparence du recensement et des élections, que le Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti du président, est tenté de remettre en cause,

comme l'a prouvé un premier recensement annulé pour irrégularité.

Le rapport de forces sur le terrain, favorable au pouvoir – ce que ne contestent pas les chefs rebelles –, pourrait faciliter M. Deby à la fermer. A l'exception des Forces armées pour la république fédérale (FARF), du chef sudiste Laouén Frisson Bardé, et des différentes factions du Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), issu du parti d'Hissène Habré, réfugié au Sénégal, les « politico-militaires » n'inquiètent guère le pouvoir, d'autant qu'ils ne peuvent plus compter sur le soutien de pays étrangers, comme le reconnaît l'ancien président Goukoni Oueddeï, chef du Front de libération du Tchad-Conseil pour la révolution (Frolinat-CPR), qui bénéficie naguère du soutien libyen.

Jean-Karim Fall  
(à Franceville)  
et Thomas Sotinel







**RÉGIONALISME** De nouveaux attentats ont visé, samedi 6 et dimanche 7 janvier, en Corse, sans faire de victime, des bâtiments considérés par les nationalistes

comme symbolisant la présence de l'Etat et sa politique dans l'île. Un village de vacances de l'armée et les locaux de l'inspection académique ont été détruits ou endommagés en

Haute-Corse. ● CES ATTENTATS coïncident avec les pourparlers secrets, démentis par la porte-parole du gouvernement, que le pouvoir a engagés avec les nationalistes.

● LES ENTRETIENS avec le FLNC « Canal historique » ont pour but de rétablir un dialogue de longue durée avec le mouvement nationaliste et d'apaiser les violences avant une

visite du ministre de l'Intérieur en Corse. ● UN ÉMISSAIRE de la Direction de la surveillance du territoire (DST) a par ailleurs été dépêché fin 1995 par Jean-Louis Debré.

## Les attentats en Corse pourraient précéder l'annonce d'une trêve

Des contacts, censés préparer une visite du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, dans l'île de Beauté, se poursuivent entre le gouvernement et le FLNC « Canal historique ». Un émissaire de la DST a notamment été dépêché à la fin de 1995

**BASTIA**  
de notre correspondant

Samedi 6 janvier, 15 heures, tout est calme dans le petit village du port de Macinaggio, dans le cap Corse, à 30 kilomètres au nord de Bastia. Un commando de dix hommes armés et cagoules, membres du FLNC « Canal historique », apparaît soudain et attaque le village de vacances de l'Institut de gestion sociale des armées (Igsa), situé à l'écart de la zone habitée. Après avoir séquestré les gardiens de l'installation touristique, les clandestins placent des charges de plusieurs dizaines de kilos de dynamite dans les bâtiments centraux. La destruction est quasi totale. Il n'y a pas de victimes. Le lendemain matin, à

5 heures, les clandestins attaquent l'inspection académique de la Haute-Corse, installée à la périphérie sud de Bastia. La déflagration d'une charge de 20 kilos de dynamite provoque l'effondrement d'une partie des façades bétonnées. Les quatre étages du bâtiment sont endommagés. Neuf salles de classe du lycée voisin sont partiellement détruites. L'établissement sera provisoirement fermé aux élèves, qui devaient faire leur rentrée lundi. Le mois dernier, le domicile et le véhicule personnel de l'inspecteur d'académie avaient été visés par des attentats du FLNC. Les clandestins dénonçaient « l'entreprise de destruction de la langue corse dont se rendent coupables l'académie, le rec-

torat et certains inspecteurs ». Cette fois, les clandestins demandent « la mise hors normes de l'académie, de manière à adapter les filières de formation au développement économique de notre pays ». Ces attentats s'inscrivent dans la suite récente d'une vingtaine d'autres actions du FLNC « Canal historique ». Depuis deux mois, systématiquement, les représentations de l'Etat et de certaines collectivités territoriales sont visées par des attentats très destructeurs. Ces actions démontrent tout d'abord que la crise meurtrière de l'été 1995 entre factions nationalistes n'a pas entamé la capacité d'action du FLNC « Canal historique ». Sa suprématie sur le terrain de la clandestinité est aujourd'hui incontestée face à ses concurrents, soumis à des divisions internes. Cela qualifie le « Canal historique » comme interlocuteur privilégié pour une éventuelle négociation globale avec Paris.

### Un émissaire de la DST

Combien y a-t-il de négociateurs du gouvernement mandatés pour s'entretenir avec les nationalistes corses ? A la fin de l'année, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a dépêché en Corse un émissaire de la DST. Cette mission ne s'inscrit pas dans le cadre des attributions de ce service, réglementées par un décret du 22 décembre 1982, aux termes duquel le service de contre-espionnage est chargé de « rechercher et prévenir les activités inspirées, engagées ou soutenues par des puissances étrangères » sur le sol français. Le ministre de l'Intérieur dispose d'ailleurs de plusieurs sources d'informations, de la préfecture de police aux renseignements généraux, ainsi qu'à l'UCLAT (Unité de coordination de la lutte antiterroriste). Selon plusieurs sources, policières et politiques, l'émissaire, qualifié de « responsable haut placé » de la DST, lui-même d'origine insulaire, aurait reçu pour mission de négocier avec certains responsables nationalistes l'arrêt des violences avant la visite de M. Debré - déjà programmée en 1995, puis ajournée.

H.G. et E.H.



déstabilisent les élus. « Les Corses sont arrivés au bout de leur patience. Nous attendons des dispositions de l'Etat... Quelles que soient ces mesures ! », a commenté, lassé, Jean Baggioni, le président (UDF) de l'exécutif territorial, dimanche. La veille, José Rossi, député (UDF) d'Ajaccio, avait réagi au plastiquage des locaux annexes de l'assemblée départementale qu'il préside. « Le silence de l'Etat dans ces affaires de violence est assourdissant... Il faut

que Paris renoue le dialogue avec la représentation locale. La Corse a l'impression de ne plus être dans la République ! », lançait-il. « Les discussions avec Paris n'ont jamais cessé depuis décembre 1994, époque où Charles Pasqua, publiquement, n'excluait pas le principe d'une réflexion approfondie sur la question institutionnelle », confie François Santoni, l'un des principaux dirigeants de A Cuculotta, le parti légal proche du « Canal historique ».

« Notre ambition, actuellement, est de participer à l'élaboration du principe d'une solution progressive au problème corse », explique un autre responsable. Cependant, au « Grand jury RTL-Le Monde », dimanche, Alain Lamassoure a démenti l'existence de pourparlers et déclaré : « Dans un pays démocratique, ce qui compte, ce sont les élus. La légitimité ne s'acquiert pas avec des kilos d'explosifs, mais avec des bulletins de vote. »

Même si les élus sont irrités à l'idée d'une discussion possible entre le pouvoir et les clandestins, l'annonce de la prochaine visite dans l'île de Jean-Louis Debré (Le Monde du 26 décembre) intéresse ceux d'entre eux qui attendent d'être confortés par le ministre de l'Intérieur dans leur légitimité et rassurés quant à la volonté de l'Etat de garantir l'ordre public en Corse. Cette visite pourrait bénéficier indirectement d'un signe d'apaisement des clandestins.

Le bon avancement des discussions secrètes à Paris pourrait, à très brève échéance, inciter le « Canal historique » à diminuer la pression qu'il exerce sur les représentations de l'Etat en Corse. L'annonce d'une trêve conditionnelle pourrait être le prélude à la mise en place d'un processus de « normalisation ».

Michel Codacci-Pisanelli

## L'homme qui se ferait « couper en deux » pour Charles Pasqua

« MOINS ON PARLE DE MOI, mieux je me porte », a coutume de dire de fidèle entre les fidèles de Charles Pasqua. Moins connu que l'autre insulaire du clan Pasqua, Jean-Charles Marchiani, en charge des missions spéciales, Daniel Léandri est le véritable homme de confiance de l'ancien ministre de l'Intérieur, son inséparable conseiller et confident.

S'il a conservé un bureau place Beauvau après le départ de son « patron », ce n'est qu'avec l'accord de celui-ci : Jean-Louis Debré avait grand besoin d'un spécialiste de la question corse au sein de son cabinet. En dépit des réserves de Matignon au sujet des « hommes de Pasqua », l'Élysée a arbitré en sa faveur. C'est que M. Léandri a forcé de Maurice Ulrich, chargé de mission auprès du chef de l'Etat, il traverse au moins une fois par jour la rue du Faubourg Saint-Honoré, qui sépare le ministère de l'Intérieur du palais de l'Élysée. Pour parler de la Corse avec le conseiller du président, ainsi, sans doute, que des dossiers sensibles.

Natif d'un petit village de Corse-du-Sud, âgé de cinquante-deux ans, n'ayant jamais exercé d'autre métier que celui de policier, choisi en 1966, gaulliste de toujours, M. Léandri avait tout

pour devenir le gogard de M. Pasqua. Ses premières affectations le conduisirent dans les Hauts-de-Seine, terre d'élection de l'ancien ministre, au commissariat de Clichy-la-Garenne, puis à celui de Courbevoie. C'est là qu'il fit la connaissance, dans les années 60, du futur patron de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), Bernard Deleplace, policier de conviction et homme de gauche, avec qui il cultive, depuis, une indéfectible amitié, qui lui a été souvent utile dans ses négociations avec les organisations policières.

Le champ de ses compétences s'est élargi. Dès 1986, il était en charge des « dossiers de renseignement » pour le ministre de l'Intérieur. Après 1993, les chefs d'Etat africains ou leurs émissaires reçus par M. Pasqua effectuèrent souvent un crochet par son bureau exigü, situé à quelques mètres de celui du « boss ». Il a diminué la fréquence de ses voyages africains, mais a mené à bien quelques missions discrètes. Le 28 juin 1992, veille de l'assassinat du président algérien Mohamed Bouïdji, M. Léandri se trouvait ainsi à Alger pour préparer en sa compagnie une rencontre prévue avec M. Pasqua.

Pour autant, M. Léandri se flatte de ne faire d'autre carrière que celle d'un « serviteur » de l'Etat et d'un homme, pour lequel il se dit prêt à se « faire couper en deux ». Malgré ses séjours place Beauvau et ses relations de confiance avec

la plupart des responsables policiers, il n'est toujours qu'officier de paix principal, grade dont il n'est pas peu fier. Avant d'en devenir le conseiller, il avait été le garde du corps de M. Pasqua, rencontré en Corse en 1973 grâce à des amis et « compatriotes » communs. Son fils a repris cette charge : officier de police, il assure la protection rapprochée de l'ancien ministre.

Le départ de l'ancien ministre, après la défaite d'Édouard Balladur, a entraîné le transfert de M. Léandri à la direction générale de la police, où il devait gérer le dossier corse. Il y est demeuré une semaine, avant d'être rappelé par M. Debré, sans avoir eu le temps de défaire ses cartons. Ses « contacts » syndicaux l'ont conduit, depuis, à retrouver la haute main sur les questions de police, au grand dam de ses destructeurs.

Avec l'accord de M. Debré, il continue à fréquenter les équipes de M. Pasqua et à parler corse avec son « patron » - ainsi qu'avec le préfet de police de Paris, Philippe Masson - et s'amuse des actions secrètes qui lui sont régulièrement prêtées. Alors que M. Marchiani négociait en Europe de l'Est le sort des deux pilotes français prisonniers des Serbes, M. Léandri recevait, gogard, dans son bureau, les appels téléphoniques de témoins qui juraient l'avoir vu, lui, la veille à Budapest.

Hervé Cattegnio et Erich Icinay

## Onze morts en 1995

ALORS QUE le FLNC-canal historique avait annoncé, en décembre 1994, un « gel total » des plastiquages sur le continent, tout en se réservant le « droit de commettre des actions contre la spéculation immobilière sur la terre corse », plusieurs centaines d'attentats ont été commis sur l'île en 1995. La plupart d'entre eux ont visé des sites touristiques et des agences de voyages, mais aussi des centres administratifs, des sièges d'entreprises publiques et des établissements bancaires.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février, un commando d'une quinzaine d'hommes armés avaient ainsi détruit soixante-six logements et commerces de l'île de Cavallo, située au large de Bonifacio. Le FLNC-canal historique avait revendiqué cette opération. Dans la nuit du 19 au 20 mars, trente-cinq attentats étaient perpétrés de façon presque simultanée contre des agences bancaires et des édifices publics.

Parallèlement, une série de règlements de comptes avaient lieu dans les rangs des militants nationalistes. Le 16 février, à Ajaccio, un militant du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), propriétaire d'un bar, Jean-Pierre Leca, était abattu d'une balle dans la nuque. Le 29 mai, à la sortie sud d'Ajaccio, l'un des principaux dirigeants d'A Cuculotta nazionalista, François

Santoni, était blessé par balles. Stéphane Gallo, qui assurait sa protection, avait été tué. La journée la plus meurtrière a été celle du 26 juillet, où trois militants autonomistes sont morts par balles : deux à Ajaccio, Antoine et Frédéric Giacomoni, du MPA ; et Vicente Dolcerocca, l'un des secrétaires permanents d'A Cuculotta, près de Bastia.

Les enquêteurs ont alors expliqué ces assassinats par des luttes d'influence entre organisations clandestines se situant aux marges de la délinquance, tandis qu'A Cuculotta, vitrine légale du « canal historique », accusait des « officines barbouzardes » de tenter d'opposer les uns contre les autres toutes les composantes armées de la société corse, qu'elles soient marginales ou politiques. Au total, onze nationalistes ont été abattus en 1995 : six du côté d'A Cuculotta et du FLNC-canal historique, cinq du côté du MPA et du FLNC-canal habituel. La première victime de 1996, le 1<sup>er</sup> janvier, à 2 heures du matin, a été un agent de sécurité, Gilbert Rossi, membre d'A Cuculotta, tué alors qu'il sortait d'un bar, près du port de plaisance de l'Amirauté à Ajaccio.

Après l'été, on avait pourtant observé une volonté partagée d'apaisement chez les principaux porte-parole des factions rivales. Les plastiquages s'étaient alors orientés plutôt vers des symboles de l'Etat.

## Un accord entre le conseil général et la ville permet la reprise des négociations avec les tramonts marseillais

**MARSEILLE**  
de notre correspondant

Négociations paraissent encore possibles dans la matinée de lundi 8 janvier. L'intersyndicale (CGT, FO, CFTD, CSI et SUP) des tramonts marseillais et le médiateur, Henri Loisel, devaient se retrouver à l'hôtel de ville et chaque partie espérait que « cette rencontre » constituerait « la dernière ligne droite ». Au trente-troisième jour du conflit, les grévistes et la municipalité semblent souhaiter trouver rapidement une issue à la crise la plus grave qu'ait connue la région des transports de Marseille (RTM). Henri Loisel devait faire part aux syndicats de « nouvelles propositions plus avantageuses » que celles avancées le 30 décembre. Selon Claude Librati, délégué CFTD, « les tramonts ont envie d'aboutir car ce conflit est long mais la base ne comprendrait pas qu'on n'obtienne rien ».

Un accord a été trouvé durant le week-end entre la ville de Marseille et le conseil général des Bouches-

du-Rhône. Afin d'aider la municipalité de Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-FR) de Marseille, à satisfaire la principale revendication des tramonts - l'alignement du statut moins favorable instauré en septembre 1993 sur le statut de 1942 -, Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, propose une contribution financière du département s'étalant sur cinq ans. Le coût du rattrapage entre les deux statuts a finalement été fixé à 8 075 000 francs pour 1996, consistant, pour les trois cents tramonts concernés, en une augmentation de salaire de 600 francs par mois et une réduction de deux heures et vingt minutes de la durée de travail hebdomadaire.

### BRAS DE FER

La charge financière pour l'entreprise ira donc croissant, puisqu'il était prévu que, d'ici à cinq ans, six cents tramonts soient sous le statut 2. En 2 000, la masse salariale devrait être supérieure de 12 millions de francs aux prévisions éta-

blées aujourd'hui. Sauf en cas de rupture brutale des négociations, l'accord entre les deux collectivités locales devait être formalisé par une rencontre lundi après-midi entre MM. Gaudin et Weygand, en présence du préfet des Bouches-du-Rhône.

Durant six jours, les deux adversaires de l'élection municipale de juin 1995 se sont pourtant livrés à une partie de bras de fer à laquelle les tramonts ont assisté passifs. Tout en se déclarant « prêt à discuter », M. Gaudin soulignait, vendredi, la « très, très faible marge de manœuvre » de la ville, compte tenu du déficit de la RTM (560 millions de francs inscrits au budget 1996), et rappelait que « la plupart des départements aident les grandes métropoles régionales dans le domaine des transports urbains ». Considérant que le conflit marseillais avait « valeur de test national », M. Weygand a soupçonné la RTM et la ville de « vouloir [y] mettre fin par la force et non par la négociation », afin de « rester en France la

méthode que M<sup>re</sup> Thatcher a appliquée en Grande-Bretagne ». M. Weygand proposait une contribution dégressive et limitée à cinq ans. M. Gaudin, faisant monter les enchères, réclamait « une aide progressive pérennisée ». A l'hôtel de ville, la résistance du maire de Marseille est expliquée plutôt par la crainte de voir d'autres catégories de personnel réclamer à leur tour une revalorisation de leurs statuts. En gage d'apaisement, la direction de la RTM a annoncé qu'elle renoncera, lundi 8 janvier, à faire circuler des autobus, afin d'éviter de nouveaux incidents qui pourraient entraver le bon déroulement des négociations. Samedi, André Mattéi, délégué CGT, avait été blessé lors d'une intervention policière destinée à séparer grévistes et non-grévistes. Avant de manifester lundi matin sur la Canebière, les tramonts ont passé le week-end autour de braseros, devant les dépôts gardés par la police.

Luc Leroux

ALFRED DUNHILL

**SOLDES**

DU 9 AU 20 JANVIER 1996

-30 A -50%

SUR LA COLLECTION PRET-A-PORTER  
ET SUR UNE SÉLECTION D'ACCESSOIRES

Alfred Dunhill, 15, rue de la Paix, Paris  
Tél. : 32 67 57 58



Très recherché depuis 1893



## Les balladuriens reprochent à M. Juppé de multiplier les prélèvements

M. Sarkozy et M. Léotard demandent le report de l'application du RDS. M. Lamassoure, porte-parole du gouvernement, a écarté cette hypothèse, tout en confirmant que Matignon allait revoir ses prévisions de croissance

Une nouvelle polémique économique vient d'éclater dans les rangs de la majorité. L'ancien ministre du budget Nicolas Sarkozy et le président du Parti républicain, François Léotard, ont demandé, dimanche, au premier mi-

nistre, Alain Juppé, de reporter l'application du RDS. Ils craignent que ce nouveau prélèvement, cumulé avec les autres impôts nouveaux, constitue une ponction trop forte sur le pouvoir d'achat des ménages et pèse sur

l'activité, à un moment où celle-ci donne des signes manifestes de faiblesse. L'actuel ministre du budget et porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, a estimé qu'un tel report du nouvel impôt pour la sécurité

sociale n'était pas « envisageable ». Il a, toutefois, confirmé que le gouvernement allait revoir d'ici au mois de mars, ses prévisions de croissance, et décider rapidement un gel de crédits budgétaires.

S'AGIT-IL d'une « crise de l'offre » ou d'une « crise de la demande » ? A écouter, dimanche 7 janvier, Nicolas Sarkozy et Alain Lamassoure, l'ancien et le nouveau ministre du budget et porte-parole du gouvernement, qui polémique à distance, le premier étant l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », et le second celui du « Grand Jury RTL-Le Monde », on ne pouvait s'empêcher de penser que l'histoire connaît des rebondissements savoureux, car la controverse à laquelle ils se sont livrés rejoint, point pour point, un autre grand débat économique, celui du printemps 1993. La polémique promet de prendre d'autant plus d'ampleur que d'autres voix de la majorité s'en sont mêlées, dont Raymond Barre et François Léotard.

Pour M. Sarkozy, la question ne fait pas l'ombre d'un doute : le gouvernement actuel a mal pris la mesure du ralentissement économique. Et surtout, il a assommé les ménages avec 100 milliards de francs d'impôts nouveaux, qui risquent de casser toute possibilité de reprise. L'ancien ministre du budget n'a pas pris de gants pour dire que l'instauration, à compter du 1<sup>er</sup> février, du nouveau prélèvement pour le remboursement de la dette sociale (RDS) était une « erreur ». « Compte tenu de l'état de la croissance », il estime qu'il convient de « reporter d'un an » ce nouvel impôt. A ses yeux, une telle décision ne serait en rien préjudiciable aux engagements européens de la France puisque ce prélèvement sert à réduire non pas les déficits mais la dette cumulée de la Sécurité sociale. Or, dans ce cas, la France est largement en deçà des normes fixées par Maastricht.

Dans la foulée, l'ancien ministre

du budget a lancé un « appel pressant, solennel, pour que la pause fiscale soit déclarée non pas en 1997, quand la croissance sera revenue, mais dès 1996, parce que c'est dès 1996 que nous avons besoin de soutenir la consommation ». Il a donc invité le gouvernement non seulement à différer la mise en œuvre du RDS, mais aussi à « renoncer » au projet de soumettre les allocations familiales à l'impôt sur le revenu. Pour faire bonne mesure, il a, aussi, soumis au premier ministre une idée de son cru, qui consisterait à proposer aux contribuables une diminution de 50 % du premier tiers provisionnel de l'impôt sur le revenu, exigible en février, rattrapée en fin d'année, lors du paiement du solde de l'impôt. En clair, M. Sarkozy a défini une politique économique alternative et reproché implicitement à M. Juppé de n'avoir pas compris que, si l'économie est en panne, c'est d'abord parce qu'elle est minée par une « crise de la demande ».

Sur TF1, le président du Parti républicain, François Léotard, a, au même moment, défendu la même proposition, estimant que le RDS

peut attendre « plusieurs mois », le temps que l'on « ait quelques signes annonciateurs de croissance ». « Je dis au gouvernement : faites attention à ce que vous faites », a-t-il lancé. Actuellement, la croissance ne repartira pas si l'on enfile les impôts comme des perles et si l'on continue à asphyxier l'économie par une fiscalité désordonnée. Interrogé sur les mêmes sujets quelques minutes plus tard, M. Lamassoure a courtoisement rejeté ces critiques. Certes, il n'a pas nié le ralentissement économique. Tout juste a-t-il tenté d'en minimiser l'ampleur, soulignant que « le tassement » pourrait encore durer « deux ou trois mois ». Il a aussi admis que la moindre croissance contraindra le gouvernement à envisager, dès les prochaines semaines, un plan de gel de crédits budgétaires (Le Monde du 6 janvier).

A ces concessions près, l'actuel ministre du budget a exclu un report du RDS. « Ce n'est pas envisageable », a-t-il rétorqué, ajoutant, à propos de la dette sociale : « Plus tôt on la rembourse, mieux cela vaut ». M. Lamassoure a reçu le soutien de M. Barre. Invité, di-

manche, de Radio classique-Rhône-Alpes, le maire de Lyon a déclaré que les réformes sont « indispensables » et qu'elles seront « d'autant plus sévères que l'on aura attendu longtemps pour les prendre ».

**La seule concession du gouvernement pourrait être d'abandonner son projet d'assujettir les allocations familiales à l'impôt sur le revenu**

Ces échanges font penser à une autre polémique, qui s'est déroulée, à l'inverse, au printemps 1993. A l'époque, le premier ministre, M. Balladur, estimait que la priorité était à la réduction des déficits et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il avait multiplié les prélèvements sur les ménages et les transferts en faveur des entreprises. De nombreuses voix s'élevaient alors déplorant pour observer que le gouvernement se trompait de diagnostic, en estimant que la récession avait pour origine principale une « crise de l'offre » et non une « crise de la demande ». M. Sarkozy avait, lui-même, pris position de manière catégorique : non, « c'est une crise de l'offre », avait-il lancé. Pour quantifier qu'il soit, le rappel de cette ancienne controverse n'est pas gratuit car, au fil des mois, M. Bal-

Laurent Mauclerc

## Jean Puech (UDF-PR) réélu sénateur de l'Aveyron

JEAN PUECH (UDF-PR), ancien ministre de la fonction publique dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, a été réélu aisément, dimanche 7 janvier, sénateur de l'Aveyron. Seul candidat de la majorité, M. Puech, qui préside également le conseil général, a retrouvé son siège dès le premier tour de scrutin. Il devance les deux candidats de gauche, Pierre Lacombe (PS), conseiller régional de Midi-Pyrénées et maire de Camjac, et Guy Drillon (PCF), conseiller municipal d'Onet-le-Château. Ce scrutin partiel faisait suite à la démission du suppléant de M. Puech, Raymond Cayrel (UDF-PR), afin de permettre à l'ancien ministre, qui n'avait pas été reconduit au gouvernement lors du remaniement du 7 novembre, de retrouver le siège qu'il occupe depuis 1980.

Premier tour. L. 847 ; V. 838 ; E. 800. Jean Puech (UDF-PR), 533. ELU. Pierre Lacombe (PS), 217 ; Guy Drillon (PCF), 50.

[24 septembre 1989. - L. 881. Premier tour : L. 879 ; E. 866. - Un. d. : Jean Puech, 3, 496, réélu ; Bernard Seiller, app. UDF-PR, 418 ; PS : Denis Jaudon, 268 ; Jean-Louis Coulon, 176 ; Isidore : Albert Allès, UDF-PR diss., 348 ; PC : René Boudès, 25 ; Claude Marre, 25. Second tour : L. 830 ; E. 831. - Bernard Seiller, 502, élu ; Denis Jaudon, 320 ; Albert Allès, 29.]

### DÉPÊCHES

■ **TABAC** : le prix des cigarettes a augmenté en moyenne de 4 %, lundi 8 janvier. Le paquet de Gauloises brunes est passé de 11,20 francs à 11,90 francs, celui des Gauloises blondes de 14,60 francs à 15,30 francs, les Marlboro de 17,50 à 18 francs et les Winston de 15,90 francs à 16,50 francs. Ce huitième relèvement des tarifs en cinq ans a entraîné sur cette période une hausse de 70 % du prix des cigarettes. La part de la fiscalité sur les paquets dépasse 75 % et les recettes attendues en 1996 seraient de 36 milliards de francs.

■ **GAUCHE** : Laurent Fabius (PS) invite les socialistes à se montrer « plus fermes, plus précis, plus "punchy" » en termes d'opposition au cours de l'année 1996. Invité dimanche 7 janvier sur France 3, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a estimé que « l'enjeu principal de cette période, c'est de combler un déficit d'espérance », en observant que, pendant le mouvement social, « le point sur lequel les socialistes n'ont pas été suffisamment compris, c'est la contre-proposition ».

■ **AUTRE GAUCHE** : la Convention pour une alternative progressiste (CAP), qui regroupe divers courants et personnalités de la gauche « alternative » (Charles Fiterman, Marcel Rigout), a désigné, samedi 6 janvier, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les vingt-quatre membres de son exécutif et ses deux porte-parole, Thérèse Rabaté et Bernard Ravenel (Le Monde daté 7-8 janvier). « La CAP a refusé de demeurer un cartel de forces mais reste un mouvement politique », a commenté Gilbert Wasserman, coordinateur national.

■ **PARLEMENT** : Alain Lamassoure annonce un débat sur l'Union européenne avant la conférence intergouvernementale (ICIG) qui aura lieu, fin mars, en Italie. Invité, dimanche 7 janvier, du « Grand Jury RTL-Le Monde », le ministre du budget et porte-parole du gouvernement a précisé que « le premier axe de la conférence présentera (...) les objectifs de la France dans le domaine de la coopération économique (...) ».

■ **SÉCURITÉ** : les forces armées ont été mises en état d'alerte et des affaires sociales et l'interne ont été renforcées. Le ministre de l'Intérieur a annoncé la mise en œuvre de la loi relative à la réforme de l'assurément de la Sécurité sociale. Les députés ont unanimement dénoncé le manque de confiance en la France des charges sociales des praticiens libéraux en 1996 (Le Monde daté 7-8 janvier).

## Le thermomètre cassé des inégalités

Le premier rapport publié par l'héritier du CERC est décevant

INSTAURÉ en novembre 1994, le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) a rendu public, lundi 8 janvier, son premier rapport. Son titre est alléchant : « Les inégalités d'emploi et de revenu ». Le résultat, lui, est décevant.

Le CSERC est né dans des tourmentées puisqu'il a été construit sur les débris du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC). Organisme parapublic, le CERC a, durant plusieurs décennies, eu pour spécialité de passer au crible l'ensemble des statistiques disponibles pour tenter de

mesurer l'évolution des revenus des Français. Réputé pour son indépendance, il était le seul institut à fournir des estimations introuvables ailleurs et apportait ainsi une contribution irremplaçable au débat social, au risque d'agacer les gouvernements. Menacé pour son impertinence, le CERC l'a donc souvent été sous la gauche. Mais c'est la droite, en l'occurrence le gouvernement d'Edouard Balladur, qui lui a donné le coup de grâce.

### AUCUNE STATISTIQUE NOUVELLE

Certes, quand le CSERC a été créé, le gouvernement de l'époque a juré qu'il ne chercherait nullement à mettre au pas un organisme trop indépendant. Officiellement, il s'agissait d'élargir la mission des économistes à la question de l'emploi. Mais l'équipe du CERC, comprenant une trentaine de chercheurs, a été dispersée, et le CSERC lui a succédé sans disposer d'aucune logistique. Il ne pouvait donc rien produire de bon.

D'abord, le CSERC a décidé de ne pas reprendre le flambeau du CERC. Dans leur premier rapport, les experts s'attendent, certes, sur certaines questions comme les évolutions salariales ou les revenus du patrimoine. Mais ce n'est pas pour établir un bilan, le plus précis et le plus récent possible, de l'évolution de ces revenus. Dans ce domaine, le CSERC constituait un thermomètre des inégalités de la société française. Avec le CSERC, le thermomètre est, à l'évidence, cassé.

Gigantesque fresque, passant en revue sur une très longue période les évolutions aussi bien de la croissance que du chômage, de la durée du travail, des aides à l'emploi, des transferts sociaux ou encore des revenus du ménage, le rapport n'apporte aucune statistique vraiment nouvelle et ne débouche sur aucune recommandation précise. En ouverture du rapport, le CSERC présente une synthèse de ses travaux, qui est le produit non pas d'une recherche économétrique ou statistique, mais d'un compromis entre les idées

composites de ses membres. Un clin d'œil en direction des ségalistes : « Il y a présomption que si les taux d'intérêt réels restaient à un niveau aussi élevé, le partage actuel de la valeur ajoutée ne permettrait pas le financement de l'accumulation du capital nécessaire à une croissance réduisant le chômage à moyen terme. » Un appel du pied aux ultralibéraux qui s'indignent des coups de pouce en faveur du salaire minimum : « S'agissant des cotisations sociales, l'allègement déjà engagé des charges sociales va dans le bon sens. S'agissant du salaire, les hausses du SMIC au-delà de ce qui est prévu par la loi (...) vont en un sens inverse ». Le rapport a plus les apparences d'une motion de synthèse d'un congrès radical-socialiste que d'un travail de recherche réalisé par des économistes indépendants.

Le plus étrange, c'est que le rapport pointe parfaitement certaines des lacunes de l'appareil statistique français. « Les revenus des franges les plus pauvres et les plus riches de la population échappent aux dispositifs d'enquête et nécessitent des investigations spécifiques », observe-t-il. Le CERC s'y employait. Pour l'heure, il n'a pas de successeur.

L. M.

\* Les inégalités d'emploi et de revenu, mise en perspective et nouveaux défis. Editions La Découverte, 239 pages.

Alain Beauvillier

**BAC + 1**  
TOUTS CYCLES UNIVERSITAIRES  
**RÉORIENTEZ-VOUS**  
VERS UNE

**GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE**

**L'AFIG**  
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)  
VOUS PRÉPARE AU CONCOURS DE

**L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION**

CONTACTER FRANCIS PASTEUR :  
6 RUE PICOT - 75116 PARIS - (01-7) 53 70 71 02 / 01  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

Fiat Pu  
Voit

FIA  
VO

pa  
ré

هكذا من لامل



1500 cc

Publicité

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / 7

Fiat Punto,  
Voiture de l'année 1995.

## FIAT BRAVO ET FIAT BRAVA, VOITURE DE L'ANNÉE 1996.



1996 : ce ne sont pas une mais deux voitures élues "Voiture de l'année". Fiat Bravo et Fiat Brava. Avec la Fiat Punto,

Voiture de l'année 1995, ce sont trois Fiat élues "Voiture de l'année" en 2 ans

seulement. Un record absolu. Une prouesse Fiat, reconnue par l'Europe entière, couronnant un projet innovant et sans précédent. Une nouvelle récompense qui vient confirmer une longue tradition : avec Fiat Bravo et Fiat Brava,

Fiat signe sa 7ème

victoire dans l'histoire de ce prix.

Un record absolu pour un seul et même constructeur. En 34 ans, 7

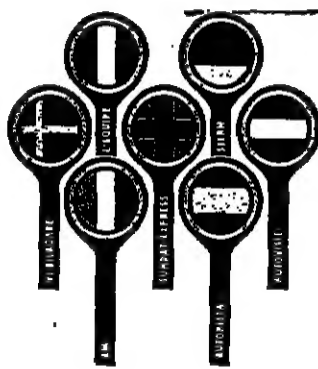
victoires qui, avec celle de Lancia, en font 8 : un

succès record, aussi, pour l'Industrie Automobile Italienne. Quand la passion anime les hommes, rien n'est impossible. Nous vous le prouvons encore une fois. Avec la Fiat Punto, la Fiat Bravo et la Fiat Brava, les années 90 voyagent sous le signe Fiat. Venez les découvrir et les essayer chez votre

concessionnaire Fiat.



La  
**passion**  
récompensée.



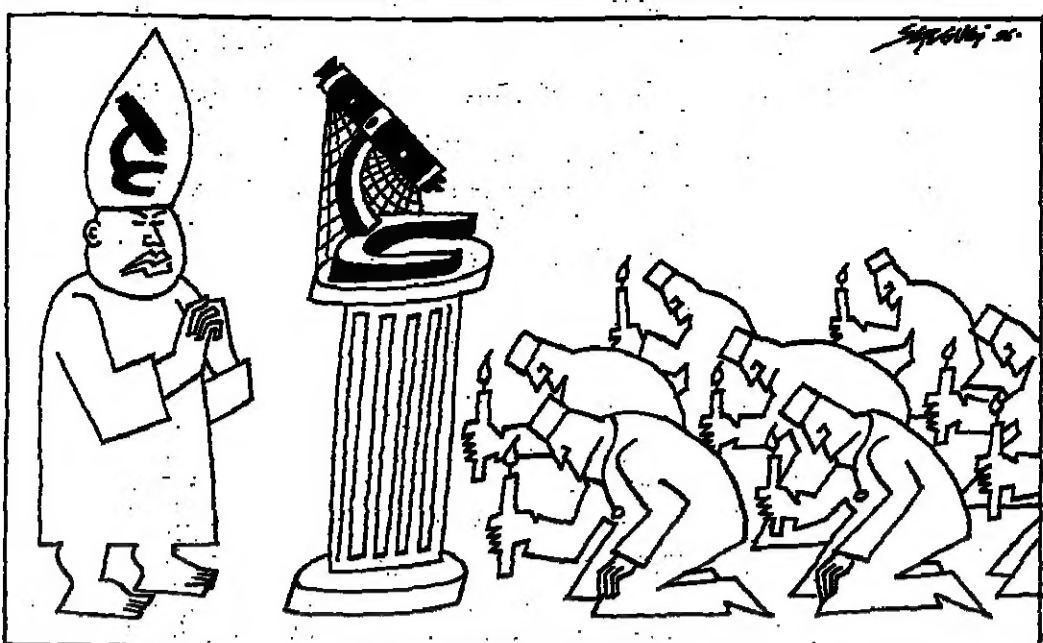
**FIAT BRAVO. FIAT BRAVA.  
VOITURE DE L'ANNÉE  
1996.**

LA PASSION NOUS ANIME. **FIAT**









## Les conclusions de la note de l'IGAS : « Il convient de mettre un terme aux dérives... »

VOICI, in extenso, les conclusions de la note de l'IGAS :  
Pour 1989, dernier exercice clos, deux chiffres résument l'activité de l'ARC :

— Total des recettes : 430 millions de francs.  
— Charges générales de fonctionnement : 285 millions de francs.

VERBATIM  
Les charges de fonctionnement représentent donc 65,5 % des recettes et cette proportion est en forte croissance par rapport à l'année précédente (+16 %). Ce qui va à la lutte contre le cancer, c'est le reste, soit environ le tiers des recettes.

La direction de l'ARC sait que les rentrées de fonds proviennent de la générosité du public sous forme de la notoriété et que celle-ci passe par une politique de communication. Le coût de cette politique représente l'essentiel des charges de fonctionnement, sa mise en œuvre étant sous-traitée.

En effet, l'importance de la sous-traitance constitue le caractère le plus marquant du fonctionnement de l'ARC et celui des activités sous-traitées qui concernent la communication représentent le plus gros poste de dépenses.

La médiatisation de l'association est confiée, avec une clause d'exclusivité, à une société commerciale spécialisée qui réalise de substantiels bénéfices. Il y a là manifestement une dérive dans les objectifs et les moyens d'action d'une association faisant appel à la générosité du public.

Les moyens utilisés pour faire rentrer des fonds sont d'ailleurs contestables en eux-mêmes, tels ce numéro spécial de la revue de l'ARC, *Fondamental*, d'octobre 1989 (dont la société considérée assure l'édition, la diffusion et la promotion), qui tirait en blanc sur fond rouge sur toute sa page de couverture : « Et si ça nous arrivait ? »

Trois des sociétés sous-traitantes absorbent 60 % des charges de fonctionnement de l'ARC, soit 170 millions de francs, et ces sous-appels d'offres et sans mise en concurrence aucune. Elles ont de plus les mêmes dirigeants. Deux d'entre elles ont le même siège social dans des locaux très modernes et leur chiffre d'affaires total présente la particularité d'être inférieur aux factures que leur paye l'association.

A l'occasion d'achats d'équipements, des fournisseurs « offrent » de commander divers colloques

scientifiques ou symposiums selon un procédé critiquable dans la mesure où il implique l'absence d'une négociation des prix. Un « symposium » peut entraîner par exemple le déplacement de trente-six journalistes de la presse française, pour une semaine en Chine, le programme comportant trois journées d'exposés et, pour le reste du temps, la visite de la Grande Muraille et une excursion à Hongkong, le tout aux frais des donateurs de l'ARC. Plusieurs collaborateurs accompagnent le président à ces congrès.

La prise en charge d'une partie du personnel par un organisme d'Etat constitue une autre anomalie, assimilable à une subvention déguisée, dans cette gestion de droit privé. Le président, rémunéré par le même organisme d'Etat pendant vingt-huit ans, exerce ses fonctions à temps plein à l'ARC, qui lui alloue des frais professionnels outre le remboursement de ses nombreux déplacements à l'étranger. Hôtels de luxe, voiture de fonction (deux XM) avec chauffeurs (deux) pour ce président par ailleurs logé par l'ARC en contrepartie d'un loyer modique, tous ces détails constituent autant d'anomalies, s'agissant d'un établissement vivant de la générosité du public.

Le président de l'ARC a créé à New York une fondation de droit américain dont il assure également la présidence et dont la totalité des dépenses est inférieure aux subventions que l'association lui alloue (un peu plus de 5 millions de francs en 1989).

La mission relève aussi de véritables irrégularités dans le fait que seules les dotations affectées à la recherche, soit une proportion des dépenses inférieures à 40 %, fassent l'objet de prévisions budgétaires. Cela est contraire aux dispositions statutaires de l'association. Cette pratique, d'usage constant, assure au seul président les plus larges pouvoirs dans l'engagement des crédits de fonctionnement qui reviennent ainsi de sa seule initiative.

Les membres du conseil d'administration n'exercent donc pas leurs prérogatives d'appréciation des choix et des engagements financiers relatifs au fonctionnement général de l'organisme. L'assemblée générale se contente d'enregistrer les informations d'ordre comptable qui lui sont fournies de façon non seulement succincte, mais déformée s'agissant de la répartition analytique des dépenses de gestion et des contributions à la recherche.

Les procédures d'attribution des aides à la recherche constituent

le second trait marquant du fonctionnement de l'association. Une part importante des fonds est laissée à la discrétion du président sans contrôle du conseil d'administration par qui doivent passer pour toutes les attributions selon les statuts.

Bon nombre de membres de ce conseil apparaissent comme des privilégiés dans ces attributions et, partant, comme des obligés du président, ce qui met ce dernier à l'abri de toute critique et explique de plus les pétitions « spontanées » de la « communauté scientifique » en sa faveur.

De grands projets sont lancés et, avant même que ceux-ci soient assurés de voir le jour ou que leur utilité soit démontrée, des achats sont effectués dans leur cadre, ce qui entraîne un gaspillage des fonds destinés à la recherche. En outre, l'ARC assure le financement d'un certain nombre de travaux et d'équipement dans des centres hospitaliers du secteur public mais laisse à ces établissements la charge des coûts de fonctionnement inévitables.

A partir d'initiatives d'une association privée, prises sans concertation avec les autorités publiques, des établissements sont ainsi financés, supportés par les organismes de Sécurité sociale. Les pouvoirs publics se trouvent ainsi dépossédés de la conduite de la politique de santé dans le domaine considéré.

Il est difficile d'établir un bilan des aides de l'ARC à la recherche. Le cumul des sommes allouées depuis l'origine ou un certain nombre d'années, que présente l'ARC pour sa publicité, n'a guère de sens. La question essentielle, après les constatations qui viennent d'être présentées, est en effet celle des opportunités scientifiques qui ont pu être sacrifiées à la dérive publicitaire.

Les pouvoirs publics devront donc tirer les conséquences du refus de transparence de l'ARC et du détournement de la générosité publique au profit de sociétés de publicité qui ne réalisent que des bénéfices.

En redonnant à l'ARC la reconnaissance d'utilité publique, ils risqueraient de faire supporter à une cause prioritaire pour la santé de la population les conséquences d'une gestion omnipotente.

Il convient de toute façon de mettre un terme aux dérives qui ont été recensées pour tous les organismes de ce type, c'est-à-dire faisant appel à la générosité du public dans le domaine de l'action sociale et de la santé publique, quelle que soit leur nature, associations comprises.

## Jacques Crozemarie déclare qu'il n'est pas démissionnaire

M. CROZEMARIE « n'est pas démissionnaire » : « Je ne suis coupable de rien », affirme-t-il dans un entretien paru dans le *Journal du dimanche* du 7 janvier, en précisant qu'il s'agit d'une « histoire de haine, de batailles entre chercheurs, de rivalités pour des subventions mais aussi de rivalités de chapelles ». Bien que mis « en retrait » à l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire de l'association, M. Crozemarie ajoute qu'il espère « ne pas en arriver à envisager la dissolution de l'association en remettant, dans ce cas, les fonds à la Fondation de France ».

Selon le président de l'ARC — qui se défend d'être « théocratique », mais se définit au contraire comme « profondément républicain » —, « il n'y aura pas de campagne cette année » pour recueillir des fonds, les 600 millions de francs actuellement en caisses permettant « de financer la recherche cette année ». M. Crozemarie assure n'avoir pas

été au courant des surfacturations dénoncées par la Cour des comptes et affirme qu'« en 1993, 45 % des sommes collectées sont allées à la recherche et 31 % à la prévention et à l'information, soit 76 % pour les buts statutaires de l'ARC ».

« INCOMPÉTENT OU INCAPABLE »  
Le cancérologue Léon Schwartzberg estime, pour sa part, que lorsqu'on « préside et dirige seul une association, si on n'est pas au courant des malversations des sociétés avec lesquelles on traite, c'est qu'on est incompetent ou incapable ». Jacques Crozemarie « aurait pu en profiter pour quitter le navire de façon assez belle, assez noble. Ce n'est malheureusement pas le chemin qu'il a choisi », a déclaré sur TF 1 le professeur Schwartzberg, membre du conseil d'administration de l'ARC et du groupe de travail réuni pour préparer une réponse aux critiques de la Cour des comptes. Ce groupe

de travail a décidé de réunir la trésorerie de l'ARC au sein de la Caisse des dépôts et consignations dans les plus brefs délais, et de suspendre tout nouveau marché avec le principal prestataire de l'association cité dans le rapport de la Cour des comptes, International Développement Communication (IDC), suspecté, notamment, de s'être livré à d'importantes surfacturations dans la fourniture de papier pour les publications de l'ARC.

Le groupe de travail, qui est composé de six membres du conseil d'administration (les professeurs Alain Bernard, Wolf Fridman, Roger Monier, Léon Schwartzberg, Maurice Tubiana et l'ancien magistrat Yves Rocca), a également rappelé que « seule une assemblée générale extraordinaire de l'ARC pourrait éventuellement, à la suite d'une procédure spécifique prévue par les statuts, dissoudre l'association ».

## Les actions de recherche et de lutte contre le cancer

DANS CE CHAPITRE, les inspecteurs de l'IGAS détaillent les différents axes d'intervention de l'ARC : aides individuelles apportées à des chercheurs ; soutien financier apporté à des programmes de recherche ; développement d'une coopération internationale ; attribution de prix.

Plusieurs projets méritent d'être rapportés. En premier lieu, le centre de détection précoce et de prévention des cancers qui devait être mis en place à l'hôpital Saint-Louis (Paris). « Anticipant sur la réalisation effective de l'infrastructure du centre, le président de l'ARC a décidé de financer l'achat de divers équipements pour les services cliniques impliqués par la démarche diagnostique et préventive : radiologie et médecine nucléaire à Saint-Louis, unité INSERM 75 à Necker, unité INSERM 163 à Saint-Antoine. Outre ces affectations dans des établissements de l'Assistance publique de Paris, pour un montant de 13 796 633 francs, ma mission relève qu'un sonographe DSP T8000 d'un montant de 637 495 francs a été livré au cabinet du docteur Jean Abitbol (dans le 16<sup>e</sup> arrondissement) ».

« L'ensemble de ces équipements a été mis en place au cours de l'année 1988. Malgré ces efforts d'annonce, qui ont anticipé sur les résultats des négociations en cours, le projet de centre n'a pas abouti. En séance du 13 décembre 1989, il est annoncé que la commission des cancers de l'Assistance publique a donné un avis défavorable à l'opération envisagée à l'hôpital Saint-Louis. (...) L'annonce anticipée de la création de ce centre européen de l'ARC dans sa revue, diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires, a eu pour conséquence d'orienter vers les équipes soignantes de l'hôpital Saint-Louis une clientèle soucieuse d'utiliser les moyens de détection précoce d'un éventuel cancer. Cette activité se répercute directement sur le budget de l'établissement sans concertation préalable ».

Cet exemple confirme que l'association a établi un projet dont la réalisation passait par d'autres organismes, même si un matériel de qualité et bénéficiant à l'ensemble des malades des établissements était donné par elle gratuitement. Quant aux moyens financiers mobilisés par l'ARC, il semblerait qu'ils aient été attribués sans l'aval du conseil d'administration.

Une décision du 27 juin 1989, signée du président, prévoit d'accorder 14 434 128 francs pour l'équipement du centre de prévention de l'hôpital Saint-Louis en se référant au conseil d'administration. Aucune délibération à ce sujet n'est enregistrée dans les procès-verbaux du conseil.

Au chapitre des dotations exceptionnelles d'urgence, l'IGAS note que « les documents administratifs de l'ARC montrent qu'une subvention peut être accordée directement à un responsable de laboratoire ou d'unité de recherche ; les critères d'urgence paraissent n'avoir jamais été précisés. (...) Il semble donc qu'une part déterminante des allocations soit tributaire de l'appréciation du président de l'ARC ».

L'IGAS cite, parmi les vingt-cinq subventions accordées en 1989 par procédure d'urgence, celles dont le montant est supérieur à 500 000 francs : « Le

professeur Dominique Bellet, pour son laboratoire de la faculté de pharmacie, a bénéficié des trois versements suivants : 823 546 francs, 997 840 francs et 1 700 000 francs. M. Pierre Dubouché, du centre technique pour le soutien de la recherche sur le cancer du CNRS (CTSRC), pour le laboratoire de primatologie à Villejuif, a reçu 1 000 000 francs. Le professeur Lucien Israël a obtenu, pour l'Institut d'oncologie cellulaire et moléculaire humaine, ouvert en 1987 grâce au financement de l'ARC (il avait touché en 1986, pour la construction et l'aménagement de ce laboratoire, 28 805 200 francs — NDLR), 3 000 000 francs en 1989. L'engagement de l'ARC porterait sur une durée de cinq ans à partir de 1983, sous réserve que ses ressources le permettent. Ces fonds transiteraient par une association relais. Mme Brigitte Lavidon-Rosa (CTSRC) a reçu sur un compte enregistré en comptabilité à son nom 550 000 francs pour douze mois pour le laboratoire d'anatomopathologie. Le professeur Gérard Milhaud bénéficie de deux versements financiers, pour le laboratoire de rétrovirologie de l'Institut biomédical, d'un montant respectif de 587 833 francs et de 350 000 francs sur une durée de vingt-quatre mois. M. Claude Rosenfeld (CTSRC) reçoit sur le compte ouvert à son nom 960 000 francs sur douze mois pour le laboratoire de cytométrie de Villejuif ».

## Plus de 33 millions de francs ont été attribués en 1989 selon une « procédure d'urgence » relevant exclusivement de M. Crozemarie

Au total, 33 518 583 francs ont été attribués en 1989 par la procédure d'urgence. L'IGAS note que « certains chercheurs, membres du conseil d'administration, ont une position particulièrement favorable par rapport à ceux qui ont été retenus par les commissions scientifiques ». « Il apparaît ainsi, soulignent les inspecteurs, que des fonds importants concernant essentiellement des constructions et des équipements lourds ne sont pas soumis à l'examen des commissions scientifiques. Ces fonds ne seraient pas davantage l'objet d'un examen préalable par le conseil d'administration au vu d'un dossier précis. Ainsi, des décisions d'attribution de fonds, sur ces cas particuliers, relèveraient directement des choix du président du conseil d'administration, pratique contraire aux dispositions de l'article 9 du règlement intérieur de l'association, qui précise que « le conseil d'administration est le seul compétent pour statuer sur l'attribution de crédits pour la recherche sur le cancer ».

## Quand l'ARC intervient dans la politique de santé publique...

DANS le chapitre consacré à l'enquête nationale sur le cancer, l'IGAS montre comment l'ARC intervient sans concertation dans la politique de santé publique.

L'ARC a proposé au grand public, en automne 1988, un questionnaire sur son état de santé. M. Crozemarie a tenu à ce que ce projet soit mené à bien, malgré les réticences du corps médical. Dès 1987, un responsable de la cancérologie lui faisait en effet part de ses réserves sur l'intérêt de ce questionnaire et l'incitait à la prudence pour éviter le déclenchement de trop nombreuses demandes de dépistage.

Le 22 avril 1988, le président de l'ARC et le professeur Schwarzenberg présidaient au directeur général de la santé l'objectif du question-

naire et les modalités d'exécution et d'exploitation de l'enquête. Dans sa réponse, celui-ci soulignait que ce type d'enquête sélectionne un profil du patient différent de celui des personnes à hauts risques, sur lesquelles doivent porter en priorité les efforts de dépistage. Selon lui, l'ensemble des questions hétérogènes qui étaient posées n'était pas équilibré par un entretien médical et un examen immédiat au vu des réponses apportées (...).

Malgré ces mises en garde, précise l'IGAS, « 850 000 personnes se sont associées à la campagne et ont soutenu financièrement l'ARC. A cette occasion, 150 000 nouvelles adhésions ont été enregistrées. 550 000 personnes ont demandé le questionnaire et ont reçu 200 000 d'entre elles ont renvoyé le ques-

tionnaire et ont donc reçu une réponse individuelle ». Cependant, ajoute la note de l'IGAS, si 72 000 médecins généralistes avaient bien été informés de l'opération, seulement 30 000 personnes environ ont souhaité une analyse détaillée de cette réponse individuelle pour orienter leur médecin traitant. Les objectifs de cette campagne n'ont donc été que partiellement atteints. Cette initiative a totalement fait abstraction de ses conséquences psychologiques sur le public et des surcoûts pour les organismes de sécurité sociale. Elle illustre le fait que non seulement l'ARC intervient bien dans la politique de santé publique, mais que, de plus, elle agit sans concertation avec les autorités qui en ont la charge et qui s'en trouvent ainsi dépossédées ».

### COMMENTAIRE

#### PASSIVITÉ

C'est un triste spectacle qu'offrent aujourd'hui le président fondateur de l'ARC et ceux qui l'ont toujours soutenu avant, trop tardivement, de tenter de s'en séparer. Le groupe des « sages », issu du conseil d'administration trop complaisant d'une association quasi défunte, n'a ni l'autorité ni la légitimité pour accomplir la tâche qu'il s'est fixée. Jacques Crozemarie entend aujourd'hui disparaître corps et âme avec son empire associatif. La justice pourrait peut-être, demain, l'y aider.

Au-delà de la mise en lumière de graves dysfonctionnements, il faut ici rappeler l'essentiel : la

croissance boulimique de l'ARC n'a pu se faire qu'avec l'accord tacite, sinon la participation active, d'une large fraction des autorités scientifiques et des pouvoirs publics. Le problème de la nécessaire coordination des aides privées à la lutte contre le cancer n'est pas nouveau. En France, le premier document sur ce thème date de 1979. Il était signé de Roger Goetze, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France. Raymond Barré, alors premier ministre, s'inquiétait des violents conflits opposant l'ARC à la Ligue nationale contre le cancer. On tenta à cette époque, beaucoup trop timide, d'harmoniser les efforts.

Sans succès. Après la Cour des comptes, qui s'était déjà intéressée au dossier, l'IGAS mit en lumière, en 1984

puis en 1988, les premières graves anomalies du fonctionnement de l'ARC. Personne, en haut lieu, ne voulut en tirer les conséquences. Interdite d'action en 1990 par voie de justice, l'IGAS dut jeter l'éponge, non sans, comme le montre la volumineuse « note » dont nous révérons le contenu, avertir le gouvernement de ce qui se passait à l'intérieur de l'ARC.

Autant l'avouer : on éprouve aujourd'hui encore quelques difficultés à comprendre la constante passivité des pouvoirs publics qui, depuis quinze ans, n'ont rien fait pour prévenir une situation qui voyait l'ARC et son président devenir, de facto, les dirigeants de la recherche française en cancérologie.

J.-Y. N. et F. N.



## DISPARITIONS

■ **JEAN LIBERT**, écrivain, est décédé le 27 décembre 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Né à Bruxelles (Belgique), en avril 1913, il sera resté jusqu'à sa mort inconnu du grand public alors même que ses livres rencontraient, en France, de très nombreux lecteurs. Depuis 1953, Jean Libert se cachait, en effet, avec son ami Gaston Vandendepanhuysse, décédé voici quelques années, derrière le pseudonyme de Paul Kenny pour mettre en scène, aux éditions Fleuve noir, les aventures de l'agent secret français FX 18, alias Francis Coplan, dont les tirages dépassaient, dans les années 60, 50 000 exemplaires par volume. La série « Paul Kenny » continue de nos jours. Le 19 janvier, paraîtra, toujours au Fleuve noir, le numéro 200. Mais, depuis une cinquantaine de numéros, c'est le romancier Serge Jacquemard qui a pris la relève des deux créateurs des débuts.

■ **LITA GREY**, actrice, est morte le 29 décembre à Woodlands Hills (Californie), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. La place occupée dans l'histoire du cinéma par Lita Grey est anecdotique, mais sa notoriété fut grande dans les années 30. Née à Los Angeles le 15 avril 1908, de son vrai nom Lilita McMurray, elle est la fille d'une des employées de maison de Charles Chaplin. Alors qu'il est encore marié à Mildred Harris, de treize ans sa cadette, l'ac-

teur et réalisateur noue une liaison avec elle. Après son divorce, il lui confie deux petits rôles en 1921, celui de l'ange dans *Le Kid* et celui d'une serveuse dans *Chariot* et le *masque de fer*. En 1924, une grossesse la contraint à renoncer à *La Ruée vers l'or*, film dans lequel elle est remplacée par Georgia Hale, et oblige Chaplin à l'épouser. Quatre ans plus tard, après qu'elle lui a donné deux fils, Charles junior et Sydney, elle demande le divorce, mettant en cause la dépravation des mœurs de Chaplin. C'est un immense scandale, qui se résout par un accord à l'amiable, après qu'elle ait menacé de citer les noms de cinq actrices célèbres ayant entretenu des relations avec son mari, contre lequel est retenue l'accusation de « cruauté ». Lita Grey abandonne alors le milieu du cinéma. Chaplin ne citera pas son nom dans son autobiographie, parue en 1964.

■ **DAVID BRIGGS**, producteur de rock américain, est mort dimanche 26 novembre, à l'âge cinquante et un ans. Né le 29 février 1944 à Douglas (Wyoming), David Briggs fut étroitement associé à la carrière solo du chanteur canadien Neil Young, qu'il rencontra en 1968 après son départ du groupe Buffalo Springfield. Il produisit notamment les deux premiers enregistrements du chanteur, *Nell Young* (1968) et *Everybody Knows This Is Nowhere* (1969) ainsi que son

avant-dernier album, le torturé *Sleeps with Angels* (1994). Entre ces deux dates, David Briggs collabora en 1975 à deux des meilleurs albums de Neil Young et son groupe Crazy Horse, *Tonight's the Night* et *Zuma*. Briggs travailla aussi avec Nils Lofgren - guitariste de Crazy Horse et, plus tard, du E. Street Band de Bruce Springsteen - et son groupe Grin, le chanteur hard-rock Alice Cooper, et le pianiste collaborateur des Rolling Stones, Nicky Hopkins, récemment disparu, marquant de son empreinte le son américain des années 70. Il avait aussi produit le chanteur australien Nick Cave (*Henry's Dream*) et le groupe américain Royal Trux (*Thank you*).

■ **ELENA MIROCHINA**, nageuse russe de vingt et un ans, médaille d'argent de plongeon de haut vol aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992, a été retrouvée morte le 25 décembre au pied de son immeuble. Enceinte de quatre mois, elle serait tombée de la fenêtre de son appartement, situé au neuvième étage. La police n'écartera ni la thèse du suicide ni celle du meurtre par des cambrioleurs. Également médaille d'argent aux championnats du monde de 1991, Elena Mirochina avait remporté les championnats d'Europe de plongeon (10 mètres) en 1987 et 1991. Elle avait abandonné la compétition en 1993.

■ **ARTHUR RUDOLPH** qui, avec Werner von Braun, a contribué au développement de la fusée géante Saturne, pièce maîtresse du programme lunaire américain Apollo, est mort, lundi 1<sup>er</sup> janvier, à Hambourg (Allemagne) à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. À la fin de la deuxième guerre mondiale, Rudolph avait, avec une centaine d'ingénieurs allemands spécialistes des fusées, quitté l'Allemagne nazie pour créer avec von Braun aux États-Unis un puissant pôle de lanceurs destinés à concurrencer les fusées du Soviétique Korolev. À ce titre, il prit une part importante au Marshall Space Flight Center de Huntsville (Alabama) dans la mise au point de la fusée Saturne qui, en 1969, permit de poser le premier homme sur la Lune. Mais cet ingénieur allemand naturalisé américain en 1954 allait bientôt se faire rattraper par son passé. En 1982, il fut contraint de renoncer à sa nouvelle nationalité sous la pression du ministère de la justice américain qui lui reprocha d'avoir réclaté, en juin 1943, des prisonniers d'un camp de concentration pour alimenter en main-d'œuvre une usine allemande de production de fusées.

■ **ÉMILE FOUCHARD**, ancien député de Seine-et-Marne (1936 à 1942), est mort le 2 janvier à Montfermeil, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Menuisier de formation, Emile Fouchard avait milité

dès 1918 aux Jeunesses socialistes. Participant, en 1920, du Congrès de Tours, il se trouva parmi les premiers adhérents de la section française de l'Internationale communiste (SFIC). Élu maire de Chelles en 1935 à la tête d'une liste d'union de la gauche, il entra à la Chambre des députés en 1936. En décembre 1939, il rompt avec les communistes après avoir protesté contre la signature du pacte germano-soviétique. Emile Fouchard était l'avant-dernier survivant des quatre-vingts députés qui, le 10 juillet 1940, avaient voté contre l'octroi des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

■ **ANDRÉ MAUDET**, maire de Saintes de 1945 à 1971, est décédé le mardi 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Avocat de

formation, André Maudet avait été élu à la tête de la sous-préfecture de Charente-Maritime sous l'étiquette SFIO. Il était commandeur de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques et titulaire de la médaille des combattants volontaires de la Résistance.

■ **HENRI PRAT**, ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques, est décédé le 26 décembre, à l'âge de soixante-deux ans (*Le Monde* du 3 janvier). Né le 3 septembre 1923 à Mirepeix, ingénieur du génie rural, Henri Prat avait appartenu au PSU avant de rejoindre le PS. Maire de Mirepeix depuis 1977, il avait été conseiller général de 1967 à 1992. Élu député en juin 1981, réélu en 1986, il avait été battu en 1988 par le centriste François Bayrou.

## JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du samedi 6 janvier sont publiés :

● **CSECR** : un décret modifiant le décret du 25 mai 1994 relatif au Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, ainsi qu'un rapport au premier ministre relatif à ce décret (*Le Monde* du 10 janvier 1995).

● **Mer** : un décret portant publication des amendements à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie en mer adoptés le 10 avril 1992.

● **A 85** : un décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la section de l'autoroute A 85 constituant le contournement autoroutier nord de Langesais.

● **Coopération transfrontalière** : un décret portant publication de l'accord et le gouvernement italien concernant la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Rome le 26 novembre 1993.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Violette et Martin NIMIER**,

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Alice**,

Paris, le 2 janvier 1996.

17, rue Monge,

75005 Paris.

**Ghislaine FOGLIETTA**

et **Francis BRANDELY**,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur

filles

**Marjorie**,

née le 28 décembre 1995, à Longjumeau

(Essonne).

**Axelle**

**HERRENSCHMIDT-DEFAUT**

et **Norbert DEFAUT**,

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Zacharie**,

le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

6, square Bainville,

Résidence Solferino,

78150 Le Chesnay.

## Décès

■ **M<sup>me</sup> Bernard Autier**,

née Colette Poigny,

Nicolas, Guillaume et Julien,

M<sup>me</sup> Anne Autier

et ses filles,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Forissier

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Poigny,

leurs enfants et petits-enfants,

Toute sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**Bernard AUTIER**,

le 4 janvier 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 10 janvier, à 11 heures, en la

chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue

d'Auteuil, 75016 Paris.

■ **M<sup>me</sup> Gilberte Bernard**, née

Bloch-Vormser,

son épouse,

Francis Bernard,

Philippe et Marie-Luce Bernard-

Cavrois,

ses enfants,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Maxime Bernard-

Cavrois,

ses petits-enfants,

Les familles Bader, Bernard,

Engelmann, Job, Leroy, Wolff,

ont la douleur de faire part du décès du

**Docteur Jacques BERNARD**,

professeur agrégé honoraire,

radiologiste des hôpitaux honoraire,

survécu à Paris, le 5 janvier 1996, dans sa

quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

27, rue Saint-Dominique

75007 Paris.

## THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

■ **Marie-Louise Burin**, née Morand,

sa famille et ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**M. Jean BURIN**,

conservateur des hypothèques honoraire,

survécu le 3 janvier 1996, à son domicile,

au Carnet, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Elle rappelle le souvenir de leur fille,

**Jeanne-Marie**, dite **Jeannette**,

décédée le 3 septembre 1960, au Mans.

■ **Les Oliviers du Paradis**,

31, avenue Thiers,

06110 Le Cannet,

Tél. : 93-99-60-33.

■ **Saint-Nazaire - Saint-Christian**

- Argenteau.

M<sup>me</sup> Nicole Carpentier,

son épouse,

M. Jean-Louis Carpentier,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Carpentier,

Chloé,

sa petite-fille,

M<sup>me</sup> Jeanne Carpentier,

sa sœur,

Et tous les siens,

ont la très grande peine d'annoncer le

décès à l'âge de soixante-deux ans, de

**Monsieur Georges CARPENTIER**,

professeur de lettres,

ancien député de Loire-Atlantique,

ancien député européen,

ancien conseiller régional et général,

ancien maître-adjoint de Saint-Nazaire,

chevalier de la Légion d'honneur.

Élu municipal de Saint-Nazaire dès

1953, maire-adjoint, conseiller général et

régional, Georges Carpentier fut élu député

de la 6<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique

en 1967, réélu, en 1968, où il fut le

seul député de gauche de l'Ouest, et

réélu en 1973. Il fut, en 1971, le parlementaire

socialiste accompagnant la première

délégation française en Chine

conduite par M. Alain Peyrefitte. Très

attaché aux valeurs humaines de

tolérance, de justice, et de progrès,

Georges Carpentier était chevalier de la

Légion d'honneur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

■ **M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Delmas**

et leurs enfants

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve André DELMAS**,

née Marcelle ARTIS,

professeur agrégé de physique,

(née Lamerline Paris),

le 1<sup>er</sup> janvier 1996, dans sa quatre-vingt-

onzième année.

■ **Laure et Camille Fauvet**,

ses filles,

Et leur mère, Françoise,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Fauvet,

ses parents,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Claude Fauvet,

Alexandre et Véronique, Marie-Cécile,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Dominique Fauvet,

Aurélien et Gaëtan,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Henry Rey,

Henry, Benjamin et Clémentine,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Vauzelle,

Marie, Sébastien et Romain,

ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-

sœurs, neveux et nièces,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

**M. Christian FAUVET**,

journaliste,

survécu le vendredi 5 janvier 1996, à

l'âge de quarante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mardi 9 janvier, à 11 heures, en l'église

Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue

Achille-Peretti.

5, rue Louis-Boilly,

75016 Paris.

(Le Monde date 7-8 janvier 1996.)

■ **Elaine et Charley-Jean Gallais**,

Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**Laurent GALLAIS**,

survécu le 4 janvier, à l'âge de trente-sept

ans.

L'inhumation a eu lieu ce lundi 8 jan-

vier, au cimetière de Montmarais.

33, rue André-Joinéu,

93310 Le Pré-Saint-Gervais,

11, rue Spontini,

75116 Paris.

■ **Dominique Gavé**,

Jean-Philippe Riou,

Isabelle et Olivier Gavé,

ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Lazare GAVÉ**,

survécu le 6 janvier 1996, dans sa quatre-

vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le mardi

9 janvier, à 16 h 15, au cimetière du Mont-

parnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

■ **M<sup>me</sup> Jean-Jacques Levental**,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Yves Levental,

Hugues et Célestine,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Jacques LEVENTAL**,

leur époux, père, grand-père et parent,

survécu à Levallois-Perret (Hauts-de-

Seine), le 3 janvier 1996, à l'âge de

quatre-vingts ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du

Père-Lachaise, boulevard de Ménilmont-

ant, à Paris-20<sup>e</sup>, le samedi 13 janvier,

à 14 h 15, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6 bis, rue Gabriel-Pé-

ri, 92300 Levallois-Perret.

■ **M<sup>me</sup> Tamara Papadopoulou**,

née Krichewsky,

M<sup>me</sup> Liliane Krichewsky,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> D. Alfoestidis,

ont le profond chagrin de faire part du

décès subit de leur époux, beau-frère et

oncle,



**S**IX mois après les sanglants règlements de comptes entre factions nationalistes déchirées et rivales, la Corse est à nouveau le théâtre d'une série d'attentats et de provocations qui, s'ils ne visent heureusement pas des hommes mais des bâtiments administratifs et des entreprises publiques, n'en sont pas moins révélateurs d'une crise grave et d'un malaise chronique dont l'île est contaminée depuis vingt ans.

A force de tenter d'analyser les causes de cette dérive, qui verse dans la déroute — des difficultés de transport et du chômage — persistant jusqu'à l'adaptation des institutions politiques, en passant par le déficit dans l'expression de l'identité culturelle, sans bien déterminer si Ponce est la conséquence de l'autre ou vice-versa, on en revient à un constat sur lequel presque tout le monde s'accorde : la République et ses pouvoirs sont humiliés régulièrement et ne semblent pas s'en émouvoir. Aux bombes et aux bâtons de dynamite qui font voler en éclats les symboles jacobins que sont les préfetures, les palais de justice ou la compagnie nationale de transport maritime font écho, si l'on peut dire,

**le silence de l'Etat ou les propos évasifs de ses représentants, quand ce ne sont pas des redondances.**

**SI l'on ne peut admettre, d'une quelconque manière, que les bâtiments publics et les fonctionnaires garants de l'état de droit soient en permanence sous la menace d'explosions criminelles, on a peine à comprendre l'attitude des pouvoirs publics, qui ressemble fort à un laxisme péjoratif, pour ne pas dire à une démission. La police est-elle à ce point impuissante qu'elle ne peut pas rechercher, identifier et neutraliser les auteurs de ces attentats et armés ou leurs commanditaires ? Les juges manquent-ils à ce point de détermination et de courage qu'ils hésitent à prononcer des jugements exemplaires ? Pourquoi les services de Rens et de la**

**Commission de Bruxelles ne publient-ils pas les résultats des enquêtes sur l'utilisation des très abondants fonds publics et communautaires, dont tout le monde sait qu'elle donne lieu à une troublante « évaporation » ?**

La Corse perd un à un ses repères : des exécutifs régionaux et départementaux incapables de faire régner un minimum de consensus ; des nationalistes qui rejettent la démocratie représentative, tandis que les autonomistes légalistes ne parviennent pas à sortir de leur marginalité : une justice basoquée, une police ridiculisée, une économie délabrée et, surtout, un gouvernement qui se contente, comme ses prédécesseurs, de laisser les frères ennemis s'entretenir tout en maintenant avec eux des contacts « clandestins ».

Sauf à laisser l'île à la dérive, pourtant, il faudra bien négocier avec des interlocuteurs légitimes et dûment mandatés. L'objectif des pourparlers en cours ne peut être que de permettre aux nationalistes de prendre rang parmi ces interlocuteurs. Encore faut-il qu'ils en aient, eux, la volonté. Et qu'ils troquent leurs armes de mort contre celles de la négociation.

**Suite de la première page**

Dét cet échec, qui pourrait ne pas s'arrêter à l'abandon du contrat de plan de la SNCF et de la réforme des régimes spéciaux de retraite, la première cause est assurément la pratique du pouvoir au plus haut niveau. Remanié il y a deux mois, le gouvernement a gagné en cohérence, mais pas en surface. Bien malin qui pourrait dire ce que telle ou telle de ses décisions doit au travail d'un ministre, à ses rencontres avec les acteurs concernés, au travail de son administration ou de son cabinet.

Alain Juppé se réserve toutes les amonitions, mais pas seulement les amonitions : leur préparation, aussi, au point que la tâche des ministres se résume à attendre les décisions de l'Élysée et à rédiger, une fois qu'elles ont été notifiées publiquement par le chef du gouvernement, à les expliquer. Au reste, l'un des membres du gouvernement doit volontiers citer en exemple à Mitterrand et à l'Élysée son François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, qui doit cet honneur au fait d'être crédité d'une capacité rare : ne se taire tant que les arbitrages ne sont pas rendus et à s'en féliciter sans réserve une fois qu'ils l'ont été.

On n'en finirait pas de citer les exemples de ministres qui ont été les derniers informés de décisions concernant leurs domaines ou qui ont dû renoncer à s'exprimer sur un sujet de leur compétence parce que le premier ministre n'admettait pas qu'ils puissent parler avant lui.

Le secret qui a présidé à l'élaboration du plan de réforme de la sécurité sociale est de nouveau de vigueur pour le plan « baillien » sur lequel les ministres concernés — celui de Jean-Claude Gaudin et celui d'Eric Raoult — sont en accord d'éviter le retour à la cacophonie qui a vu les caractères, sur certains sujets, les caractères, se malentendre du premier gouvernement jusqu'à présent à une opération aussi périlleuse. Cela d'autant plus qu'il s'agit de cohérence s'ajoute avec plus de force encore, chez le premier ministre, l'habitude de s'affaiblir plus encore, politique, s'il laissait davantage de latitude à ses ministres.

Il en résulte une sorte de pratique confiscatoire du pouvoir, qui contraint à l'obéissance ceux qui sont associés et qui empêche ceux qui le détournent d'émigrer sans assise. Ainsi François Léotout ou Nicolas Sarkozy peuvent-ils, après Valéry Giscard d'Estaing, s'exprimer comme si le gouvernement, qu'ils soutiennent au Parlement, n'était pas le leur et comme s'ils s'adressaient à lui de l'extérieur, alors même que le premier président

une formation présente dans l'équipe d'Alain Juppé, que le deuxième tient un rôle non négligeable dans le parti du premier ministre et que l'ancien chef de l'Eilat, président de l'UDF, fut avec Raymond Barre l'un des « grands électeurs » de Jacques Chirac. Réduits à la position de spectateurs, tous trois se sont transformés en commentateurs imitoyables de l'absence de stratégie européenne du chef de l'Eilat et de l'inadaptation de la politique économique du chef du gouvernement.

Après s'être résolu à réunir un « sommet social » le 21 décembre, Alain Juppé va-t-il devoir organiser un « sommet politique » avec les principaux chefs de file de sa majorité ? Pressé de renoncer au Remboursement de la dette sociale (RDS), qui doit opérer une ponction supplémentaire de quelque 25 milliards de francs sur les ménages en 1996 alors que la consommation est chancelante, le premier ministre ne pourrait céder à cette demande sans pouvoir défrayer le coup que, de son plan de réforme de la Sécurité sociale, ses grands-chefs attendent avec impatience. Il a déjà retranché la réforme des régimes spéciaux de retraite des agriculteurs et en retard la fiscalisation des allocations familiales.

Par ailleurs, la promesse de faire figurer dans la Constitution le service public à la française se heurte à des difficultés telles que cet amendement au projet de révision du projet de loi sur la décentralisation du 23 mars 1982 pourrait ne jamais voir le jour.

L'immobilisme menace le pouvoir au moment où il devrait se montrer, au contraire, plus agile que jamais pour désamorcer la contestation sociale, faire face à une activité économique déprimée et engager avec ses partenaires européens une négociation à haut risque sur les institutions de l'Union, tout en maîtrisant le débat qui couve sur la monnaie unique. La « méthode Juppé » de réforme de la Sécurité sociale a ainsi accablé au pied de Jacques Chirac un boulet dont il se serait sans doute passé.

Patrick Jarreau

## A black and white illustration of a man in a top hat and suit, sitting in a car. The man has a large, dark, textured face and is looking down. The car has large, round headlights. The background is dark and textured.

**Patrick Larmann**

**INFORMATIM**  
André Rousselet

■ Ce numéro d'*informatim* conclut une période durant laquelle nous avons cherché à imposer un nouveau concept de presse, bénéficiant de tous les moyens que la technologie nous proposait. Malheureusement, comme ceux qui veulent aller de l'avant, nous nous sommes heurtés à des difficultés plus importantes que celles rencontrées par les autres, car notre prix, notre format, notre couleur ont été sévèrement payés. Il nous faut donc attendre ces obstacles, être assurés de les dédier à nous aussi de l'enthousiasme de nos propres pages. L'une et l'autre n'ont pas été, comme il aurait été indispensable, au rendez-vous.

**Philippe Alexandre**  
Il existe une région composée de deux départements où l'État a démissionné de ses obligations, c'est la Corse. On l'a certes, il y a plus de vingt ans que la Corse batte l'État avec éclat, l'État a eu quelque répit de ci de là, mais à l'heure actuelle la Corse défie l'État républicain dans toutes ses prérogatives, sans exception : la justice ne s'y exerce que de façon épisodique, les magistrats étant menacés dans leur vie même par des attentats (...), la police, menacée elle aussi, observe simplement les attentats et les provocations sans réagir. Elle n'ose même pas dresser les contraventions ordinaires et ne sanctionne ni les motocyclistes qui roulent sans casque ni les automobilistes qui ne bouclent pas leur ceinture de sécurité. Les recettes-perceptions sont régulièrement plastiquées, et

bien en peine de dire combien de  
Corses payent leurs impôts (...).  
L'Etat n'a pas trente-six moyens  
de rétablir son autorité en Corse.  
Ou la négociation, ou la force. Si  
la première solution lui répugne, il  
ne lui reste qu'à éradiquer le ter-  
rorisme par des moyens auxquels  
les gouvernements n'ont jusqu'ici  
jamais consenti.

**LCI**  
**Pierre-Luc Séguinon**  
■ Se livrant hier sur les médias à une opération de toute évidence concertée, deux anciens ministres d'Édouard Balladur, François Léotard et Nicolas Sarkozy, ont adjuré le gouvernement de repousser la mise en œuvre de l'impôt-à-décès pour les meilleurs. Placés à jour d'aujourd'hui, les deux compères demandent un allègement des prélevements.

Ce faisant, ils renient sans complexe la foi marseillienne de ces mois écoulés. Ils ont qualifié leur salutaire, mais ils caressent dans le sens du poil une opinion qui rechigne à de nouvelles et douloureuses ponctions. Et ils ne sont pas loin d'entourmer l'antenne préférée de Louis Vianney et Marc Blondel. L'argument fera mal au gouvernement. C'est un croc-en-jambe d'autant plus dangereux qu'il attise les doutes internes à sa majorité. Cette difficulté, le premier ministre ne peut seul la surmonter. Jacques Chirac doit monter au front. Car ce n'est plus seulement la réforme Juppé qui est mise en cause, c'est le choix présidentiel exprimé en octobre dernier en faveur de la réduction des déficits qui est

journal « pro-tunis » — et ayant échappé de justesse à ses tueurs avant d'entrer en exil, dans l'attente peut-être d'être réhabilité —, André Sibomana peut après le début des massacres, André Sibomana se rebute en première ligne face au nouveau pouvoir. Et d'autant plus exposé qu'il est solitaire, les militants des droits de l'homme étant devenus rares. Beaucoup sont morts, les autres ont trouvé refuge dans l'exil ou le silence. Son journal, relancé en décembre 1994 grâce à une aide

« Sur les faits, nous essayons d'être

**inattaquables »**  
**affirme André Sibomana**

Dans les prisons du Rwanda, la mort fait, peu à peu, le travail de la justice. Les innévitables lenteurs dans l'instruction des dossiers d'accusation ne justifient en rien les traitements inhumains réservés à la majorité des quelque 55 000 détenus politiques, dont 20 % à 40 % sont considérés comme innocents, et victimes de délations abusives, à l'image de Joseph Ndagijimana, un prêtre toujours emprisonné, bien que plusieurs rescapés du génocide aient témoigné qu'il lui devaient la vie. Selon Médecins sans frontières, 13 % des prisonniers sont morts

Le Rwanda n'en finit pas de régler ses comptes d'après-guerre, où l'esprit de vengeance sert amplement d'alibi à la haine ethnique, à la convoitise et aux crimes capitaux : arrestations, enlèvements, exécutions sommaires commises en toute im-

**« Sur les faits, nous essayons d'être inattaquables » affirme André Sibomana**

Dans les prisons du Rwanda, la mort fait, peu à peu, le travail de la justice. Les innombrables lenteurs dans l'instruction des dossiers d'accusation ne justifient en rien les traitements inhumains réservés à la majorité des quelque 55 000 détenus politiques, dont 20 % à 40 % sont considérés comme innocents, et victimes de délations abusives, à l'image de Joseph Ndagijimana, un prêtre toujours emprisonné, bien que plusieurs rescapés du génocide aient témoigné qu'il lui devait la vie. Selon Médecins sans frontières, 13 % des prisonniers sont morts au cours de leurs neuf premiers mois de détention.

Dans la prison de Gitarama, André Sibumana a imposé la présence d'une équipe médicale, obtenu un agrandissement de l'espace carcéral, où beaucoup vivent de-

bout fureur de place et fait distribuer vêtements et sandales aux démunis, favorisant ainsi une chute spectaculaire du taux de mortalité (160 décès par épuisement ou septémie en avril 1995, un seul en octobre). Le prêtre-journaliste n'est pas tendre pour les organisations non gouvernementales, dont trente-huit viennent, au demeurant, d'être expulsées du Rwanda (« Elles me gênent plus qu'elles m'aident »), en particulier pour la Croix-Rouge internationale, en charge des prisonniers, qui « lui a mis des bâtons dans les roues ». « Les ONG font-elles des rapports sur les violations des droits de l'homme ? demande-t-il. Et si oui, à quel servent-ils ? » André Sibomana porte un jugement sévère sur son Eglise.

Il lui fait grief de s'être compromise depuis trente ans avec les pouvoirs successifs, de n'avoir rien fait pour éviter le drame et de tarder aujourd'hui à entreprendre son examen de conscience. Dans plusieurs homélies, il a demandé pardon aux victimes, pour les trahisons du clergé et les crimes des « hantises ».

Pourtant, constate-t-il, malgré tous ses manquements, l'Eglise a été la seule institution qui ait, pendant le génocide, accueilli « quarante mille persécutés ». Des chrétiens courageux ont risqué leur vie, et l'ont parfois perdue, en cachant, nourrissant et sauvant des Tutsis.

C'est une « vraie fleur d'espoir » pour André Sibomana, qui redoute avant tout les effets désastreux d'un amalgame ethnico-clérical opposant pour longtemps d'un côté le régime et la minorité tutsie, de l'autre l'Église et la majorité hutu.

**Jean-Pierre Langellier**



**FLEURON** Considérée il y a peu encore comme l'une des plus belles réussites françaises, l'industrie des services informatiques est entrée dans une phase de restructuration,

dont ses voisines européennes ont déjà fait l'expérience. **LES TÉNORS** du secteur se trouvent au cœur de ce mouvement et voient leurs actionnaires historiques chercher à se

désengager ou à s'associer le concours de nouveaux partenaires. Certains sont déjà passés dans le giron américain. **LA CRISE** économique, dont le secteur n'est toujours

pas sorti, et les évolutions technologiques ont profondément modifié les attentes des entreprises et révélé les faiblesses des sociétés de services informatiques (SSI) françaises.

● L'INDUSTRIALISATION des prestations, mais aussi l'abandon d'une offre généraliste pour une spécialisation plus poussée deviennent de plus en plus une nécessité.

## L'industrie française des services informatiques sort de l'âge d'or

Le secteur a quitté l'ère de la croissance facile. Les attentes des clients ont profondément changé. Pour poursuivre leur développement, les SSI doivent développer des offres plus spécialisées et trouver de nouveaux actionnaires

**CHANGERA**, changera pas ? La société CISI, filiale de CEA Industrie, holding portant les participations industrielles du Commissariat à l'énergie atomique, restait, lundi 8 janvier, dans l'expectative. La volonté de sa maison mère de vendre est toujours d'actualité, même si la transaction envisagée avec Sema Group, qui aurait dû être bouclée au 31 décembre 1995, paraît dans l'impasse. A s'être renvoyé la balle sur la gestion du volet social de cette opération, dont l'impact sur CISI a été évalué à 450 suppressions d'emplois (sur un total de 2 000), vendeur et acheteur ont suscité l'opposition des syndicats. Fin décembre, CFDT, CGT et FO ont émis un avis négatif sur le projet. Sema Group n'étant dès lors fin à toute discussion. Vendredi 5 janvier, les syndicats ont cependant reçu de nouvelles propositions « sociales » de la direction de CEA-Industrie et une réunion entre les deux parties devait se tenir lundi 8 janvier.

Quelle qu'en soit l'issue, cette affaire est révélatrice de l'état de santé du secteur des services informatiques, cité, il y a peu encore, comme l'un des fleurons de l'industrie française. Car CISI n'est pas un cas isolé. Sur les dix premières sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSI) hexagonales, cinq – y compris la filiale de CEA-Industrie – sont à vendre ou à la recherche d'un nouveau tour de table. C'est le cas de Cap

### Les sociétés françaises connaissent une importante remise en cause de leur actionnariat...

	Chiffre d'affaires total 1994 en millions de francs	Statut
1. Cap Gemini Sogeti	10 176	A la recherche d'un nouveau tour de table
2. Sema Group	1 060	Mise en vente par le Crédit lyonnais
3. Sligos	4104	Vendue à IBM
4. Bull	3 700	
5. GSI	2 520	
6. Sysca	1 962	
7. Axime	1 835	Repli en cours de Paribas
8. Cisi	1 624	Tentative de vente à Sema Group
9. Telsystèmes	1 385	En restructuration *
10. Stéria	1 165	Mise en vente par le Crédit lyonnais

\* Certaines activités ont été vendues à Sema Group.

Gemini Sogeti, qui attend d'être fixée sur l'évolution de ses liens avec Daimler-Benz, de Sligos ou de Stéria dont le Crédit lyonnais souhaite se désengager.

« Le tissu industriel est en pleine restructuration », constate Sylvie Bénéch, directrice de la filiale française de la société d'études et de conseil Input. Les SSI, proches des grands constructeurs d'ordinateurs et ayant dominé les années 70 et 80, sont arrivées à un point de non-retour : « Soit elles se concentrent sur des niches, soit elles prennent des mesures financières, stratégiques, humaines, pour passer le cap », affirme-t-elle. « L'industrie française, où la proportion de sociétés indépendantes, multi-se-

teurs et multi-activités est forte, est la dernière en Europe qui ne se soit pas restructurée », relève Jean-François Perret, directeur général de la société Pierre Audoin Conseil.

Dû, selon ce dernier, « à la nécessité de s'internationaliser, de se spécialiser sur certains marchés », mais aussi « à une volonté des actionnaires, qui sont souvent les personnalités fondatrices, de se retirer, notamment parce qu'il y a un fort besoin de capitaux pour poursuivre les activités », le mouvement de restructuration est engagé depuis quelques années. Dadaï a été vendue à l'américain AT&T en 1992. Azone et CGI sont passées dans le giron d'un autre américain, IBM, en 1993. Fin 1995, GSI est entrée dans l'orbite d'ADP, quatrième SSI d'Europe. Parallèlement, France Télécom a vendu une partie de Telsystèmes à Sema Group, alors qu'Axime a fortement élargi dans ses activités pour se concentrer sur trois métiers principaux.

« Le mouvement est en train de s'accélérer », explique Jean-François Perret. Cette restructuration est entretenue par la conjonction de facteurs conjoncturels et structurels. La crise économique d'abord. C'est elle qui a servi de révélateur des faiblesses des SSI françaises, qu'une croissance confortable avait occultées : inadéquation de l'offre, absence de véritables démarches industrielles et commerciales, existence de structures et de coûts fixes trop importants, etc. La crise est survenue en 1991. En une année, le marché français a basculé de 14,5 % de croissance à « seulement » 8 %, avant de connaître un « trou d'air » en 1992 et en 1993, avec une croissance zéro. Depuis, la reprise tarde.

La crise n'a fait qu'accroître des changements structurels déjà en gestation. « L'environnement économique, mais aussi le déclin des systèmes propriétaires et l'essor des systèmes ouverts, le développement des architectures distribuées

(client-serveur) et non plus centralisées, ont conduit les entreprises à revoir à la baisse la taille de leurs projets informatiques et leur durée. Elles y ont gagné en flexibilité et la possibilité d'exercer un meilleur contrôle financier », explique Sylvie Bénéch. Avec la crise et le recentrage sur les activités de base qu'elle a souvent imposé, nombre d'entreprises ont aussi « remis à plat le rôle du système d'information, de moins en moins vu comme une fin en soi, mais comme un outil pour une fin qui est la vente des produits de l'entreprise », poursuit Sylvie Bénéch.

### MUTATION

Les utilisateurs se sont faits plus exigeants, souligne la société d'analyse Eurostat : « Le marché n'est plus déterminé par l'offre, mais par la demande ». Traduction au niveau des prestations des SSI : celles en forte croissance sont celles à forte valeur ajoutée, c'est-

### ... et affrontent une forte concurrence des firmes américaines sur leur marché intérieur

	Chiffre d'affaires en France en 1994 en millions de francs	Nationalité
1. Cap Gemini Sogeti	2 871	F
2. Sligos	2 797	F
3. EDS	2 000	E-U
4. Microsoft	1 920	E-U
5. Bull	1 843	F
6. Axime	1 714	F
7. GSI	1 600	E-U (IBM)
8. Axone	1 564	E-U (IBM)
9. IBM Services	1 450	E-U
10. Telsystèmes	1 385	F

Source : Pierre Audoin Conseil

à dire l'intégration de systèmes (assemblage de logiciels et ordinateurs issus de multiples fournisseurs), l'infogérance (prise en charge partielle ou totale de l'informatique), ou les services liés aux réseaux d'ordinateurs. Cela ne signifie pas que l'on ne fait plus appel aux offres traditionnelles, comme les prestations intellectuelles (délégation de personnel). Cette activité conserve un poids prépondérant, mais elle a dû évoluer : la règle a été le pas devant le forfait et l'engagement de moyens devant l'engagement de résultats.

Dans ce contexte, l'évolution pour les SSI est radicale. « Cela veut dire adopter une vraie démarche commerciale, reconstruire le marketing et surtout industrialiser les offres », note Sylvie Bénéch. Industrialiser, ce n'est pas seulement proposer des logiciels (logiciels standards), mais structurer une offre de services, un catalogue

avec des tarifs et des modalités d'utilisation définies. « C'est créer des noyaux durs à partir desquels on va pouvoir faire du sur-mesure pour les clients et développer de la valeur ajoutée », souligne Sylvie Bénéch.

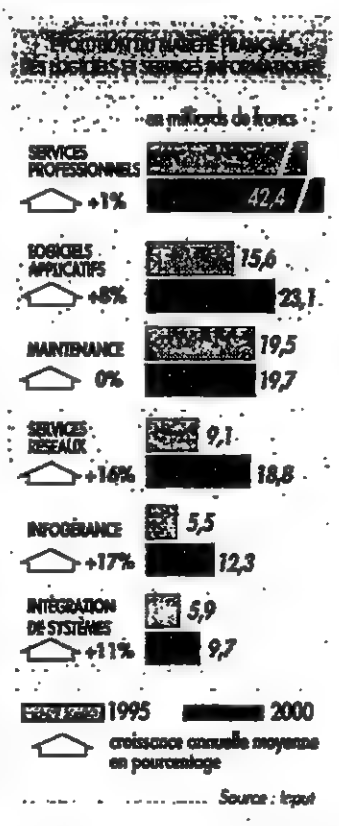
Cette mutation est d'autant plus nécessaire que la concurrence s'est intensifiée. Entre SSI. Mais aussi avec les constructeurs informatiques, soucieux de préserver leurs bases installées d'ordinateurs, avec les sociétés d'audit, ou encore avec les opérateurs de télécommunications qui s'investissent de plus en plus dans les services informatiques par le biais des réseaux. Sans oublier les sociétés issues de l'informatique interne de grands groupes, comme chez Cognos ou Thomson. « Ces sociétés, pointues techniquement, agressives, pourraient bien tirer partie du réajustement actuel », prédit Sylvie Bénéch.

Philippe La Cour

### Une croissance de 4 à 5 % seulement en 1995

En 1995, la croissance en France du secteur des logiciels et services informatiques « n'a pas excédé 4 à 5 %, guère plus qu'en 1994, le marché s'établissant à environ 105 milliards de francs », selon Jean-François Perret, directeur général de la société Pierre Audoin Conseil. La différence avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne est criante. « La croissance a été de 15 % au Royaume-Uni en 1995 et de 10 % outre-Rhin », note Jean-François Perret.

Celui-ci voit trois explications à cet écart : tout d'abord, après un bon début d'année, un retournement au second semestre reflétant « la fatigue de l'économie française en général » ; ensuite « la faiblesse de l'investissement des entreprises françaises dans les nouvelles technologies » ; enfin, un moindre recours à l'infogérance (reprise de tout ou partie de l'informatique), « qui est l'un des vecteurs de croissance du secteur, mais pour lequel le marché français progresse moins vite que ses voisins : 12 % à 13 %, contre 40 % en Grande-Bretagne et plus de 25 % en Allemagne ».



### Deux caps à franchir pour Cap Gemini Sogeti

LE MOIS DE JANVIER s'annonce crucial pour Cap Gemini Sogeti (CGS). Le numéro un européen des services informatiques doit être fixé, d'ici au mercredi 31, sur l'évolution de ses liens avec Daimler-Benz. Entré en 1991 à 34 % dans Sogeti SA – la holding qui contrôle 61,5 % de CGS –, l'industriel allemand peut choisir de devenir l'actionnaire majoritaire ou de revendre ses parts. Théoriquement. Car, compte tenu de ses propres difficultés et de la baisse du cours de l'action CGS consécutive aux pertes accusées ces dernières années, le géant d'outre-Rhin s'est déclaré favorable à un tout autre schéma. Celui-ci doit encore passer deux tests-clés, qui pourraient le remettre en cause. L'accord auquel sont parvenus Daimler-Benz et les deux autres actionnaires de référence, Serge Kampf, le fondateur et président de Cap Gemini Sogeti, et la CGIP –

la Compagnie générale d'Industrie et de participations – (à eux deux ils contrôlent 45,1 % de Sogeti SA), vise à fusionner Cap Gemini Sogeti et Sogeti, après recapitalisation de cette dernière à hauteur de 2 milliards de francs afin d'apurer ses dettes. Au terme de l'opération, Daimler-Benz détiendrait quelque 20 % de la nouvelle entité, société cotée, organisée en conseil de surveillance et de direction, dont le périmètre engloberait Gemini Consulting, la branche conseil contrôlée directement par Sogeti. Serge Kampf, associé aux dirigeants de CGS, et la CGIP détiendraient chacun 20 % de la nouvelle société. Daimler-Benz obtiendrait la présidence du conseil de surveillance, Serge Kampf celle du directeur.

Le montage doit être soumis dans la première quinzaine de janvier aux différentes autorités de part et d'autre de l'Atlantique. S'il passe ce cap, restera à ses instigateurs à montrer que ce schéma peut stabiliser CGS, alors même qu'il donne plus de latitude à Daimler-Benz pour sortir du capital. Un pacte devrait obliger les actionnaires à maintenir leurs participations durant quatre ans.

Ph. L.C.

### Les constructeurs japonais se convertissent au 4 x 4 pour profiter du marché américain

#### DETROIT

de notre envoyée spéciale Handicapés par un yen relativement élevé, concurrencés par des Américains de plus en plus performants, les constructeurs japonais ont trouvé un nouvel angle d'attaque du marché automobile des États-Unis : dix ans après avoir lancé l'offensive sur les voitures de tourisme, ils ont décidé de concentrer leurs efforts sur les *light trucks* (pick-up, 4 x 4, minivans et autres monospaces).

S'il consacre la suprématie retrouvée des « Big Three » (General Motors, Ford et Chrysler), le 80<sup>e</sup> Salon automobile de Detroit, qui se tient du 6 au 15 janvier, dévoile clairement les nouvelles ambitions nipponnes. Les japonais, dont le taux de pénétration aux États-Unis est passé de 23,1 % à 22,6 % entre 1994 et 1995, attaquent le marché des *light trucks* – et plus spécifiquement celui des véhicules à usage sportif comme les 4 x 4 ou les tout-terrain – sur des segments les moins occupés. Sur le bas de gamme (moins de 20 000 dollars, soit près de 100 000 francs), on voit se multiplier les produits : Toyota, par

exemple, a présenté le RAV4 qui sera commercialisé pour un prix d'entrée de 15 000 dollars. Le 4 x 4 de luxe (plus de 35 000 dollars) fait également partie de leur stratégie de redéploiement. Lexus, la marque haut de gamme de Toyota, va mettre cette année sur le marché, au prix de 48 000 dollars, le LX-450, une version luxe du Toyota Land Cruiser. Acura, l'équivalent de Lexus pour Honda, vendra en 1996 le SLX, un 4 x 4 issu du Trooper rebadgé, pour environ 35 000 dollars. Nissan est également sur les rangs avec son 4x4 Pathfinder dont le lancement est prévu pour janvier.

#### UNE INSOLENTE BONNE SANTÉ

D'autres modèles sont prévus dans les années à venir. Honda a annoncé la future production d'un minivan dans son usine de l'Ontario. Un pick-up devrait également sortir des chaînes de Toyota en Indiana avant la fin du siècle. Compte tenu des droits de douane sur les *light trucks* – de 20 % à 25 % selon les modèles –, la production locale semble la meilleure solution pour les japonais. D'autant qu'elle

leur permet de se couvrir contre les variations du yen.

Mercedes a aussi choisi de s'implanter industriellement aux États-Unis pour y fabriquer son AAV (*all activities vehicle*), un véhicule tout terrain haut de gamme qui ne sera commercialisé qu'en septembre 1997. Présenté à Detroit, il sera vendu au prix compétitif de 35 000 dollars. BMW a, de son côté, l'intention d'augmenter les importations de sa marque Rover.

Le marché des *light trucks* a encore fait en 1995 preuve d'une insolente bonne santé. Alors que les ventes de voitures ont enregistré l'an dernier une baisse de 4 % pour atteindre 8,5 millions d'unités, celles de *light trucks* se sont stabilisées au niveau record de 6,1 millions d'unités atteint en 1994. Cette catégorie de véhicules représente aujourd'hui 42 % du marché américain contre 41 % il y a un an. A titre d'exemple, la voiture la plus vendue aux États-Unis l'an dernier, la Ford Taurus, a trouvé 370 000 nouveaux preneurs. Le pick-up série F de Ford, également leader dans sa catégorie, s'est vendu à près de 700 000 exemplaires. Les 4 x 4 et autres

modèles sportifs ont représenté, en 1995, 1,5 million de ventes, soit deux fois plus qu'en 1990.

#### LES NOUVEAUX MODÈLES SE MULTIPLIENT

Les « Big Three » ont jusqu'ici été les grands bénéficiaires de cet engouement américain pour les 4 x 4, minivans et autres monospaces. Pour la première fois de son histoire, Ford a vendu l'an dernier plus de *light trucks* (7,6 %) qu'il n'en avait vendu l'année précédente (7,4 %). Ce qui a permis au numéro deux américain de ne pas voir ses résultats commerciaux baisser. Avec 64 % de ses ventes (2,1 millions en 1995) sur ce créneau, Chrysler reste le grand spécialiste des minivans et monospaces. General Motors, dont plus de 60 % des ventes (4,8 millions) sont encore des voitures, a le plus souffert l'an dernier de l'essoufflement de ce marché traditionnel.

« L'arrivée des japonais nous fait peur », avoue François Castaing, numéro trois de Chrysler. Certains, à son image, craignent que les Toyota, Honda ou Nissan réus-

sisent avec les *light trucks* ce qu'ils ont réussi avec les voitures durant les dix dernières années : prendre près du quart de ce marché traditionnellement réservé aux Américains. Il semble cependant peu probable que l'histoire se répète. Dans les années 80, les « Big Three » affichaient un véritable retard par rapport à leurs homologues nippons. En matière de qualité, de méthode, de coût de développement et de production, de compétitivité des prix, la supériorité japonaise était évidente.

Depuis, l'industrie américaine s'est restructurée et remise à niveau. « Elle est la plus productive du monde, sa qualité est la meilleure et ses coûts sont les plus bas », estime Jack Smith, président de General Motors. Mais l'arrivée des japonais dans les *light trucks* va renforcer la concurrence sur un segment de marché qui assurait jusqu'ici des marges confortables aux « Big Three ». D'autant que ces derniers convertissent leurs usines de voitures à la production de *light trucks* et multiplient les nouveaux modèles.

Virginie Malingre

Handicapés par un yen relativement élevé, concurrencés par des Américains de plus en plus performants, les constructeurs japonais ont trouvé un nouvel angle d'attaque du marché automobile des États-Unis : dix ans après avoir lancé l'offensive sur les voitures de tourisme, ils ont décidé de concentrer leurs efforts sur les *light trucks* (pick-up, 4 x 4, minivans et autres monospaces).



Jeune de 150

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / 1

# Le Monde

LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND

## DU « FLORENTIN »

### AU PRÉSIDENT DE TOUS LES FRANÇAIS

La double métamorphose  
qui a conduit l'habile ministre  
de la IV<sup>e</sup> République à devenir  
le porte-parole de la gauche,  
et le chef de parti à se réincarner  
en père de la nation.

page II

## SUR UN GISANT

Peu d'hommes, en mourant,  
se rapprochent à ce point  
de leur vérité. Vivant,  
François Mitterrand pratiquait  
le silence du néant.

Par Bertrand Poirot-Delpech.

page II

## L'ITINÉRAIRE D'UNE VIE

La chronologie d'une carrière  
politique bien remplie et les regards  
que Jean-Marie Colombani et Plantu  
portent sur celle-ci.

pages III, IV et V

## PORTAIT DU PRINCE

Vue par Régis Debray,  
la personnalité  
d'un « aventurier  
positif », dont l'œuvre  
aura principalement été  
son propre personnage.

pages VI et VII

## SES PRINCIPALES DÉCLARATIONS

Le socialisme, les institutions,  
l'Europe, la société d'économie  
mixte, l'argent, Vichy,  
la cohabitation... Extraits  
de discours et d'interventions  
où le verbe est roi.

page VIII



DAVID BURNETT / CONTACT PRESS IMAGES

## François Mitterrand

### le roman d'une vie

par Jean-Marie Colombani

**Q**U'Y A-T-IL de commun entre ce visage aristocratique, aux traits acérés, comme poli par le temps — comme si cet incessant travail sur lui-même, qu'il n'a cessé d'accomplir, avait fini par en révéler la pointe la plus fine, et la plus dure —, et la physionomie conquérante et passionnée, altière et brouillonne de celui qui, adolescent, rêvait de devenir le premier dans la république des lettres ? Qui se souvient de cet autre visage, peu avenant et presque inquiétant, celui de cet « Arsène Lupin » qui, selon le mot de Pierre Mauroy, prenait d'assaut le Parti socialiste à l'occasion du fameux congrès d'Épinay-sur-Seine ? Comme s'il ne lui avait pas suffi de brouiller ainsi les pistes — une image, une physionomie —, un homme pour chaque époque —, le personnage a joué constamment des multiples touches d'un clavier immense, et à ce jour inégalé, dans la sphère politique s'entend : regard ma-tinot quand il s'agissait d'exprimer l'astuce, ceillade assassine, éclat métallique aux instants de feinte colère, lippe maussade ou gourmande, front rembruni ou lumineux selon que l'instant l'exigeait ; mais aussi de rarissimes instants d'abandon, où le visage enfin détendu traduisait l'élévation d'un esprit fin et le plaisir délicat d'un homme de culture ; et, pour finir, ces coups d'œil en biais, aussi brefs et durs

qu'un rayon laser, marque ultime d'une absence totale d'indulgence pour ses semblables, confinant presque à la méchanceté, comme s'il avait non plus de Gaulle ni même la droite française, mais bien le monde entier contre lui !

Mais le plus étonnant restera sans doute le masque césarien que se composa cet apôtre de la démocratie libérale. Nous y voilà : Dr Jekyll et Mr Hyde ? Inévitablement surgit le premier des clichés, devenu si nombreux qu'on s'y perd un peu. Les multiples visions qui ont été proposées de François Mitterrand sont en effet si diverses et variées que chacun a pu y trouver matière à conforter ses propres a priori. Il n'y a qu'à puiser dans ce véritable self-service.

Traître à sa classe ou à son camp, un homme qui n'a d'autre règle de conduite que son habileté manœuvrière : c'est la

thèse qui est restée dominante à droite, avec quelques variantes. Georges Pompidou l'avait inaugurée, en lui reprochant d'être « l'aventurier de sa propre vie ». Puis on a expliqué qu'au fond c'était un homme de droite qui s'est servi de la gauche pour assouvir sa passion du pouvoir. Les communistes, qui lui ont fait la courte échelle, s'en sont évidemment mordus les doigts : n'a-t-il pas clos la question communiste en France, bien avant la chute du mur de Berlin ? Les communistes, donc, l'ont dénoncé comme le serviteur zélé du capitalisme. Et non sans raison, puisque les deux « quinquennats » socialistes auxquels il a présidé resteront dans l'Histoire comme une période de modernisation, de reconstruction forte et accélérée du capitalisme français.

Les uns et les autres l'ont, en tout cas, considéré trop pour ce qu'il n'était pas, ou

pas tout à fait : un homme sans foi ni loi. Mais ils ont vraisemblablement exagéré son habileté. Après tout, il lui est arrivé plus souvent que de besoin de se tromper. Il est arrivé aussi qu'on le surestime, tout simplement. Ce fut la vision socialiste idolaire, première manière. Il apparaissait alors comme un être protéiforme, une sorte de Grand Mamamouchi, « le plus juste, le plus grand », Jack Lang fut le prêtre de cette liturgie, lui qui vit dans la victoire du 10 mai 1981 l'annonce « de la libération des énergies, de la reconquête de soi-même, de la maîtrise de notre destin collectif ». « Les Français ont franchi le 10 mai la frontière, ils ont vaincu la peur et bravé les interdits, ils ont brisé les rêts de l'obscurantisme et donné ses chances à la lumière », écrivait le nouveau ministre de la culture le 2 octobre 1981. La vision rocardienne, enfin, est à l'opposé. Il était au

contraire, alors, vu comme l'usurpateur et l'imposteur, celui dont les actes et les discours ont conduit tout droit la gauche à la défaite de mai 1986, puis au désastre de mars 1993.

Comment choisir ? Comment tenter d'apercevoir la vérité d'un homme aussi complexe ? Bien que l'exercice du pouvoir soit un sérum de vérité, il serait vain de continuer de décrire un personnage à facettes. Bien sûr, il a été cette oscillation permanente, désormais bien connue. Il lui fallait d'abord porter la croix de sa fonction. Elu président par une majorité contre une minorité, il aspirait à incarner la France et à représenter tous les Français. Et il alla de l'une à l'autre obligation. Il fonctionnait avec deux hémisphères cérébraux, le premier pouvant contredire ou contrarier le second. D'un côté, le principe de mouvement ; de l'autre, celui de réalité. D'un côté, la volonté d'être un moment de l'histoire de France, écrire l'histoire de son pays ; de l'autre, le souci d'être le philosophe de sa propre action, d'en être le premier observateur, comme s'il bâtissait lui-même l'imaginaire de son royaume.

Mais cette explication est elle-même insuffisante. Car il y a bien eu plusieurs personnes dans le même homme.

Lire la suite page III



# LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996

**DEUX SEPTENNATS** François Mitterrand est décédé, lundi 8 janvier dans la matinée, à Paris. L'ancien président de la République, auquel Jacques Chirac a succédé le 17 mai 1995, souffrait d'un cancer

de la prostate depuis plusieurs années. Il était âgé de soixante-neuf ans. Plusieurs fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, François Mitterrand avait pris la direction du Parti socialiste en 1971. Dix



ans plus tard, il accédait à l'Élysée après avoir battu Valéry Giscard d'Estaing, président sortant. Il devait être réélu en 1988, face à Jacques Chirac. Outre un portrait de François Mitterrand par Jean-Ma-

rie Colombani, nous commençons aujourd'hui la publication, répartie sur six numéros, d'extraits d'un ouvrage à paraître de Régis Debray, Louis soient nos seigneurs. Une éducation politique.

## Du « Florentin » au président de tous les Français

Comment l'habile ministre de la IV<sup>e</sup> République, expert en intrigues et en combinaisons, est devenu, sous la V<sup>e</sup> République, le renouvreur du Parti socialiste et le porte-parole du « peuple de gauche » avant de se réincarner en « père de la nation »

FRANÇOIS MITTERRAND laissera-t-il à l'histoire l'image qu'il s'est tant appliquée à construire lui-même, celle d'un de ces monarques éclairés dont s'enorgueillit la France ? Homme de culture autant qu'homme de pouvoir, « roi-philosophe » respecté comme arbitre suprême et père de la nation ? Un an plus tôt, avant la révélation de ses engagements de jeunesse en faveur de Vichy, sans doute y serait-il parvenu. Mais le retour de son lointain passé est venu brouiller cette image savamment construite par l'ancien chef de l'Etat, au terme d'une double métamorphose, qui avait transformé l'ondoyant ministre de la IV<sup>e</sup> République en intriguant dirigeant de la gauche sous la V<sup>e</sup>, puis le chef de parti en président de tous les Français.

Au commencement était, en effet, celui qu'on appela le « Florentin », expert en intrigues et en combinaisons, qui siégea, de 1947 à 1957, dans treize gouvernements, de droite comme de gauche, et y gagna la réputation d'un habile manœuvrier, plus riche d'ambitions que de convictions. Le jugement peut paraître injuste si l'on se rappelle que François Mitterrand fut, en 1950-1951, un ministre de la

France d'outre-mer clairvoyant et qu'il n'hésita pas, en 1953, à quitter le cabinet Laniel après avoir plaidé en vain pour la négociation en Indochine, en Tunisie et au Maroc.

Mais l'histoire a surtout retenu que, ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès France quand éclata la rébellion en Algérie, puis ministre de la Justice dans le gouvernement Mollet quand s'accélé-

Parti socialiste, héritier de Jaures et de Blum. On connaît les étapes de cette conversion : la candidature à l'élection présidentielle, avec le soutien des communistes, en 1965 ; le congrès d'Épinal en 1971 ; la signature du programme commun l'année suivante ; la défaite de 1974, qui, malgré la déception, ouvre le chemin de l'espoir ; l'apothéose de 1981, enfin, qui consacre

### « Une relation d'ordre mystique »

« Je suis très intéressé par les problèmes spirituels posés par la vie et la mort », déclarait François Mitterrand, le 6 janvier 1995, en présentant pour la dernière fois ses vœux à la presse. Je n'ai pas fait de profession de foi particulière. Je suis plus agnostique qu'autre chose, mais je crois aux forces de l'esprit. Je n'ai pas reconnu d'institution pour représenter ces forces, mais c'est chez moi une sorte d'intuition.

« J'éprouve une relation d'ordre mystique entre la terre de France et moi. Il y a des lieux où je me sens en accord parfait avec la nature, avec les arbres, la forme des paysages et la couleur de la terre. »

rèrent les opérations militaires, il ne se passa rien, dormant apparemment la priorité à sa carrière ministérielle sur ses principes.

De Gaulle revenu au pouvoir, l'ancien notable de la République défunte se compose un deuxième personnage, celui du chef de file de la gauche, puis de refondateur du

la victoire du « peuple de gauche ».

Devenu homme de parti, l'indivisible de gauche se pèle, autant qu'il le peut, à la discipline d'une organisation collective ; mué en théoricien, il se fait le doctrinaire inflexible du socialisme, prône la rupture avec le capitalisme, vante la lutte des classes. Contre Michel

### UN PROJET, UN MYTHE

Avant même de lui donner, au lendemain de son élection, une traduction législative, François Mitterrand est ainsi le porteur d'un projet qui, après celui du Front populaire, acquerra bientôt la force d'un mythe.

Avec son entrée à l'Élysée, en 1981, une troisième vie commence pour François Mitterrand. Ou plutôt un troisième personnage se dessine, celui du chef d'État, qui, dépouillant peu à peu les oripeaux du chef de parti, se voit avant tout le garant de l'unité nationale et le porte-parole de la patrie rassemblée.

Tel est le sens qu'il donne au nouveau cours de la politique

économique. Passé le temps de l'euphorie, le président de la République accepte, en effet, de réviser ses choix. Entérinant, à l'occasion du plan de restructuration de la sidérurgie lorraine, l'abandon des grands principes qui fondent l'identité de la gauche, il s'exprime non plus comme le dirigeant socialiste qu'il fut et qu'il n'est plus, mais comme le mandataire de la collectivité tout entière.

Désormais, le mot d'ordre n'est plus le socialisme, mais la modernité. François Mitterrand, qui avait appelé, dans son discours de Figear, le 27 septembre 1982, à la réconciliation avec « l'ensemble des forces vives », confirme son souci de se mettre avant tout au service de la volonté générale, et non du seul « peuple de gauche ». Il reviendra plusieurs fois sur cette distinction, rappelant, en 1991, que, s'il est et demeure socialiste, sa charge lui fait obligation de représenter « tous les Français dans leur diversité ».

Cette attitude s'impose à lui tout particulièrement dans le domaine de la défense et de la diplomatie, dont il est le responsable direct. À ce titre, il est le mandataire du pays dans les négociations internationales, hors de toute querelle parti-

sane et, bientôt, de toute référence idéologique. Le militant tiers-mondiste qu'il est encore lors de la conférence de Cancun, en octobre 1981, s'efface assez vite derrière le stratège de la géopolitique qui défend avant tout les intérêts de la France.

### LE RETOUR DU PASSÉ

François Mitterrand s'empêchera désormais à se donner, les années passant, la stature d'un « sage » qui s'efforce d'assurer, aux côtés des grands de ce monde, le maintien de l'ordre international et celui de la présence française. Son soutien déclaré à M<sup>re</sup> Thatcher dans la guerre des Malouines, en avril 1982, et surtout l'affirmation solennelle de sa solidarité avec Helmut Kohl dans la crise des euphoriques, en janvier 1983, avant même son appel à la guerre du Golfe, en janvier 1991, témoignent de cette volonté d'apparaître aux Français comme le gardien du rang et du prestige de la France.

Cette figure symbolique d'homme d'État au-dessus de la mêlée — que la cohabitation a contribué à forger et qu'a entretenue, à l'approche de l'élection présidentielle de 1988, abordée sous le signe de « La France unie », la « trinité » des plus fervents mitterrandistes — a été ébranlée quand ont été connus, en septembre 1994, le passé vichyste de François Mitterrand, et ses liens avec René Bousquet. Le président admis pour sa hauteur de vues et son sens de l'État est retourné pour beaucoup l'opportuniste qu'il avait été à son arrivée à l'Élysée collective, sous la IV<sup>e</sup> République et même au début de la V<sup>e</sup>.

En même temps renaissait le souvenir de celui qui n'avait cessé de s'opposer au général de Gaulle, de l'Occupation à la V<sup>e</sup> République. Ultime avatar de l'image présidentielle, que François Mitterrand n'a cessé de peaufiner tout au long de ses deux septennats, le voici qui incarne l'anti-de Gaulle ; mais la comparaison qui, naguère, pour une large partie de l'opinion ne lui était pas défavorable tourne à l'avantage du chef de la France libre.

Après s'être efforcé, non sans succès, de prendre, dans l'esprit des Français, la place du général de Gaulle, François Mitterrand a perdu *in fine* le combat qu'il menait contre le fondateur de la V<sup>e</sup> République.

Bertrand Poirot-Delpech

Thomas Ferenzi

## Un gisant plus près que jamais de sa vérité

IL N'Y AVAIT PAS de vie illustre, naïve, sans qu'un masque mortuaire en éternisât l'ultime instant. Le destin de François Mitterrand se passera d'un tel paraphe. De son vivant, dès avant la maladie, le visage de l'ancien président portait en permanence l'expression figée qui suit le dernier souffle. Les rumeurs médicales du second septennat se nourrissent de cette ressemblance. Peu d'hommes, en mourant, se rapprochent à ce point de leur apparence, de leur vérité.

Un gisant qu'on aurait redressé : ainsi le voyait Jean Cau, avec son sens de l'image féroce. C'est vrai, la vie ne se peignait, chez le disparu, que par effraction. Sans épaissir plus que sans teindre, la peau laissait l'ossature tracer des méplats de statuaire. Les rides du grand âge ont pris la finesse du papier froissé ; de la pierre enveloppée de parchemin.

Si les cils battaient (on eût presque dit d'une jeune fille au bal), ce n'était pas timidité, encore que l'on vit rarement homme public plus rétif aux banalités de la vie sociale, mais parce que le regard du dedans lui convenait davantage, il ne s'en distraitait pas sans effort. Le sourire, non plus, n'allait pas de soi. Ses ennemis y ont vu le comble de la ruse et de la cruauté, persua-

dés que la première avait fait limer les canines, dénonciatrices de la seconde. Chapeau noir de conspirateur, écharpe rouge de partageux traître à sa classe : le portrait est diabolique, souvent broché, à l'effigie, mieux que celui du Florentin. Fin d'un filon ! A moins que des retardataires n'aillent fouiller encore, s'assurer que les pieds étaient bien fourchus.

### LE DON DU SILENCE

« L'héroïsme n'est pas de mourir, c'est de se taire. » Le mot de son maître Vigny ne s'applique pas à Mitterrand. C'est parler qui lui coûtait. Le mutisme des derniers mois ne lui a sûrement donné aucune nostalgie. Cinquante ans de vie publique n'avaient pas vaincu son penchant pour le retraitement. Dans sa retenue n'entraient ni prudence ni calcul, du moins pas celui de Saint-Just et de Jules Renard promettant l'avenir aux « laconiques ». C'est sa nature profonde. Son goût des paysages en procède. Cet amoureux des mots n'aime rien tant que ce qui leur échappe. Dans la littérature, dans sa propre écriture comme dans l'éloquence, il est obsédé par ce qui résiste à l'expression. Son charme d'orateur vient de cette hantise, de même que son refus de tenir un journal intime.

Quand, à sa table, des courtisans faisaient assaut de flagornerie, on le voyait s'abstraire du caquetage, sans dédain sinon sans orgueil amusé.

L'origine provinciale et l'éducation catholique sont pour beaucoup dans ces prises de distance, parfois inopinées. Il y a des choses dont on ne parle pas, voilà tout. Mais l'indépendance est d'abord une donnée de caractère, son univers. Il leur est aussi fidèle qu'aux amis indéfectibles, qu'il a déconcerté, à paraître dissimulatoire.

Les éloges funèbres pleurent volontiers la « voix qui s'est tue ». Le thème ne convient pas ici. Le silence du néant, François Mitterrand y était fait. Il le pratiquait, vivant. Il ne se faisait aucune illusion sur la poussière dont les siècles recouvrent nos actes. Il pensait à la mort depuis l'enfance ; presque chaque soir, à-t-il avoué à Elie Wiesel. Du combat final, il se faisait un « honneur ». Il l'a confié au lendemain de sa première opération, avec une simplicité stoïque qui ne manqua pas d'imposer.

Ce don du silence, il est arrivé qu'il en joue. A d'autres, le soin de rappeler les retouches tardives à la biographie, l'espoir de malin plaisir qu'il semblait prendre à ne pas renier les pires fréquentations, collabos, Serbes et autres gounafriers. On ra-

conte qu'au cours d'un déjeuner chez lui il aurait eu un sourire complice en entendant classer à droite un « écrivain présent », pour avoir, comme lui-même, servi Vichy et défendu l'Algérie française. Ce genre de malice ne mérite pas de passer à la postérité.

Reste l'autre silence, celui qui rôde autour de toute tombe, qui hante nos nuits, et sur lequel se détache cette vie de méditation autant que d'action.

Restant la foi d'enfance jamais effacée, les doutes sur le sens de l'existence et de l'Histoire, la religion des livres, poussée jusqu'à l'humilité de ne pas se vouloir écrivain, la hauteur de vue et la « faiblesse », dont François Mauriac lui savait gré, parce qu'elles n'accompagnaient pas si souvent l'ambition politique.

A l'issue de la campagne présidentielle de 1981, un homme plein de ténacité inégalement sympathiques a soudain pris le risque d'annoncer tout de go, à un peuple acquis majoritairement à la guillotine, que l'État, lui élu, ne couperait plus les têtes. A l'instant où la mort le saisit, comment ne pas célébrer cette décision de ne plus donner la mort en notre nom, un de mes plus grands souvenirs de citoyen ?

## La monarchie républicaine dénoncée et perpétuée

### « JE ME SOUVIENS d'avoir dit,

déclare François Mitterrand en 1990, que les institutions actuelles, contre lesquelles j'ai voté, étaient dangereuses avant moi et qu'elles pourraient le redevenir après moi. » Dangereuses, les institutions de la V<sup>e</sup> République le sont, aux yeux de François Mitterrand, parce qu'elles sont de nature dictatoriale. « Qu'est-ce que la V<sup>e</sup> République, sinon la possession du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guetée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ? », écrit-il en 1964 dans son pamphlet, *Le Coup d'État permanent*.

Dictature ? « J'appelle le régime gaulliste », précise-t-il, « parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus, parce c'est vers un renforcement continu du pouvoir personnel qu'inductiblement il tend, parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap. » Le Parlement abaissé, la justice mise au pas, la presse censurée, de Gaulle n'avait que faire des contre-pouvoirs : il n'était, à l'entendre, aucun pouvoir qui ne procédât du président de la République. Avec le général de Gaulle, affirmait François Mitterrand, « le régime représentatif a vécu, une dictature trans-

missible à l'héritier qu'il tira le suffrage universel est née ».

La même année, à l'Assemblée nationale, un débat l'oppose à Georges Pompidou, alors premier ministre, sur les institutions. Il dénonce une fois de plus « le régime de pouvoir personnel » instauré par le général de Gaulle et se propose de substituer à ce régime « d'autorité et d'irresponsabilité » un régime « de liberté et d'équilibre ». Georges Pompidou l'accuse, en retour, d'être resté « profondément fidèle à la conception de la IV<sup>e</sup> République ».

### DU BON USAGE DES INSTITUTIONS

Une fois élu président de la République, François Mitterrand se montrera pourtant, dans sa pratique sinon dans ses discours, aussi attaché aux institutions de la V<sup>e</sup> République qu'il l'avait été, durant quatre ans, à celles de la IV<sup>e</sup>, qu'il n'avait jamais remises en question. Il fera sien, sans gêne apparente, le présidentialisme gaullien, aussi différent fut-il du parlementarisme qu'il appelait, disait-il, de ses vœux.

François Mitterrand indiquait, il est vrai, en 1969, dans *Ma Part de vérité*, qu'il avait voté contre la Constitution de 1958 par refus du « contexte » davantage que du « texte ». Le contexte, c'était, bien

entendu, les circonstances du retour au pouvoir du général de Gaulle, au lendemain de l'insurrection d'Alger. « Entre de Gaulle et les républicains, il y a d'abord, il y aura toujours le coup d'État », écrit-il dans *Le Coup d'État permanent*. En fait, les institutions de la V<sup>e</sup> République devaient se révéler, paradoxalement, favorables à la gauche. C'est l'élection du président de la République au suffrage universel qui a rendu possible la victoire du candidat socialiste en 1981, et c'est ensuite le poids de l'Élysée dans le fonctionnement des pouvoirs qui lui a conféré l'autorité nécessaire pour gouverner.

François Mitterrand ne jugea donc pas urgent de procéder aux réformes qu'il avait lui-même annoncées. Dans les cent dix propositions défendues devant le corps électoral par le candidat à l'Élysée figuraient, notamment, la réduction de la durée du mandat présidentiel (cinq ans, renouvelable une fois, ou sept ans, non renouvelable), la restauration des droits du Parlement, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature afin d'assurer l'indépendance des juges. Dans son message au Parlement, le 8 juillet 1981, le nouveau président affirme sa vo-

lonté d'« établir un équilibre des pouvoirs conforme à la Constitution » : il parle de restituer aux Assemblées « le rôle qui leur revient dans un régime parlementaire » et de garantir « l'indépendance du pouvoir judiciaire ».

### « RESPONSABLE ET ARBITRE »

En 1988, dans sa *Lettre à tous les Français*, il précise sa conception de la fonction présidentielle en se présentant comme un élu « à la fois responsable et arbitre », aussi éloigné du « président absolu des débats de la V<sup>e</sup> République » que du « président solitaire de la IV<sup>e</sup> République ». Toutefois, il ne prend guère d'engagements contraignants, même s'il reconnaît que les institutions méritent d'être « retouchées ».

Tout au long de ses deux mandats, le chef de l'État s'est ainsi accommodé du legs du général de Gaulle. Le quatrième président de la V<sup>e</sup> République a adopté, comme ses prédécesseurs, la posture d'un monarque républicain, laissant à ses premiers ministres une faible marge de manœuvre et au Parlement un rôle secondaire. Le « système de gouvernement » avec lequel l'auteur du *Coup d'État permanent* entendait rompre, et qu'il a, pour

l'essentiel, prorogé, s'est largement identifié au « pouvoir personnel » de François Mitterrand, comme jadis à celui du général de Gaulle.

L'atmosphère de cour qui s'est développée pendant les dernières années autour du chef de l'État n'a pas peu contribué à accrédi-ter l'idée que l'homme de l'Élysée est, sous la V<sup>e</sup> République, une sorte de « roi sans couronne, sans chrême et sans ancêtre », pour reprendre une formule appliquée à de Gaulle dans *Le Coup d'État permanent*. François Mitterrand paraît toutefois insensible aux objections qui se multiplient, à droite comme à gauche, contre le présidentialisme accentué des institutions.

Il faut attendre novembre 1992 pour qu'il formule des propositions concrètes sur l'extension du domaine du référendum, l'amélioration du travail parlementaire, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature et de la Haute Cour de justice. De ces divers projets, seul ce dernier sera voté par le Parlement.

Sous la cohabitation, le chef de l'État inaugure une forme nouvelle de présidence, non moins « royale » dans le style, mais diminuée dans les compétences. Même s'il garde la haute main sur la dé-

fense et sur la diplomatie, il ne peut sérieusement s'opposer à la politique mise en œuvre par le gouvernement. Retour à une lecture parlementaire de la Constitution, qui serait appelée à faire école ? On imagine mal que le futur président de la République, s'il bénéficie d'une majorité à l'Assemblée nationale, se contente des pouvoirs limités imposés au chef de l'État par la cohabitation. Le nouvel élu vaudra sans aucun doute disposer de la plénitude de ses prérogatives. Hériterait-il pour autant d'une institution présidentielle inchangée ? Pas tout à fait.

En près de quarante ans, en effet, deux évolutions importantes, dues l'une et l'autre, pour une large part, à François Mitterrand, ont modifié le jeu institutionnel. La première est la décentralisation, qui a considérablement accru les responsabilités des pouvoirs locaux par rapport à celles du pouvoir central. La seconde est la construction européenne, qui a, d'une autre manière, dépossédé les instances nationales d'une partie de leurs attributions. Les successeurs de François Mitterrand devront tenir compte de cette nouvelle donne.

T.F.



# François Mitterrand le roman d'une vie

Suite de la première page

Il avait d'ailleurs séparé les différents compartiments de sa propre vie, qu'ils fussent publics ou privés, par tant de cloisons épaisses qu'à la fin il ne s'y reconnaissait plus nécessairement. Il était en perpétuelle représentation, y compris devant lui-même; lui qui était tant préoccupé de se construire chaque jour avait progressivement glissé vers une reconstruction permanente et complaisante de sa propre réalité.

Au reste ne s'était-il pas montré inclassable dès le départ, dès cet article contre les accords de Munich, qu'étudiant il publia dans la *Revue Montalembert*, éditée par les élèves du 104 rue de Valenciennes, contre le sentiment dominant de la petite bourgeoisie catholique et bien-pensante dont il était issu et dont les enfants peuplaient ce foyer tenu par des pères maristes? Tout droit sorti du collège Saint-Paul d'Angoulême, où il reçut l'éducation et l'instruction de « braves curés de campagne », curés diocésains et prêtres séculiers, et non, comme on le croit, chez « les bons pères », François Mitterrand avait débarré au Quartier latin à l'automne 1934, à l'âge de dix-huit ans, logé au « 104 », foyer qui par nature ne risquait pas d'héberger de dangereux révolutionnaires. Il y rencontra et fréquenta donc essentiellement des étudiants de droite, de cette droite nationale nourrie de Charles Maurras, en même temps que l'ami et les amis de sa vie, à commencer par Georges Dayan.

Car François Mitterrand n'est pas né fils du peuple, mais - le 26 octobre 1916 à Jarnac, en Charente - dans une famille bourgeoise aisée, cinquième de huit enfants. Son père, agent de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans (il a conservé sur la cheminée de son bureau présidentiel la photo d'un premier bulletin de salaire de son père lorsque celui-ci était cheminot) avant de prendre, trois ans après la naissance de François, une retraite anticipée pour se consacrer aux affaires familiales puis président de la Fédération des fabricants de vinaigre de France. Sa mère, Yvonne Lorrain, femme austère, catholique et fort pieuse, était fille d'un notable de la région de Cognac. Entre la maison de Jarnac et celle des grands-parents maternels, la maison de Tourvent, François, religieusement élevé, connut une enfance heureuse, paisible et protégée, entre papa Joseph (le père) et papa Jules (le grand-père Lorrain): « Je trouvais que le monde était beau, harmonieux. J'ai eu une enfance heureuse. Je pensais que les amis étaient éternels, que les amours étaient durables, que les gens étaient faits pour s'aimer. »

Famille catholique pratiquante, morale de vie, méfiance envers l'argent, dont on ne parle pas parce qu'on n'en manque pas, attirance pour le Sillon, le mouvement catholique de gauche, dont l'oncle Robert Lorrain, ami de François Mauriac, fut un des fondateurs, goût pour la littérature et les débats intellectuels, gaieté enfin, sont les principaux éléments d'une enfance faite de certitudes et d'affection.

Le fait d'ailleurs que les frères et sœurs soient restés unis tout au long de la vie, si proches malgré des options apparemment différentes (son frère Jacques, général d'aviation, militait à droite), témoigne de la force de cette cellule familiale. « Ma mère disait que toutes les guerres sont de religion », expliquera-t-il à un George Bush interrogé, lorsqu'il reçut celui qui n'était encore que le vice-président des Etats-Unis, dépêché de Washington pour interpellier ce président socialiste qui osait intégrer des communistes au gouvernement de la France. « Ma mère, qui aimait la liberté, n'aurait pas la révolution et m'a élevé dans la culture des fondateurs des Etats-Unis d'Amérique. »

Au-delà de la part de séduction qui entre dans cette révélation programmée au vice-président américain, il y a la trace d'une influence profonde et durable, aux origines

de son anticommunisme raisonné et de son atlantisme viscéral, qui marquera l'action du président français.

Ces données composent un jeune homme conformiste, qui passe totalement à côté du Front populaire, ne se pose aucune véritable question à l'égard du marxisme, fait tranquillement son droit, parce qu'après tout il n'est pas sûr de pouvoir assouvir son ambition, qui est décidément de devenir un grand écrivain.

Bien sûr, Mitterrand ne manquait pas d'expliquer, plus tard, que, « avide d'une époque qui l'avait accueilli dans la bourgeoisie de 1934 »,

**Jeune homme conformiste, il passe totalement à côté du Front populaire, fait tranquillement son droit, incertain de pouvoir assouvir son ambition : devenir un grand écrivain**

Il allait écouter Thorez et Dordot, Blum et La Rocque, le secrétaire général du Parti communiste et celui qui venait d'en être exclu avant de dévier vers le fascisme, le chef de file de la vieille maison socialiste, qui allait devenir en 1936 le chef du gouvernement du Front populaire et le patron des Croix-de-Feu, mouvement de droite anticomuniste, antisocialiste, violent défenseur de l'ordre et de l'autorité de l'Etat.

Quel éclatisme dans la curiosité politique! En fait, s'intéresse bien davantage à Paul Valéry, Drieu La Rochelle, Giraudoux, Bernanos, André Gide, qu'il dévore et qu'il va, en effet, écouter. Un soupçon tenace le situe à cette époque à l'extrême droite. Les deux se voient à l'Action française, d'autres chez les Croix-de-Feu, quand ce n'est pas à la Cagoule. « Que peut répondre l'accusé qui a la charge de prouver son innocence? Rien. Nier serait s'abaisser. Et pourquoi répondre? S'il était vrai que j'eusse été d'extrême droite dans ma jeunesse, je jugerais plus honorable d'être où je suis aujourd'hui que d'avoir accompli le chemin inverse, où l'on se bouscule, semble-t-il », écrit-il dans *Ma part de vérité*, paru en 1969.

Il est vrai qu'il y a constamment eu contresens sur la nature de l'idéologie qui imprégnait ceux qu'influençaient le Sillon de Marc Sangnier, et qui est beaucoup plus à rechercher dans la doctrine sociale de l'Eglise que dans tout autre catalogue de pensée. Contresens aussi sur l'homme, car s'il est, comme l'a dit Georges Pompidou, un aventurier raisonnable. Or il n'était pas raisonnable d'être cagouland. Et, s'il est vrai qu'il étudia dans une période de grand bouillonnement intellectuel et politique, il participait peu aux événements et s'intéressait bien davantage à sa destinée personnelle.

Cette quête opiniâtre, obstinée, d'un destin personnel est probablement le seul vrai fil conducteur de sa vie, au point qu'il est parvenu à cette performance alchimique que peu atteignent et dont tout le monde rêve : faire de sa vie un roman. Ses nourritures intellectuelles le conduisent à vivre dans une sorte d'exaltation du moi qui le rattache, en effet, à cette jeune droite profondément pétainiste parce que légitimiste, qui n'a pas nécessairement mal tourné, mais qui a vécu dans le goût de l'aventure individuelle, du destin personnel, qu'il concrétisera, pour ce qui le concerne, aussi bien dans le goût des aventures féminines que dans celui de la conquête, de l'exercice,

puis, enfin, de l'occupation du pouvoir. Convaincu qu'il doit être le premier, toujours, animé d'un formidable appétit de vivre et de conquête, capable des années du « 104 » - cette institution, aujourd'hui disparue, élisait chaque année un président des étudiants : il ne manqua pas ce premier rendez-vous électoral - d'entraîner, d'attirer les autres à lui, ce jeune homme-là va connaître son premier moment-clé avec la captivité.

Blessé le 14 juin 1940 près de Verdun, François Mitterrand est fait prisonnier. La légende mitterrandienne veut qu'il ait, à cette occasion, découvert la pauvreté, le partage. Certes! Il contera dans *La Paille et le Grain*, avec une certaine complaisance, le désormais fameux épisode du rutabaga qui popularisera cette image d'un jeune homme découvrant les vertus du socialisme, c'est-à-dire la nécessité d'organiser la société pour éviter que celle-ci ne devienne la jungle, à travers la condition de prisonnier. Condition qui lui pèse : trois tentatives d'évasion, dont la dernière, le 10 décembre 1941, en Lorraine, pieds nus, à la course pendant 7 kilomètres jusqu'au bahut de Boulay, où il trouva refuge dans un placard. Mais, en fait, il découvrirait surtout la trahison.

Ce n'est pas de celle qui deviendra la première spearhead de la télévision, Catherine Langeais, a rompu pendant sa captivité : probablement parce que, âgée de dix-sept ans, elle avait tout simplement peur de la passion de ce jeune homme enflammé. Et, s'il s'évade, c'est moins pour reprendre le combat que pour tenter de la retrouver. Ce choc de la trahison est considérable, car celle-ci va devenir l'obsession de toute une vie, publique. Cet épisode révèle également un très grand courage physique, qu'il renouvellera pendant sa période de Résistance, en même temps qu'un ascendant réel sur un cercle beaucoup plus large que celui des étudiants du « 104 », qui appartenait au même milieu social, puisque cette fois, à travers la cohorte des prisonniers, il s'étend à bien d'autres catégories.

Ce moment est donc important, car il lui donne conscience qu'il peut exercer et utiliser l'ascendant qu'il sait créer en sa faveur. Les évasions, sa Résistance, sa blessure même seront pourtant mises en doute. Car rien ne lui sera épargné. De quoi lui faudra-t-il bien se défendre? Que devra-t-il prouver au lendemain de la Libération, comme tout au long de sa vie publique? L'impossible; c'est-à-dire la pureté de ses intentions, tout simplement.

C'est là qu'intervient le second moment-clé de son existence : l'expérience ministérielle. Celui qui devait être onze fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, de janvier 1947 à mai 1957, sous la direction de présidents du conseil aux couleurs socialistes (Paul Ramadier et Guy Mollet), radicaux (André Marie, Henri Queuille, Edgar Faure, Pierre Mendès France), MRP (Robert Schuman), gaullistes (René

Piéven), centre droit (Joseph Laniel), celui qui refusa d'en partir, au pire moment de la guerre en Algérie, alors que la démission était monnaie courante, celui-là entra dans la vie politique par un conflit avec de Gaulle qui devait déterminer son destin.

Et quel conflit, en effet! Il fallait qu'il fût bien rude pour conduire le résistant Mitterrand - le capitaine Morland - à s'abstenir de participer aux réjouissances de l'Hôtel de Ville, le 25 août 1944, jour de la libération de Paris, parce qu'il traitait déjà de Gaulle d'usurpateur, et le président Mitterrand à ce record de cérémonie commémorative : le chef de l'Etat consacra douze minutes, le temps de parcourir le chemin qui sépare l'Elysée de l'Arc de triomphe pour y déposer une gerbe, lors de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin. Sans parler de ce qui restera comme la bible de l'antigaullisme, à savoir *Ma part de vérité*, l'ouvrage polémique écrit par l'opposant Mitterrand quatre ans après sa candidature à l'élection présidentielle contre de Gaulle, l'Opposition viscérale à tout ce qui ressemble au gaullisme, et dont on peut se demander si elle ne fonde pas tout l'engagement politique de Mitterrand combattant de la gauche.

Un cœur du conflit, il y a ce procès fait à son mouvement, celui d'avoir confisqué politiquement la Résistance et ses valeurs : « Le récit reste à écrire de la savante élimination de la Résistance de l'histoire par celle de l'ombre », dira-t-il à Alain Duhamel dans *Ma part de vérité*, avant de poursuivre : un tel récit « révélerait le chef de la France libre parvenu à confisquer le capital de sacrifices amassé par le peuple obscur des soldats de la nuit ». Accusant le général d'avoir, à l'instar de Staline, réécrit l'Histoire, il concluait, amer : « Les services rendus à la France sans avoir contribué à la gloire de de Gaulle ont été tenus pour négligeables, sinon suspects. »

Suspect! François Mitterrand l'est en effet, a priori, aux yeux de Michel Caillaud, neveu du général de Gaulle, lui aussi ancien prisonnier évadé et qui contesta à François Mitterrand le leadership sur l'organisation du mouvement de prisonniers, et où tout un chacun s'accorde à voir l'origine de la mésaventure avec de Gaulle. Dans ce rapport, Michel Caillaud décrit donc François Mitterrand comme un arriviste, et surtout comme un pétainiste : n'a-t-il pas reçu la francisque, cette décoration du régime vichyste, qui lui fut en effet décernée alors qu'il était à Londres? « Lorsqu'elle m'a été attribuée en 1943, j'étais en Angleterre. Ce fut très pratique à mon retour. Un bon alibi. »

Le procès en vichysme n'en fut pas moins constamment instruit contre lui, jusqu'à la polémique suscitée par la mise en accusation pour crimes contre l'humanité de René Bouquet, l'ancien chef de la police de Vichy. Nommé chargé de l'information au Commissariat gé-



Mai 1991

néral aux prisonniers de guerre, François Mitterrand croisa, en effet, à Vichy des fonctionnaires et des politiques qui étaient loin d'être tous des collaborateurs, mais dont certains croyaient pouvoir reconstruire la France à l'ombre de l'occupant. Des hommes qui, en quelque sorte, assuraient la continuité de l'Etat et qui, pour certains, basculeront progressivement dans la Résistance, tandis que d'autres resteront en place au-delà de cette période d'hésitation des années 40 à 42, qui fut celle de François Mitterrand, comme de nombreux futurs résistants.

Il n'est nul besoin de démontrer, a posteriori, François Mitterrand d'en faire un thuriféraire de Vichy, au nom d'une reconstruction malveillante autant qu'inutile. La réalité fut plus simple, plus naturelle :

**Au cœur du conflit avec le général de Gaulle, il y a ce procès fait à son mouvement, celui d'avoir confisqué politiquement la Résistance et ses valeurs**

sa vision de l'intérieur du régime correspondait à celle de ses camarades, qui, hommes de droite pour la plupart, devaient avec lui fonder un réseau de résistance très actif. Pour eux, l'ennemi, le collaborateur, c'était Laval; le danger venait de l'entourage du chef du gouvernement et non du chef de l'Etat. En revanche, la personne du maréchal incarnait une certaine légitimité, et le sentiment qui étreignait à ce moment-là le futur résistant était non la révolte, mais bien le chagrin et la pitié. Episode, à ses yeux, désolant de l'histoire du pays, il n'a pas donné envie à François Mitterrand de jouer les procureurs, là où la culture gaulliste voyait et dénonçait systématiquement les trahisons. Fonctionnaire de Vichy, François Mitterrand le fut donc, protégé par un ami de la famille, journaliste, Gabriel Jeantet, qui appartenait au cabinet du maréchal. Décoré de la francisque aussi, comme d'autres qui prirent comme lui, dès la fin de l'année 1942, le chemin des maquis, celui d'une résistance authentique, qui ne fut pas bureaucratique mais bel et bien combattante.

A cette hostilité de départ rétrograde avec les gaullistes s'ajouta ensuite un conflit personnel avec la nièce du général, Geneviève Anthoinet. De Gaulle aimait beaucoup cette femme, qui séjournait avec son association de femmes déportées, à la Libération, dans un immeuble de la rue Guynemer qui avait été réquisitionné. Mais voilà que François Mitterrand et un autre grand résistant, Henri Frenay, usèrent de leur influence pour obtenir que l'évêché de Paris récupérât cet immeuble, dès 1946. Or, parmi les locataires de l'évêché, figuraient promptement deux membres du gouvernement, Henri Frenay et François Mitterrand! Pour cette association, et pour Ge-

neviève Anthoinet, c'était une faute impardonnable. Elle s'ajouta au contentieux qui opposait Mitterrand et de Gaulle.

Cela n'empêcha pas François Mitterrand de devenir le plus jeune ministre de la République renaisante. Au lendemain de la guerre, pourtant, il n'était pas commode de faire carrière, pour un jeune homme qui avait pris goût à l'ambition politique. C'était même bien difficile si l'on ne fréquentait pas les cathédrales, celle du Parti communiste, au meilleur de lui-même, ou celle du gaullisme, qui partout triomphait.

Réfractaire au communisme, opposé au général, François Mitterrand n'était pas davantage tenté par les autres partis, sortis de la guerre en piteux état : la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) était trop à gauche, et le MRP (Mouvement républicain populaire), trop démocrate-chrétien, expression pour laquelle il a toujours nourri une réelle aversion, de même qu'il a toujours tenu en piètre estime les représentants de ce mouvement, qu'ils se nomment Jean Lecanuet ou, plus tard, Pierre Méhaignerie. Les centristes d'aujourd'hui en savent d'ailleurs quelque chose puisqu'ils furent interdits de gouvernement en 1968, après sa brillante réflexion à la présidence.

En tout cas, il y avait peu d'espace face à la cohorte de ces jeunes gens issus de la Résistance et pressés de concrétiser leur avantage. François Mitterrand s'immiscera dans une formation hétéroclite et accueillante : le RGR, Rassemblement des gauches républicaines (RGR), plus à droite que son titre ne l'indique.

Le 2 juin 1946, sous cette couleur, à vrai dire peu claire, François Mitterrand est candidat aux élections à la seconde Assemblée constituante. Il est battu. Il se représente à nouveau le 10 novembre, est cette fois élu après avoir constitué une liste d'action et d'unité républicaine qui fait campagne sur les thèmes suivants : « Non au déficit et à l'inflation, non à la faillite, non à la gabegie administrative, non aux nationalisations hâtives et coûteuses, non à l'installation au pouvoir du Parti communiste; oui à la liberté de l'enseignement, au droit de propriété, à la suppression des emplois inutiles. » S'ajoutait à cette profession de foi une référence aux droits économiques et sociaux des travailleurs et à leurs libertés syndicales. L'étiquette RGR resserra en 1951 : « J'y suis allé pour me faire élire », dira-t-il.

Il est donc entré dans la vie politique sous le signe de l'opportunisme, avec, pour moteur, tout simplement l'appât, l'avidité et la recherche du pouvoir. C'est alors qu'intervient le troisième moment-clé dans une carrière qui s'annonce brillante : l'affaire des « fuites ». François Mitterrand est alors ministre de l'Intérieur du gouvernement Pierre Mendès France. Un gouvernement qu'il a largement contribué à façonner : « Et, pour l'intérieur, qui voyez-vous? », lui demanda en effet le nouveau président du conseil. « Moi », répondit-il. C'est ainsi que François Mitterrand devint ministre de l'Intérieur, après avoir, en effet, conseillé Pierre Mendès France sur les titulaires et le dosage politique de son gouvernement.

Lire la suite page IV



10 mai 1981



## François Mitterrand le roman d'une vie

Suite de la page III

Vient alors cette nouvelle expérience de la trahison et du complot, qui conduit à poser la question de savoir pourquoi, si tôt et si vite, il a suscité un tel acharnement. Il avait, en 1953, quitté le gouvernement Laniel pour protester contre la déposition du résident général en Algérie, donc d'une certaine façon contre la politique de force en Afrique du Nord, après avoir, selon lui, découvert l'injustice à travers la gestion de la France d'outre-mer qui lui avait été confiée.

A cette époque, il est proche de l'équipe de L'Express, qui entame sa période flamboyante, et se trouve brutalement plongé dans une situation épouvantable. Il s'agit de lui imputer la responsabilité de fuites qui, au sein du conseil de défense dont il est membre, conduisent à informer l'Union soviétique d'éléments concernant la politique de sécurité du pays. Ces fuites viennent en fait d'un haut fonctionnaire.

Lui est totalement innocent, mais fait l'objet d'une campagne ignoble. Il se sentira non seulement à juste titre victime d'un complot, mais aussi particulièrement seul, car trahi par Pierre Mendès France, qui ne l'a pas informé des soupçons qui pesaient contre lui et qui n'a pas davantage informé le général Koenig, alors ministre de la défense, qui lui-même n'était pas soupçonné. A vrai dire, il aurait eu un moyen d'échapper à cette affaire rapidement, car il n'assistait pas à l'un des conseils qui ont fait l'objet de fuites. Une seule personne avait assisté aux trois séances litigieuses : le président de la République, mais il ne le dira pas pour ne pas avoir l'air de mettre en cause René Coty, tout simplement parce qu'il voulait être un jour investi par ce même René Coty comme président du conseil. C'est pourtant René Coty qui refusera de lui confier désormais les comptes rendus des conseils de défense, le laissant humilié.

A partir de ce moment-là, il croira pour toujours ses ennemis « capables de tout » et ses amis incapables de le défendre. « C'est en soi-même que l'on trouve les ressources nécessaires » : cette maxime dictée par ses éducateurs

religieux, devenue à combien mitterrandienne, a trouvé une nouvelle fois, en 1962, à s'appliquer. C'est, en effet, en lui-même qu'il a dû chercher le moyen de resurgir, dans la volonté de tuer à son tour celui qui voulait sa perte qu'il a puisé une nouvelle force, sa volonté et l'aide de quelques amis qui sont réputés lui avoir épargné le suicide au moment de cette trop fameuse affaire de l'Observatoire, montage concocté dans les officines du premier ministre d'alors, Michel Debré. Et qui faillit provoquer sa mort, et physique, et politique.

L'instrument du complot sera l'ancien député Pesquet, qui avait été l'un des informateurs de François Mitterrand. Lorsque ce dernier était, sous Mendès, ministre de l'Intérieur, il le renseignait sur le mouvement poujadiste. Du côté des gaullistes, il s'agissait d'éliminer les survivants les plus dangereux de la IV<sup>e</sup> République. Or François Mitterrand fut piégé par son propre credo puisque, ayant donné sa parole à Pesquet de ne rien dire, il ne dit rien, et cette affaire tourna à son désavantage. On sait aujourd'hui que Pesquet fut bombardé directeur de l'UAP pour la région Basse-Normandie en remerciement des services rendus et qu'il fut manipulé par des réseaux gaullistes qui connaissaient parfaitement le fonctionnement de François Mitterrand.

Il parvint à s'en sortir, apportant ainsi la preuve de l'extraordinaire ressort qui était le sien, que tout était possible dès lors que l'on s'obstinait, et pour peu que l'on sache s'entourer d'amis fidèles.

La voilà donc au sortir de la IV<sup>e</sup> République entouré de gens dévoués, convaincus qu'il a un destin national, sûr lui-même de devoir être le plus jeune président du conseil de cette IV<sup>e</sup> République, mais si c'est le radical André Gaillard qui sera choisi à sa place. Il a déjà une solide réputation de politicien, qu'il a nourrie, notamment, au long de l'affaire algérienne, dans laquelle il a eu une attitude extraordinairement ambiguë, et ne démissionnera pas, notamment du gouvernement Guy Mollet, qui avait délégué tous les pouvoirs à Robert Lacoste, lequel les avait délégués à l'armée, mais protestera sans arrêt, jugeant cette délégation et cet

abandon scandaleux, l'avalisant cependant pour préserver ses chances de devenir un jour président du conseil. C'est lui qui impose à Mendès des réformes sur l'Algérie, mais on lui reprochera la mort du communiste Yveton. C'est qu'en fait il tient deux discours. Celui de la réforme, en privé, au sein de la sphère gouvernementale ; celui de la guerre, en public. « La seule négociation, c'est la guerre », dira-t-il en 1954. Rien n'est donc jamais net chez lui, contrairement à de Gaulle ou à Mendès.

Rien, hormis la stratégie politique qui fera de lui progressivement le principal opposant au gé-

**Envers cette gauche qu'il a gratifiée de ses largesses et de son sens aigu de l'amitié, il n'est pas exagéré de dire qu'il a toujours nourri un complexe d'illégitimité**

néral de Gaulle et au régime qu'il s'apprête à fonder. La V<sup>e</sup> République, et incontestablement le leader de la gauche. Sans doute a-t-il, comme la plupart des responsables politiques de la IV<sup>e</sup> République, failli sombrer corps et biens avec le 13 mai 1958. Il prit place pourtant parmi les quelques responsables non gaullistes qui, à travers messages et messages discrets, avaient fait savoir au chef de la France libre qu'ils étaient prêts à favoriser son retour au pouvoir. Ce dernier n'en eut cure.

Dès lors, François Mitterrand, qui avait été entre-temps remercié par ses électeurs de la Nièvre au point de devoir trouver refuge au Sénat, eut tôt fait de comprendre les mécanismes du nouveau régime né de la réforme de 1962 instituant l'élection du président de la République au suf-

frage universel. Il réalisa, en effet, que la présidentialisation du régime contraindrait l'opposition, donc la gauche, à se regrouper. Il mit alors toutes ses qualités, qui furent en l'espèce celles d'un stratège politique, dans l'organisation opiniâtre d'un rassemblement, autour de sa personne, des forces hostiles à de Gaulle. Il le fit avec la parfaite mauvaise foi de celui qui s'oblige à saisir toute occasion pour entretenir la flamme de l'opposition, notamment à des institutions qu'il décrit comme césariennes et dont il devait accentuer plus tard lui-même la dérive monarchique.

En se donnant à François Mitterrand, la gauche s'est montrée collectivement naïve ; elle a été instrumentalisée par un homme qui a érigé l'exercice du pouvoir solitaire en système. L'identification d'un peuple, le peuple de gauche, à un pouvoir désormais inséparable d'un certain cynisme, ordonné autour d'un dessein et d'un destin personnel, telle est l'ambiguïté fondatrice du mitterrandisme.

Le pouvoir, lorsqu'il ne laisse plus apparaître d'autre ambition que celle de sa propre perpétuation en même temps que la préservation de celui qui l'exerce, prend naturellement à contre-pied tous ceux pour qui il ne saurait être qu'un moyen de transformation sociale. Admettant, la trajectoire de François Mitterrand s'inscrit dans une évolution plus large, qu'il ne maîtrise pas plus qu'il ne la façonne. L'événement dominant de cette fin de siècle est, et restera, la mort de l'optimisme marxiste, celui-là même qui annonçait le bonheur pour demain, et dont était imprégnée l'idéologie qui a porté la gauche autour de François Mitterrand.

A la différence des idéaux de la génération de mai 1968, il ne s'agit plus de « faire du passé table rase », ou de « changer la vie », comme le proclamait le programme socialiste des années 80, mais bien de conserver, de préserver.

Transformer, conserver : pour François Mitterrand l'impératif varie selon les moments, selon la conjoncture, selon la situation politique. Pour lui, un homme politique doit afficher quelques grands principes, pour signifier à l'opinion qu'il n'est pas un homme d'opportuniste. (« Voyez qui m'attaque pour savoir si je suis de droite ou de gauche », disait déjà Edgar Faure), le reste relève de l'art de la navigation ; et quand on vous oppose les chemins de traverse, invoquez ces grands principes d'autant plus commodes qu'ils sont vastes et généraux, pour attester que le cap est bien

légende suivante : « François Mitterrand, un président jeune pour une France moderne. » Eh bien, je referais volontiers les mêmes affiches, dit-il en substance, mais avec la mention suivante : François Mitterrand, un président rasé pour une France qui s'est modernisée !

Comme l'explique brillamment le philosophe André Comte-Sponville, la société française redécouvre à son tour des valeurs conservatrices, précisément celles qui sont apparues dans l'ordre politique au cours des dix dernières années. L'exemple le plus frappant est, bien sûr, celui de l'écologie. Qu'est-ce que l'écologie, sinon un mouvement de préservation, donc de conservation, de la nature ? A l'origine, l'écologie plaide d'ailleurs pour le statu quo, quand elle ne théorise pas la « croissance zéro ». Mais le débat, tout aussi grave, qui a surgi à propos des manipulations génétiques et des sciences de la production du vivant nous conduit, avec le professeur Jacques Testart, à l'idée qu'il faudra bien, à un moment ou à un autre, mettre des barrières pour préserver, conserver l'espèce humaine elle-même.

En histoire, l'apparition du mouvement dit « révisionniste », appuyé par un fort courant d'extrême droite, conduit en retour à un combat pour la mémoire. D'une façon plus générale, d'ailleurs, la mémoire prend le pas sur l'utopie dans le discours de la gauche, comme si celle-ci s'appuyait à son tour sur la valeur du passé et de l'histoire, thèmes antérieurs de droite. La culture contemporaine, enfin, est dominée par la découverte du patrimonialisme, qui est un peu l'homologue historiciste de l'écologie.

A la différence des idéaux de la génération de mai 1968, il ne s'agit plus de « faire du passé table rase », ou de « changer la vie », comme le proclamait le programme socialiste des années 80, mais bien de conserver, de préserver.

Transformer, conserver : pour François Mitterrand l'impératif varie selon les moments, selon la conjoncture, selon la situation politique. Pour lui, un homme politique doit afficher quelques grands principes, pour signifier à l'opinion qu'il n'est pas un homme d'opportuniste. (« Voyez qui m'attaque pour savoir si je suis de droite ou de gauche », disait déjà Edgar Faure), le reste relève de l'art de la navigation ; et quand on vous oppose les chemins de traverse, invoquez ces grands principes d'autant plus commodes qu'ils sont vastes et généraux, pour attester que le cap est bien

tenu ! Ainsi, François Mitterrand veut-il sans cesse convaincre qu'il est bien une grande figure de la gauche, qu'il n'a cessé d'incarner le même combat (« Voyez qui m'attaque... ») et qu'il est toujours habité du même idéal. Si la ficelle paraît désormais un peu grosse, c'est qu'il est fondamentalement l'homme d'une époque où l'idéologie était maîtresse du monde ; et lui-même était passé maître dans l'art de l'orchestration du combat idéologique. Paradoxe d'ailleurs, lorsque l'on sait qu'il n'affectionne que les romans et a peu de goût pour les traités de philosophie politique ; mais il fait preuve d'un véritable talent dans ce domaine.

Néanmoins, avant de considérer la gauche comme victime de François Mitterrand, encore faut-il rappeler que celle-ci, livrée à elle-même, n'a pas su produire une personnalité de cette dimension. Seule, elle donne un Pierre Mauroy, au mieux un Pierre Bérégovoy ou un Michel Rocard. Tous ses chefs historiques sont donc venus d'ailleurs. Jean Jaurès était issu des rangs « opportunistes », l'une des familles républicaines d'alors qui participait au combat pour l'installation de la République, mais consentait un certain nombre d'accommodements. Léon Blum, quant à lui, était conseiller d'Etat : le Conseil d'Etat n'était pas, et n'est d'ailleurs toujours pas, une officine de recrutement pour les partis ouvriers. Le premier parti dont François Mitterrand a été membre en tant que parlementaire, l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance), pourrait être aisément qualifié d'opportuniste.

Les classes populaires ont de tous temps cherché un condottiere, animées qu'elles sont d'un bonapartisme spontané : François Mitterrand se situe dans cette continuité de conquête extérieure. Mais il est aussi dans une parfaite continuité républicaine, si l'on veut bien se souvenir de ce que Léon Gambetta avait appelé « la révolution des places ». Celle-ci est devenue, dans le vocabulaire moderne, le *spoils system*, le système des dépoüilles. Maître d'institutions qui lui permettaient d'agir à sa guise, François Mitterrand a très vite cédé à la tentation d'une véritable hégémonie mitterrandiste, à dire vrai peu différente de celles, antérieures, des gaullistes puis des giscardiens, mais aggravée par l'apparition d'un népotisme présidentiel combinant nominations politiques dans les fonctions hiérarchiques de l'administration et clientélisme pur et simple.



Mars 1984



Octobre 1985



Juin 1986

### CHRONOLOGIE

■ 1916 : Naissance de François Mitterrand, le 26 octobre 1916, à Jarnac (Charente).

■ 1934 : Après des études secondaires au collège Saint-Paul d'Angoulême, François Mitterrand « monte » à Paris pour faire ses études supérieures à la faculté de droit et à l'un des conseils qui ont fait l'objet de fuites. Une seule personne avait assisté aux trois séances litigieuses : le président de la République, mais il ne le dira pas pour ne pas avoir l'air de mettre en cause René Coty, tout simplement parce qu'il voulait être un jour investi par ce même René Coty comme président du conseil. C'est pourtant René Coty qui refusera de lui confier désormais les comptes rendus des conseils de défense, le laissant humilié.

■ 1939 : Mobilisé en 1939, il est blessé en mai 1940 et fait prisonnier. Il s'évadera en décembre 1941 après deux tentatives infructueuses.

■ 1942 : Il travaille, à Vichy, à la Légion des combattants et volontaires de la révolution nationale, puis au commissariat au reclassement des prisonniers de guerre.

■ 1943-1944 : Il participe à la création d'un mouvement de Résistance consti-

tué d'anciens prisonniers, qui fonctionnera, en 1944, avec deux autres organisations pour former le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. Au lendemain de la libération de Paris, il est secrétaire général aux prisonniers de guerre.

■ 1946-1958 : élu député de la Nièvre en 1946, il est ministre des anciens combattants dans les gouvernements Ramadier et Schuman (1947-1948), secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans les cabinets Marie, Schuman et Queuille (1948-1949), ministre de la France d'outre-mer dans les cabinets Plevin et Queuille (1950-1951), ministre d'Etat dans le cabinet Edgar Faure, puis ministre délégué au Conseil de l'Europe dans le cabinet Laniel (1952-1953), ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Pierre Mendès France, puis ministre de la Justice dans celui de Guy Mollet (1954-1957). Opposant résolu au retour du général de Gaulle, il est battu aux élections législatives de 1958.

■ 1959 : élu maire de Château-Chinon, il

devient ensuite sénateur de la Nièvre. Victime du faux attentat de l'avenue de l'Observatoire, il est inculpé d'outrage à magistrat après la levée de son immunité parlementaire.

■ 1962 : Il retrouve son siège de député de la Nièvre.

■ 1963 : Candidat à l'élection présidentielle, il met le général de Gaulle en ballottage au premier tour et obtient au second 45,50 % des suffrages exprimés.

■ 1971 : Il devient premier secrétaire du nouveau Parti socialiste créé à Epinay. L'année suivante, le Parti socialiste signe, avec le Parti communiste, un programme commun de gouvernement.

■ 1974 : Candidat à l'élection présidentielle anticipée provoquée par la mort de Georges Pompidou, François Mitterrand obtient au second tour 49,19 % des suffrages exprimés. Valéry Giscard d'Estaing est élu.

■ 1981 : 10 mai : François Mitterrand est élu président de la République, au second tour, par 51,75 % des suffrages exprimés, contre 48,24 % à Valéry Giscard d'Estaing. Pierre Mauroy est nommé premier ministre.

■ 1982 : Août-septembre : le conseil des ministres approuve plusieurs projets de loi qui prévoient, entre autres, l'abolition de la peine de mort, la création de radios privées locales, la nationalisation de sociétés industrielles et de banques.

4 octobre : le franc est dévalué de 3 %.

■ 1983 : 13 janvier : le conseil des ministres approuve l'ordonnance qui instaure la semaine de 39 heures et la cinquième semaine de congés payés.

■ 1984 : 25 mars : le conseil des ministres adopte sept ordonnances, dont l'une abaisse l'âge de la retraite à 60 ans, et quatre projets de loi sur les droits des travailleurs.

12 juin : le franc est dévalué de 5,75 %. Le 13, le gouvernement annonce un projet de loi instituant un blocage des prix et des salaires, sauf le SMIC, jusqu'au 31 octobre.

■ 1985 : 20 janvier : François Mitterrand affirme à Bonn, devant le Bundestag, sa solidarité avec le gouvernement d'Helmut Kohl dans la querelle des euro-missiles.

21 mars : le franc est dévalué pour la troisième fois depuis mai 1981.

■ 1986 : 29 mars : le conseil des ministres adopte un plan de modernisation et de restructuration industrielles, qui concerne notamment la sidérurgie.

24 juin : une manifestation en faveur de l'enseignement privé rassemble à Paris plus d'un million de personnes. Le 12 juillet, François Mitterrand annonce le retrait du projet Savary.

17 juillet : Laurent Fabius est nommé premier ministre.

■ 1988 : 10 juillet : le Rainbow Warrior, navire du mouvement écologiste Greenpeace, qui se préparait à une campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, est coulé dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande : une photographie qui se trouvait à bord est tuée.

31 juillet : le conseil des ministres autorise la création de deux chaînes de télévision privées.

20 août : conséquence de l'affaire Greenpeace, le ministre de la défense, Charles Hernu, démissionne. Le directeur général de la DGSF est limogé.

■ 1989 : 16 février : les forces françaises lancent au Tchad l'opération « Épervier » pour empêcher la Libye d'aider les rebelles du GUNT.

16 mars : la droite remporte les élections législatives. Le 20 mars, Jacques Chirac est nommé premier ministre.

14 juillet : François Mitterrand déclare que l'ordonnance sur les privatisations lui « pose un cas de conscience » et qu'il ne la signera pas.

■ 1997 : 13 septembre : en Nouvelle-Calédonie, le référendum sur l'autodétermination voit la victoire des partisans du maintien du territoire dans la République avec 98,30 %. Les indépendantistes avaient appelé à l'abstention.

سجل في الجاهل



Jeune de 150

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / 1

# Le Monde

## INITIATIVES

MÉTIER

### NOUVELLES COMPÉTENCES

## Professionnels de l'ambiance

Le besoin de confort grandissant, la profession de « climaticien » prend peu à peu son essor

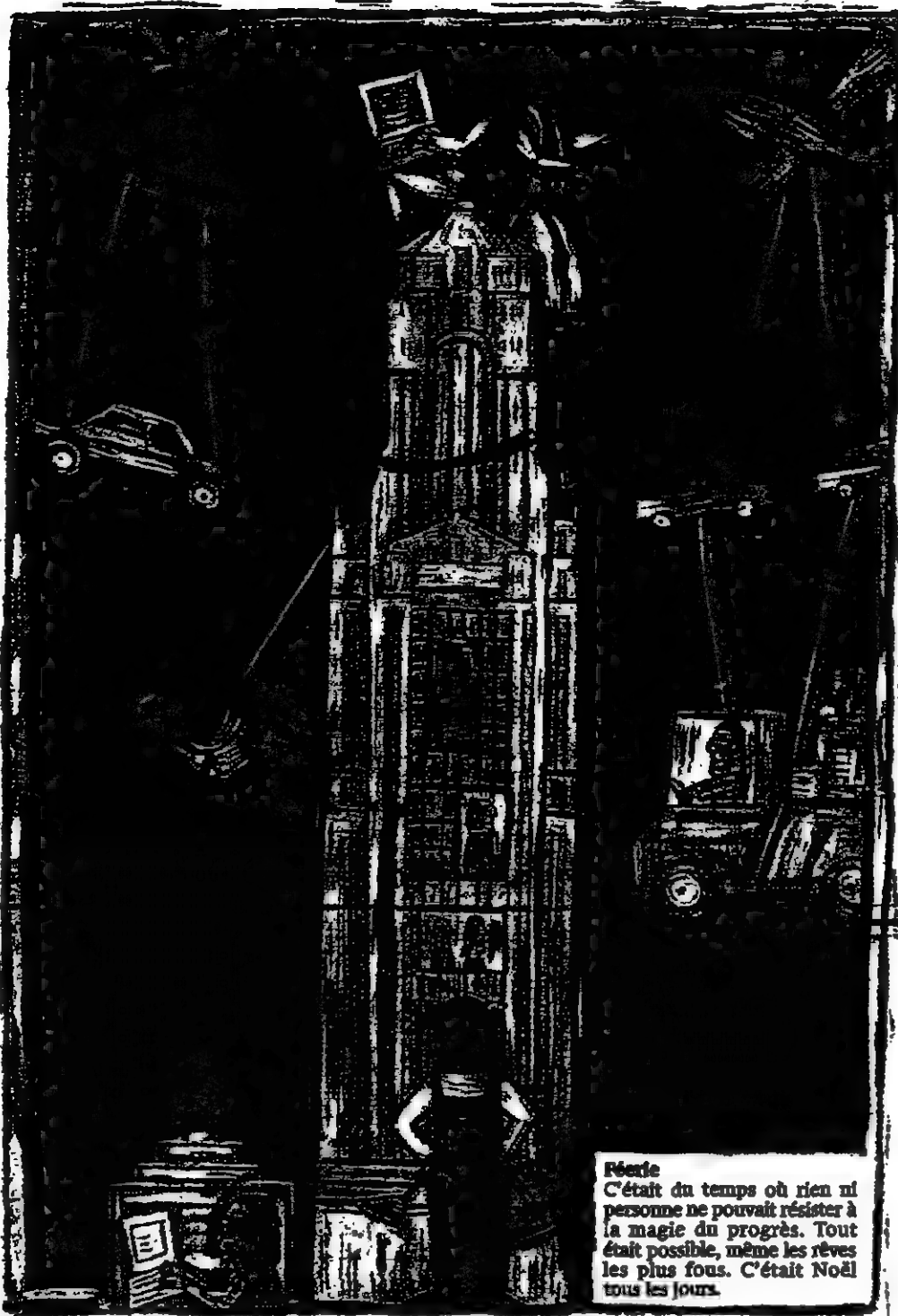
NOM d'usage : climaticiens. Savoir-faire : l'installation et la maintenance des systèmes de climatisation. Apparus il y a trois ans, évalués à environ un millier, ces spécialistes des ambiances climatisées sont encore rudement concurrencés par les électriciens et les plombiers. Par ces temps difficiles, il est vrai qu'un installateur sollicité pour mettre en place un appareil s'improvise du jour au lendemain professionnel de la climatisation. Quitte à faire beaucoup de tort à cette technique encore peu usitée dans l'Hexagone.

« C'est souvent lorsqu'un appareil est mal installé et mal entretenu que les ennuis apparaissent », constate André Sautet, délégué général du GIE Climatisation et Développement. « Nous essayons de nous battre pour que ce métier soit réalisé par des gens qui possèdent les compétences nécessaires, mais il y a encore beaucoup de brebis galeuses », renchérit Jean-Louis Estève, PDG de Climat 92, entreprise spécialisée dans l'installation de climatiseurs. Susceptible de maîtriser à la fois l'électricité, l'électronique, l'électromécanique, la chaudronnerie et la plomberie, la menuiserie, les fluides frigorigènes et depuis peu, l'informatique, le climaticien dispose d'une vaste palette de compétences.

Titulaire d'un CAP d'un BEP d'un brevet professionnel ou d'un BTS, et passé par une spécialisation de chauffagiste ou de frigoriste, il travaille essentiellement dans des petites entreprises comptant moins de trois personnes. L'essor de cette profession totalement nouvelle accompagne un marché en cours de développement. C'est en 1902 qu'un jeune ingénieur américain inventa le premier système de rafraîchissement d'un local fermé. Longtemps cantonné dans le secteur de l'industrie, la technique a été mise au service du bien-être des individus au début des années 60. Depuis cette date, la climatisation conquiert peu à peu ses lettres de noblesse. Si les Japonais et les Américains ont été les premiers séduits, les Anglais, les Allemands et même les Scandinaves ont suivi le mouvement. Les Français, en revanche, traînent les pieds : la France ne représente que 1,8 % du marché mondial de la climatisation centralisée (par opposition à la climatisation individuelle) contre 42 % pour le Japon et 29 % pour les États-Unis.

Nathalie Mlekuz  
lire la suite page V

### LA BOÎTE À IDÉES



Pierre  
C'était du temps où rien ni personne ne pouvait résister à la magie du progrès. Tout était possible, même les rêves les plus fous. C'était Noël tous les jours.

### MANAGEMENT

## ■ Et si la cohésion sociale devenait stratégique ?

Des spécialistes en ressources humaines portent un pronostic lucide sur l'avenir du travail

Page II

### SCIENCES ET TECHNOLOGIES

## ■ La seconde vie des ordinateurs

A l'instar des appareils électroménagers, une filière de collecte et de recyclage des machines obsolètes devrait se mettre en place

Page II

### PROFESIONS

## ■ Les bénédictins de la qualité

Désormais, le rôle du « qualicien » n'est plus tant de contrôler le travail des autres que de faire de l'objectif qualité l'affaire de tous

Page IV

### FORMATIONS

## ■ Du tableau noir au CD-ROM

Les nouvelles technologies éducatives font leur percée dans l'enseignement supérieur en créant des interactivités

## ■ Qualification maison à Toulouse

Initiative pour transformer les emplois familiaux en vrais métiers

Page IV

### PORTRAIT

## ■ « Concilier au mieux les intérêts de l'entreprise et ceux des salariés »

Caroline Mille, directrice des ressources humaines et de la communication à Alcatel-Alsthom

Page V

Demain dans « Initiatives-Emploi »  
« 1995 : DES PISTES OUVERTES »

## Jeunes Ingénieurs,

General Electric  
Medical Systems  
vous donne rendez-vous  
en rubrique  
«secteur de pointe».



GE Medical Systems

## Jeunes Ingénieurs page IX

# La passion VOUS gagne...



**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
The Link Between Continents Since 1980  
114 Serrano Street in San Francisco, CA 94104 U.S.A.  
University of San Francisco  
Accredited W.A.U.C.  
California State APPROVED

**Ph.D. & DBA**  
Doctorate of Business Administration in International Management  
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco + thèse.  
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle.

**MBA** Master of Business Administration in International Management  
■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.  
■ Filière 3<sup>e</sup> cycle avec expérience professionnelle ou stages validés.

**BBA** Bachelor of Business Administration in International Management  
■ « Undergraduate Program » de 18 mois à San Francisco.  
■ Sélection : BAC+2.  
Bourses, stages en Californie, et programme en option à Hong Kong.

Write European Information Center :  
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris  
TEL : (1) 40-70-10-00 Fax : (1) 40-70-10-10  
San Francisco International Office :  
TEL : U.S.A. (415) 397-3000 - Fax : (415) 397-3002  
E-mail : IUA @ IUA.EDU

**IUA**  
SAN FRANCISCO



## Et si la cohésion sociale devenait stratégique ?

Des spécialistes en ressources humaines portent un pronostic lucide sur l'avenir du travail

« **CORROSIF** », « **Surtout** éviter le gongnon actuel », « **Dire les choses telles qu'elles sont sans se cacher derrière des précautions oratoires** », « **On n'a plus de temps à perdre, il faut avancer vite maintenant**... » A les entendre, il ne fait aucun doute que les membres du club du management du CNOF (organisme de formation) qui ont participé à la rédaction d'un document de quatre-vingts pages intitulé « **L'avenir du travail** » assument leur différence. Le titre du rapport est banal. Le contenu l'est nettement moins, quelques chapitres en particulier. En majorité hommes et femmes de ressources humaines en entreprise, les auteurs (ils sont une vingtaine) avaient un message prioritaire à faire passer, message qui, comme l'indique Jacques Cornu, président du groupe de travail, jeune retraité d'un grand groupe industriel, « **n'est pas encore bien rentré dans la tête de beaucoup de patrons et de DRH eux-mêmes** » : « **arrêtons d'opposer social et économique. C'est une erreur. La cohésion sociale est un facteur de compétitivité** ». Le ton est d'ailleurs donné dès l'avant-propos : « **Les entreprises qui ont un projet de long terme, qui innove dans leur technique comme dans leur organisation et leur management, qui emploient des salariés dans des conditions moins précaires, qui contribuent à élever leur qualification et qui leur permettent de faire eux-mêmes un projet professionnel seront plus compétitives** ».

L'empêcheur de la lecture des pages consacrées à

l'état des lieux, on s'aperçoit que les envolées sont loin de n'être que lyriques. Extraits du chapitre 3. « **Le déplacement de l'épargne vers la bulle financière** » : « **Le pouvoir de faire [dans l'entreprise] appartient à la technocratie qui, pour le conserver, doit donner une satisfaction suffisante à ses actionnaires sous forme de rendement de l'action, en particulier par l'évolution des cours. Cette nécessité entraîne la priorité accordée au court terme, donc aux comptes trimestriels, au détriment du long terme** ». Plus loin : « **Tout se passe comme si l'activité économique de l'entreprise n'était que le moyen de se procurer les liquidités qui permettent de jouer dans la sphère financière** ».

Autre constat important mis en avant : l'accroissement des inégalités. Si le rapport signale que, « **depuis quelques années, les salariés du secteur public sont mieux traités que ceux du privé** », il insiste aussi sur l'écart des salaires plus large en France que dans d'autres pays européens, constate que les travailleurs étrangers sont de moins en moins bien lotis « **dans la mesure où ils sont de plus en plus nombreux à ne pas avoir de salaire du tout** » et que les revenus de l'épargne sont mieux traités fiscalement que ceux du travail.

Le diagnostic est dérangeant. Certaines des propositions - d'autres sont beaucoup plus classiques - le sont aussi. « **Les choses doivent vraiment changer** », insiste Edith Roesch, directrice du développement social à Spie-Batignolles, l'une des voix du rapport. « **Nous avons essayé de trouver des pistes différentes, de proposer une alchimie de solutions possibles loin**

de toute pensée unique ». En rappelant, en premier lieu, le besoin d'une politique volontariste de l'emploi. Il est admis aujourd'hui que le progrès technique détruit les emplois. « **Vrai seulement en partie** », rappellent les auteurs, « **il les déplace aussi. Et là, les talents personnels, l'initiative comptent au moins autant que la technique utilisée** ».

## ICOMOCALISTES

Le thème de la productivité est, lui aussi, sujet de débat. Le groupe de travail estime que la mesure classique utilisée par beaucoup d'entreprises, à savoir le volume produit par unité de main-d'œuvre, doit être abandonnée au profit de celle de productivité globale : « **On regarde d'abord le coût des frais de personnel dans le compte d'exploitation sans considérer la contribution au résultat, à la satisfaction du client et finalement au progrès de l'entreprise, marchande ou non** », lit-on dans le document. Même si Daniel Croquette, directeur du CEST-Paris-Ile-de-France, lui aussi partie prenante, aurait aimé « **que le document aille plus loin que la question des activités nouvelles à définir, qu'on parle plus de travail et moins d'emploi** ».

Une large partie des idées mises en avant tourne autour de l'engagement des entreprises au niveau local, des flexibilités nouvelles et de l'« **employabilité** » avec un principe fondateur : que la précarité ne s'accroisse pas pour autant. Mettre en place des expériences d'aménagement de la durée du travail ? Oui, mais si elles ont été négociées et non imposées. De la mobilité ? Oui, mais à condition

que l'entreprise, comme le dit Jacques Cornu, « **remplisse son devoir de formation continue afin que les salariés soient armés pour** ».

Parmi les suggestions les plus iconoclastes, celle qui vise à réduire l'écart entre les hauts et les bas salaires : ce sont souvent les mieux nantis qui jugent le Smic trop élevé et donc susceptible de compromettre le développement des entreprises. Il y aurait certainement intérêt à réfléchir à une meilleure distribution de la masse salariale. Alors que beaucoup de recherches soulignent la résistance au changement des salariés, « **L'avenir du travail** » s'intéresse aussi à l'évolution des mentalités des dirigeants. « **Ils sont souvent déconnectés de la réalité** », souligne Edith Roesch. « **Il n'est plus possible d'entendre dire par des cadres installés bien au chaud dans leur siège social que l'intelligence des salariés au travail sur le terrain est essentielle** ». « **Le donnant-donnant des années 80 est terminé** », reprend Laurent G'Sell, autre contributeur, consultant associé chez Synapsis, un cabinet-conseil spécialisé dans la mobilité professionnelle. « **Puisque aucun dirigeant ne peut s'engager aujourd'hui sur un maintien des emplois dans le long terme, que chacun d'entre eux donne au moins aux salariés la possibilité d'exprimer leurs talents, leurs compétences ou leur de les confier dans des cases où ils s'épanouissent** ».

Lucides, comme leur étude le prouve, les auteurs recommandent volontiers que beaucoup de leurs idées sont plus incantatoires que réelles. « **Le plus dur est de les mettre en œuvre** », confirme Edith Roesch. Chez Spie, par exemple,

## 1995 : l'année des « perles »

Chronique

**P**ERLES en série... Sophie, trente-six ans, part ce matin-là le cœur serré, mais aussi très motivée. Depuis dix jours, elle a, petit à petit, réussi à faire la différence. Des cinq candidats au poste d'attaché de communication que propose une société américaine basée à Paris, elle reste la seule en lice. Aujourd'hui, elle doit affronter le big boss, dernier entretien, dernier stress avant la réponse finale. Les vingt premières minutes sont à la fois courtoises et intéressantes. Elle se sent si près du but. Jusqu'à la question fatidique : « **Mais dites-moi, vous avez trente-six ans, et vous n'êtes pas mariée. Ce n'est pas tout à fait normal, ça...** » Sophie rétorque, Sophie proteste, se lève effondrée, mais persuadée qu'elle ne tiendrait pas une semaine à propager la bonne parole d'une entreprise dirigée par un si mauvais dialoguiste.

Pierre, lui, travaille dans une université française, développe des logiciels de management à l'intention de ses étudiants pour qu'ils s'intéressent, stimulent, réagissent. Démonstration possible ? Oui, bien sûr. Mais pas à la fac, le matériel espéré se fait toujours espérer. Rencontre chez lui, avec un ordinateur pour tout un TD.

Il y a aussi l'histoire des trois consultants. Assez ouverts sur le monde extérieur pour écrire « **européen** » en lettres de feu sur leur papier à en-tête et qui s'évanouissent au premier contact avec un étranger puisqu'aucun ne parle un traître mot d'anglais. Et celle du jeune golden boy, contrôleur de gestion dans un grand groupe international, qui part en voyage à l'étranger pour rappeler à ses collègues les saines principes de la gestion budgétaire et découvre au restaurant, dès le premier soir, que toutes ses cartes de crédit sont suspendues... pour cause d'incartie personnelle.

Stressé ? Démotivé ? Déprimé ? Ne renoncez pas ! Les solutions existent. Rapides, à portée de main, peu coûteuses (presque). Comme l'explication de nombreuses invitations à des séminaires de choc où « **plus est en vous** ». Pot-pourri : « **Découvrez l'influence des mémoires cellulaires et leur régénération par l'énergie corporelle et alimentaire** ». « **Retrouvez l'harmonie du cosmos avec un chaman indien des plaines sous le soleil du Midwest** ». (Apportez sac de couchage). « **Un après-midi de créativité. Vous, cadres supérieurs, venez exprimer les mouvements profonds de votre moi en atelier de peinture au doigt** ». Si tout cela échoue, il vous reste une solution, santez en parachute. Eventuellement sans parachute. ■

Marie-Béatrice Baudet

nous arrivons à lancer quelques expérimentations avec des responsables qui acceptent de remettre en cause leur pouvoir hiérarchique en confrontant leurs idées avec celles

des autres. Petit à petit tout cela avance... Ce rapport devrait y contribuer.

M.-B. B.

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES

## La seconde vie des ordinateurs

Comme pour les appareils électroménagers, une filière de collecte et de recyclage des machines obsolètes devrait se mettre en place

**U**N ordinateur PC laissé à l'abandon, à même le trottoir ? Si le spectacle est fréquent pour les téléviseurs ou les réfrigérateurs, il l'est encore rarement concernant le matériel informatique. Et pourtant le problème va finir par se poser, et à grande échelle. Car, depuis plus de dix ans, les ventes de PC n'ont cessé de grimper, laissant s'accumuler un stock gigantesque d'appareils obsolètes ou en passe d'arriver en fin de vie. Alertés par l'échéance prochaine d'une directive européenne destinée à limiter les nuisances que représente pour l'environnement le rejet d'appareils électriques et électroniques usagés, les pouvoirs publics et les acteurs du secteur informatique planchent sur les possibilités d'organiser, en France, une filière de collecte et de recyclage des ordinateurs.

S'agissant des moyens et gros systèmes informatiques, la filière est déjà structurée. Voilà plusieurs années, en effet, que la plupart des

constructeurs du secteur ont choisi d'assurer eux-mêmes la récupération des appareils auprès de leurs entreprises clientes. C'est le cas d'IBM, dont la filiale de distribution, Logic Line, a hérité de cette mission en 1993. Un vaste atelier situé en région parisienne s'occupe de récupérer et de tester les « **cœurs de machines** ». Des systèmes sont ainsi « **reconfigurés** » afin d'être revendus en ETN - équivalent à new - à de nouveaux clients. Pour les pièces non utilisables, deux filières prennent la relève : celle de la destruction et celle de la valorisation pour les produits tels que le plastique ou les métaux « **précieux** » comme l'or ou le cuivre.

Enfin, s'agissant de certains composants informatiques - cartes à mémoire, microprocesseurs, etc. -, ils sont soit confiés au réseau européen de maintenance d'IBM, soit envoyés à la filiale italienne du groupe - DST Logistica - chargée de leur vente sur le marché

secondaire. Du côté de Hewlett Packard, le centre de collecte de Grenoble, créé en 1989, s'occupe de récupérer, sur toute l'Europe, les gros et moyens systèmes arrivés en fin d'utilisation chez les clients. « **Nous traitons environ 150 tonnes de matériel par mois** », indique Jean-Claude Derstraeten, responsable de l'environnement chez Hewlett Packard France. « **Les pièces sont requalifiées et testées pour approvisionner ensuite notre réseau européen de services après-vente** ».

Largement rentables, ces filières offrent, en outre, l'avantage aux constructeurs de faciliter leur démarrage commerciale grâce à la clause de reprise. « **Environ 90 % des gros systèmes nous reviennent** », précise Jean-Claude Berthault, directeur des programmes d'environnement d'IBM France. Et il s'agit d'une filière qui nous permet de suivre l'évolution du besoin de notre clientèle en nouveau matériel. Mais, appliquée au marché en forte expansion des PC, la lo-

gique est battue en brèche. « **La donne est tout autre avec la micro-informatique** », explique Jacques Desprez, consultant au cabinet de conseil Terra. Les lieux de fin de vie des ordinateurs se multiplient et se dispersent avec les ventes aux particuliers. »

Selon le SFIB (Syndicat des fabricants d'informatique et de bureautique), 80 000 tonnes de matériel informatique ont été vendues en France en 1991 contre seulement 5 000 tonnes en 1981. Sur tout, les PC représentent la moitié de ce tonnage en 1991 - pour 1,2 million de pièces vendues -, alors qu'ils étaient quasiment négligeables dix ans plus tôt. Et le syndicat pense que les ventes de PC pourraient tripler d'ici à l'an 2000. Autant dire que se pose dès maintenant le problème de la constitution en France d'une filière assurant à la fois leur collecte et leur valorisation.

## PRODUCTEUR-PAYEUR

Dans l'immédiat, les particuliers ont tendance à garder leurs ordinateurs, ne serait-ce que pour leurs enfants », souligne Guy Le Rolland, président de la commission environnement du SFIB. Les constructeurs pourraient-ils assumer ce rôle de récupération ? A l'évidence, la perspective ne les séduit guère. « **Si l'on fait le faire, nous le ferons** », précise Jean-Claude Berthault, notamment pour des questions d'image. Mais il est clair qu'il ne faut pas compter faire du business sur un tel marché. « **Certaines entreprises d'insertion ont, elles, d'ores et déjà, tenté l'expérience, voyant dans l'activité de démontage et de « **reconditionnement** » d'ordinateurs la possibilité de satisfaire un marché d'occasion potentiel** ».

Certes, de nombreux acteurs économiques sont aujourd'hui intéressés par la constitution d'une telle filière : les grandes entreprises de traitement des déchets industriels (Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, etc.), les distributeurs de matériel et les sociétés de maintenance informatiques (pour les pièces détachées), les brokers, spécialisés dans le marché d'occasion, etc. Mais si chacun voit tout le bénéfice qu'il pourrait tirer

d'une chaîne construite, personne n'ose encore assumer le risque économique de son organisation.

Appiquée aux PC, la constitution d'une telle filière pose, en effet, un sérieux problème de rentabilité. Qui prend la charge, en amont de la chaîne, des investissements logistiques liés à la collecte des ordinateurs auprès des particuliers, des professions libérales et des PME-PMI ? Qui finance ensuite le désassemblage des ordinateurs, le tri et le test des composants, leur valorisation ou leur destruction ? Enfin, en aval, quels sont les débouchés commerciaux ? Toutes ces

questions sont abordées par le second rapport de Jean-Pierre Desprez, ancien président de GEC-Alstom, et remis en novembre 1994 aux ministères de l'environnement et de l'industrie.

Car les constructeurs et les pouvoirs publics ont devant eux une échéance : la directive européenne préparée actuellement à Bruxelles sur la fin de vie des produits électriques et électroniques. Celle-ci contribuera à solvabiliser le marché, ce qui devrait permettre de lever bien des hésitations.

Olivier Pot

## Une niche pour l'insertion

LES ENTREPRISES d'insertion peuvent-elles jouer un rôle dans la collecte et la valorisation des ordinateurs PC ? C'est, en tout cas, le pari qu'ont récemment fait certaines d'entre elles. Et si les expériences sont encore fragiles, elles n'en sont pas moins prometteuses. « **Le plus encourageant, c'est que l'activité de démontage et de remontage des ordinateurs est tout à fait à la portée d'une personne sans qualification** », précise Michel Velkeman, directeur de l'entreprise d'insertion Retour situé à Rombak.

En récupérant gratuitement des lots d'ordinateurs auprès d'entreprises locales, grâce à un partenariat avec un transporteur, l'entreprise s'est tournée exclusivement vers la clientèle des écoles et des associations. Résultat : Retour possède aujourd'hui un stock de 800 PC. Depuis avril 1995, 200 ont été réparés et « **reconditionnés** », et près de 150 ont été revendus avec une garantie de trois mois. Principal client : l'inspection académique de la région Nord. Objectif : « **Avoir quinze personnes en insertion d'ici à mi-1996** », précise Michel Velkeman, et traiter 2 000 machines par an. »

De l'autre côté de la France, à Chambéry, François Porron a tenté une expérience similaire. Directeur de l'entreprise d'insertion ATF (Atelier pour le travail

et la formation des jeunes), il vient de boucler l'étude de faisabilité de son projet. « **Grâce à une expérience que nous avons déjà menée dans la réparation des Minitel, les personnes en insertion ont déjà acquis des compétences en informatique** », dit-il. Les clients potentiels d'ordinateurs d'occasion ? « **Le domaine non concurrentiel de l'éducation nationale et les FVE (foyers de vie de développement)** ».

Originalité de la démarche : l'ATF travaille en partenariat avec l'association Actif France, une structure créée par d'anciens cadres d'IBM et dont le projet est de constituer un réseau national de récupération et de vente d'ordinateurs « **reconditionnés** » via des entreprises d'insertion. Soutenu par la mission « **insertion** » d'IBM, ce projet offre l'avantage d'adosser les petites structures locales de l'insertion au large réseau d'un grand groupe informatique. Il représente surtout, pour IBM, le moyen de faire valoir la possibilité de créer une filière de collecte et de valorisation des ordinateurs sans passer par le principe du producteur-payeur, pratiqué en Allemagne, et qui obligerait les fabricants à mettre la main à la poche. Le modèle rhénan est actuellement en discussion à Bruxelles, et il n'est pas exclu qu'il soit demain appliqué à la France.

créé en association avec  
l'école nationale supérieure  
des Beaux-Arts  
l'école nationale supérieure  
des Télécommunications,  
l'Institut national des Télécommunications,  
le Collège des Ingénieurs,  
Matra Hachette Multimédia,  
Philips Media France,  
Apple Computer France,  
Hewlett-Packard,  
la Réunion des Musées Nationaux  
et le Club d'Investissement Média

**Mastère spécialisé en  
Multimédia-Hypermédia  
à l'École nationale supérieure  
des Beaux-Arts**

(énsh-a)  
14, RUE GOUVERNET  
75271 PARIS CEDEX 05

Objectif : Formation aux métiers d'Auteur et de Directeur de projet dans le multimédia/hypermédia

Public concerné : Diplômés de l'enseignement supérieur, toutes disciplines, niveau 3ème cycle (bac + 3). Dérogations possibles en fonction de l'expérience professionnelle.

Durée des cours : 12 mois  
Charge horaire annuelle : 1600 heures  
Début des cours : 16 septembre 1996  
Nombre de places : 15  
Participation aux frais de scolarité : 40 000 FF pour les étudiants de la CEE, 120 000 FF pour les étudiants hors CEE  
Frais de dossier : 200 FF

Demandeur un dossier de candidature à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, à renvoyer avec curriculum vitae détaillé et lettre manuscrite de motivation.

Date limite de dépôt des candidatures : 26 février 1996

Les candidats pré-sélectionnés seront convoqués à l'Ensh-a pour entretien avec le jury, du 4 au 30 mars 1996.

Résultats le 25 mars 1996.

Renseignements téléphoniques : (33/1) 47.03.52.94

email : mhl1@calvacom.fr

50-50-50



Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / III

# INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Important organisme du service public recherche  
suite à son nouveau schéma directeur un

R

A 40 ans environ, de formation Ingénieur ou Universitaire, vous avez une expérience qui vous a donné une parfaite connaissance des systèmes (Bull GCOS7, IBM MVS) et du monde client/serveur, vous maîtrisez les problèmes de Télécommunication, avez exercé une veille technologique pour proposer des solutions novatrices et efficaces. Auprès du Directeur délégué, vous encadrez une équipe d'experts chargés des choix des composants selon l'architecture technique

retenue, de la passation des marchés nationaux, du contrôle de gestion et du suivi budgétaire des centres informatiques régionaux. Partenaire reconnu des responsables informatique de notre organisme, conseiller et représentant de la Direction auprès des instances de décision et auprès des sociétés extérieures, vous avez un excellent relationnel, à votre polyvalence sur le plan technique, s'ajoutent des qualités indispensables d'animation et de management.



Notre poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous réf. A60101 à notre Conseil, Catherine Balbarie FAVEREAU CONSULTANTS - 52, rue de la Fédération 75015 PARIS.

"La formation pour communiquer et évoluer."

## Ingénieurs Formateurs

Les progrès technologiques révolutionnent le monde des entreprises. Confrontées à un environnement de plus en plus changeant et exigeant, elles recherchent avant tout des experts en technologie de pointe. Avec plusieurs milliers de professionnels répartis dans 49 pays, ORACLE apporte une étroite collaboration avec ses 3 500 partenaires, les ressources, les compétences et le savoir-faire, indispensables au développement rapide de solutions de gestion adaptées aux besoins de ses clients.

Le centre de formation d'ORACLE, Oracle Education, répond totalement à cet objectif et forme quotidiennement des milliers de personnes. L'offre est large, et intègre aussi bien des formations traditionnelles alliant concepts et savoir-faire que des apprentissages EAO ou des journées techniques spécifiques. Oracle Education met en œuvre tous les moyens nécessaires pour enrichir et renouveler son offre.

C'est aujourd'hui :

- plus de 50 formateurs,
- un équipement matériel hors pair (notamment 4 salles équipées par satellite),
- une pédagogie de dimension mondiale,
- plus de 11 centres de formation en France.

Ingénieur de formation, après quelques années d'expérience sur le terrain qui vous ont permis d'acquiescer de solides compétences SGBD/R (si possible ORACLE) et des connaissances réseaux, vous souhaitez donner à votre métier une dimension plus relationnelle.

Nous vous proposons d'assurer des formations auprès de nos clients. Doté d'un bon sens de la pédagogie, vous apporterez à chacun d'entre eux votre expertise sur nos produits.

Au-delà de l'animation, vous aurez à gérer l'organisation et le contenu de vos cours sachant que vous pourrez vous appuyer sur de nombreux outils

groupe. Vous aurez également la possibilité de participer au développement de produits Formation au niveau mondial. Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable sachant que certains cours seront entièrement assurés en anglais.

Vous évoluerez au sein d'une équipe qui par son professionnalisme et ses compétences sait être à la hauteur de sa réputation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IFI à ORACLE France, Service Recrutement, 11 boulevard des Bouvets, 92735 NANTERRE cedex ou par fax au 47.62.21.81.

ORACLE®

Lundi 15 Janvier \*  
Ne ratez pas  
le rendez-vous

"Spécial Réseaux Télécoms"

et ses nombreuses  
opportunités  
de carrières dans

INITIATIVES

\* daté 16 janvier.

Un nouvel univers  
est en train de naître.



Détermination, technologie et talent font éclore un monde inédit. Celui de la téléphonie mobile. Détermination : celle de Bouygues Telecom, qui se donne les moyens d'une ambition sans limite sur ce marché aux formidables potentialités. Technologie : le réseau DCS 1800, porteur d'une nouvelle génération de téléphones mobiles. Talent : celui des hommes et des femmes de Bouygues Telecom. Des personnalités animées par un même esprit d'équipe, qui construisent une nouvelle entreprise, acteur majeur sur l'ensemble du territoire français.

Dans ce contexte, nous vous proposons aujourd'hui de nous rejoindre dans le cadre de notre développement.

### INGÉNIEUR RADIO

De formation Ingénieur option Télécom, vous possédez une expérience de 2 à 4 ans dans le déploiement des réseaux cellulaires norme GSM avec la participation aux différents thèmes de l'ingénierie cellulaire, notamment sur des projets indoor type tunnels et bâtiments et vous avez une bonne connaissance des outils de prédiction.

### INGÉNIEUR COMMUTATION

Vous assurez la modification du trafic, la préparation et la mise à jour des données de configuration NSS et le déploiement du réseau.

De formation Ingénieur option Télécom, vous possédez une expérience opérationnelle d'un mois à 3 ans en commutation chez un constructeur, un opérateur ou au sein d'une SSII, avec des compétences en conception, tests et validation d'installations.

### INGÉNIEURS ET TECHNICIENS MESURE

Vous participez aux mesures de couverture radio des sites BTS et à l'analyse de la couverture et de la qualité radioélectrique.

Vous êtes débutant ou possédez une expérience dans le domaine du GSM avec des compétences en mesures analogiques et numériques et la maîtrise de la gestion d'un parc matériel.

Ces postes sont basés sur Lyon, Nice ou Valley et exigent une mobilité régionale.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi et votre mobilité géographique, à BOUYGUES TELECOM - Département recrutement BT, avenue de l'Europe - 78044 VELIZY CEDEX. (Fax : 39 26 88 98)



Bouygues Telecom

ET SI NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE ?



Notre groupe recherche  
pour son département d'Informatique Industrielle

INGÉNIEURS  
DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

intéressés par l'un des aspects suivants :

- Génie logiciels (AGI, outils de tests...),
- Logiciels de base (réseaux, moniteurs, interfaçage...),
- Temps réel.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou 1<sup>re</sup> expérience.

Adressez votre candidature à Mme SAUVAGE - Groupe SYDELIS  
78/80 avenue du Général de Gaulle Tour Galliéni 1 - 93174 BAGNOLET CEDEX  
Tél : 43 60 13 54 - Fax : 43 60 24 07



L'Entreprise  
mode d'emplois.

Le Monde

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.



## Les bénédictins de la qualité

Désormais, le rôle du « qualitatif » n'est plus tant de contrôler le travail des autres que de faire de l'objectif qualité l'affaire de tous

« **A**U FOND, les artisans ont longtemps fait de la qualité sans le savoir, et ce souci existe depuis la nuit des temps », remarque Daniel Ameline, délégué général du Mouvement français pour la qualité (MFCQ). L'époque où les entreprises faisaient de la qualité comme M. Jourdain faisait de la prose est bel et bien révolue : après s'être généralisée dans les industries, cette démarche, née au Japon, il y a plus de trente ans, a gagné le tertiaire et les services publics. Progressivement, les grandes entreprises se sont dotées de services ad hoc chargés de satisfaire les clients sur trois tableaux essentiels : qualité, coût, délais.

Que de chemin parcouru depuis l'immédiat après-guerre où « les chefs d'atelier déléguaient la qualité à des ouvriers avancés en âge qui n'étaient plus aptes à assurer la production et se retrouvaient contrôlés », se souvient Daniel Ameline. Aujourd'hui, les managers de la qualité travaillent en collaboration étroite avec la direction générale de leur entreprise. Avec une ambition chevillée au corps : faire en sorte que le produit soit bon « du premier coup ». Pour répondre à cette exigence, les qualitatifs ont opéré une véritable révolution culturelle dans leurs méthodes : « Il y a dix ans, se souvient Michel Caillaud, directeur de la qualité de Peugeot, la qualité, c'était des armées de personnes qui contrôlaient le tra-

vail des autres, comme des gardarmes. Aujourd'hui, on procède davantage par audit-conseil. »

Implication du personnel et délégation de la démarche qualité à tous les niveaux de responsabilité sont les deux maîtres-mots de cette révolution, comme l'explique Philippe Thonier, coordinateur qualité totale chez Renault : « Partant du principe que l'ouvrier est le mieux placé pour savoir s'il fait bien son travail, notre effort porte d'abord sur la formation et la motivation du personnel : c'est ce qu'on appelle l'autocontrôle en chaîne. Naturellement, des contrôleurs-auditeurs mesurent aussi périodiquement la qualité du produit fini. » Et Philippe Thonier d'insister sur ce qui constitue à ses yeux la spécificité de la méthode française : « La qualité, c'est aussi et surtout l'affaire des opérateurs, même s'ils ont plus de vingt ans d'ancienneté. A la différence des japonais qui recrutent des bataillons entiers de qualitatifs. »

« De toute façon, les salariés supporteraient très mal de voir débarquer des fiers-à-bras de la qualité », ironise Bruno Beaufine-Ducrocq, directeur de la qualité à la SNCF. Plus spécifiquement chargés d'une mission de conseil et d'impulsion, les services qualité ont rapidement perçu l'impact d'une démarche décentralisée : « Mon rôle ne consiste pas à faire de la qualité à la place des agents sur le terrain mais de veiller à ce que l'entreprise soit plus

proche, plus à l'écoute de ses clients », plaide Jean-Michel Serre, directeur délégué à la qualité à France Télécom, normalement en physique et diplômé de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications. Evoquant ce qu'il ne faudrait surtout pas faire, Arnaud Bouteloup, délégué à la qualité d'Axa, confie : « Notre hantise serait que l'une de nos agences néglige la qualité, au motif qu'il y a une direction pour cela ! »

**QUOTIDIEN** Définir les grandes lignes d'une politique qualificienne, telle est aujourd'hui la principale mission des responsables des qualités : « En principe, je ne dois pas avoir à piloter nos démarches en direct. A charge pour moi de trouver un pilote chez les opérationnels. Quant à la qualité au quotidien, c'est l'affaire de tous, du guichetier au cadre qui travaille au siège, en passant par le conseiller clientèle », explique Michel Laviale, directeur de la qualité à la Société générale.

Conséquence logique de cette déconcentration des tâches, les directions qualité du secteur tertiaire fonctionnent généralement avec des équipes réduites : une dizaine de personnes à la SNCF, une quinzaine à France Télécom comme à la Société générale. La satisfaction du client serait-elle une préoccupation plus ancienne dans l'esprit des

constructeurs ou plus spécifique à l'industrie ? Quoi qu'il en soit, les effectifs sont nettement plus importants dans l'automobile : ainsi les directions qualité de Citroën, Peugeot et Renault regroupent-elles respectivement 380, 350 et 260 personnes, auxquelles viennent

s'ajouter quelques consultants disséminés dans le réseau commercial.

Ingénieurs, commerciaux, techniciens, voire polytechniciens : les profils des qualitatifs sont des plus variés. Seule constante : à l'instar de leurs directeurs, les pe-

tites mains de la qualité ont déjà accompli un vrai parcours, dans d'autres services de l'entreprise. « Il faut avoir une solide culture de l'entreprise, une idée physique et vécue des problèmes », affirme Michel Caillaud, de Peugeot. « J'ai engagé des gens qui avaient déjà fait leurs preuves dans l'entreprise, dans le commercial ou dans la maintenance. Mais j'ai délibérément choisi des personnes, des caractères, plutôt que des compétences... », raconte Bruno Beaufine-Ducrocq, de la SNCF.

Quant au quotidien des qualitatifs, c'est peut-être Philippe Roussel, directeur du département qualité totale et organisation de Citroën, qui en parle le mieux : « C'est un travail de bénédictin qui demande une très grande rigueur pour la bonne raison que la qualité se mesure à l'aune de ce qui ne va pas. C'est aussi un métier d'avenir car lorsqu'on touche à la qualité, on a nécessairement une vision transversale de l'entreprise. » Mais les qualitatifs sont aussi des gens qui savent sortir de leurs enquêtes clientèles et autres chartes de la qualité. Certains manient même allègrement la métaphore : « Pour séduire l'acheteur, on cherche à faire ressembler la carrosserie à un miroir », confie Philippe Thonier, de Renault. Il en va, paraît-il, de la « désirabilité » de la voiture !

Philippe Baverel

### Débutant s'abstenir

**ENTRÉ** comme auditeur du téléphone aux PTT dans les années 60, Jean-Jacques Blanchin-Fabre a gravi un à un les échelons, jusqu'à devenir directeur de l'Agence pour la valorisation de l'innovation participative (Avip) à La Poste. Tour à tour inspecteur, directeur départemental des postes en Seine-Saint-Denis puis adjoint au directeur du courrier, Jean-Jacques Blanchin-Fabre a réalisé toute sa carrière à La Poste... comme bon nombre de ses confrères.

Si les autodidactes ne sont pas légion à ce niveau de responsabilité - directeur de la qualité à France Télécom, Jean-Michel Serre est normalement en physique et diplômé de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications -, il faut très bien connaître les rouages de l'entreprise : beaucoup ont fait toute leur carrière dans la même société. « Je suis un pur produit de la

banque », reconnaît Michel Laviale, directeur de la qualité à la Société générale, où il est entré en 1968.

« Il faut avoir du métier. Ce n'est pas un poste pour un débutant », renchérit Philippe Roussel, directeur de la qualité de Citroën. Ancien élève de l'Ecole navale, aujourd'hui directeur de la qualité de Peugeot, où il est entré il y a vingt ans, Michel Caillaud conclut : « La direction de la qualité est un poste stratégique qui requiert un profil généraliste afin de pouvoir parler du commerce, de la fabrication ou de la réduction des prix de revient tout en restant crédible. » Preuve que la direction de la qualité peut constituer un véritable tremplin dans une carrière, Pierre Jocu, qui fut pendant sept ans le « Monsieur Qualité » de Renault, est aujourd'hui PDG de Mack-Trucks, filiale camion de la firme au losange aux Etats-Unis.

### FORMATIONS

## Du tableau noir au CD-ROM

Les nouvelles technologies éducatives font leur percée dans l'enseignement supérieur en créant des interactivités

« **G**RÂCE à la technologie, les professeurs vont pouvoir retrouver leur rôle originel, fondamental. » En tenant ces propos, Patrick Dassonville, enseignant en méthodes quantitatives de gestion à l'ESCP et à l'EAP, sait qu'il fait encore figure de frondeur parmi ses pairs. Il n'en aime pas moins son métier que d'autres. Mais il ose cependant affirmer que les nouvelles technologies éducatives offrent des possibilités pédagogiques que ne permettent pas les moyens plus classiques de formation. Il a pu lui-même le véri-

fier en concevant un CD-ROM d'apprentissage de l'analyse factorielle. Une discipline, ô combien hermétique, pour celui qui n'est pas fêtu de mathématiques. Patrick Dassonville en convient lui-même. « On peut cependant, dit-il, développer une approche géométrique et graphique de cette matière. » Or, incontestablement, le CD-ROM, en associant texte, son et image, offre la possibilité que ni le livre ni le cours magistral d'un professeur ne permettent de développer. En effet, au fil des explications, l'élève peut voir sur l'écran

de son ordinateur se construire et évoluer les schémas. Ce qui, pour des non-mathématiciens, rend des choses plus aisées à la compréhension de cette matière abstraite.

Depuis peu, les nouvelles technologies éducatives, déjà présentes dans le monde de l'éducation et de la formation permanente, font leur entrée dans l'enseignement supérieur. Hubert Bonnal, adjoint au directeur de l'enseignement, chargé du développement, à la CCR est convaincu de leur avenir. « Cependant, un des points-clés de la mise en œuvre de ces

outils pédagogiques repose sur leur appropriation par les maîtres », relève-t-il. N'ignorant pas les freins culturels que cela suppose de lever. Le corps enseignant craint en effet d'être dépossédé de ses prérogatives essentielles : si l'élève peut apprendre seul, nul besoin de professeur dans son rôle traditionnel. Dès lors, l'introduction de ces nouvelles technologies ne risque-t-elle pas de diminuer le nombre d'heures d'enseignement ?

**DIDACTIQUE**

Pour Christophe Roquilly, de l'Edhec, tenir ce raisonnement est une erreur. Avec ses collègues du département sciences juridiques, il a conçu un didacticiel d'introduction au droit de l'entreprise. Si désormais, les étudiants de première année apprennent seuls sur ordinateur les bases du droit, les heures de cours n'ont pas pour autant diminué. « Ce nous permet de faire davantage de philosophie du droit, de nous attacher à donner aux élèves le sens de ce qu'ils apprennent », relève Christophe Roquilly. Le rôle du professeur est ainsi révalorisé.

Les étudiants ont accès par eux-mêmes aux savoirs et les assimilent à leur rythme. Plutôt que de leur faire ingurgiter des connaissances, l'enseignant peut alors échanger davantage avec eux, se consacrer à la réflexion sur les contenus, à la critique. Libéré de la partie répétitive de son travail, il est à même d'ajouter du sens, de dégager des méthodes, d'apprendre à apprendre. En somme s'attache à développer la capacité d'analyse et de synthèse des futurs managers. N'est-ce pas là un des objectifs premiers des écoles, si soucieuses aujourd'hui de former des personnalités ?

Ainsi, la dimension humaine reste bien essentielle. « L'éducation se fait autour du lien social », affirme, comme son homologue de l'Edhec, Patrick Dassonville. L'élaboration d'un didacticiel, témoigne celui-ci, est en elle-même pour les enseignants l'occasion de repenser leur rapport à la pédagogie. Et elle les amène à travailler en équipe. Contrairement à l'écrit, développer un tel produit suppose d'associer diverses compétences. « L'auteur doit coopérer avec des scénaristes, des développeurs informatiques, des infographes, des éditeurs et mener une réalisation qui s'apparente à une production audiovisuelle », explique Hubert Bonnal. Dans une situation classique, un enseignant créait son propre

matériel pédagogique, le mettait en situation avec quelques transparents et des supports écrits.

Dorénavant, l'enseignant doit constamment penser son rôle comme celui d'un médiateur. Dans l'acte même d'apprentissage. Il est appelé à guider l'élève.

« Les nouveaux didacticiels, souligne encore Hubert Bonnal, offrent la possibilité d'accompagner les élèves au moyen d'une interface qui personnalise les apprentissages, et permet de communiquer avec eux par messagerie. » Et à partir des questions que

les élèves déposent dans sa boîte aux lettres électronique, le professeur peut constater, des jours sur mesure, les progrès de ses élèves. Ces techniques créent une véritable interactivité entre les apprenants et les enseignants.

Loin de porter atteinte à la profession, les nouvelles technologies éducatives sont de précieux outils pour permettre de retrouver le rôle de maître, d'enseignant au sens premier du terme, à ceux qui ont toujours voulu ainsi concevoir leur métier.

Laetitia Van Eckhout

## Qualification maison à Toulouse

Initiative pour transformer les emplois familiaux en vrais métiers

**V**OILÀ trois ans que l'affaire est en route. Ce jour d'avril 1993, Madeleine Escaut, déléguée au droit des femmes pour la région Midi-Pyrénées, participe à une réunion de la commission locale d'insertion des RMistes à Toulouse. Et soudain, « c'est le déclic » : une ligne de métro va bientôt relier en quelques minutes les quartiers du Mirail au centre-ville. L'idée d'en faire une voie d'accès au travail pour les femmes de ce quartier de la périphérie qui compte beaucoup de familles en difficulté, immigrées notamment, s'impose.

C'est l'occasion de passer des paroles aux actes en matière d'emplois familiaux. Mais attention ! Il n'est pas question de promouvoir une activité au rabais, tout juste bonne pour qui « ne sait rien faire », une résurgence des « domestiques » tenus de tout accepter. C'est un vrai métier qu'il faut donner à ces femmes. Madeleine Escaut mobilise tous ses partenaires locaux : Fonds d'action sociale (FAS) pour l'aide aux familles immigrées, ANPE, direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE), cellules d'appui du RMI, travailleurs sociaux...

Un comité de pilotage est formé, une étude demandée à deux organismes toulousains : l'Adrar (Association de formation pour le développement régional) et le Crept (Centre régional d'études et de promotion du travail). Ils vont identifier les types d'emplois

familiaux disponibles, les publics susceptibles de les occuper, les compétences nécessaires et le contenu des formations à donner. Et cela en interrogeant les associations qui sont à l'origine d'emplois dans le secteur : associations intermédiaires, de particuliers employeurs, d'aides à domicile...

**RÉSISTANCES**

Repasser, faire les courses ou un repas simple, recoudre un bouton, respecter les règles d'hygiène : l'étude montre un besoin de savoirs techniques de ce type à côté des éléments psychologiques et comportementaux sur lesquels se centrent - peut-être un peu trop - certaines formations récentes. On opte donc pour la préparation d'employées de « maison polyvalentes ». Une session expérimentale - assurée conjointement par l'Adrar et le Crept - est ouverte. « Il nous a fallu deux ans pour parvenir à la financer », raconte Madeleine Escaut. Nous comptons sur des fonds de la DDTE, mais ils ont été supprimés au moment où nous allions démarrer. Du coup, il n'a pas été possible de financer de stages rémunérés pour chômeurs. Il a fallu s'adresser à des femmes travaillant déjà comme employées de maison à temps partiel et dont la plupart ont le plus grand mal à glisser quatre demi-journées hebdomadaires de formation au milieu de leurs ménages. D'où des refus et des abandons en cours de

stage. Une situation qui devrait être corrigée en 1996.

Point positif : le FAS, lui, a dû fournir des stages rémunérés aux femmes d'origine immigrée, assurant ainsi leur participation stable. Mais rien n'est simple : « L'étude le montre clairement », explique Sylvie Petitjean, directrice adjointe du Crept. Les vieux Toulousains refusent d'introduire chez eux des personnes étrangères. Par racisme mais aussi parce que les quartiers d'où beaucoup viennent évoquent chez eux vol et racket. « Nous avons dû faire tout un chemin », dit Sylvie Petitjean. Il faut absolument qu'existent des organismes intermédiaires qui jouent un rôle d'écran, de garantie, d'accompagnement. C'est dire l'importance des associations qui se chargent de relier l'offre et la demande. Mais là encore, il y a problème.

Certaines de ces associations mêlent étroitement emplois familiaux et insertion de personnes en difficulté. Est-ce compatible ? Non, dit Sylvie Petitjean, s'appuyant toujours sur l'enquête : « Le particulier qui joue un rôle d'écran, de garantie, d'accompagnement, est un travailleur au sein de sa famille attend une personne solide, équilibrée. Lui envoyer quelqu'un qui a de sérieux problèmes personnels et sociaux revient à détruire l'emploi familial. » A Toulouse, il y a encore à « cheminer », mais au moins on s'est mis en route.

Marie-Claude Betheder

### Enseignement à distance

■ Bien qu'existant depuis près d'un siècle sous le label « cours par correspondance », la formation à distance connaît aujourd'hui, avec le développement des techniques de communication, un nouvel essor. Partant d'une réflexion approfondie sur les nouvelles technologies de la formation, ce livre fait le point sur les méthodes, les moyens et les enjeux actuels de ce mode d'enseignement. La formation à distance ou la liberté d'apprendre, de Jean Lochar. Ed. d'organisation. 144 p., 125 F.

### Cursus pour ingénieurs BTP

■ La Commission des titres d'ingénieur vient récemment d'habiller une formation d'ingénieur BTP par l'apprentissage, mise en place par le Centre d'études supérieures industrielles (CESI) Langue-doc-Roussillon, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et l'université Montpellier-II. Ce nouveau cursus s'effectue en alternance sur trois ans, à raison de 69 semaines (soit 2 700 heures) en centre de formation et de 69 autres semaines en entreprise. Il est ouvert à des jeunes de moins de 26 ans, de niveau bac + 2, titulaires d'un DUT génie civil, d'un BTS bâtiment ou d'un diplôme professionnel de conducteur de travaux. De toutes tailles, les entreprises d'accueil sont réparties sur toute la région du Grand Sud (Langue-doc-Roussillon, PACA, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Rhône-Alpes). Le recrutement est toutefois national. CESI Langue-doc-Roussillon : 501, rue Métabie-de-Saysses, 34000 Montpellier. Tél. (06) 67-22-26-27. Responsable de la formation : Michel Frances.

### LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

200 000 livres : romans, biographies, essais...  
Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.  
La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

سكول لادبي



Caroline Mille, directrice des ressources humaines et de la communication à Alcatel-Alsthom

## « Concilier au mieux les intérêts de l'entreprise et ceux des salariés »

**R**ESTAURER la confiance des salariés et réparer l'image institutionnelle d'un groupe secoué par les affaires : lorsque, en novembre dernier, Caroline Mille quitte Total pour Alcatel-Alsthom, elle sait qu'elle n'a pas choisi la facilité. La situation du géant des télécom est pour le moins délicate. Le verdict sévère prononcé par le nouveau PDG du groupe, Serge Tchuruk, contre son prédécesseur, Pierre Suard, a provoqué un véritable électrochoc au sein des états-majors : tout ou presque est à refaire.

Le groupe affiche des pertes abyssales (de l'ordre de 25 milliards de francs, il faut réorganiser, assainir, rattraper le retard de productivité... La « purge » promet d'être sévère : près de 30 000 personnes doivent avoir quitté le groupe d'ici à 1997.

La tâche qui attend Caroline Mille ne manque pas d'écueils. D'autant qu'elle fait son entrée dans un univers d'ingénieurs, celui des technologies de pointe de télécommunication. Domaine dont elle a tout à apprendre. Mais cette femme de quarante-trois ans qui a « horreur des situations insolites » a cependant déjà relevé bien d'autres défis.

Chez Total, où, entrée en 1990 comme responsable de la communication, elle a pris la direction des ressources humaines il y a deux ans, Caroline Mille a su imposer et faire avancer un certain nombre de dossiers dans un contexte réputé conservateur. Aujourd'hui, sa mission est cependant d'une autre envergure : son rôle n'est plus d'être sur le terrain de l'action mais de coordonner les équipes de DRH d'une multinationale de quelque deux cent mille personnes. Mais cette femme décidée « à faire évoluer les choses, elle en a la volonté », disent ceux qui la connaissent.

Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si Serge Tchuruk, depuis une dizaine d'années, lui



PHILIPPE ROUX

demande de le suivre. Tous deux partagent une même approche du management de l'entreprise. « Il n'y a rien de pire que le gâchis humain », cette phrase du nouveau président d'Alcatel, Caroline Mille la reprend volontiers à son compte. Elle apprécie du personnel qu'il se sente « concerné par la présence des salariés de son entreprise, responsable à leur égard ». Le goût du social, la jeune femme issue de la haute bourgeoisie le découvre au cours de ses études universitaires de droit. « Intriguée par l'approche peu académique » de Jean-Jacques Dupeyron, professeur de droit social à Paris-II, elle choisit de faire un troisième cycle dans cette discipline. Elle sera d'ailleurs, pendant près de dix ans, de 1975 à 1983, chargée des travaux dirigés de celui qu'elle considère comme un de ses guides.

Son intérêt pour les ressources humaines se confirme lorsque, après un bref passage à la fédéra-

tion du bâtiment, elle devient, en 1976, chargée d'études à la Commission sociale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP). Au début des années 80, elle vit l'époque où l'expression des salariés fait son entrée dans l'entreprise. Caroline Mille est, on peut le dire, une « enfant » des lois Auroux. Lois dont elle va se charger de faire passer l'esprit chez Rhône-Poulenc, où elle entre en 1983 comme responsable du service de la politique sociale. Là, elle met en place l'intéressement, les certificats d'investissement, organise les premières élections des représentants des salariés au conseil d'administration.

Dans le même temps, elle découvre l'industrie. Les questions de travail posté, de sécurité la captivent. En 1987, elle est appelée à mettre à l'épreuve l'apprentissage, du dialogue social acquis chez Rhône-Poulenc par l'entremise de Jean-Pierre Halbron. Cet

ancien collègue qui vient de rejoindre l'équipe du nouveau patron de CDF-Chimie - qui n'est autre que Serge Tchuruk -, l'a fait appeler. Le contexte est tout autre. Cette fois, il s'agit d'opérer une révolution douce. Sa première mission consiste à refondre et harmoniser le statut du personnel des différents sites du groupe. Deux ans de négociation aboutie, mais qui ont laissé des traces.

Sur sa lancée, Caroline Mille transforme l'essai en menant à bien, en 1988, le changement d'identité de l'entreprise, qui se rebaptise Orkem. « Cet épisode reste pour moi un grand moment », avoue-t-elle, satisfaite d'avoir réussi à impliquer l'ensemble des salariés. Aussi lorsque, l'année suivante, l'état décide de revendre le groupe, elle vit cela comme un coup dur. Dans ce passage difficile de sa carrière, elle s'efforce de jouer la transparence et l'information. Elle fait partie de ces professionnels pour qui ressources humaines et communication doivent aller de pair : « Il est important d'expliquer le pourquoi des décisions. Dès lors que l'on donne des explications, beaucoup de choses sont possibles ».

« Le rôle du DRH est de concilier au mieux les intérêts de l'entreprise et ceux des salariés. Mais, ajoute-t-elle dans la foulée, je sais parfaitement de quel côté je me situe ». Ses interlocuteurs lui reconnaissent le « mérite de cette franchise ». « Il n'y a pas de demi-mesure avec elle, pas de faux-semblants. Nous savons à quel point en tant qu'elle un délégué CGT qui reconnaît qu'une telle attitude permet d'échapper à la traditionnelle méfiance entre direction et syndicats. Au fond, elle a une démarche pure. » Une démarche qui peut cependant être clairement perçue comme un manque de diplomatie.

Caroline Mille n'est certainement pas une personne de consensus. Déterminée, elle sait, de l'avis général, où elle veut en venir. Elle n'hésite pas à mener les

choses à la hussarde sans craindre d'aller jusqu'à l'affrontement. « Elle réagit de manière très instinctive, impulsive », se souviennent les représentants syndicaux. « Son comportement peut heurter », ne cachent pas ses collaborateurs directs. Elle est cependant capable d'entendre la contradiction, « pourvu, précise une personne qui a longtemps travaillé avec elle, que cette contradiction soit construite, égayée, argumentée ».

**« Il est important d'expliquer le pourquoi des décisions. Dès lors, beaucoup de choses sont possibles »**

Chez Total, elle a modernisé et réconcilié les images interne et externe du groupe. « Elle a su professionnaliser, crédibiliser la communication dans un univers qui ne portait pas très haut ce métier », relève un de ses anciens collaborateurs. Sur le plan des ressources humaines, elle a mis en place une politique de gestion de carrières à l'international, développé un plan d'insertion des jeunes sans qualification, et surtout s'est attelée au délicat dossier des retraites.

Certes, le système « maison » a été dénoncé autoritairement par la direction, mais elle a su élaborer un plan d'épargne-retraite en sachant faire passer auprès des partenaires sociaux l'idée de capitalisation.

Lorsqu'on rencontre Caroline Mille, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle déploie tout un discours sur le métier des ressources humaines. C'est par ses réalisations qu'elle s'exprime : elle « fait ». Là, « elle a du nez, de l'intuition, elle sent les choses », souligne un de ses proches collaborateurs chez Total. Prise dans l'action, elle n'a pas peur de heurter, de se faire des ennemis. Mais « elle a le courage de ses idées et elle avance ». C'est la raison pour laquelle on la respecte. Certes, pour avoir ce genre d'attitude, mieux faut avoir le soutien du président.

Sa puissance de travail impressionne. « Elle prend très à cœur tout ce qu'elle fait », disent ses équipes d'hier, qui ne cachent pas que travailler avec elle peut être « épuisant ». Exigeante avec elle-même, elle ne l'est pas moins avec les autres. « Il n'est pas toujours facile de la suivre au quotidien, elle fonctionne très vite, elle met sous pression. » Mais elle a « le sens du travail bien fait, sait reconnaître les efforts des autres ». Et défend ses collaborateurs. Il est vrai qu'« il vaut mieux adhérer à son système ». Cependant, assure un proche chez Total, « c'est quelqu'un qui gagne à être connu, même si elle ne se laisse pas facilement connaître, parle peu d'elle-même, ne cherche pas forcément la relation personnelle : c'est avec le temps que les liens se tissent ».

Laetitia Van Eeckhout

### NOUVELLES COMPÉTENCES

#### Professionnels de l'ambiance

Suite de la page 1

« En 1987, un Japonais dépensait 440 francs par an pour la climatisation. Un Américain, 162 francs, un Européen, 60 francs et un Français, 40 francs », précise André Sautet. Les raisons de ce retard ? Les professionnels avancent l'existence de résistances culturelles et le mauvais exemple donné par l'équipement des bureaux de la Défense : problèmes de panne, effet « bocal », filtres mal entretenus, même température pour tous, brassage global de l'air... Le matériel relative-

ment archaïque de l'époque, alors importé des États-Unis, n'a pas donné de résultats très probants. Et même si, depuis, les performances se sont nettement améliorées, les Français sont restés médians.

Toutefois les esprits évoluent peu à peu et la climatisation, notamment sur le lieu de travail, commence à gagner du terrain. Selon une étude Ipsos menée en juillet 1995 pour le GIE Climatization et développement, 24 % des interviewés travaillaient sur un lieu climatisé alors qu'ils n'étaient que 7 % en 1988. A la tête de l'entreprise Le Froid conditionné, François Garreau, quarante-cinq ans, constate cette amélioration au jour le jour. Au départ, spécialisé dans le froid alimentaire, ce frigoriste

réalise aujourd'hui 80 % de son chiffre d'affaires dans l'installation de systèmes de climatisation. « J'ai réalisé ma première installation en 1976, l'été de la canicule », raconte-t-il. Ensuite, j'ai convaincu les entreprises que climatiser des lieux comme les points de vente, c'était à la fois permettre aux salariés de travailler au mieux de leur productivité et développer le désir d'achat de la clientèle : parce que quelqu'un qui se sent bien dans un point de vente y reste plus longtemps. »

#### DÉCOLLAGE

Bref, le démarrage fut lent mais le marché semble avoir réellement décollé ces dernières années. Entre 1993 et 1994, l'ensemble des ventes de climatiseurs a augmenté de 7 %. De même les ventes de voitures climatisées sont passées, chez Renault, de 5 % en 1990 à 18 % au premier semestre 1995.

« Tout cela va finir par faire bouler de neige car quelqu'un qui rentre chez lui en voiture climatisée ne va pas supporter longtemps de se retrouver dans son salon avec une température de 35 degrés. D'ici à quelques années, être climatisé fera partie du même type de standing que posséder la télé couleur » assure Robert Baron, vice-président délégué du Snecca, l'un des syndicats des installateurs de climatiseurs. A l'Appa, une nouvelle formation d'agent de

maintenance en climatisation devrait voir le jour dès la rentrée prochaine. Et déjà, à l'heure actuelle, les formations en froid et climatisation sont celles qui bénéficient du meilleur taux de placement : « 85 % des 550 stagiaires accueillis chaque année trouvent un emploi à la sortie », note Claude Giraud-Héraud, responsable national des formations au froid et à la climatisation. L'apparition de la réversibilité - des appareils susceptibles de fournir alternativement du froid et du chaud à un coût trois fois moindre que le coût actuel - devrait, dans les années à venir, encore accentuer cette percée de la climatisation sur le marché français. Comme le souligne Jean-Pierre Dreuillet, délégué général du syndicat Uniclimate regroupant les constructeurs de matériels « la climatisation permet aujourd'hui d'assurer à la fois un confort d'été et un confort d'hiver ».

Dans ce contexte, les climatiseurs sont appelés à devenir de véritables spécialistes du confort : « Il ne s'agit plus de fournir du froid ou du chaud, conclut André Sautet, mais de savoir créer une véritable qualité d'ambiance en agissant à la fois sur la température, l'environnement sonore, le degré d'humidité et, bien sûr, la qualité de l'air ».

Nathalie Mlekuz

#### Gestionnaire dans la climatisation

« DANS ce monde où les techniciens sont largement majoritaires, mon associé et moi, nous ressemblons un peu à deux Martiens. » Diplômé d'une école de commerce, Jean-Louis Estève, trente-cinq ans, a passé dix années dans le conseil avant de racheter, il y a trois ans, Clima 92, entreprise spécialisée dans l'installation de climatiseurs. « Nous avons étudié les secteurs prometteurs à un bel avenir et le créneau de la climatisation nous a semblé particulièrement porteur. Au vu du retard de la France sur le Japon, les États-Unis et même les pays d'Europe du Nord, nous nous sommes dit qu'il y avait certainement des choses à faire. »

Fort de leur savoir-faire en termes de marketing et de gestion, les deux hommes n'ont pas à eu à regretter leur choix. En dépit d'une conjoncture économique particulièrement défavorable, le chiffre d'affaires de la société est passé de 3,5 millions de francs en

1991 à 9 millions en 1995 et devrait atteindre 13 millions en 1996. Dans la foulée, l'entreprise est passée de huit à vingt-trois salariés. « Au lieu d'attendre que les clients viennent vers nous, nous avons multiplié la prospection, explique le PDG de Clima 92 qui, après s'être concentré durant les trois premières années sur les grandes entreprises, s'oriente aujourd'hui du côté des PME-PMI. Tout le travail consiste à les convaincre que la climatisation ne se résume pas à une simple question d'air frais. »

Les particuliers, eux, sont encore peu nombreux à se manifester « ou alors ils ont des noms célèbres », note le chef d'entreprise. Résolument optimiste, Jean-Louis Estève est persuadé que les plus belles années sont encore à venir : « Il n'y a aucune raison pour que la France reste le pays le moins climatisé du monde. A nous de réussir à conquérir les marchés. »

**CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES**  
50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
200 000 Livres  
(Commande par Minitel et envoi à domicile)  
**3615 LEMONDE**

**FACULTE JEAN MONNET**  
**UNIVERSITE de PARIS-SUD**  
91120 Brétigny-sur-Orge - 92330 SCEAUX

**EDITION ASSISTEE PAR ORDINATEUR**

Formation théorique : 12 semaines  
Stage en entreprise : 4 semaines  
Début de la formation : mi-février 1996  
Sanction : Diplôme d'Université

Edition sur Macintosh : Xpress, PageMaker  
Dessin Assisté par Ordinateur : Adobe Illustrator  
Retouche photo et apprentissage de la couleur : PhotoShop  
Scannérisation : Apple, Agfa  
Maquette : mise en page, typographie, etc.

Renseignements et inscriptions :  
Faculté Jean Monnet  
Département de la Formation Permanente  
Tél. : (1) 40 91 18 20 - Fax : (1) 40 91 18 24

**FORUM MBA DE PARIS**

**116 Universités/Ecoles de Gestion**  
**1 Journée** Le Forum MBA de Paris rassemble sous le même toit les responsables des admissions et des professeurs en provenance de 116 Institutions Américaines et Européennes. Ils viennent répondre à vos questions et vous renseigner de manière précise sur leurs MBA. Venez explorer les carrières professionnelles qu'offre cette formation, discuter les procédures d'admissions et vous informer sur les contenus des différents cursus. Venez apprendre comment vous inscrire au GMAT et au TOEFL et acheter à des prix préférentiels le GUIDE OFFICIEL DE PREPARATION au GMAT ainsi que le GUIDE des PROGRAMMES MBA.

**FORUM MBA DE PARIS**  
Mercredi, 10 Janvier, de 14 h à 20 h.  
Hotel Concorde La Fayette  
3, place du Général Koenig  
Paris, France

Frais d'accès : 50F

**MBA Forums™**  
GMAC Director of MBA Forums  
PO Box 8186, Princeton, NJ 08541-0816  
Fax: (609) 985-9523 for information



# INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Numéro 1 sur le marché de la sécurité logique des systèmes d'information, nous sommes une société d'intégration de Systèmes de 200 personnes, filiale d'un grand constructeur informatique. Notre offre couvre aussi bien notre savoir-faire en matière de maîtrise d'œuvre de projet et d'intégrateur, que des produits dans nos domaines d'expertise que sont :

Les Systèmes d'Echange : messageries, EDI, télécollecte,  
La Sécurité Logique : sécurité des réseaux, des architectures distribuées, de la monétique et du commerce électronique,  
L'Ingénierie Industrielle : supervision industrielle, haute disponibilité.

Nous recherchons pour notre Direction Commerciale et notre Direction Ingénierie Projets, dont la mission est d'assurer la conquête de nouveaux projets et leur maîtrise d'œuvre :

## 2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX 1 RESPONSABLE D'AGENCE pour l'activité Sécurité Logique

Vous contribuerez à l'accroissement du chiffre d'affaires en commercialisant nos produits et services sur le territoire qui vous sera attribué.

Vous aurez à comprendre la problématique du client, à analyser les opportunités d'amélioration dans les domaines Sécurité, Systèmes d'échange et Architecture des Systèmes d'Information Distribuée et à qualifier les projets.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous possédez une première expérience de 3 à 4 ans dans la vente de prestations techniques de type intégration de systèmes au sein d'une société de services.

Familiarisé à des environnements complexes et internationaux, vous êtes un fin négociateur parce que vous savez préserver vos marges. Une bonne faculté d'analyse alliée à un esprit d'équipe et un sens des contacts développés, vous permettront d'évoluer avec efficacité dans cette fonction. Réf. 6816

A 30/35 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous possédez une expérience dans la sécurité et avez déjà fait vos premières années d'encadrement (6 ans d'expérience minimum) dans la conduite de projets d'intégration de systèmes au forfait. Vous souhaitez aujourd'hui faire évoluer votre carrière vers une responsabilité globale d'avant-vente, de réalisation et de management.

Vous serez entièrement autonome dans la gestion de votre centre de profit qui représente une dizaine de chefs de projets, 30 à 40 projets par an pour un total de 20 à 30 MF.

Vos objectifs seront en terme de prise de commande, de chiffres d'affaires et de marge nette.

Votre charisme et votre goût pour les responsabilités seront vos meilleurs alliés pour réussir dans cette fonction. Réf. 6817

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence du poste choisi sur l'enveloppe à LWF, 42 rue Langier, 75017 PARIS qui transmettra.

## Au cœur de l'économie auprès de chaque client

LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE DES MARCHES DE CAPITAUX recherche son

## RESPONSABLE DE DIVISION FRONT ET BACK OFFICE

Le Groupe C.N.C.A. confirme sa dynamique de succès et sa volonté d'être le moteur du développement du Crédit Agricole : 60 caisses régionales, 8 400 points de ventes, 74 000 salariés.



Vous avez une expérience de Chef de Projets confirmée dans le domaine financier, et possédez des connaissances approfondies sur les produits de change, de taux, d'actions et dérivés.

Vous avez acquis ce savoir-faire et cette expertise dans le Service, chez un Éditeur de logiciels ou dans un Etablissement Financier.

Vos solides compétences techniques vous permettent également de dominer les technologies les plus avancées.

En charge de plusieurs lignes de produits financiers, vous gèrerez en direct l'ensemble des projets en cours et à venir, avec les différentes unités de la Direction des Marchés des Capitaux, et animerez des équipes fonctionnelles et techniques conséquentes.

Votre talent de négociateur, vos qualités de manager et de gestionnaire, sont reconnus et contribueront à affirmer votre crédibilité auprès des utilisateurs et de vos équipes de projets.

Vous êtes ingénieur grande école ou équivalent, âgé d'environ 35 ans, maîtrisant particulièrement les techniques stations de travail sous UNIX et les architectures Client/Serveur.

Votre professionnalisme, votre potentiel et votre aptitude à communiquer sont des atouts indispensables pour réussir dans ce contexte de finance internationale de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation manuscrite, prétentions et photo), sous la référence DFQ 10 à notre Cabinet Conseil, RIB, Isabelle DE FORCADE - 140, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

L'Imagination dans le bon sens.



Notre groupe (5 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs) est spécialisé dans l'industrie et l'ingénierie électrique. Dans le cadre de notre développement...

## Ingénieur développement informatique industrielle

Votre mission : Vous êtes chargé des développements informatiques dans le cadre de projets industriels. Ce poste est très attractif par la diversité des architectures.

Votre profil : Ingénieur avec 3 ans d'expérience en milieu industriel, vous disposez de bonnes connaissances dans les domaines suivants (langage C, Oracle et Réseau, environnement VMS et/ou UNIX et/ou OS2). Réf. IDVLM

## Chef de projet informatique industrielle

Votre mission : Vous assurez la responsabilité technique et de gestion de un ou de plusieurs projets en informatique industrielle dont, notamment, la mise en place de la certification ISO 9001. Pour parvenir à vos objectifs, vous animez et motivez votre équipe constituée d'ingénieurs et de techniciens.

Votre profil : De formation ingénieur et avec 4 à 5 ans d'expérience en milieu industriel, vous disposez de parfaites connaissances techniques (VMS et/ou UNIX et/ou OS2, C, Oracle). Des notions en automatismes seront appréciées. Réf. CPVLM

Si votre objectif personnel rejoint notre objectif d'entreprise, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à SDEL, DPHI, Immeuble Gallien, 2 rue Benoît-Malon, BP 144, 92154 Suresnes Cedex.

## Opportunités pour managers entrepreneurs

### Services Informatiques

Ce groupe français de conseil en informatique coté en Bourse présente une excellente santé financière. Il compte plus de 1.000 personnes, dispose d'une implantation nationale et jouit d'une solide notoriété auprès de ses clients. Sa politique de développement et ses nombreux projets impliquant les technologies de pointe le conduisent à intégrer des futurs managers.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes un professionnel de l'informatique et avez acquis cette expérience soit dans une SSII soit chez un utilisateur, en y exerçant des responsabilités significatives sur le plan technique et management. Votre formation d'ingénieur et votre connaissance de l'entreprise vous permettent d'identifier les solutions techniques qui répondent le mieux aux besoins de nos clients. Votre capacité de proposition et votre sens de la négociation vous aident à concrétiser vos idées. La qualité du service rendu à l'utilisateur est chez vous un souci permanent.

Vous trouverez dans notre groupe d'intéressantes opportunités pour réaliser vos talents et devenir un manager complet avec des responsabilités commerciales, techniques, humaines et financières. Nous avons une politique active d'intéressement de nos managers sous forme de stock options. Vous êtes exigeant sur votre avenir, nous le sommes aussi. Prenez contact avec notre conseil Catherine CHARVET (tél. 42 61 70 28 - Fax 42 61 70 08, sous réf. C.293/M) pour discuter de vos projets professionnels.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS



Première société européenne en ingénierie linguistique et documentaire, recherche :

### Des Ingénieurs documentalistes

de formation supérieure (CSSID Sciences - Po, INTD ou DESS d'Information - documentation). Les candidats doivent présenter le profil suivant :

- connaissances en linguistique ;
- pratique de l'informatique ;
- 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine de la documentation ou du traitement automatique de la langue ;

### Des ingénieurs informaticiens

(expérience 3 à 5 ans)

Ingénieur grande école ou 3ème cycle. Maîtrise du développement en C/C++ sous Unix. Connaissances de X/Motif et Windows. Connaissances de produits documentaires appréciées. Connaissances d'HTML, d'HTTP et de TCP/IP appréciées.

### Un ingénieur technico-commercial

(expérience 3 à 5 ans)

Ingénieur grande école ou 3ème cycle (option informatique ou équivalent). Bonne connaissance des logiciels documentaires, et si possible du traitement automatique de la langue. Une première expérience réussie de technico-commercial dans un domaine voisin.

Pour ces trois postes, l'anglais courant (et éventuellement une autre langue européenne), des capacités d'adaptation et de travail en équipe, sens de l'initiative, grande curiosité, facilités de rédaction, sont indispensables.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à :

GSI - ERLI  
1, place des Marseillais  
94227 Charenton Le Pont Cedex  
Fax : 43 75 79 79 à l'attention de Noëlle Lalou

مسك (عن) ٤٤٤



# SECTEURS DE POINTE

## DIRECTEUR QUALITÉ

**Grenoble** - Filiale française d'un groupe international, notre entreprise (870 personnes, 530 millions de francs de chiffre d'affaires) est le leader national de la métallurgie des poudres. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des pièces mécaniques principalement destinées au secteur de l'automobile, pour lequel la qualité représente un enjeu stratégique. Impliqué dans le comité de direction, vous définissez, mettez en œuvre et animez notre politique qualité. Vous garantes la cohérence des projets qualité auprès de nos quatre sites de production, en liaison avec nos responsables qualité usines. Vous coordonnez et supervisez aussi bien les actions "techniques" (audits, certifications, procédures, outils) que les

actions pédagogiques (formation, motivation, implication). 40 ans environ, de formation supérieure (bac + 4/5) à dominante mécanique, vous justifiez d'une expérience confirmée (au moins cinq ans) acquise à un poste de directeur qualité dans l'univers automobile. Au-delà de vos connaissances spécifiques en matière de qualité (outils, méthodes, référentiels), votre ouverture, votre ténacité et votre sens aigu de la pédagogie faciliteront votre réussite dans ce poste. L'anglais courant est indispensable. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à Pascale BONNET sous la référence V/2831M PA Consulting Group - l'Européen 19, boulevard Eugène Deruelle - 69003 LYON - Tél. 72.60.60.90.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Nous sommes un puissant groupe international de l'agro-alimentaire, nous poursuivons pour croissance hors frontières de l'Hexagone avec une forte volonté de développer nos activités. Nous disposons d'un site dans ce domaine de plusieurs implantations à l'échelle internationale. Nous recherchons pour l'intégrer au Centre de Recherche du Groupe un

## INGENIEUR AGRONOME

**Rejoignant ou disposant d'une première expérience dans le domaine viticole.**

Le titulaire du poste aura pour mission d'assurer un rôle d'assistance technique (mission d'études, de faisabilité, de conception d'essais agronomiques...) tant auprès des exploitations existantes qu'auprès des équipes de développement de nouveaux projets.

Il disposera d'une formation INA-PES ou équivalente ayant suivi par des stages ou une première expérience de solides connaissances en viticulture.

Ces fonctions opérationnelles impliquent dynamisme, mobilité, adaptation à de nouveaux environnements et bien sûr un bon prononcé pour la technique.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'autres langues sera appréciée.

La réussite à ce poste qui se situe dans l'un des axes importants de développement du groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière.

Poste basé à Paris.

**etap**

Entre sans réf.  
15 25000 GM  
Discretion absolue

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

## VLSI

Always on the cutting edge

Etes vous prêt(e) à vivre dans le futur?

Nous exerçons notre activité dans un monde en forte croissance dans lequel des produits de haute technologie apparaissent chaque jour sur le marché: des ordinateurs portables, des téléphones mobiles, des jeux électroniques, des décodeurs TV, produits sophistiqués qui améliorent la vie au quotidien.

A la pointe de l'innovation technologique, VLSI est le pionnier de la production de masse de circuits à haute intégration fortement personnalisés. Avec une expérience reconnue dans la conception de circuits intégrés et des technologies avancées de fabrication, VLSI détient la combinaison unique qui lui a permis de devenir leader dans son industrie. Avec une croissance record en 1995 et avec plus de 2900 employés dans le monde, VLSI est le premier fournisseur mondial de systèmes sur silicium auprès des grandes entreprises d'informatique, de télécommunications et du grand public.

**Réf. 702 - INGENIEURS DE CONCEPTION ASIC**  
Ingénieur électronicien spécialisé en micro-électronique, ayant des connaissances en télécommunications et traitement du signal. Vous pouvez justifier d'une première expérience réussie (1 à 3 ans) dans la conception de circuits ASIC. La connaissance des outils Synopsys et Compass sera appréciée.

**Réf. 703 - INGENIEURS SUPPORT CAO**  
Ingénieur électronicien spécialisé dans les outils de conception de circuits intégrés ASIC/ASSP (Compass/Synopsys/Mentor), ayant des connaissances en Unix (C, Perl, Shell). Vous pouvez justifier d'une expérience réussie (3 à 5 ans) dans le développement ou l'utilisation d'outils CAO. La connaissance du langage VHDL/VITAL sera un atout supplémentaire.

**Réf. 704 - INGENIEURS D'APPLICATIONS SYSTEMES**  
Ingénieur électronicien spécialisé dans la conception, l'architecture et le développement de systèmes dans les domaines de la communication sans fil des réseaux, de la compression numérique et de processeurs dédiés. Une expérience industrielle de plusieurs années (3 à 5 ans) dans le développement de tels produits sera nécessaire. La connaissance de la conception de circuits sera un plus.

**Réf. 705 - INGENIEURS D'APPLICATIONS ASSP/ASIC**  
Ingénieur électronicien spécialisé en télécommunications, traitement du signal, audio/vidéo numérique... Vous pouvez justifier d'une expérience réussie (1 à 3 ans) en tant qu'ingénieur de support technique à la vente. La connaissance des ASIC sera un atout supplémentaire.

**Réf. 706 - INGENIEURS DES VENTES**  
De formation supérieure technique, vous pouvez justifier d'une première expérience réussie (3 à 5 ans) en tant que responsable grands comptes sur les marchés grand public et/ou télécommunications. La maîtrise de l'anglais est impérative, celle de l'espagnol serait un atout supplémentaire. Ces postes, à pourvoir immédiatement, sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser votre CV + lettre de motivation (en précisant la référence du poste choisi) par courrier ou par fax à:  
**VLSI Technology France, Martine Deloffre, 5, voie la Cardon, Parc Gutenberg, 91126 Palaiseau, Fax: (1) 69 19 71 41**

Deux initiatives par semaine,  
c'est bien le minimum  
que l'on puisse faire  
pour l'emploi.

Cahiers Initiative  
Lundi et mardi

**Le Monde**

## Ingénieur de projet senior

Techniques Pétrolières

Notre société, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage son chiffre d'affaires entre la gestion de stockage souterrain d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockages à l'étranger. Nous recherchons pour notre service Installations Générales surface un Ingénieur Senior généraliste (ENSI, Arts et Métiers ou équivalent), ayant au moins 10 ans d'expérience dans l'ingénierie d'installations pétrolières ou gazières (raffinage ou production), pour conduire nos études spécialisées d'implantation, de tuyauterie, de chaudronnerie, etc... des ouvrages de surface des stockages.

Vous aurez également en charge, comme Ingénieur de projet, la coordination d'activité d'ingénierie de détail, d'achats et de suivi de réalisation. Un sens du contact est indispensable afin de développer de bonnes relations, aussi bien en interne qu'en externe pour travailler efficacement avec nos clients et fournisseurs. De plus, vous avez des aptitudes pour l'organisation et la gestion des affaires. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'espagnol. Vous êtes disponible pour des missions ponctuelles à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 90742 à EURO RSCG Futurs - 2, rue de Marigny - 75001 PARIS.



# SECTEURS DE POINTE

## +50%

## Nos 50% de croissance vous offrent 100% d'opportunités

7 500 personnes et 5 milliards de dollars de CA dans le Monde, une présence internationale : en moins de 10 ans DELL s'est imposé parmi les premiers constructeurs de micro-ordinateurs mondiaux. Les raisons de notre succès ? Une relation directe avec nos clients, des micro-ordinateurs sur-mesure offrant le meilleur rapport qualité/prix, un service personnalisé et notre engagement à satisfaire les utilisateurs. Résultat : depuis 1990 une croissance de 50% par an avec plus de la moitié de nos ventes réalisées auprès de grandes entreprises.

En France, nos résultats sont remarquables et afin d'accroître notre pénétration marché, nous renforçons nos équipes et recherchons pour notre Site Parisien :

### INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

Réf. IC/612

Diplômé ESC ou ingénieur, professionnel de la vente de solutions chez un constructeur informatique/bureautique ou un distributeur, vous développez notre CA auprès des Grands Comptes nationaux ciblés.

### RESPONSABLE DE L'EQUIPE COMMERCIALE SEDENTAIRE

Réf. CS/612

Déjà rompu à l'animation d'équipe, vous êtes un manager imaginaire et rigoureux. A la tête de notre équipe de vendeurs sédentaires vous êtes le garant de la bonne gestion des accords commerciaux et développez un partenariat commercial étroit avec nos Clients.

### RESPONSABLE DE L'EQUIPE TECHNIQUE AVANT-VENTE

Réf. TA/612

Ingenieur de formation, vos compétences et votre charisme naturel vous ont amené à animer des hommes à qui vous savez faire partager votre passion pour la technique, mais aussi pour la vente. Auprès de nos Clients, vous êtes le garant de notre apport conseil/service/solutions. A ce titre, vous intervenez comme expert en appui des commerciaux auprès des prospects.

### ACHETEUR/NEGOCIATEUR - basé à Montpellier

Réf. AN/612

Vous participez à la mise en œuvre de notre politique achats. Vous prenez en charge les négociations avec les fournisseurs (moyens généraux, fournitures diverses et services) et avec nos sous-traitants extérieurs.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil : UN des TROIS Ressources Humaines 101, rue Saint-Hippolyte 75009 Paris. Fax (1) 42 82 08 22.



Groupe agro-alimentaire, leader dans sa profession (CA supérieur à 7 milliards de FF) très actif sur les marchés d'exportation (50% du chiffre d'affaires), cherche un

## JEUNE COMMERCIAL EXPORT

EX : PAYS D'EUROPE ET CEI

Intégré au service Export du Groupe, au sein du département "pays d'Europe et CEI", vous prendrez progressivement en charge une pluralité de tâches à vocation commerciale : prospection des marchés, suivi et gestion des clients, négociation des contrats conclus, etc...).

Ce poste, basé en France, requiert naturellement des déplacements : la connaissance de l'Anglais et du Russe est indispensable. Une expérience commerciale supérieure (type Sup. des études) serait, bien sûr, un avantage apprécié.

Une première expérience serait souhaitable, sans être nécessaire. L'âge recherché est compris entre 24 et 28 ans.

Merci d'adresser votre candidature, précisant la réf. 95/36, par courrier postal, à M. Jean Desjeux 92108 Boulogne-Billancourt, ou par fax au (1) 47 54 13 37.

Groupe international du secteur High-Tech, recherche pour son centre Industriel en Normandie (400 personnes)

## Responsable Technique Ingénieur Centrale, Arts & Métiers

Membre du Comité de Direction, rattaché au Directeur Général, vous managez et pilotez une équipe de 30 personnes (ingénieurs, techniciens, agents). A ce titre, vous supervisez trois services essentiels de l'usine : Support Technique - Méthodes - Service Maintenance.

Responsable de l'organisation de votre service, vous élaborez la politique de maintenance, optimisez les interventions de vos collaborateurs, proposez et assurez le budget global du service technique. Vous assurez également la veille technologique, vous serez donc appelé à proposer des développements industriels spécifiques et à participer aux réunions techniques de notre Groupe à l'étranger.

Le challenge que nous vous proposons est porteur d'avenir, car vous devez non seulement faire la preuve de votre "opérationnalité" au quotidien, mais aussi contribuer à notre futur : nouveau projet GMAO, participation à la mise en œuvre de la norme ISO 9002. A 40/45 ans, vous avez fait la preuve de vos capacités à manager, organiser, convaincre et agir, lors d'une expérience de 6 à 20 ans dans une fonction similaire. Votre anglais est bien sûr "fluente" et l'allemand serait un plus. (réf. 95181)

## Responsable Assurance Qualité

Ingénieur généraliste ou DESS, vos années d'expérience en Production et Qualité, vous ont permis de mettre en œuvre, sur le terrain, des actions significatives en Assurance Qualité, notamment dans le registre de la certification ISO.

En liaison étroite avec le Directeur Général, vous réorganisez le service qualité de l'usine, mettez en place des systèmes d'audit qualité internes et externes à l'entreprise, coordonnez le projet ISO 9002, identifiez les besoins du site et proposez les solutions adaptées.

A 40 ans environ, homme de contact et de management, votre rigueur, votre sens de la concrétisation et votre esprit d'innovation vous permettront de vous imposer dans ce poste à vocation opérationnelle. Anglais courant souhaité. (réf. 95182)

## Responsable

Administration des Commandes • Planning production • Approvisionnement

De formation Bac + 5 (Sup de Co, option gestion/finances ou formation logistique, ou encore, commerce international/transport), vous avez une bonne expérience de l'encadrement dans le secteur industriel.

En contact avec les clients et interface avec les fournisseurs, vous gérez les volumes de commandes et l'approvisionnement de composants. Vous organisez également la planification de production et de la sous-traitance. Pour l'ensemble de ces missions, vous vous appuyez sur vos équipes respectives.

Bras droit du responsable logistique, vous êtes associé étroitement aux projets de l'entreprise et participez activement à la mise en place du nouveau système JD Edwards sur AS400.

A 30/35 ans, manager de tempérament et organisateur dans l'âme, vous saurez motiver vos collaborateurs et communiquer vos idées. L'anglais sera la langue de vos contacts internationaux. (réf. 95183)

Plus de  
responsabilités,  
un challenge  
à relever

Pour l'ensemble de ces postes, nous vous offrons une rémunération très motivante, des responsabilités à la hauteur de vos ambitions et des opportunités de carrière dignes de vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre + CV + photo), en précisant la référence choisie, à notre Conseil ou de la faxer au (16) 35.89.68.08.



MANAGEMENT  
CONSEIL

Immeuble - Le Front de Seine  
40, quai du Havre - 76000 ROUEN

502101



Jeune 150

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / IX

## SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs de haut niveau pour haute technologie.

### TEUCHOS

Société d'ingénierie en pleine expansion (400 ingénieurs).

fin 95, + de 500 prévus fin 96) intervenant dans les domaines aéronautique, automobile, ferroviaire, naval, télécom, énergie et pétrole recherche des

**INGÉNIEURS**  
Bac + 5 minimum  
justifiant d'une  
première expérience  
réussie  
(3 ans minimum)  
pour les postes  
suivants basés en  
région parisienne  
et dans le sud  
de la France.

TEUCHOS

LES INGÉNIEURS DE L'INNOVATION



**Leader en Ingénierie et Conseil Technologique**  
(plus de 1800 consultants), les compétences  
d'ALTRAN vont des études techniques au  
conseil en passant par la conduite de projets,  
l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit  
et l'expertise technique. Dans le cadre de  
notre croissance, nous recherchons des :

## INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

2 A 6 ANS D'EXPÉRIENCE

PARIS - TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - VALENCE - TOULON - AIX  
LONDRES - BRUXELLES - MADRID

Télécommunications,  
Radio-communications,  
Énergie (nucléaire, pétrole...),  
Transport (ferroviaire,  
automobile...),  
Aéronautique, Espace, Défense,  
Banque, Assurance, Finance.

Electronique (analogique,  
numérique, ASK...),  
Traitement du signal...  
Radiotéléphonie mobile,  
GSM, DECT... commutation,  
gestion des réseaux,  
Automatique, Vibration,  
Thermique,  
Automatique, Fiabilité,  
CAO, CFAO...  
Production, Process,  
Logiciel temps réel,  
Genie logiciel...  
Systèmes d'information,  
Qualité, Sécurité.

Merci d'adresser votre CV,  
en supplantant la référence ILM0054  
à Jean-Michel MARTIN  
ALTRAN - 84, Bd Garibaldi St-Ger  
75858 PARIS Cedex 17

LEADER MONDIAL  
DANS SON DOMAINE  
CREE le poste à Paris :

## INGÉNIEUR RESPONSABLE PRODUITS

Systèmes Electroniques Embarqués

Relevant du  
Responsable Développement  
Produits Systèmes, vous  
serez chargé du cycle complet de  
développement de systèmes électroniques  
embarqués gérant l'ensemble des fonctions de contrôle  
commande : • recherche de technologies et de solutions innovantes  
• analyse de marché et recherche de partenaires industriels  
• élaboration des cahiers des charges et conception système  
• validation sur banc • suivi de l'industrialisation • support client.

Courts déplacements en France et en Europe.

**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DANS CE GROUPE INTERNATIONAL :**

27 ans minimum, de formation supérieure technique, vous avez  
une expérience analogue de spécification et de développement  
- avec une approche système - d'équipements électroniques  
industriels (aéronautique, armement, automobile, télécom,  
informatique, automatismes, instrumentation, etc.) et une bonne  
connaissance parlée et écrite de l'anglais.

Merci d'écrire sous réf. ING-PRDT/SSM  
en indiquant votre salaire actuel à notre conseil  
Richard Bénatouil - GROUPE BBC  
1 bis place de Valois - 75001 Paris.  
Discrétion absolue et réponse assurée.

# Par passion



*Par passion du succès,*  
de la qualité et de la sécurité,  
Renault, pour la quatrième fois  
consécutive, a conquis  
le titre de champion du monde  
de formule 1.

*Par passion de l'automobile,*  
Renault adapte et développe  
la gamme la plus jeune et la plus  
innovante d'Europe.

*Par passion du travail en équipe,*  
des ingénieurs, des commerciaux,  
des techniciens s'engagent  
ensemble. Leurs compétences sont  
reconnues, enrichies, développées.  
Renault réunit ceux qui ont  
la passion des grands projets.

## Jeunes ingénieurs grandes écoles

Jeunes ingénieurs, démarrez par  
un parcours spécifique de deux ans  
en usine. La fonction produit/process  
exigeant une bonne connaissance  
des métiers de la fabrication,  
vous occuperez un poste opérationnel  
qui vous permettra d'aborder  
tous les aspects techniques et humains  
de la fabrication et, à terme, d'intégrer  
une fonction d'ingénieur méthodes.

Autonomie, adaptabilité et rigueur  
sont les qualités indispensables pour  
réussir. Vous êtes mobile  
géographiquement dans toute  
la France, et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature  
(lettre, CV et photo) sous référence  
AERI/SL à Media System,  
6, impasse des Deux-Cousins,  
75849 Paris Cedex 17.



General Electric (60 milliards de \$ de C.A., 280 000 salariés, dont 45 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie (éclairage, plastiques, électroménager...), de la technologie (moteurs d'avions, imagerie médicale...) et des services (services financiers...).

GE Medical Systems (GEMS), leader mondial de l'imagerie médicale et de la radiothérapie, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'1 milliard de \$ pour un effectif de 4000 personnes. Avec plus de 400 ingénieurs et chercheurs, GEMS Europe est le pôle d'excellence dans le domaine de la radiologie numérique, de la radiothérapie et de la connectivité. Pour supporter le développement de notre future gamme de produits en radiologie, nous recherchons :

### 6 Ingénieurs développement logiciel

chargés du développement d'applications et du contrôle de systèmes dans l'imagerie médicale. (réf. LM01)

### 2 Ingénieurs de recherche en traitement d'image

chargés de l'étude et du prototypage d'algorithmes. (réf. LM02)

### 1 Ingénieur mécanique et physique des Rayons-X

chef de projet sous-systèmes Rayons-X. (réf. LM03)

### 1 Ingénieur analogique et puissance

chargé du développement de générateur à Rayons-X. (réf. LM04)

### 1 Ingénieur électronique numérique

chargé du développement de plates-formes d'acquisition et de traitement d'image. (réf. LM05)

### 1 Ingénieur électronique analogique et numérique

chargé du développement de produits de mammographie. (réf. LM06)

Nous souhaitons rencontrer des candidats issus de grandes écoles d'ingénieurs, avec une expérience réussie de 2 à 4 ans dans des fonctions similaires au sein d'une grande société internationale (idéalement dans un secteur d'activité proche), une maîtrise parfaite de l'anglais et une réelle ouverture internationale (expérience ou formation à l'étranger).

Si vous êtes exigeant et passionné, si vous aimez autonomie, changement, efficacité et rapidité, nous vous offrons la perspective de rejoindre un groupe très performant, de travailler au sein d'équipes de haut niveau et d'évoluer dans un environnement international.

Adressez votre CV et votre lettre de motivation en précisant la référence à Emmanuelle Parmentier, DRH, GE Medical Systems Europe, 285 rue de la Minière, BP 34, 78533 Buc Cedex (ou éventuellement faxer au 30 70 49 35).

Tous ces postes sont basés au siège de GE Medical Systems Europe à Buc (à côté de Versailles).



GE Medical Systems

Intégrité, sens de l'engagement, goût du changement, rapidité, esprit d'équipe, respect des différences culturelles, souci du développement des hommes sont les valeurs que nous aimons partager avec vous.



# SECTEURS DE POINTE



Ministère de l'Équipement, du Logement,  
des Transports et du Tourisme

Recrutement pour 1996  
par voie de concours  
sur titres et travaux

Trois établissements sont concernés :  
le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées  
(LCPC) : Paris et province,  
l'École Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) :  
Marseille-Vallée,  
l'École Nationale des Travaux publics de l'État  
(ENTPE) : Vaulx-en-Velin.

**20**  
**chercheurs**  
(docteur ou équivalent)

Clôture des inscriptions :  
vendredi 2 février 1996  
cachet de la poste faisant foi.

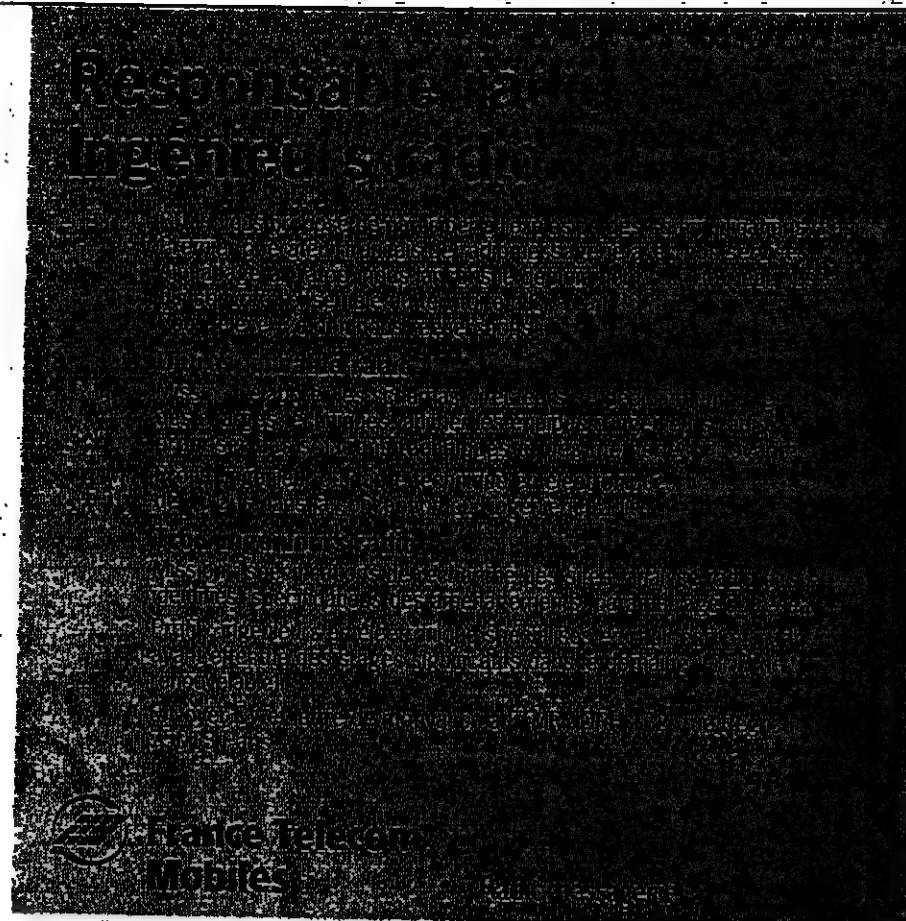
**15 CHARGÉS DE RECHERCHE DE 2<sup>E</sup> CLASSE (B/V)**  
Les candidats à ces postes doivent être âgés de 35 ans  
au plus au 31/12/96.

12 au LCPC : Modélisation des fondations en géotechnique  
• Sismologie • Traitement d'image • Modélisation  
numérique des structures en béton • Caractérisation des  
bitumes purs et modifiés pour le secteur routier • Mesures  
physiques • Mesures physiques et modélisation appliquées  
à l'exécution des chantiers routiers • Mesures physiques et  
environnement • Contrôle des peintures et des produits de  
réparation utilisés en génie civil • Propriétés et durabilité  
des matériaux du génie civil • Modélisation physique en  
mécanique des sols • Modélisation et simulation par  
images de synthèse pour études en sécurité routière.  
1 à l'ENPC : Matériaux composites.  
2 à l'ENTPE : Hydrogéologie et géotechnique appliquées à  
l'environnement • Économie des transports.

**3 CHARGÉS DE RECHERCHE DE 1<sup>E</sup> CLASSE (B/V)**  
2 au LCPC : Contrôles non destructifs appliqués au génie  
civil et aux ouvrages d'art • Instrumentation.  
1 à l'ENPC : Matériaux composites.

**2 DIRECTEURS DE RECHERCHE DE 2<sup>E</sup> CLASSE (B/V)**  
1 à l'ENPC : Mécanique des sols non saturés.  
1 à l'ENTPE : Travaux souterrains.

Vous pouvez retirer votre dossier d'inscription en adressant  
votre demande accompagnée d'une enveloppe de format  
22,9 x 32,4, libellée à vos nom et adresse et affranchie  
à 6,70 Francs, au Ministère de l'Équipement, du Logement,  
des Transports et du Tourisme - DPS / RFI - Informations -  
Tour Pascal B - 92055 Paris La Défense Cédex ou  
à la Direction Départementale de l'Équipement de votre lieu de  
résidence.



Ingenieur en  
hydro-  
dynamique  
appliquée

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE  
POUR L'EXPLOITATION DE LA MER,  
1200 personnes en France et Outre-Mer,  
notre recruteurs pour notre centre de Brest,  
situé au sein du technopôle Brest-Iroise,  
un INGENIEUR EN HYDRODYNAMIQUE  
APPLIQUÉE.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs  
ou équivalent et avez acquis en France ou à  
l'étranger, une expérience d'environ 5 ans  
dans un laboratoire de Mécanique des  
Fluides (recherches expérimentales en  
hydrodynamique ou aérodynamique,  
travaux en fluide parfait ou visqueux...).

Nous vous proposons de rejoindre notre  
laboratoire d'Hydrodynamique Appliquée  
où vous assurerez la mise en œuvre  
d'essais bassin, depuis leur spécification  
jusqu'à l'analyse des résultats. Ces essais  
porteront sur la validation de la  
modélisation théorique des efforts  
hydrodynamiques ou du comportement de  
structures offshore ou d'engins sous-marins.

Merci de nous envoyer sous référence  
9584/M lettre et C.V. à IFREMER  
Service du Personnel - Centre de Brest  
B.P. 70 - 29280 PLOUZANE.



LEADER MONDIAL  
DANS SON DOMAINE

CREE en région Lorraine

**INGENIEUR ETUDES ET R&D**  
Ensembles Electroniques de Puissance

Relevant du Responsable des Ensembles Hybrides de puissance,  
vous animeriez une équipe de 4 personnes avec une LARGE  
AUTONOMIE. Vous serez chargé plus particulièrement de :  
• étudier des ensembles électroniques de puissance : conception,  
réalisation de maquettes, caractérisation, tests de qualification et  
industrialisation ;  
• rechercher et développer des nouveaux composants, technologies et  
procédés de fabrication en relation suivie avec fournisseurs et laboratoires.  
Cours déplacements en EUROPE.

**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION.**  
29 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience  
méthodes ou études ou fabrication de sous-ensembles électroniques  
ou électrotechniques de forte puissance (avionique, armement,  
automobile, instrumentation, transmissions, automatismes, etc.) et  
une bonne connaissance parlée et écrite de l'anglais.

Merci d'écrire sous réf. ETU.R&D/53M en indiquant votre salaire actuel  
à notre conseil Richard Bénatoull - GROUPE BBC  
1 bis place de Valois - 75001 Paris.  
Discrétion absolue et réponse assurées.

Important organisme régional  
de services recherche son  
**Responsable**  
Département Ingénierie

Sous l'autorité directe du Directeur des Opérations, avec  
le concours d'une équipe de 15 personnes dont 4 cadres, le  
titulaire du poste aura pour missions principales :

- d'assurer l'animation du Bureau d'Étude, des Services  
Travaux et Equipements,
- de réaliser un important budget d'investissement  
de l'ordre de 150 MF/an,
- de proposer un programme de développement,
- et d'exporter notre savoir-faire en matière d'ingénierie  
notamment à l'étranger.

Vous avez une formation d'Ingénieur Arts et Métiers ou  
équivalente et une solide expérience professionnelle réussie  
d'une dizaine d'années en études, travaux et animation  
d'équipes.

Vous faites preuve d'une forte motivation en matière d'ingé-  
nierie, d'excellentes aptitudes en management et d'une  
expérience en construction dans un cadre budgétaire strict.  
Par ailleurs, vous maîtrisez la langue anglaise et une pratique  
du code des marchés publics serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manus-  
crite, CV, photo et prétentions) sous réf. 159 (sur l'enveloppe)  
à COMMUNIQUÉ - 51 avenue Jean Jaurès - 69361 LYON  
cedex 07 - qui transmettra.

Société de  
Chimie Fine  
recherche pour  
poste en  
Fabrication,  
dans son usine  
située dans  
le Nord

**JEUNE INGENIEUR**  
DOCTEUR EN CHIMIE ORGANIQUE

Âgé de 28/35 ans, vous possédez de préférence une  
PREMIERE EXPERIENCE INDUSTRIELLE ET DES CONNAISSANCES EN  
GENIE CHIMIQUE.

Merci d'adresser LETTRE MANUSCRITE AVEC C.V. ET PHOTO  
SOUS LA REF. 6605 A AXIAL, 27 RUE TAITBOUT 75009 PARIS,  
QUI TRANSMETTRA. FAX (1) 42.46.21.77.

Le Monde  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32

50-100-100



1501-1502

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / XI

# SECTEURS DE POINTE

## INGÉNIEURS R & D (SUPÉLEC-SUP TÉLÉCOM...) Système Câblage Aéronautique

Vous avez, chacun dans votre domaine d'expertise, à renforcer notre compétence de systémier par un choix de solutions technologiques à la fois économiques et innovantes, destinées aux aéronefs à venir.



**Labinal**  
17 000 personnes,  
7 Divisions, 42 filiales  
étrangères,  
exerce ses activités dans  
les secteurs :  
Aéronautique et Automobile.  
Sa Division SYSTÈMES  
AÉRONAUTIQUES  
cherche à renforcer  
la structure R & D sur  
son site de SAINT-OUEN.

### Responsable Pôle Technologie Câblage

Réf. 9526

**Vos objectifs :** • développer notre avance technologique dans le domaine des câblages électriques et de leurs composants, particulièrement ceux de nouvelle génération • assurer une gestion intelligente de la puissance électrique par une participation active aux évolutions d'architecture.

Vous encadrerez chacun une équipe de 4 à 5 Ingénieurs et Techniciens, et aurez une forte responsabilité d'expert sur les avis techniques émis.  
Vous avez entre 30 à 35 ans et êtes diplômé d'une grande Ecole (SUPÉLEC, ... ou SUP TÉLÉCOM, ... selon le poste concerné). Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans de R & D industrielle soit dans la technologie des commutateurs ou dans la définition et la gestion de l'architecture électrique embarquée (pour la référence 9526), soit dans le domaine de la transmission de données en secteur aéronautique ou automobile (pour la référence 9527).  
Vous parlez couramment l'anglais, vous êtes volontaire, rigoureux et imaginatif, rejoignez-nous pour contribuer à notre succès et évoluer avec nous.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération et en précisant la référence qui vous concerne : 7, rue de Moncau 75008 Paris.



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Créée par et pour les Entreprises, donc « polarisée métier », l'ESIEE Amiens est une nouvelle et solide Ecole d'Ingénieurs (500 étudiants). La formation de 5 ans se concrétise par deux ans en filière opérationnelle (Systèmes de Production ou Systèmes Electriques).

## RESPONSABLE GÉNIE DES SYSTÈMES ÉLECTRIQUES

Membre du Comité de Direction, vous conduisez toutes les activités de votre spécialité. Vous développez nos relations avec les industriels européens, partenaires et clients dont vous animez le comité permanent. Responsable de la valeur pédagogique de la filière, vous en complétez l'équipe d'enseignants et d'intervenants et coordonnez leurs actions. Vous renforcez les échanges internationaux avec d'autres laboratoires universitaires. Vous équipez vos propres laboratoires et en optimisez l'exploitation, vous préparez les futurs programmes d'attelage et de formation continue. Lien entre l'entreprise, l'école et l'ingénieur, vous garantissez leur satisfaction.

A 30/40 ans, « électricien » ingénieur ou docteur, vous présentez une expérience en développement et en management chez un industriel ou prestataire de renom dans la branche. La rémunération prévue est de 350 KF ou plus selon expérience. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 72/527 à KEY MEN - Tour Franklin - 92042 Paris la Défense Cedex.

KEY MEN



F. HOFFMANN-LA-ROCHE est un important groupe international chimique et pharmaceutique. Nous recherchons, pour notre site de production de 670 personnes en Région Parisienne - Fontenay-sous-Bois (94) un

## INGÉNIEUR ENTRETIEN ET ENERGIES

Votre mission :

- Coordonner et diriger l'ensemble des activités Entretien et Energies :
  - maintenance et entretien des machines, des installations et des bâtiments,
  - production, distribution et gestion des énergies.
- Collaborer étroitement avec les différents départements de l'usine et, notamment, avec l'ingénierie pour les travaux neufs.

Garant des impératifs de coût, de qualité et de sécurité, vous animeriez une équipe de près de 50 personnes (électriciens, tuyautiers, mécaniciens, serruriers, spécialistes énergies, services généraux). Ingénieur de formation (Arts et Métiers ...), vous avez nécessairement une première expérience des techniques industrielles et de la maintenance électromécanique en production chimique ou pharmaceutique. Anglais exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :  
PRODUITS ROCHE - Division Ressources Humaines - Service Recrutement  
52, boulevard du Parc - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.



## Prenez un transport d'avance !

Notre société industrielle, une PME, a su s'imposer parmi les grands du transport collectif de personnes au plan international. Afin de poursuivre notre fort développement, nous recherchons notre :

## COMMERCIAL GRANDS COMPTES

Au sein de l'équipe commerciale, votre mission sera de cibler les clients potentiels, initier avec eux des relations durables, répondre avec les services techniques aux appels d'offres et participer à la négociation finale. De formation supérieure (commerciale ou technique), vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 5 ans sur de grands contrats industriels, si possible dans le monde du transport. Vous pratiquez l'anglais (l'allemand serait un plus) et utilisez la micro-informatique. Vos qualités relationnelles, votre autonomie et votre persévérance seront vos principaux atouts. Pour ce poste basé en région parisienne nécessitant de nombreux déplacements en France et à l'étranger, envoyer votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle à Valérie ANDRIEUX sous la référence B/2963M - PA Consulting Group - 14, rue Montesquieu - 33000 BORDEAUX - Tél. 56.79.29.78.

L'Entreprise  
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives  
Lundi et mardi.

Le Monde



TTK, jeune PME en forte progression sur le marché européen, spécialisée dans des systèmes de DETECTION ET LOCALISATION DE FUITES DE LIQUIDES. Nous recherchons pour notre siège à Boulogne (92) un

## Ingénieur Electronique Analogique et Numérique (Connaissances en Micro-contrôleur et Assembleur)

**Mission et Responsabilités :** chargé du développement de nos lignes de produits, vous serez également responsable du support technique Europe.

**Profil :** issu d'une grande Ecole d'Ingénieurs en Electronique, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 4 ans dans des fonctions de développement. Outre une parfaite maîtrise de l'anglais, une réelle ouverture internationale est indispensable pour ce poste.

La croissance rapide de l'entreprise, votre ambition et la qualité de votre engagement vous permettront d'évoluer.

Veuillez faire parvenir votre CV et une lettre de motivation avec la référence IET à :  
ARROW Consultants 114 bis, rue Michel-Ange - 75016 Paris. Fax : (1) 30 71 28 19.

ARROW Consultants



## SECTEURS DE POINTE

Proximité d'Aix-en-Provence

### Les micro-circuits des grands enjeux



#### Ingénieurs

Leader sur des technologies de pointe : mémoires non volatiles, SRAM, microcontrôleurs, circuits spécifiques... nous poursuivons notre expansion en Europe et dans le monde. A Rousset, notre nouvelle unité de fabrication de circuits intégrés sur tranches de 8 pouces (0,35 micron) sera opérationnelle à la fin 1996, et nous recrutons plus de 500 nouveaux collaborateurs.

De formation ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience de 3 ans au minimum en microélectronique dans un environnement production. Vous bénéficierez d'une période de formation dans l'une de nos unités de fabrication existantes, à Rousset et aux Etats-Unis. Selon votre profil et votre expérience, vous prendrez ensuite des responsabilités d'ingénieur ou de manager dans les domaines suivants :

#### Process

Mise en place et optimisation des nouveaux procédés et équipements, durant la phase de développement et en production.

#### Maintenance

Installation et optimisation du fonctionnement des nouveaux équipements, mise en place des programmes de maintenance préventive et curative, en relation avec les équipementiers.

D'autres postes seront bientôt disponibles dans les domaines : MANAGEMENT PRODUCTION, RENDEMENT, DEVICE ENGINEERING, QUALITÉ, FACILITIES... Tout un monde d'opportunités, dans une entreprise à taille humaine, souple et dynamique.

Travailler au sein d'équipes jeunes et pluriculturelles, allier réussite professionnelle et qualité de vie dans un environnement en forte croissance vous motive. Participer au démarrage d'une nouvelle unité de fabrication est un défi qui vous passionne. Nous sommes fiers pour nous rencontrer !

Contactez-nous, en adressant votre candidature et en précisant le domaine qui vous intéresse : Sarah Clayette, ATME ES2, Zone Industrielle, 13106 Rousset Cedex. Fax : (16) 42 33 40 01. Email: s-clayette@es2.fr



Filière d'un grand groupe d'ingénierie, Serete Industries intervient en Conseil, Maîtrise d'Ouvrage, Entreprise Générale... Adaptée aux domaines des Techniques Avancées (Aéronautique, Espace, Armement), sa démarche intègre des méthodes et recommandations de référence en organisation et management de projet. Elle recherche un :

#### INGÉNIEUR D'AFFAIRES

capable selon les programmes de s'intégrer dans une équipe de management, ou d'en prendre la responsabilité depuis les études de faisabilité jusqu'aux phases d'intégration et de mise en service. Ingénieur diplômé, à 30/35 ans, vous avez une expérience de chef de projet dans l'ingénierie appliquée à des domaines diversifiés, ou idéalement appliquée aux secteurs Aéronautique ou Armement avec la connaissance des normes RG Aéro 00040. Votre qualité d'écoute et votre force de proposition font de vous un partenaire du client propre à bien répondre à ses différents besoins. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf SI/IA à : SERETE - E. Normandin - 86, rue Régnaud 75013 Paris, ou par fax : (1) 45 70 58 17.



# GEMPLUS

Le Groupe GEMPLUS, n° 1 mondial de la carte à puce, 2 200 personnes, 2 milliards de francs de CA dont plus de 80 % à l'international, recherche pour faire face à la croissance de ses activités :

#### Ingénieurs marketing

Activité Télécom - Activité Carte de Fidélité

Rattaché au Market Manager, vous êtes responsable de la politique produit sur une zone géographique définie et assurez une mission « d'expertise du marché » (besoins, concurrence...). A ce titre, vous êtes un support pour la force commerciale (pitching, marge...), et animez les réseaux de partenaires.

A 30 ans environ, titulaire d'une double formation ingénieur/commercial, vous souhaitez valoriser votre expérience d'un moins 3 ans de marketing industriel dans le secteur des hautes technologies.

**Télécom** - réf. 12/94185 : vous insérez sur le marché de la téléphonie publique. Votre connaissance des acteurs de ce marché (France Télécom, Deutsche Telekom...) sera appréciée.

**Fidélité** - réf. 12/94186 : vous savez mettre en place un « concept » service/client sur des applications carte fidélité.

#### Ingénieur produit

Activité Télécom - réf. 12/94188

Vous êtes responsable du développement de nouveaux produits, de la définition du cahier des charges, faisabilité technique, jusqu'à leur industrialisation. Rattaché au Market Manager, vous êtes « l'expert technique » sur vos lignes de produits.

A 30 ans environ, de formation ingénieur, vous disposez d'une expérience analogue de Product Manager ou de Chef de Projet, acquise idéalement dans l'univers de la téléphonie.

Ces postes sont basés à proximité d'Aix-en-Provence et impliquent un anglais courant.

Merci d'adresser directement votre dossier de candidature (CV, photo, rémunération), en précisant la référence à notre conseil : ONOMA, 6, place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence. Fax (16) 42 37 42 97.



Pour poursuivre son développement international par la mise sur le marché de nouvelles lignes de produits, la Direction Technique Européenne située à FONTAINEBLEAU (77) recherche :

#### Ingénieur R&D équipements

Vous participerez à la conception et à la réalisation de machines spécialisées et au développement et à l'industrialisation de nos nouveaux produits ou procédés.

Ingénieur généraliste, diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez une première expérience industrielle similaire, si possible dans les machines de précision.

Vous souhaitez mettre en valeur votre savoir-faire et vos compétences techniques multiples (mécanique, résistance des matériaux, thermique, automatique, génie des procédés) dans un environnement international de haut niveau.

#### Ingénieur optique instrumentale

Vous prendrez en charge le développement des techniques de caractérisation optique de nos nouveaux matériaux et produits, et assurerez la gestion de notre service de mesures optiques. Ingénieur E.S.O., ou équivalent, vous êtes titulaire d'un doctorat ou avez acquis une expérience industrielle dans un secteur de recherche de pointe.

Pour réussir dans ces postes et évoluer au sein de notre Groupe International, vous êtes dynamique, créatif, autonome, rigoureux et savez affirmer vos qualités relationnelles et votre savoir-faire.

Merci d'adresser votre manuscrit et CV à CORNING EUROPE, Service du Personnel, BP n°3, 77211 AVON CEDEX.

Alliance RH	Austin Knight-Carré Turenne	Consensus	Curriculum	Deb's Publicité
Euro RSCG Futurs	Junction	LBW	Media PA	Media System
Millésimes	ORC	Parannonces	PRB Communication	Precontact
Publipanel	RL&A	Safari	Sources	Toucan

# ACCE

Association des Conseils  
en Communication pour l'Emploi

.....

Souhaite aux  
candidats et aux  
entreprises une  
bonne année

## 1996

52/100/100

CHIMISTE.

CA  
INTER

Directeur Dir

Comme :  
dans le  
avec  
maîtrise  
des  
En tant  
divers  
produit  
technique  
• comme  
banque  
• notre  
former  
• comme  
interne à l'entreprise  
• comme  
la programmation  
• comme  
connaissance  
des données  
• comme  
préparation  
travail en équipe  
• suivi de  
• budget  
De plus, vous  
En échange  
internationale  
Si vous êtes

Dans le cas d'un  
au « Monde Pu  
tif de faire fig  
votre enveloppe  
transmettre v  
meilleurs délais



150

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / XIII

## SCIENCES ET SANTÉ

Notre importante entreprise de santé possède au sein de son Département Recherche une activité de chimie organique de synthèse de pointe. Dans le cadre de notre évolution nous recherchons un

### CHIMISTE, CHEF DE LABORATOIRE

Ce chimiste aura pour mission de contribuer aux projets de recherche et de développement d'un nouveau médicament dans les domaines stratégiques du groupe. Pour cela, il aura à concevoir et à réaliser de nouvelles molécules biologiquement actives, au sein d'un service de synthèse organique et avec l'appui d'une équipe de 2 à 3 techniciens dont il aura la responsabilité.

Docteur Es-Science de 28/32 ans, anglais courant, de préférence ingénieur chimiste complété d'un séjour à l'étranger (stage Post-Doctoral), vous possédez une expérience en chimie organique de synthèse acquise en laboratoire ou entreprise de chimie fine ou pharmaceutique. Vous souhaitez intégrer notre groupe pour progresser avec lui.

Notre Conseil Olivier RANDON vous remercie de la adressez votre candidature, CV, photo et présentons s'il est possible à BOSSARD CONSULTANTS - Service Recrutement - 14, rue Rouget de Lisle - 92441 Issy les Moulineaux cedex.

**BOSSARD**  
CONSULTANTS

Société Américaine implantée dans 25 pays  
**BIO-RAD Laboratories**  
La Science au service de la Science

recherche le

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

de sa filiale française

Profil recherché :

Universitaire : Biologiste Médecin ou Pharmacien,  
Docteur ès-Science  
environ 40 ans, ayant une formation complémentaire à la gestion,  
Expérience de management de 5 ans au moins,  
la maîtrise de l'anglais est obligatoire.

Remarquable négociateur, vous avez le sens de la performance,  
de fortes qualités relationnelles pour communiquer à tout  
niveau avec des interlocuteurs très variés, un goût très  
prononcé pour la Biologie, l'innovation et la motivation  
du personnel de l'Entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature/lettre manuscrite  
et C.V. en français et en anglais + photo (sous N° 8951) à :

Le MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

## CARRIÈRES INTERNATIONALES



Europäisches  
Patentamt

European  
Patent Office

Office européen  
des brevets

L'Office européen des brevets est une organisation internationale chargée de délivrer des brevets pour 17 pays d'Europe à des inventions reconnues brevetables après un examen approfondi.

L'Office emploie 4.000 personnes, et traite chaque année environ 70.000 demandes de brevets. Ses langues officielles sont l'anglais, l'allemand et le français. Nous recherchons pour notre agence de Vienne un/une

### Directeur/Directrice Développement technologie d'information

Comme qualités personnelles dans le domaine du développement de nouvelles technologies dans le secteur de l'information vous possédez des études supérieures complètes adaptées, et avez accumulé une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Vous maîtrisez parfaitement l'une de nos trois langues officielles, et avez une bonne compréhension des deux autres.

En tant que directeur de la Direction Développement vous êtes responsable de l'exécution de divers projets que vous dirigerez et suivrez depuis la phase budget jusqu'à l'acceptation du produit. Du fait que les tâches qui vous seront attribuées sont très étendues du point de vue technologique, vous devez posséder les connaissances suivantes :

- connaissances sur les données bibliographiques de brevets et leur traitement dans des banques de données
- normes et standards de données bibliographiques, supports de données et changements de format
- connaissances du mainframe et plus particulièrement du BS 2000, COBOL et programme interne SIEMENS, des connaissances de MVS seront un avantage
- connaissances de base de l'assembleur
- connaissances des concepts de traitement de données à distance (partenariat) ainsi que de la programmation de systèmes Dialog
- connaissances de la programmation de PC en C et C++ ainsi que Windows
- connaissances de base du système UNIX
- connaissances sur l'établissement d'une banque de données sur CD-ROM, sur les concepts des disques ESPACE et sur la codification SGML
- connaissances des concepts hardware et logiciels des configurations PC actuelles
- préparation des contrats hardware et logiciels
- travail en coopération internationale dans le domaine de l'information brevet
- suivi de projet
- budget

De plus, vous devrez avoir accumulé une bonne expérience pour des projets similaires. En échange nous vous offrons un salaire intéressant et l'environnement d'une institution internationale.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer votre candidature jusqu'au 25 janvier 1996 au plus tard à :

Office Européen des Brevets  
Service du Personnel  
Schottenfeldgasse 29  
A - 1072 VIENNE

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Le Centre National de la Recherche Scientifique recrute par voie de concours au titre de l'année 1996

**259 CHERCHEURS**

Niveau doctorat ou travaux équivalents dans les disciplines suivantes : Physique, mathématiques, sciences pour l'ingénieur, chimie, sciences de l'univers, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Pour obtenir tous renseignements sur les postes à pourvoir, composez sur le Minitel : 3614 CNRS (0,37 F/mn)

Closure des inscriptions : 30 janvier 1996 à 18 heures.

Demain,  
prenez du recul  
sur le monde de  
l'emploi

Le Monde

Initiatives Emploi  
Le Monde







Vis-à-vis de cette gauche à laquelle il n'appartient pas et qu'il a gratifiée de ses largesses en la faisant bénéficier de son sens aigu de l'unité, il n'est pas exagéré de dire que François Mitterrand a toujours nourri un complexe d'illégitimité. En témoigne le célèbre mot de Pierre Mauroy au lendemain du congrès d'Épinay, qui a vu en 1971 la victoire de François Mitterrand et de ses partisans (dont Pierre Mauroy) sur l'équipe d'Alain Savary pour la conquête du nouveau Parti socialiste. Celui qui devait devenir le premier ministre de François Mitterrand avait alors lancé, commentant l'événement : « C'est Arsène Lupin et ses complices ! ». Les pages de François Mitterrand n'ont jamais été en règle vis-à-vis de la gauche. Sa formation, à la fois catholique et monarchiste, ne l'y prédisposait pas, pas plus que sa culture, solidement de droite, ou sa longue carrière de ministre sous la IV<sup>e</sup> République. Au reste, n'avait-il pas été le ministre de l'Intérieur des débuts de la guerre d'Algérie et, pendant cette même période, la garde des sceaux imposant devant les multiples exécutions sommaires auxquelles procéda l'armée contre de nombreux intellectuels de gauche, dont Georges Lavan, furent engagées ?

Cette absence de légitimité l'a conduit constamment à de violents efforts pour ne jamais laisser se développer de lui une image droite. Voilà pourquoi il a si mal toléré les critiques venues de gauche, tandis que celles de droite le confortent. C'est pourquoi il a toujours laissé le champ libre autour de lui aux idéologues, qu'il s'agisse de Jean-Pierre Chevènement lui, ou plus modeste ment de polémistes comme Julien Dray à la fin de son règne. C'est pourquoi également il a toujours veillé à ne jamais se laisser doubler sur sa droite, surtout lorsque celui qui double est, lui, en règle avec la gauche, comme c'était le cas de Michel Rocard. La conséquence concrète de ce combat pour son image a été la porte ouverte à beaucoup de démagogie, en même temps que le refus de la pédagogie.

A gauche, dans leur mouvement, Jaures, Blum et Mendès ont essayé d'être des pédagogues de leur temps, soucieux d'insérer la gauche dans la société française et son évolution. François Mitterrand, lui, a transmis quelques formidables leçons d'opiniâtreté dans la conquête du pouvoir, de sang-froid et de maîtrise dans sa reconquête, et de solides contre-exemples dans son exercice. C'est que l'homme a excellé

d'avantage dans le combat et dans l'occupation de celui-ci que dans son usage. La raison en est que, dans la hiérarchie - officielle et officieuse - qu'il avait instituée autour de lui, il était le lieu unique, providentiel, de résolution des contradictions. Or lui-même ne cherchait pas à les résoudre : il les assumait, il vivait avec, il en tirait toutes les ressources. A charge pour les autres de « faire au mieux », de s'adapter. François Mitterrand a eu une pratique en quelque sorte lacrimienne du pouvoir, laissant les désirs et leurs symboles se développer, laissant se commettre les erreurs et attribuant à celles-ci, et post, une valeur pédagogique.

Ainsi, lors de la querelle scolaire, qui a culminé en juin 1984 avec une manifestation de près de deux millions de personnes, toutes convaincues que la gauche voulait porter atteinte à leur liberté d'enseignement, il savait que son gouvernement allait droit dans le mur. Mais il ne voulait pas apparaître comme un défenseur de « l'école des curés », lui dont la propre source n'était autre que la secrétaire générale de l'enseignement catholique. Il attendit donc que la presse de l'époque ait été faite, dans la rue, pour imposer le retrait du texte. De la même façon, en 1981, il avait laissé se multiplier les promesses les plus imprudentes sans inquiétude ni angoisse particulières, car la priorité était pour lui d'ancrer sa légitimité à gauche. Sans celle-ci, d'ailleurs, il n'aurait certainement pas pu l'emporter et faire en sorte que les années 80 soient marquées de son empreinte personnelle.

Légitimité à gauche en 1981, conscience en 1986 bien au-delà des frontières de celle-ci. Histoire retournée que ce combat pour son image lui a permis de s'imposer dans des contextes contradictoires, d'abord celui des années socialistes de la première législature, ensuite celui de la résistance présidentielle dans la cohabitation avec la droite, enfin celui de son hégémonie tranquille face à une opposition écartée, à partir de sa réélection. Avant de subir à nouveau le jet de la critique et le poids du rejet à l'approche de la fin de son second mandat.

Ces thèmes de gloire ont encouragé chez lui un penchant naturel à se croire invulnérable, entretenu par une cour qui s'agite tant et si bien autour de lui que le monarque, apparemment toujours courtois, attentif, aimable, poli, n'en était pas moins devenu, au fil du temps, inaccessible. En outre, les années et les épreuves avaient renforcé chez lui une vision

particulièrement sombre de l'humanité. Il n'avait aucune compassion, mais cherchait plutôt dans les faits et gestes de ses amis comme de ses adversaires, sinon les plus basses, et guettait constamment la faille, les faiblesses.

Bien sûr, ne retenir de quatorze années de présidence que sa capacité à rebondir, après la crise-collère de 1984 ou après la cohabitation de 1986 par exemple, ne s'intéresser qu'à son habileté tactique ou à sa capacité manœuvrière est un exercice limité : aucune de ses qualités n'aurait pu s'exercer si François Mitterrand n'avait eu un dessein stratégique, une compréhension de la V<sup>e</sup> République et de l'histoire de la gauche qui lui ont permis de supplanter des rivaux incapables d'une telle vision d'ensemble, rivaux qui avaient pour nom, avant 1981, Guy Mollet, Pierre Mendès France, Gaston Defferre ou Michel Rocard, et après Jacques Chirac.

**Il était le lieu unique, providentiel, de résolution des contradictions. Or lui-même ne cherchait pas à les résoudre : il vivait avec et en tirait toutes les ressources**

Mais rien n'aurait dû constater que, si sa présidence a été un succès personnel pour François Mitterrand, les années d'exercice du pouvoir ont été globalement un échec pour la gauche. D'un côté, l'achèvement incontestable d'une aventure personnelle, de l'autre, une déroute collective pour l'idéologie dont il apparaissait comme le grand préteur. Depuis le moment où François Mitterrand a révisé de concept le pouvoir, il a fait preuve de son aptitude à se hisser à la fonction suprême, ainsi

qu'à se montrer à la hauteur de celle-ci, mais les idées qui lui ont permis d'accéder au sommet ont été balayées par l'exercice du pouvoir. La culture d'opposition socialiste, dont il était l'incarnation, projetait les fantômes du dix-neuvième siècle. Celle du monarque républicain l'a conduit essentiellement à s'adapter au temps qui vient - « Je prends l'histoire comme elle vient », disait-il - au besoin en utilisant les armes du vaincu, en adoptant la politique de ceux qu'il avait électoralement défaits, en validant et en faisant siens les choix qu'il avait combattus. François Mitterrand a donc exercé les illusions de ceux qui l'ont aidé, entouré, porté au pouvoir. Il a sculpté sa propre silhouette sur un socle libéral et européen, cependant qu'achevaient de se disperser les cendres des textes de François Mitterrand l'opposant, l'acteur du Coup d'Etat permanent. François Mitterrand fut donc le triomphateur politique de ses adversaires, en même temps que le vainqueur idéologique de ses amis.

Sans doute cet étrange destin est dû en partie à ce que François Mitterrand a dû gouverner en un temps de fortes mutations. Il a donc « géré le capitalisme » de son mieux. En fait de capitalisme, d'ailleurs, il ne faut jamais oublier que la France vit dans un système dans lequel le principe est bien celui du marché, mais qui continue de prélever, pour le redistribuer, près de la moitié du produit national. Si l'on veut caractériser le parcours idéologique du mitterrandisme, il suffit de prendre l'exemple des nationalisations et du secteur public. Le candidat Mitterrand les avait présentées comme l'élément-clé du changement, symbole de la « rupture » et levier principal d'une transformation radicale de l'économie. 1981 : le président nationalise beaucoup (les banques et les assurances), et surtout, il nationalise pour contrôler. Il veut instaurer un contrôle politique sur l'establishment industriel et financier qui assurait jusqu'alors à droite sa mainmise sur le capitalisme français.

En nationalisant Paribas et Suez, le président croit contrôler l'ivresse de qui s'agit le cœur de ce capitalisme. 1984 : alors que Pierre Mauroy, désigné chancelier d'agresseur postulat, celui qui a installé les SS-20, par sa célèbre formule « les fusées sont à l'est, les pacifistes sont à l'ouest ». Cette prise de position fut le point d'orgue d'une diplomatie alors entièrement tournée vers la détente à l'égard de l'URSS brejnevienne, qui vit le président français vouloir « réveiller l'esprit de résistance

française par le renouvellement de ses dirigeants et par des moyens accrus dispensés par l'Etat. 1986, première cohabitation : Jacques Chirac privatise, jusqu'à ce que François Mitterrand, triomphalement réélu, impose le statu quo aux uns et aux autres en édictant la fameuse consigne du « ni-ni », ni nationalisation ni privatisation. C'est alors que le dernier premier ministre socialiste de François Mitterrand, Pierre Bérégovoy, devait proposer à quelques semaines de la fin de son mandat de garantir certains « acquis sociaux » comme la retraite par des recettes tirées d'un vaste programme de privatisation.

D'un septennat à l'autre, donc, François Mitterrand était passé des nationalisations, instruments de mobilisation de la gauche, à leur contraire, les privatisations, symboles-sauvages de législatures socialistes, signes du changement que François Mitterrand dut accompagner et subir plutôt qu'il ne le maîtrisa.

Ce « ni-ni » devait donc marquer le passage du socialisme baroque de 1981 au capitalisme tempéré de 1988, d'une conquête du pouvoir au nom d'une volonté de transformation sociale à une occupation du pouvoir justifiée par le seul souci de s'y maintenir. Non que tout projet politique ait été absent de ce second septennat : l'Europe lui tint lieu de grand dessein. Car François Mitterrand restera probablement dans l'histoire comme l'homme de l'Europe européenne de la France, parachevé par la ratification, par référendum, du traité instituant l'Union européenne, et comme celui qui accompagna un mouvement qu'il ne s'attendait certainement pas à connaître de son vivant, l'unification de l'Allemagne en même temps que l'effondrement de l'empire soviétique.

Si l'on devait retenir deux dates de son double septennat, 1983 et 1989 viennent à l'esprit. 1983, c'est l'appel lancé par François Mitterrand devant le Bundestag, au cœur même de la bataille des euro-missiles, et qui oppose le déploiement des fusées soviétiques SS-20 à l'hypothèse d'une riposte en Europe. Ce jour-là, François Mitterrand, à son meilleur, désigna clairement l'agresseur postulat, celui qui a installé les SS-20, par sa célèbre formule « les fusées sont à l'est, les pacifistes sont à l'ouest ». Cette prise de position fut le point d'orgue d'une diplomatie alors entièrement tournée vers la détente à l'égard de l'URSS brejnevienne, qui vit le président français vouloir « réveiller l'esprit de résistance

assoupi » des Européens, car, à ses yeux, l'Europe occidentale ne pourrait pas vivre en liberté surveillée sous l'œil froid des SS-20. François Mitterrand, à ce moment-là, montra donc le chemin. Ce sera un des moments-clés de cette épreuve de force, qui tournera à l'avantage des Occidentaux, sans que l'opinion ait d'ailleurs parfaitement mesuré la gravité de la situation pendant la crise.

1989, ce fut pour François Mitterrand l'apogée de son règne. Le triomphe du 14 juillet de cette année-là fut le sien, dans ce mélange de fête III<sup>e</sup> République et de modernité, où se mêlaient le classique défilé militaire, les foules baroques ordonnées sous la houlette de Jean-Paul Goude et le rassemblement d'un certain nombre de chefs d'Etat de ce que l'on aurait appelé à une époque le tiers monde. Tout devait concourir à faire de cette journée-là un moment mémorable. François Mitterrand venait d'être réélu un an auparavant. L'opposition de droite était au plus bas, la deuxième gauche, son adversaire de toujours, était ralliée et contrôlée par l'intermédiaire de Michel Rocard devenu premier ministre. Le président pouvait donc se croire invulnérable. Pourtant, ce fut aussi l'année où l'histoire bouscula tout, le président et son projet. François Mitterrand pensait pouvoir faire évoluer la situation européenne vers une sorte de directorat à trois, regroupant l'Allemagne, la Russie et la France. Dans son esprit, la Russie de Gorbatchev devait glisser vers une forme modeste de social-démocratie et l'Allemagne était susceptible de passer sous le contrôle d'un Parti social-démocrate inexpérimenté mais utile.

François Mitterrand put alors se croire au seuil d'une victoire historique au moment où Felipe Gonzalez, socialiste, règne à Madrid, où Bettino Craxi est l'homme fort à Rome, où Oskar Lafontaine, le leader allemand socialiste, s'apprête, pensait-on, à conquérir le pouvoir, où Margaret Thatcher donnait des signes évidents d'usure, et où Mikhail Gorbatchev paraissait tenir l'Union soviétique. Comme jamais auparavant, François Mitterrand crut donc son heure venue, et avec elle, celle d'une gauche triomphante, s'apprêtant à bâtir une Europe social-démocrate. D'un seul coup, on le sait, les peuples de l'Est bouleversèrent la donne pour créer un paysage politique méconnaissable. Dès lors, il ne restait plus, en effet, qu'à « prendre l'histoire comme elle vient ».

Jean-Marie Colombani



Juin 1983



Juin 1990



Octobre 1990

**1982**  
22 avril : en Nouvelle-Calédonie, des indépendantistes du FLNKS attaquent un poste de gendarmes sur l'île d'Ouvéa, tuent quatre gendarmes et prennent les autres en otages. Ceux-ci sont libérés par l'armée le 5 mai, dix-neuf indépendantistes sont tués.  
8 mai : au second tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand est réélu avec 54,01 % des voix.  
10 mai : Michel Rocard est nommé premier ministre.  
26 juin : un accord sur le statut et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie est conclu à Matignon.  
13 juillet : le conseil des ministres approuve les projets de création d'un revenu minimum d'insertion (RMI) et d'un impôt de solidarité sur la fortune.  
6 novembre : le « oui » obtient 79,99 % des suffrages au référendum sur le statut provisoire et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

**1983**  
4 mai : en Nouvelle-Calédonie, Jean-Marie Tjibou et Yvelwé Yvelwé sont assassinés par un extrémiste canaque.  
20 juin : le conseil des ministres

approuve deux projets de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. La disposition prévoyant une amnistie des délits commis dans ce domaine avant le 15 juin 1989 déclenche une vive polémique.  
13-14 juillet : le bicentenaire de la Révolution française est célébré avec faste.  
31 décembre : en présentant ses vœux, François Mitterrand lance l'idée d'une « confédération européenne » associant les Douze aux pays d'Europe de l'Est devenus démocratiques.

**1984**  
10 mai : des profanations sont découvertes dans le cimetière juif de Carpentras. François Mitterrand participe à la grande manifestation organisée par le CRJF, le 14 mai, à Paris.  
19-21 juin : au cours du seizième sommet africain à La Baule, François Mitterrand lève l'aide de la France à la démocratisation et aux « efforts accomplis pour aller vers plus de liberté ».  
14 juillet : le service militaire est réduit à dix mois, à partir de 1992.  
3 octobre : le conseil des ministres approuve le projet de loi

créant la contribution sociale généralisée (CSG).  
**1987**  
16 janvier : le Parlement adopte, à une très forte majorité, la déclaration de Michel Rocard prévoyant le recours à la force pour libérer le Koweït. Le 17, l'opération « Tempête du désert » est lancée.  
15 mai : Edith Cresson est nommée premier ministre.  
14 octobre : François Mitterrand et Helmut Kohl annoncent la création d'un corps d'armée franco-allemand qui pourrait être le point de départ d'une force européenne.

**1988**  
7 février : les Douze signent le traité de Maastricht instituant l'Union européenne.  
2 avril : Pierre Bérégovoy est nommé premier ministre.  
28 juin : François Mitterrand se rend à Sarajevo.  
11 septembre : il subit une intervention chirurgicale et reste hospitalisé six jours.  
20 septembre : le traité de Maastricht est approuvé par référendum, obtenant 51,05 % de « oui » contre 48,95 % de « non ».

**1989**  
28 mars : la droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le 29, Edouard Balladur est nommé premier ministre.  
1<sup>er</sup> mai : Pierre Bérégovoy met fin à ses jours. Le 4, lors de ses obsèques, François Mitterrand dénonce « ceux qui ont pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme ».  
15 décembre : les 117 pays participant aux négociations du cycle de l'Uruguay adoptent à Genève l'acte final, instituant l'Organisation mondiale du commerce, qui se substituera au GATT.

**1994**  
6 mai : François Mitterrand et la reine Elizabeth II inaugurent le tunnel sous la Manche.  
23 juin : les premiers éléments des forces militaires françaises de l'opération humanitaire « Turquoise » entrent au Rwanda.  
4-5 juillet : François Mitterrand est le premier chef d'Etat à effectuer une visite officielle en Afrique du Sud depuis l'investiture de Nelson Mandela.  
18 juillet : il subit une deuxième intervention chirurgicale.  
12 septembre : il s'explique à la télévision sur sa santé et sur son

passé, révélé par un livre de Pierre Péan. Une jeunesse française.  
28 septembre : l'enquête sur les écoutes téléphoniques de 1983-1986 met en cause la cellule antiterroriste de l'Elysée.  
**1995**  
6 janvier : au cours des cérémonies de vœux, le président de la République affirme qu'il remplira ses fonctions jusqu'à leur terme.  
22 février : François Mitterrand nomme Roland Dumas à la présidence du Conseil constitutionnel.  
13 mars : dans un entretien au Figaro, François Mitterrand annonce qu'il votera pour Lionel Jospin. Il le juge capable de « cristalliser l'espérance » de la gauche.  
24 mars : François Mitterrand se rend à Bourges, puis à Nevers, où il se définit comme un « point fixe » pour la France jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.  
30 mars : le chef de l'Etat inaugure le bâtiment de la Bibliothèque de France, qui doit ouvrir ses portes au public début 1997.  
11 avril : François Mitterrand publie, chez Odile Jacob, un livre

d'entretiens avec Elie Wiesel, Mémoire à deux voix, dans lequel il parle notamment de son enfance et revient sur ses relations avec René Bousquet, concluant : « Je suis en paix avec moi-même ».  
20 avril : François Mitterrand préside, avec le président polonais Lech Walesa, la cérémonie du transfert des cendres de Marie et Pierre Curie au Panthéon.  
16 mai : avant de quitter la présidence de la République, François Mitterrand adresse aux Français un message non télévisé dans lequel il leur présente ses « vœux de bonheur ».  
17 mai : cérémonie de passation des pouvoirs. François Mitterrand accueille à l'Elysée le nouveau président de la République, Jacques Chirac, puis se rend au siège du PS, rue de Solferino.  
31 mai : François Mitterrand subit une nouvelle intervention chirurgicale.  
8 septembre : la presse révèle que François Mitterrand et son épouse ont acquis une parcelle d'un ar sur le mont Beauvray (Nièvre), site de l'ancienne Bibracte, dans le Morvan, où Vercingétorix fut proclamé roi des Gaulois, afin d'y être inhumés.



**D**ès avant la fin de son mandat en 1995, le « portrait de François Mitterrand » relevait d'un championnat civico-littéraire, figure imposée pour magazines, plateaux et dîners. Quel homme de lettres, stimulé par l'étonnant *Grand Amour* d'Orsenna, n'a-t-il pas dû se fendre – quatorze ans obligent – de son « mystère Mitterrand », comme l'écolier d'antan, le 1<sup>er</sup> septembre, de son « racontez votre plus belle journée de vacances » ? A moi maintenant de remettre ma narration. Ce tonneau sans fond n'a-t-il pas encore dégorgé ses ombres ? Je n'ai que des riens à ajouter, mais solides, comme le deviennent les particules en suspension dans un vin qui dépose, après une longue fermentation. Ma cave à souvenirs est ainsi faite que l'aigre s'en va avec les ans.

Sur quoi fonder ma présomption ? Sur quelques documents, et le recul. J'ai gardé par devers moi mes « papiers d'agent », en violant résolument des règlements qui n'en étaient déjà plus, faute de République. Les pilleurs d'épaves, qui font commerce de la mémoire nationale, m'en voudront d'autant moins que les autographes en ma possession n'auraient valu la corde à personne. Pas de journal. Trop mécontent du peu qui m'arrive chaque jour, trop impatient du lendemain, je n'ai jamais pu m'astreindre à cette minutie masochiste. Et qu'aurais-je eu à y consigner de capital ? « Faveur de la chambre » et non du conseil, à l'écart des grands délibérés, je n'eus pas à connaître des affaires au quotidien. Ses collaborateurs immédiats voyaient le président chaque jour. Je fus, entre 1981 et 1988, du deuxième cercle, de « ceux qui rencontrent le chef de l'Etat quand ils le désirent et qui peuvent lui parler un peu de tout ». Les « commandos », « l'escadron volant », les « mousquetaires », disait l'échotier, à bon escient. Situés hors hiérarchie, « les chargés de mission auprès » avaient l'accès direct, mais erratique.

Reste à l'équidistance la distance, entre amusée et navrée, que donne l'épuisement des débits. François Mitterrand m'a longtemps gardé une lointaine indulgence, inexplicablement ; moi, frou, et pardon pour la symétrie ; notre rupture « idéologique », au début de son deuxième septennat, n'a pas entamé une tendresse certaine pour l'homme privé, libérin respectable, par l'élégance et le courage. Indulgence sans rapport avec celle du père pour ses fils spirituels, Fabius, Lang ou Attali ; tendresse, non de compagnons d'une vie, comme François de Grossouvre ou Paul Guimard (pour m'en tenir aux familiers que j'ai le mieux connus), mais d'amis par instants complices, que tout vient à séparer sauf le refus de se rendre. Voilà qui m'évitait la tentation des employés : se revancher sur le tard, et sur le papier, de tout ce qu'ils n'ont pas osé face au Maître, quand il aurait fallu.

Que le bilan d'un principat ait pu sur sa fin se résumer, dans l'esprit public, à des radioscopies du Prince, en pied, en famille ou en son âme et conscience, en dit déjà long sur l'époque et le personnage. Parmi les cent rois qui ont fait la France, aucun n'aura autant guidé la main des portraitistes, biographes et radiographes. Chez nous, il n'y a jamais loin de l'écrivain au Narcisse ni de la chose écrite à la chose publique. L'étonnant, chez cet homme de plume, c'est sa métamorphose finale en homme d'image occupant les



15 mai 1974, meeting à Saint-Etienne, durant la campagne pour l'élection présidentielle.

## La route de Sauveterre

par Régis Debray

écrans de ses états d'âme, se confessant en direct, mettant son « moi » en scène à travers d'innombrables reportages, films, interviews, livres, dialogues. Là où de Gaulle parlait de la France, Mitterrand parlait de lui-même. Le premier ne s'intéressait pas. Ses recrois intimes – mais en avait-il ? – le et nous laissent indifférents. Le second nous rassurait parce

ses vieux amis. Il se panthéonisait à petites touches, gommant ses couacs, surveillant ses traces, sélectionnant ses témoins, relisant ses amis ligne à ligne, filmant ses confidences, multipliant les contre-feux, jusqu'à autoriser son ancien conseiller spécial à violer la décence et la loi en photocopiant les secrets d'Etat, ultime sportule de patron en quête de réassu-

vant « le misérable petit tas de secrets ». J'avais rallié l'Etat en 1981, dans l'idée naïve que les institutions sont là pour échapper à ce qu'Hanna Arendt appelait « la finitude de la vie individuelle », l'anodin des humeurs et des copinages. Cet exhaussement, qui dépersonnalise autant l'obéissance que le droit de commander, n'est-il pas la raison d'être de la Loi ? Il me fallut déchanter devant le renversement du principe par le fait télévisuel, ajouté au goût présidentiel de l'introspection publique. Comme si le pouvoir suprême mettait désormais à nu, par la contrainte technique de transparence tout ce qu'a d'apolitique un politique professionnel. Plus le règne est long, plus le strip-tease a d'impudeur ; la cruauté du déshabillage a atteint sur la fin du double septennat des abîmes de raffinements, chagrin et pitié. Et lui-même ? Dom Juan crâne défilant, au bord de la tombe, la morale, la nation et ses amis, il se prête à la mise à nu avec une complaisance provocatrice.

Comme une loupe à puissance grandissante avec le temps, la loupe d'un régime grossit le travers en défaut, le défaut en vice, et enfin en crise de conscience. Nous sommes tous distillés, manipulateurs, enchevêtrés, tortueux, amnésiques, de mauvaise foi, etc. Mais nous pouvons cacher notre jeu (ou à défaut, demander grâce), parce qu'en fin de compte aucun

d'entre nous n'a présidé aux destinées françaises moins longtemps que Louis-Philippe ou Napoléon III mais plus que Napoléon I<sup>er</sup> de Brumaire à Waterloo. Et ce que l'officialité en vidéosphère (où « privé » ne s'oppose plus à « public ») a de plus impitoyable, c'est peut-être cette façon qu'elle a d'exproprier de son vivant un homme public de sa propre vie, jusqu'à nationaliser son intimité, – boutades, saillies, lettres d'amour.

**P**OURQUOI ai-je lié ma vie pendant dix ans, au risque de me perdre, et d'abord de réputation, à cet homme qui n'était pas mon genre ? Egotisme pour l'égotisme, j'ai bien le droit de répondre à cette question, d'autant que nous fûmes quelques millions à nous la poser, chacun à sa façon, lors de la remise des comptes.

Sans mes années d'exil, je n'aurais jamais jeté mon dévolu et mon imaginaire sur l'ancien adversaire du Général, pour l'investir de la plus haute mission : réussir le Sommet des mines, un fulgurant Jaurès-de Gaulle. Débarquant au début 73 du Chili d'Allende, une amitié comme, qui m'avait confié un message pour son homologue français, me conduisit à lui. Il tenait meeting à Pau, pour je ne sais plus quelle élection locale. Je découvris un tribun catholique-social, au verbe ample, sinon emphatique, et

le soir, au souper, un esprit fort et concis, à la dent dure : ce passage sans transition du solennel au sarcastique (ou, dans ses écrits, de l'élégie à la vacherie) rendait perplexes les nouveaux venus. Avec un avantage : ce chaud froid écartait les tièdes. Il me fit monter le lendemain matin dans sa voiture, et trois jours durant, nous sillonnâmes en joyeuse équipe un Sud-Ouest rieur et complice. Je découvrais la France cantonale, que je n'avais jusqu'alors fréquentée qu'en idée, par livres et carte murale interposés. Touchant enfin terre, plus ivre que Lindbergh au Bourget, j'étais à la noce. Cette France III<sup>e</sup> République de conseillers généraux réplets et de mairies-écoles à balcons, de cours de ferme et de monuments aux morts, où Jules Guesde passé le bras à Giscard, je l'avais rêvée mais jamais vraiment vue. Je souffrais d'un tel manque de francité qu'une nappes à carreaux rouge et blanc, un clocher à coq, un « r » bien roulé suffisaient à me faire toucher la Terre promise.

Là où de Gaulle parlait de la France, Mitterrand parlait de lui-même

**Le portrait de François Mitterrand dont nous commençons aujourd'hui la publication, répartie sur six numéros, est extrait d'un ouvrage de Régis Debray, à paraître, « Loués soient nos Seigneurs. Une éducation politique ». Dans ce récit, qui relatara trente ans (1960-1990) d'expériences et de réflexions, l'écrivain et philosophe s'attache à cerner la psychologie du pouvoir, ainsi que les procédures et mythes qui s'y rattachent, notamment à travers le portrait des divers « Princes » qu'il a côtoyés pendant cette période.**

سكول لادى



Je m'en souviens

Ces hallucinations sembleraient s'adresser à ceux qui ne sont jamais partis, car il faut s'expatrier pour apprendre par le corps de quelle patrie l'on est pétri. A l'inverse des paradis, tous perdus, les nations n'existent que retrouvées, et elles ne valent rien si on ne les égare pas en chemin. Camp de prisonniers, occupation, exil, long périple : tout est bon, tant on fait des retrouvailles avec peu. C'est dans les rues vides de Vancouver ou de Puerto Montt, l'hiver, au milieu des autoroutes bordées d'enseignes et des supermarchés qui tiennent lieu de bas de cité, qu'un Européen se souviendra de cette étrange zone sur la planète où il y a du monde dans les villes après 6 heures du soir, où il y a des gens dans les bistrot ou les pubs qui parlent autour d'une table des choses d'autant, et que cette région habitée par le temps s'appelle « Europe ».

**J' bien volontiers ceux à qui on n'a jamais coupé la route des volets bleus de Bretagne et des gris tourterelles de Paris s'ils faisaient leur mépris du franc-chouillard et des cocorods. L'essence d'une nation, ce point de fuite qui avance avec nous, nous mène et fait marcher, terminus d'une odyssée sans cesse reprise et manquée, c'est la nostalgie, mais c'est justement le genre de sentiments qu'aucune école, aucune famille, aucun livre ne peuvent vous apprendre.**

**Son œuvre aura été son propre personnage, et il inventa ses héros à mesure, tous solidaires et différents : croix-de-feu, maréchaliste, giraudiste, gaulliste, troisième force...**

J'avais dû habiter des voyelles, des consonnes, des diphtongues trop hospitalières - où ! la jota espagnole, le « s », le « z », qui faisaient la guerre à ma langue, là-bas, au fond de ma gorge et qui m'avaient si longtemps dénoncé comme intrus - et je goûtais la joie insensée de pouvoir m'ébattre inaperçu dans ma langue maternelle. Mitterrand, canton après canton, me racontait les hommes, les batailles, les paysages ; les vallons autour de nous s'animaient d'histoires, grandes et petites, depuis les dernières législatives jusqu'à Henri IV ; il m'évoquait ses grands-parents, sa généalogie ; il me rendait la jeunesse française que je n'avais pas eue, avec une géographie nouvelle en prime. Je me remémorais sur son dos, à ses frâtes, il n'était pas Pénélope, je n'étais pas Ulysse, mais cette Gaule narbonnaise commentée en direct devenait mon Ithaque ; voilà, on est arrivé, on ne bouge plus. Entre ma mère et la justice, j'avais dû choisir dix ans plus tôt ; serait-il possible de les réconcilier ? Entrevoir l'égalité chez soi, en français ? Mitterrand s'en foutait sans doute, de l'utopie, de sa mère et du reste, la langue exceptée, mais il m'avait dit oui, puisque à la question que je ne lui posais pas, il n'avait pas répondu non. Ce serait donc lui. Quel ? Excusez du peu : le médiateur entre Madame la France et son millionième orphelin.

La cristallisation s'effectua entre Jurançon et Béarn. Tel le rameau de Salzbourg cher à Stendhal, effeuillé par l'hiver et plongé dans les profondeurs abandonnées d'une mine de sel, le leader de la gauche émergée de cette plongée en Aquitaine « garrut d'une infinité de diamants mobiles et éblouissants ». Comme je quittais une humanité fraternelle, exubérante, celle qui se donne des abrazos à Santiago ou à Caracas, ce sarmant un peu sec, vouvoyant et boutonné, pouvait déconcerter. L'inconscient amoureux leva la difficulté. J'orna aussitôt son visage, sa silhouette, son patronyme des mille perfections qu'on voit entre les terrasses de Pau et les thermes du Béarn, sur la route de Sauveterre : vallons, gaves, hétraies, vignobles, bastides, jardins à la française du château de Laas, vieux ponts moussus de l'Oloron, champs peignés de mai. Ma province enfin retrouvée, en fait révélée à un petit Parisien qui se repêrait dix fois mieux dans les Andes que face aux Pyrénées.

Cette France charnelle et quasi biologique en tirait derrière elle une autre, impalpable et rêvée, que je connaissais mieux, elle, et qui ne m'avait jamais quittée, puisque c'était une France de mémoire et d'histoire. Entre les yeux du narrateur et le visage d'Albertine, « centre générateur d'une immense construction qui passait par le plan de son cœur », s'interposaient trop de sensations indéfinissables, d'ouïes ou douloureuses pour qu'aucune photo de la bien-aimée pût en rendre compte, pour qu'il fût lui-même en situation d'apercevoir plus tard les métamorphoses de l'être aimé, parce qu'elle était « comme une pierre autour de laquelle il a nagé ». Entre moi et ce grave quinquagénaire que poursuivaient déjà l'ennemi de classe est sans pitié de vilaines rumeurs de francisque, de patriotes algériens guillotins, d'expédition de Suez et d'Observatoire vint alors s'interposer une nébuleuse d'images d'Épinal et de sonnets trop longtemps refon-  
dés, toute une Voie lactée de 14 juillet au village où La Marseillaise de Renoir, l'écharpe de Jean Monin, les lunettes rondes de Walter Benjamin et les barrières d'août 1944 scintillaient au loin comme des feux de Bengale. Purnée incluse.

Un jour de septembre 1994, je le revis au cloître de la rue d'Ulm, où il était venu pour le bicentenaire de l'École. Vingt ans après. Dans ce vieux monsieur au visage poncé



Le 4 janvier 1973, au cours de l'émission télévisée « La parole est aux grands partis politiques », animée par Maurice Séveno et réalisée, pour la première fois, en direct. Le secrétaire général du Parti socialiste était interrogé par les téléspectateurs.

signature d'une histoire bien de chez nous un gage supplémentaire d'authenticité : le mouvement progressiste, depuis toujours, est conduit en France par des grands bourgeois qui trahissent leur classe. J'étais en terrain connu. « N'est pas militant qui veut. Si le moi vient d'abord, on est séparé pour toujours. » Cette malédiction de naissance, je la connaissais assez pour l'écarter chez un autre. En tout cas, ce socialiste autoproclamé ne se cachait pas d'avoir un ego, et qu'il ne le trahirait pas pour une hostie ou un sermon de sa nouvelle Église. L'hystérie ne menaçait pas. Ce plomb intérieur, je le pensais de bon augure. Enfin un bourgeois qui joue franc-jeu et ne trompe pas son peuple.

« Les Français », remarquait Paul Thibaud en 1995, talentueux destructeur, s'aperçoivent que la hauteur du personnage n'avait pas petite histoire dans l'un des segments de la sienne, projetant son film sur cet écran aux angles variables et obliques. Ce miroir à facettes ou aux alouettes (selon l'œil qu'on y jette) que Mitterrand a su composer avec ses tranches de vie successives permit, par l'effet d'une générosité subtile quoique finalement passive, à tous nos narcissismes, catégoriels ou individuels, de

taliste autoritaire, libéral indulgent, européiste, union sacrée. Un romancier se domine et ne s'identifie pas à ses créations : parce qu'il est tous ses personnages à la fois, il n'est aucun d'eux, et chacun s'exprime, son tour venu, avec ses tics, son accent, son vocabulaire propre. Quand il est bon, un auteur de fiction est toujours sincère, parce qu'il fait entièrement siennes les convictions de ses multiples doubles, en sorte que chaque lecteur peut, selon son propre passé ou ses affinités électives, s'identifier à tel ou tel personnage sans nuire pour autant aux autres. Le roman de cette vie a été écrit par nous tous ; si « mensonge » il y eut, nous sommes ses cosauteurs.

**CH**AQUE militant, chaque collaborateur et même chaque électeur a pu loger sa petite histoire dans l'un des segments de la sienne, projetant son film sur cet écran aux angles variables et obliques. Ce miroir à facettes ou aux alouettes (selon l'œil qu'on y jette) que Mitterrand a su composer avec ses tranches de vie successives permit, par l'effet d'une générosité subtile quoique finalement passive, à tous nos narcissismes, catégoriels ou individuels, de

**Plus le règne est long, plus le strip-tease a d'impudeur ; la cruauté du déshabillage a atteint sur la fin du septennat des abîmes de raffinement, chagrin et pitié**

s'amalgamer, de s'additionner au sien propre, jusqu'à lui faire franchir, en 1981, « la barre des 50 % ». Cet égoïste aura collectivement la jouissance du pouvoir, par projection. Il y eut place, sur cet écran mobile, pour presque tous les rêves, tous les récits, tous les égos imaginaires du temps, génération après génération, depuis l'« État français » jusqu'à la société boursière, en passant par la République consulaire et la so-

composite, comme l'est le corps électoral. La France n'est pas une unité ; ou, si elle tend à le devenir, elle ne l'était pas encore il y a trente ans. Compte tenu des filiations, des intérêts et des romans collectifs qui coexistent dans une population, quiconque doit se faire élire par la moitié plus un de ses compatriotes ne peut faire autre chose, statistiquement, qu'en florer un bon tiers (soit une bonne moitié de son propre

camp). Le fin du fin consiste à faire un tiers tournant, en sorte que les débus du matin soient les rassurés du soir et vice versa, ce qui ventile les rancœurs et évite la formation de bouchons explosifs. On connaît l'adage : « Ou l'homme politique trompe ses électeurs ou il trompe l'intérêt du pays. » Mitterrand fut à cet égard exemplaire : d'un bord à l'autre de l'opinion, par une sorte d'alternance dans l'alternance, chaque sensibilité a pu se sentir tout à tour exprimée, ménagée et trahie.

**P**OUR mon film intérieur, l'écran ne s'est immobilisé que dix ans plus tard, devant les actes du président en exercice, style d'inaction incompatible avec le mandat que j'avais secrètement confié à mon réformateur sur les terrasses de Pau ; mais pour identifier la logique à l'œuvre derrière ce style, il m'a fallu encore dix ans. Les délégations d'image ont de ces longueurs : la cristallisation est un flash, le désamour, une gangrène.

On a trop parlé, me semble-t-il, de cynisme et d'absence de convictions chez cet homme qui s'est plaint plus d'une fois et à juste titre de n'être pas cru lors qu'il disait croire profondément à ce qu'il faisait, de toutes ses forces, de tout son cœur. On perçoit comme ambiguë une suite de sincérités superposées, avec l'inévitable cône d'ombre que projette la dernière en date sur la

**Il se panthéonisait à petites touches, gommant ses couacs, surveillant ses traces, sélectionnant ses témoins, relisant ses amis ligne à ligne, filmant ses confidences**

précédente ; on voit un labyrinthe dans une sinusoïde tracée avec des lignes droites de sens contraire - qu'il fut presque le seul, dans son milieu, à pouvoir mettre bout à bout : est-ce sa faute si son demi-siècle fut sinuieux ? Ce grand accompagnateur du Temps en a épousé les caprices, les poussées, avec tant de bonne foi qu'il est incapable, un jour, de revenir sur la veille pour un début de contrition. Il s'absorbe en chaque moment, puisqu'il y fut précisément sûr, sûr et entier. Simplement, aucune conviction nouvelle n'opère au détriment des convictions antérieures ; elles s'empilent l'une sur l'autre, comme les générations dans une pyramide d'âge.

Antigaulliste de droite, il a recycly le credo de sa jeunesse après 1958 dans l'antigaullisme de gauche, plus vaste et plus porteur, sans rien retoucher à ses réseaux et réflexes antérieurs, comme on fait une nouvelle maison avec des matériaux de récupération, un deuxième roman avec les personnages du premier. Sans que le romancier y voie contradiction, car le père Goriot n'a pas à déjuger le cousin Pons, ni Les Illusions perdues, Splendeurs et misères des courtisanes. A revisiter cette vie, on dévale le cours du vingtième siècle par son mûr : un beau roman du dix-neuvième, d'éducation et de désillusion. Roman d'aventures ? Oui, si l'on donne à ce dernier mot tout son sens. Pour le militant, le but est l'essentiel, et sa personne accessoire.

Pour l'aventurier, le but est accessoire, toutes les fins se nient elles-mêmes parce qu'elles sont subordonnées à sa seule personne. L'aventurier cultive la négativité ; le militant travaille dans la discipline à un ordre ouvert à tous. Mitterrand ne fut certes pas dominé par une cause. Mais par sa tolérance aux illusions des autres, sa disponibilité aux fins que chaque période se donne, il aura inventé cette figure nouvelle : l'aventurier positif.

Régis Debray



Octobre 1974, aux assises du Parti socialiste, qui ont eu lieu à Paris. De gauche à droite : Régis Debray, Gaston Defferre, François Mitterrand, Michel Rocard et Jacques Julliard.

DEMAIN : Le temps des cerises



**VERBATIM** A la tribune de l'Assemblée nationale comme à celle du congrès d'Épinay, en 1971 — où il sut emporter l'adhésion de militants socialistes d'abord réservés —, dans ses « blocs-notes » de

L'Unité, hebdomadaire du PS, comme dans ses interventions à la télévision, François Mitterrand a révélé un art de la parole et de l'écriture qui a fait de lui un des grands orateurs politiques de son



époque. De la harangue à la confidence, du pamphlet à la méditation, il a pratiqué presque tous les genres avec un égal succès. Le secret de son éloquence ? Peut-être la capacité d'introduire dans le fil de son

discours des changements de ton, des ruptures, comme des repères, qui donnent aux mots un poids de vérité et traduisent, au-delà du procédé rhétorique, une façon particulière d'habiter le langage.

## Ses principales déclarations

« **L'APPELLE** le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus, parce que c'est vers un renforcement continu du pouvoir personnel qu'inéluctablement il tend, parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap. Je veux bien que cette dictature s'installe en dépit de de Gaulle. Je veux bien, par complaisance, appeler ce dictateur d'un nom plus aimable : consul, podestat, roi sans couronne, sans chrême et sans ancêtres. Alors, elle m'apparaît plus redoutable encore. » (1964.)

### « Le coup d'Etat permanent »

« Le gaullisme, c'est de Gaulle plus la police. » (1964.)  
« Qu'est-ce que le gaullisme depuis qu'issu de l'insurrection il s'est emparé de la nation ? Un coup d'Etat de tous les jours. » (1964.)  
« On ne peut pas dire que de Gaulle manque d'une politique étrangère. Il les a toutes. L'une après l'autre. Parfois toutes en même temps. » (1964.)  
« Le général de Gaulle est passé sans les voir à côté des grandes idées de son siècle. » (1964.)  
« Je vois sur les bancs de l'UNR [Union nationale pour la République] quelques gaullistes de légende, mais j'en vois beaucoup d'autres qui sont des gaullistes de brocante. » (1964.)  
« J'ai été aux côtés du général de Gaulle dans la période difficile. Ce sont de grands souvenirs. Il y a quand même une sorte de chaînon entre ce que de Gaulle fut appelé à faire dans les années dures de la guerre et par la suite, et ce que je serai appelé à faire. C'était la guerre avec de Gaulle, il avait besoin de tout le monde ; c'est la crise aujourd'hui, j'aurai besoin de tout le monde. » (1981.)  
« Vraiment le général de Gaulle n'est pas la référence que m'occupe. De Gaulle, pour moi, c'est d'abord la maîtrise de soi qui sert à la maîtrise de l'Histoire. Je n'ai pas l'intention de m'inscrire dans la lignée du général de Gaulle. » (1987.)

« **VOUS AVEZ** chassé des monarques dont certains étaient débonnaires, mais vous n'avez pas compris que le plus puissant d'entre eux continuait à vous narguer. L'argent, l'argent-roi. A-t-il assez bâti de châteaux forts, de ponts-levis et de palais ! Mais personne ne les voyait, car tout le monde pensait en profiter. Et peu à peu, de maillon en maillon, le filet s'est refermé, filet d'or, filet de sang. A l'international de l'argent correspond notre international. » (1944.)

### Une société d'économie mixte

« Nous n'avons pas besoin des monopoles, nous n'avons pas besoin des maîtres de l'argent... L'argent... Les nouveaux seigneurs, les maîtres de l'armement, les maîtres de l'industrie, les maîtres des produits pharmaceutiques, les maîtres de l'électricité, des télécommunications... Pour ce qui concerne l'argent, l'argent, toujours l'argent, eh bien ! oui, il faut que ce monde change ! » (1972.)  
« L'entreprise est une priorité qui commande toutes les autres. Il faut produire, produire plus, produire mieux, modérer les charges sociales et financières, investir, savoir vendre et être compétitif. J'ai toujours été partisan de la liberté d'initiative et de l'esprit d'entreprise ; et je veux mettre en place une société d'économie mixte. » (1983.)  
« Seuls ceux qui peuvent dégrader des profits sont en mesure d'investir. Il faut d'abord gagner de l'argent pour investir. » (1983.)  
« Par la création de richesses, c'est-à-dire par l'initiative, par l'effort personnel, par les capacités apprises ou, le cas échéant, naturelles, il faut absolument que [le] droit à l'enrichissement individuel soit reconnu. Je ne suis aucunement l'ennemi du profit, dès lors que le profit est justement réparti. Là-dessus, il ne peut pas y avoir de doute. Oui, on peut faire fortune. » (1983.)  
« Nous avons mis en place une société d'économie mixte où cohabitent, par définition, secteur privé et secteur public. » (1984.)  
« Je ne pense pas qu'il faille s'engager dans une bataille sur des nouvelles nationalisations... Et il faut en finir aussi avec cette sorte de contagion des privatisations. Ni l'une ni l'autre de ces réformes ne peut être d'actualité. » (1988.)  
« Je considère que l'argent gagné trop facilement est pour toujours suspect et qu'en effet il est fait pour corrompre. De l'argent il en faut, c'est un moyen d'échange nécessaire dans une société moderne. Je dis qu'il faut absolument que cet argent soit orienté vers les investissements. » (1989.)  
« Le ni-ni, ce n'est pas un dogme. » (1990.)

« **LA GAUCHE** est sociologiquement majoritaire, alors que par sa division elle est minoritaire politiquement. » (1969.)  
« Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au Parti socialiste. » (1971.)  
« Le rôle du socialisme est de libérer l'homme des contraintes et de l'angoisse qui, dans la société capitaliste, le prennent à la gorge. » (1973.)

### Le socialisme à la française

« Le socialisme n'est pas un dogme ni une philosophie, moins encore une religion. C'est une méthode. » (1974.)  
« Il y a souvent des jeux de salon où l'on dit : qu'est-ce que le socialisme ?... Moi je dirai que ce sera la fondation de la civilisation pour la ville où vivront bientôt huit Français sur dix. » (1981.)  
« Le socialisme à la française, c'est une appréhension différente de la social-démocratie sur le plan de l'économie. » (1981.)  
« Le socialisme à la française, je n'en fais pas une bible. » (1982.)  
« Figurez-vous que je suis socialiste ! C'est comme ça. Chacun son genre. Je crois qu'on le savait quand on m'a élu. Je suis socialiste en tant que citoyen. Bien entendu, chef de l'Etat, j'ai fait appliquer mes idées. » (1984.)  
« Le socialisme, pour lequel ont combattu et combattent beaucoup d'hommes et de femmes, fait partie des grandes traditions politiques et sociales de la France... Je pense que cette idée-là continuera son chemin. C'était à la fois une théorie, une espérance, parfois un rêve... Je suis socialiste ; ma charge veut — et je m'y soumetts absolument, c'est mon devoir — que je représente tous les Français dans leur diversité. Personne ne me demande de renoncer à ce que je suis. » (1991.)

« **JE SUIS** l'interprète le plus fidèle des institutions de la République. Nous ne voulons pas faire du président de la République ce qu'il est aujourd'hui : un touche-à-tout obsédé de toucher à tout. » (1981.)  
« Les institutions versent dans le présidentialisme. Je le dis en conscience : attention, danger ! » (1981.)  
« Je suis totalement insensible au charme de la monarchie. Mais c'est vrai que le président de la République a un grand pouvoir, et ce pouvoir, je l'exerce. » (1985.)  
« Tant que je suis là, il n'y a pas de risque de retour à la IV<sup>e</sup> République ou de création d'une V<sup>e</sup>. » (1985.)

### Les dangers des institutions

« La dissuasion nucléaire, c'est le chef de l'Etat, donc c'est moi. » (1986.)  
« Je me souviens d'avoir dit : les institutions actuelles — contre lesquelles j'ai voté —, elles étaient dangereuses avant moi et elles pourraient le redevenir après moi. » (1990.)  
« Je ne parrai pas sans avoir modifié les institutions, ou du moins sans avoir saisi le Parlement et les Français des modifications que j'estime nécessaires. » (1991.)  
« Les institutions doivent être assainies, nettoyées, équilibrées. » (1992.)  
« Il faut restituer au Parlement des droits qui lui sont nécessaires puisqu'il est l'expression de la volonté populaire. » (1993.)

### La construction de l'Europe

« **NOTRE EUROPE** échouera si elle jongle avec les délais et renvoie à la fin du siècle les problèmes qui attendent depuis trente ans d'être tranchés. Soyons au rendez-vous du 31 décembre 1992, qui verra s'abattre toutes les frontières intérieures et l'Europe s'ouvrir aux douze peuples qui la composent. Hâtons l'Europe technologique. Américains et Japonais ne nous attendront pas. Conquérons l'espace, nous aussi. Organisons nos moyens de communication, d'éducation et de culture. » (1987.)  
« Fomons les jeunes aux disciplines du savoir dans les universités de leur choix. Réduisons les inégalités entre pays, entre régions, entre les groupes sociaux et les individus. Donnons cours à l'école, notre monnaie commune, au sein d'un système monétaire apaisé. Préparons enfin le moment où l'Europe, dotée d'un pouvoir politique central, décidera elle-même des moyens de sa sécurité. La tâche sera rude, mais telle est la direction que la France doit prendre. » (1987.)

« **APRÈS l'affaire de l'Observatoire** : « On a voulu me compromettre dans la saleté et la bêtise d'un forfait ridicule... Il est temps, il est grand temps que des hommes de raison et de cœur comprennent que la loi du gang ne peut être celle de la France. » (1959.)  
« Il y a certaines choses qu'on n'a pas le droit de faire : jouer ou laisser jouer avec l'honneur d'un adversaire politique. » (1959.)

### La dignité, l'honneur, l'argent

« Le véritable ennemi, j'ai dit le seul, parce que tout passe par lui... c'est le monopole ! Terme extensif pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écorse, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ! » (1971.)  
« L'argent, toujours l'argent. L'argent-roi. L'argent qui coule de tous les côtés. L'argent qui paie vos affiches. L'argent qui paie vos brochures sur papier glacé. L'argent qui paie tout. L'argent qui a dompté cette campagne électorale. L'argent de la droite, le milliard du patron, les deux milliards de francs nouveaux, c'est-à-dire deux cents milliards d'anciens francs. L'argent, l'argent, partout l'argent. » (1978.)  
« Je n'ai jamais hésité à prendre part au combat d'idées, au combat politique. Je n'ai pas, quelquefois, ménagé mes adversaires, c'est vrai. Mais jamais sur les personnes. Laissez ceux qui en ont le goût, ceux dont c'est la nature, ceux qui vivent là-dedans, ceux qui aiment paresser... laissez-les faire. » (1987.)  
« A propos du financement des partis : il faut en finir avec cette boue. » (1987.)  
« La droite, c'est la chasse à l'homme. Politiquement, ils n'ont pas de prise sur moi. Alors que leur reste-t-il ? L'argent et les moeurs. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié, chacun le sait. Quant à mes moeurs, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diamants. » (1985.)  
« Si les injures entendues de jour en jour pendant des mois avaient pu m'émouvoir, il ne resterait rien de moi, mais je dispose peut-être à l'intérieur de moi d'une forme de résistance qui me permet de traverser ces périodes difficiles. » (1988.)

« **A propos du délit d'initié dans l'affaire Pechiney** : « S'il est révélé que Patrice Pelat s'est contenté de jouer en Bourse, comme des millions de Français, je n'aurai pas à lui en vouloir. S'il se révèle avoir commis une faute, dans le cadre de ses fonctions, j'estimerai que je ne peux pas préserver la même qualité d'amitié que celle que j'ai connue pendant si longtemps. » (1989.)  
« Je suis aujourd'hui le punching-ball national, mais le punching-ball tient toujours plus longtemps que le boxeur. » (1991.)  
« Je fais ce que je dois. Je travaille. Aux Français de juger. » (1991.)

« **Après le suicide de Pierre Bérégovoy** : « Toutes les explications du monde ne justifient pas qu'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et, finalement, sa vie, au prix d'un double manquement de ses accusateurs aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous. » (1993.)

« **ON N'ÉLIT PAS** un président pour qu'il soit bon. Alors, à tous ceux qui, parce qu'ils ont un gros appétit, se précipitent vers ce qu'ils croient être un fromage, je leur dis que je ne resterai pas inerte. » (1985.)  
« On cohabite parce qu'on est adversaires. Si cohabiter veut dire vivre dans la même République, alors je dis oui ; si c'est la confusion politique, je dis non. » (1985.)

### Cohabiter avec l'opposition

« Il suffit de s'en tenir aux textes... Mon devoir, je le connais : respecter les textes. » (1983.)  
« Je préférerais renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction, des compétences que je me suis reconnues par la Constitution. Il n'est pas question pour moi d'être un président au rabais. » (1986.)  
« La cohabitation, est-ce que vous imaginez que c'est la vie rêvée ? » (1987.)  
« Je préférerais disposer d'une majorité conforme à ce que je pense de l'intérêt de la France, mais s'il y avait une majorité différente c'est que les Français l'auraient choisie. Je n'aurais qu'à m'incliner devant ce choix. Ce que je veux dire, c'est que l'accomplir mon mandat jusqu'à son terme constitutionnel sans, bien entendu, si certains éléments qui ne relèvent pas de la volonté des hommes interviennent. » (1991.)  
« Travailler ensemble quand on n'est pas fait pour cela suppose un *modus vivendi*. J'irai de mon côté sans arme ni armure et sans crainte. Avec la France pour seul souci. » (1993.)

« **EN 1940**, il y a eu un Etat français, c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République. Alors ne demandons pas des comptes à cette République ! Ne lui demandez pas de comptes, à cette République ! Elle a fait ce qu'elle devait. » (1992.)  
« La nation française n'a pas été engagée dans cette affaire, ni la République, c'était un régime nouveau, différent, occasionnel. » (1992.)

### Vichy et la République

« On n'a jamais mis autant en accusation Vichy qu'au cours de ces deux ou trois dernières années. C'est une résurgence historique. Je ne dis pas qu'elle est mauvaise, mais elle est presque étonnante. » (1994.)

### Valéry Giscard d'Estaing

« Il a une spécialité, c'est d'avoir du cœur, beaucoup de cœur, deux fois plus que les sept ans. » (1981.)  
« Il fallait bien que le voyage à Varsovie puisse recevoir un salaire... L'Afghanistan est envahi, c'est la fin de la détente, on se demande si ce n'est pas le retour à la guerre froide, le sort de la paix est peut-être en jeu... Et tout à coup arrive un petit fauteur, ou un petit télégraphiste : c'est M. Giscard d'Estaing. Il amène une dépêche dans sa poche... Là, les autres sont émus et un peu mortifiés de ne pas avoir droit aux mêmes secrets, ou à la même confiance de M. Brejnev ; eh non ! C'est M. Giscard d'Estaing qui a cette confiance, qui porte le petit télégramme, et il dit : il ne faut rien décider parce que M. Brejnev vient de me dire ou de me faire savoir qu'il allait évacuer l'Afghanistan, par petits bouts. » (1981.)  
« Je n'aime pas beaucoup cette méthode. Je ne suis pas votre élève et vous n'êtes pas le président de la République ici. » (1981.)

### Jacques Chirac

« Jacques Chirac est au sein de la majorité le seul homme de sa génération à posséder un style. Non par le verbe, qu'il a court, mais dans l'action, qu'il maîtrise avec une sûreté trop rare pour que je lui refuse les qualités de fond, seules capables de l'exploiter. » (1976.)  
« Il a beaucoup de qualités, et je souhaiterais que ces qualités fussent appliquées exactement au bon endroit et au bon moment. » (1986.)  
« On a un peu caricaturé la première cohabitation. Disons qu'il est plus difficile [que M. Balladur] dans la vie quotidienne. » (1993.)

### Michel Rocard

« J'aime les talents de Michel Rocard et notamment son talent d'exposition, l'appréhension de ses connaissances, je respecte ses convictions... Et si j'étais des réserves sur un goût immédiate de l'organisation parallèle, qu'il partage avec beaucoup d'autres, cela ne va pas au-delà du simple rappel aux règles d'un grand parti qui ne peut se permettre toutes les fantaisies. » (1978.)  
« Si Rocard y allait, ce serait un très bon candidat. Je n'entends pas du tout le gêner. » (1986.)  
« Je travaille avec Michel Rocard, qui est le premier ministre que j'ai choisi... Je n'ai absolument aucune critique à lui faire et je suis même souvent surpris par ses qualités de ténacité, ses qualités de dialogue. Il apporte une note très particulière à la politique française. » (1989.)  
« Michel Rocard est premier ministre, c'est déjà fort bien : c'est conforme à ses qualités, le reste lui appartient, si toutefois l'Histoire est bienveillante. » (1990.)  
« Le Parti socialiste a un dirigeant de valeur, qui s'est affirmé depuis très longtemps dans les combats politiques. Le bon sens, la discipline et la bonne foi doivent conduire à l'aider du mieux qu'on peut... Je n'ai pas d'hostilité à l'égard de Michel Rocard. » (1993.)

### Laurent Fabius

« Il y a une harmonie d'ensemble entre lui et moi. » (1983.)  
« A propos de l'affaire du sang contaminé : « Une épreuve est toujours salutaire quand on sait y paraître. Un homme de qualité doit affirmer ce qu'il est devant l'épreuve, et je ne doute pas de la qualité de Laurent Fabius, qui a été l'un des premiers hommes politiques en Europe et dans le monde à faire valoir l'immunité du danger et à prendre des mesures. » (1993.)

## Ils disaient de lui...

### André Malraux

« M. Mitterrand n'est pas le successeur du général de Gaulle ; il est son prédécesseur. Il s'agit de choisir entre un homme de l'histoire, qui a assumé la France et que la France ne retrouvera pas demain, et les politiciens que l'on retrouve toujours. » (1965.)

### François Mauriac

« M. Mitterrand, vous n'êtes pas plus révolutionnaire que de Gaulle ! Si vous deveniez le maître de l'Élysée, vous ne seriez ni plus ni moins réformiste que l'équipe actuelle, mais vous le se-

riez moins efficacement, parce que la pagaille n'est jamais efficace. En revanche, votre politique étrangère renverserait la vapeur, vous emboîteriez le pas aux Etats-Unis et vous vous associeriez à cette drôle de guerre qu'ils mènent un peu partout dans le monde. » (1965.)

### Pierre Mendès France

« Je n'ai pas toujours, dans le passé, partagé à cent pour cent toutes les positions qu'a prises François Mitterrand. Mais je peux dire ici une chose décisive pour moi : dans toutes les affaires

graves depuis vingt-cinq ans, je l'ai trouvé du bon côté de la barricade. Il a été un prisonnier évadé ; il a été un résistant courageux ; et qui a pris les plus grands risques ; il a été l'un des tout premiers hommes politiques qui ont compris la nécessité d'une politique d'émancipation des peuples colonisés ; il a démissionné du gouvernement Laniel lorsque celui-ci a stupidement déposé le sultan du Maroc ; il a, comme ministre de l'Intérieur, et là encore connaissant les risques, écarté de l'administration aussi bien le préfet Baylot que les policiers tor-

tionnaires d'Algérie ; il a pris position, dès le premier jour, contre le régime issu du 13 mai et, depuis, contre tous ses abus. » (1968.)

### Georges Pompidou

« En 1965, avec l'élection présidentielle, vous avez touché, M. Mitterrand, le plus beau tiercé de votre vie : les communistes ne voulaient pas qu'on les compte, Guy Mollet avait « sé » Gaston Defferre, et les radicaux, comme toujours, se gratifiaient la tête et ne faisaient rien. (...) Vous avez ainsi symbolisé toute votre carrière politique, qui est allée de

l'extrême droite à l'extrême gauche. Enfin vous avez eu une chance plus grande encore : vous n'avez pas été élu. C'est une chance, je le dis en toute courtoisie, pour la France ! » (1967.)

### Jean-Paul Sartre

« Le problème n'est pas de remplacer... J'oublie déjà son nom... ah oui ! Pompidou par Mitterrand. Mitterrand serait le Pompidou de la V<sup>e</sup>. C'est de supprimer la possibilité que Pompidou et Mitterrand aient une chance d'être élus chefs des autres. Pour cela, nous ne pouvons pas voter

pour eux. Je voterai dans la constance pour Plagat, pour introduire quelqu'un dans le régime, face aux Pompidou et aux Mitterrand, qui détruisent ce que eux veulent, la hiérarchie à l'intérieur du système, qui commencent à indiquer qu'un homme ne peut pas être le chef d'un autre. Quand on aura compris cela, on sera bien près du socialisme. » (1974.)

### Antoine Pinay

« François Mitterrand est sans doute un homme politique. Mais ce n'est pas un homme d'Etat. » (Le Monde du 8 mai 1981.)

445/00150



# Crown Cork et CarnaudMetalbox fusionnent sous l'œil vigilant des investisseurs

L'américain et l'européen vont créer le premier groupe mondial d'emballage

Le président de l'américain Crown Cork est venu lui-même à Paris, lundi 8 janvier, convaincre le plus grand nombre d'actionnaires de Carnaud-

Metalbox d'échanger leurs titres contre ses actions plutôt que de choisir un paiement comptant. Celui-ci serait trop lourd pour l'améri-

cain, déjà très endetté. Pour réduire sa dette, le groupe compte tailler dans ses investissements et procéder à une augmentation de capital.

L'AFFAIRE est trop importante pour Crown Cork & Seal pour que l'on puisse négliger le moindre détail. « L'opération va permettre de créer le premier groupe mondial d'emballage », affirme William J. Avery, président du groupe d'emballage américain, qui a tenu à venir présenter lui-même à Paris, lundi 8 janvier, le dossier de fusion de sa firme avec le groupe franco-britannique CarnaudMetalbox. Présent aux États-Unis, en Europe, un peu en Asie, le nouvel ensemble pèsera 50 milliards de francs et deviendra l'acteur prédominant dans l'emballage en métal.

Annoucé fin mai, le projet entre aujourd'hui dans sa phase active. Une offre publique d'échange sur les titres de CarnaudMetalbox a été lancée mardi 2 janvier. Les actionnaires du groupe franco-britannique ont le choix, jusqu'au 1<sup>er</sup> février, entre échanger leurs actions contre des titres Crown Cork ou les vendre, sur la base de 225 francs par action.

Premier actionnaire de CarnaudMetalbox avec 32 % du capital, la Compagnie générale d'industrie et de participations (CGIP), d'Ernest-Antoine Seillière, a déclaré, dès l'annonce du projet, qu'elle souscrirait à l'offre d'échange. Elle deviendra l'action-

naire de référence de Crown Cork, avec environ 25 % du capital. Mais les autres ? L'objectif de William Avery est de convaincre le plus grand nombre de porteurs de choisir l'échange de titres plutôt qu'un paiement comptant, solution beaucoup plus onéreuse et plus dangereuse pour Crown Cork.

Le groupe américain est déjà très endetté, à la suite des nombreuses acquisitions menées à partir de 1989. Au 30 juin 1995, son endettement s'élevait à 2,226 milliards de dollars (1,133 milliards de francs) pour 1,458 milliard de dollars (7,33 milliards de francs) de capitaux propres. Pour racheter CarnaudMetalbox, qui est de taille équivalente à la sienne, Crown Cork dispose d'une ligne de crédit bancaire d'environ 2,8 milliards de dollars. « Les notations du groupe pourraient être abaissées si la direction ne prend pas rapidement des mesures pour réduire le bilan du groupe », a prévenu l'agence de notation Standard & Poor's après l'annonce de l'offre sur CarnaudMetalbox.

« Notre objectif est de réduire très rapidement cet endettement », affirme Alan Rutherford, directeur financier de Crown Cork. Le groupe compte diminuer ses investissements et dégrader des produits de cession, notamment avec la vente, imposée par Bruxelles, de cinq sites européens fabriquant des aérosols. Il envisage aussi de lancer une augmentation de capital d'un montant maximal de 1 milliard de dollars. La CGIP ne souscrirait pas à cette opération, ce qui ramènerait sa participation à hauteur de 20 %. « Une partie des ressources financières des deux groupes, utilisée auparavant pour des acquisitions, va se trouver disponible et pourra servir pour diminuer l'endettement. Cela représente des sommes non négligeables », ajoute Ernest-Antoine Seillière, tout en se refusant à préciser les montants en jeu.

Dans le souci de rassurer les marchés, le groupe américain s'est engagé à verser un dividende en argent liquide, ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'à présent. Tenir cette promesse pourrait se révéler douloureux : Crown Cork, comme CarnaudMetalbox, évolue dans un environnement plus difficile. Au troisième trimestre, le groupe américain a vu son bénéfice opérationnel diminuer de 48 %, du fait de la hausse des matières premières, tandis que le groupe fran-

co-britannique a affiché un résultat semestriel avant impôts en baisse de 25 %, à 672 millions de francs. « Cette situation devrait s'améliorer en 1996. Beaucoup de problèmes sont en train de disparaître, en particulier celui du prix des matières premières », assure M. Rutherford.

L'affirmation se veut optimiste. L'emballage est devenu un marché mature, où les coûts d'approvisionnement, la pression sur les prix des clients et les variations monétaires pèsent plus que jamais. Le seul segment qui prospère encore est le plastique, qui représente à peine 20 % des ventes du nouvel ensemble.

En devenant numéro un mondial, Crown Cork, associé à CarnaudMetalbox, espère contourner bien des obstacles. Dès les premiers jours de la fusion, le groupe va disposer, grâce à sa taille, d'une puissance considérable pour ses achats de matières premières. Mais les autres bénéfices espérés du rapprochement (mise en commun de la recherche et développement, partage de clients, prospection) demanderont plus de temps pour se concrétiser.

Crown Cork doit donner des gages rapides aux investisseurs. Pressé, le groupe américain pourrait être tenté d'imposer ses vues à CarnaudMetalbox au risque de négliger ses savoir-faire, comme certains à l'intérieur du groupe européen commencent à le redouter. De la fusion harmonieuse des équipes dépend tout le succès de l'opération.

Martine Orange

## M. Millon réclame des plans stratégiques aux entreprises d'armement

LE MINISTRE de la défense, Charles Millon, a déclaré, samedi 6 janvier, sur Radio classique, qu'il avait demandé aux groupes industriels de l'armement d'élaborer avant l'été des plans stratégiques, comprenant éventuellement des rapprochements entre eux et avec des entreprises européennes. Selon M. Millon, qui a cité Matra, Aérospatiale, Alcatel et Thomson, des synergies peuvent jouer entre les groupes français.

Se disant prêt à demander au Trésor une recapitalisation de certaines sociétés, comme Aérospatiale ou la SNECMA, le ministre a exigé comme préalable que ces groupes présentent des plans stratégiques à moyen et à long terme, impliquant que leur situation financière soit assainie, leur production modernisée et leur situation commerciale maîtrisée. A propos de GIAT Industries, qui connaît d'extrêmes difficultés, M. Millon s'est engagé à honorer les commandes de l'armée française en chars Leclerc.

### DÉPÊCHES

■ BANCO ECONOMICO : la banque privée brésilienne de l'État de Bahia, dont le passif cumulé a atteint le montant astronomique de 4 milliards de dollars (20 milliards de francs), devrait bénéficier d'un suris de six mois, grâce à la reprise de ses dettes par un autre établissement privé, le Banco Izabel. L'accord, annoncé par le président de la Banque centrale du Brésil, Gustavo Loyola, « permettra de préserver les intérêts des déposants et, en conséquence, la confiance dans le système bancaire brésilien », jeudi 4 janvier (Le Monde du 5 janvier), la banque de l'État de Rio, la Banerj, avait également été reprise par un établissement privé.

■ SUMITOMO BANK : la banque japonaise a accepté de reprendre pour 6 à 7 milliards de yens (2,8 à 3,3 milliards de francs) les activités de la succursale américaine de Daiwa Bank Ltd., a indiqué dimanche 7 janvier le quotidien japonais Nihon Keizai Shimbun. Selon ce dernier, Sumitomo Bank serait également disposée à acquérir la majorité des 500 milliards de yens (22,8 milliards de francs) d'avoirs détenus par Daiwa Bank aux États-Unis.

■ SEMI-CONDUCTEURS : le marché mondial a progressé de 40 % en 1995, à 154,6 milliards de dollars (773 milliards de francs), selon la société d'études Dataquest. Le groupe américain Intel conserve son premier rang mondial (8,9 % des ventes), devant les japonais NEC, Toshiba et Hitachi, ce dernier doublant l'américain Motorola. Le groupe coréen Samsung passe du septième au sixième rang mondial, illustrant la poussée des firmes du Sud-Est asiatique, coréennes et taïwanaises : 12,1 % du marché mondial, contre 8,9 % en 1994.

■ DASA : la filiale aéronautique du groupe allemand Daimler-Benz prépare la mise au point d'un prototype préconstruit d'un nouvel avion de combat, avant même que l'Eurofighter soit produit, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel. Ce « porteur de technologie volant » (FTT) développera en particulier une technique pour échapper aux radars ennemis. Le projet Eurofighter, qui réunit l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, donne toujours lieu à d'âpres discussions sur le prix de l'avion, mais surtout sur la répartition de la charge de travail pour les industriels de chaque pays.

■ SONY : le groupe japonais affichera une hausse de 10 % de ses ventes et de son résultat d'exploitation pour l'exercice 1996 (clos le 31 mars), a indiqué son président dans un entretien au Figaro paru lundi 8 janvier.

■ SNCF : Bernard Pons, le ministre des transports, et Anne-Marie Idrac, son secrétaire d'État, reçoivent lundi 8 janvier et mardi 9 janvier l'ensemble des organisations syndicales de la SNCF. A la fin du dernier conflit, le ministre avait informé les syndicats qu'il souhaitait les « rencontrer de façon régulière pour examiner les questions qui dépendent de l'État ».

## Acteurs économiques hors « modèles »

SOUS UN PRÉTEXTE pédagogique - ce livre s'adresse autant à des étudiants qu'à un grand public -, Mokhtar Lakehal, qui enseigne à l'université de Paris-XII-Créteil, aurait pu « pasticher » son discours. Il n'en a rien fait, ce qui donne à son analyse économique un fumet rare pour ce genre d'ouvrages. Remettant les choses à plat, afin d'éviter les ombres portées aux faux-fuyants, notre auteur a pris le parti de sortir des acteurs des « modèles » dans lesquels les orthodoxes les ont corsetés, depuis des lustres, sous forme d'abstractions, avec ou sans équations.

Ce sont donc des figures réelles du paysage économique qui défilent dans la galerie de ses chapitres. On trouve ainsi le producteur, l'investisseur, le consommateur, le banquier, le travailleur, le citoyen. L'auteur regarde comment ont évolué les comportements de chacun, les théories qui ont accompagné leur parcours historique, les nouvelles réalités auxquelles ils sont confrontés,

avant de réécrire sur la nature de leurs actes.

En lisant cet ouvrage à la lumière de nos préoccupations, on s'interroge de tant d'idées reçues, propagées à l'envi et dénoncées courageusement par Mokhtar Lakehal. Il est, par exemple, rappelé que l'entreprise n'a pas pour but de fournir de l'emploi mais de secréter de la richesse, porteuse ensuite de chances d'ouvrir de nouveaux débouchés au travail. Dans la veine schumpeterienne, il définit aussi, paradoxalement, la production comme « une destruction utile de richesse ». Ne confondons point en effet toute demande avec un besoin. Pour l'économiste libéral orthodoxe, écrit-il, « le gadget fabriqué en série avec des matières premières non renouvelables n'apparaît pas comme un gaspillage de ressources. [Il] ne veut pas assimiler cet acte à une destruction inutile du patrimoine que doivent hériter les générations futures. Car sa conception de la production est entièrement démunie du sens de la durée et le mot « entropie » est totalement étranger à son mode de raisonnement ».

Il n'est donc pas étonnant que Mokhtar Lakehal souhaite remplacer la notion de PNB par habitant

par celle de l'« indice de développement humain », lancée par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), tenant compte des multiples indicateurs du degré de bien-être atteint par chaque peuple. Selon ces critères, les trois premières nations du palmarès étaient, en 1992, le Japon, les États-Unis et... les Pays-Bas.

L'alpha et l'oméga de la sortie de crise pour les experts officiels est la baisse des taux d'intérêt. Hélas ! lorsqu'on interroge les praticiens des affaires, comme le fait régulièrement l'Insee, sur « ce qui détermine l'investissement », ils répondent (année 1993) par ordre décroissant : les profits escomptés (90 %), la demande (85 %), l'endettement (60 %), les aides fiscales (50 %) et... les taux d'intérêt (30 %).

De même, on sent bien qu'à court terme les effets de l'investissement sur l'emploi peuvent être bénéfiques ou désastreux selon qu'il s'agit d'investissement de capacité ou d'investissement de productivité. Seul élément finalement rassurant : sur le très long terme, les relations investissement-emploi ont toujours été positives.

### DÉCALAGE

Du côté de la consommation, Mokhtar Lakehal poursuit sa révision des concepts économiques orthodoxes. Dans notre société, ce n'est pas tant l'utilité des objets qui compte dans l'acte de consommer que leurs valeurs symbolique et sémiotique. Ils sont « les signes de reconnaissance d'une appartenance à une catégorie socioculturelle ». Sur le chapitre de l'emploi, une question embarrassante : comment se fait-il que l'individu ne vaille plus que par le travail, au fur et à mesure qu'il y consacre moins de temps tout au long de son existence ? « Aucune réponse satisfaisante n'a été donnée », écrit notre auteur, « sinon qu'il y a un décalage entre une culture dominante fondée sur le travail - "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front", dit la Bible - et la structure économique des pays capitalistes développés ».

Mokhtar Lakehal n'hésite pas à aller au fond des choses sur bien d'autres sujets. Son livre fait éclater les cadres du discours économique pour mieux retrouver la chair... et les « pépins de la réalité ».

Pierre Drouin

\*Analyse économique. Actes et auteurs de l'économie, de Mokhtar Lakehal. Editions Larivière, 80, rue de Charanton, 75012 Paris. 304 p., 120 F.

## ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2<sup>e</sup> ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1996 :

25, 26 et

27 mars 1996

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

15 février 1996

Documentation

et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Faoec.

Apprentissage : guide des BTS-DUT

**Le Monde**

**DE L'ÉDUCATION**

Manuel / n° 233 janvier 1996 / 35 F

**PALMARÈS DES PRÉPAS COMMERCIALES**

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Les résultats aux concours des grandes écoles de commerce

Comment bien choisir son lycée et bien se préparer

35 F

LE MONDE

LE HANDE DE L'ÉDUCATION



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**RUGBY** Le Stade toulousain a remporté la première Coupe d'Europe de rugby de l'histoire, dimanche 7 janvier, en s'imposant (21-18) sur le terrain des Gallois de Car-

diff. Après deux essais de Thomas Castaignède (5<sup>e</sup> minute) et Jérôme Cazalbou (9<sup>e</sup>), les Toulousains ont dû attendre la bout de la prolongation pour s'imposer grâce à une pé-

nalité de leur ouvrier Christophe Deylaud. ● LA COUPE D'EUROPE, lancée en août dans la précipitation, a fait ses preuves dès sa première édition. Pour René Bouscatel, le pré-

sident du Stade toulousain, elle a « formidablement accéléré l'évolution des mentalités » des clubs du continent. ● PLUSIEURS CLUBS français, anglais, italiens et gallois ont

créé, dimanche 7 janvier, une association de clubs professionnels, qui envisage de créer une compétition parallèle à la Coupe d'Europe, mais à un niveau inférieur.

## Toulouse est allé au bout de son ambition européenne

Les rugbymen français ont battu les joueurs Gallois de Cardiff (21-18 après prolongation) en finale de la première édition d'une compétition qui ne rassemblait pas encore toute l'élite de la discipline

## CARDIFF

de notre envoyé spécial

Dans la mémoire du public de l'Arms Park de Cardiff, Christophe Deylaud restera à jamais ce buteur aux chaussettes en tire-bouchon qui tournait le dos aux poteaux à chaque pénalité et offrait au Stade toulousain le premier titre européen de l'histoire du rugby. A la dernière minute des prolongations, son élan si peu académique lui a permis d'inscrire les trois points d'une victoire (21-18) qui, dans les annales du club, ne sera certainement pas la plus belle, mais qui pourrait bien rester comme la plus prestigieuse. Les autres prétendants devront désormais battre des records, marquer les esprits par leurs exploits, s'ils entendent accéder à la légende de la Coupe d'Europe. Toulouse y est entré, dimanche 7 janvier, par un match en demi-teinte. Qu'importe : il est devenu le mythe fondateur, et ce grâce à la manie incongrue de son demi d'ouverture.

Ils n'étaient pas nombreux à oser regarder en face les deux montants en cet instant crucial. Entre eux la botte d'Adrian Davies, l'ouvrier de Cardiff, avait plutôt expédié des mauvaises nouvelles pendant près de cent dix minutes. Six pénalités réussies avaient sanctionné des actes d'indiscipline, ces mauvaises habitudes que les Anglo-Saxons fouettaient ne nous pardonnent guère. Quelques autres coups de pied, ratés ceux-là, avaient éviscérés les Toulousains le naufrage, mais avaient rappelé à bon escient à nos Tartarins qu'un Gallois à l'Arms Park n'est pas un trophée facile à conquérir.

La résistance de Cardiff fut belle. Pour être honnête, elle ressembla à de la domination. Après dix minutes de jeu et déjà deux essais toulousains par Thomas Castaignède et Jérôme Cazalbou, les Gallois pouvaient pourtant craindre le pire. Les fulgurances des trois-quarts de Haute-Garonne ne rencontraient qu'une opposition de

principe. A 12-0 s'esquissait alors une large victoire qui n'aurait rimé à rien. Elle n'aurait valu à cette compétition internationale que les quolibets, aurait mis au jour de trop grandes disparités régionales, aurait peut-être tué l'idée européenne dans l'œuf.

## JEAN MONNET DU RUGBY

Les avant-gardes ont su user de recettes éprouvées, contentes, en touche et dans les maids, pour rééquilibrer le jeu et redonner de la crédibilité à cette rencontre de propagande. « Ils ont fait très peu de fautes dans les regroupements. Ils nous ont privés de ballons », analysait Guy Novès, l'entraîneur toulousain. Même l'arbitre irlandais, David McHugh, participa par deux fois au moins à la fête en y installant l'indispensable suspense. A la dernière minute du temps réglementaire d'abord, en sifflant une pénalité en faveur des Gallois qui leur permit de revenir à 15 partout. A la dernière minute de la prolongation ensuite, en soumettant aux nerfs de Christophe Deylaud cette fameuse tentative à 20 mètres dos aux poteaux.

Finalement, il n'est pas immoral que ce coup de pied soit passé, que l'équipe de Toulouse devienne la première championne d'Europe, elle, la première championne de la cause européenne. Le club est au rugby ce que Jean Monnet fut au charbon et à l'acier, un précurseur, un visionnaire (Le Monde du 30 décembre). « Lorsqu'on nous a dit que nous étions en Coupe d'Europe, nous en avons tout de suite fait un objectif important », affirme Emile Ntamack, le capitaine. Sans même parler des Anglais et des Ecossais, qui ont préféré s'abstenir lors de cette première édition, tant de saint Thomas n'ont pas vraiment cru à cette compétition bicolore à la hâte au mois d'août.

Le club français le plus titré commençait, lui, à s'emuer ferme dans l'Hexagone. Dirigeants et joueurs ont trouvé leur bouffée d'oxygène dans ce galop d'essai. Les finances toulousaines également : recettes aux guichets et droits de retransmission devaient laisser aux environs de 1 million de francs de bénéfices. Le budget global du club avoisinait 12 millions de francs, cette rentrée d'argent est un bon début et devrait contribuer à résorber une partie du déficit accumulé, estimé entre 3 et 7 millions de francs selon la manière d'aborder le bilan comptable.

Le Stade toulousain espère bien faire monter rapidement la cagnotte. L'appât du gain sera une bien vaine motivation s'il ne se double d'un instinct de survie. Les dirigeants de Haute-Garonne ont l'intime conviction qu'il leur faut très vite forcer leur vol pour profiter du grand vent du professionnalisme. René Bouscatel, le président du club, est en pointe pour tarabuster Bernard Lapasset, le président de la Fédération française de rugby (FFR), jugé trop méfiant vis-à-vis de l'argent. Il souhaite obtenir un championnat de France plus resserré et la création d'une ligue des clubs professionnels (voir l'entretien ci-dessous). Il est un membre actif de la nouvelle Association internationale des clubs, qui veut donner une vie plus d'ampleur à la Coupe d'Europe.

Toulouse appartient à cette aristocratie de grands clubs qui savent qu'il leur faudra désormais des moyens financiers nettement accrus s'ils ne veulent pas perdre leur rang. Cardiff, son adversaire d'un jour, est également à la pointe des rénovateurs. Dimanche, après le match, Jonathan Davies était interrogé sur la pertinence d'une pénalité qui avait tout coûté à son équipe, y compris de l'argent. « Si l'arbitre a vu qu'il y avait une faute, c'est qu'il y avait forcément une faute. Il n'y a même pas à en parler », a-t-il répondu. Tant que perdurera un tel esprit, que peut craindre le rugby ?

B. H.

René Bouscatel, président du Stade toulousain

## « La Coupe d'Europe a formidablement accéléré l'évolution des mentalités »

« Quel bilan tirez-vous de cette première Coupe d'Europe ? »

« Elle était une nécessité. Elle a été un succès populaire et médiatique. Elle va tirer le niveau du rugby vers le haut au lieu de continuer à le niveler par le bas, comme dans notre championnat. Cette première compétition officielle entre clubs européens a permis spontanément une véritable solidarité avec les Britanniques et les Italiens. Nous nous sommes rendus compte que nous avions les mêmes problèmes, même si les solutions peuvent être différentes. »

« La Coupe d'Europe a également provoqué dans les clubs français un changement d'état d'esprit. Alors que chacun regardait dans son pré, il y a eu un échange d'idées qui ne peut être que bénéfique. La concertation avait commencé avec la création de l'Union des présidents de club. Elle se poursuit avec cette Coupe d'Europe, qui a formidablement accéléré l'évolution des mentalités dans tous les clubs concernés. »

« Les grands clubs français ont finalement abouti à l'idée de demander la création d'une ligue professionnelle. Pourquoi ? »

« La loi de 1984 prévoit que toute discipline sportive, dès lors qu'elle comporte un secteur professionnel, doit obligatoirement créer soit une ligue, soit une commission pour gérer de manière autonome ce secteur. Dès lors que la Fédération française de rugby a reconnu que la plupart des clubs de première division ne pouvaient plus rester sous forme d'associations loi de 1901, mais devaient s'organiser en sociétés anonymes ou d'économie mixte, dès lors qu'il est admis que le joueur est lié par un contrat de travail au club qui paie des cotisations sociales, il y a ipso facto un secteur professionnel. Il faut donc en tirer les conséquences sur le plan juridique. La ligue nous paraît simplement plus adaptée. Créer une ligue ne signifie pas se liquer contre la fédération. »

« Vous n'hésitez pourtant pas à vous opposer parfois à la fédération ? »

« Nous considérons que la fédération n'a pas de projets pour l'avenir du rugby de haut niveau. L'image des clubs a toujours été sacrifiée par politique au profit de l'équipe de France. Il ne suffit pas de dire qu'il y a un groupe d'internautes qui seront profes-

sionnels et que les clubs resteront amateurs pour régler les problèmes. Ce projet est utopiste. Il faut surtout que nous puissions participer à la négociation sur certaines recettes qui sont pour l'instant discutées par la fédération sans que nous soyons consultés. »

« Comment trouver ces ressources supplémentaires ? »

« Cela va se faire grâce à l'internationalisation des compétitions et des relations entre clubs. Également par un resserrement du championnat de France. S'il était plus équilibré, plus clair, plus simple, il pourrait recevoir des droits de télévision beaucoup plus importants. Cela demandera une petite révolution culturelle. »

Certains clubs devront se regrouper pour rester dans l'élite. A Toulouse, nous voulons rester formateurs. Nous avons 596 licenciés et une école de rugby de plus de 250 garçons. Nous ne voulons pas être un club professionnel qui paie trente-cinq joueurs et c'est tout. »

Propos recueillis par Benoît Hopquin

## Une ligue professionnelle en préparation

DES REPRÉSENTANTS de grands clubs français, anglais, italiens et gallois se sont réunis, dimanche 7 janvier à Cardiff, en marge de la finale de la première Coupe d'Europe. « Des discussions constructives ont eu lieu à propos des contrats des joueurs, des compétitions et des développements du rugby en Europe, indiquaient-ils dans un communiqué. Il a été convenu de créer l'Association des clubs de rugby professionnels. D'autres réunions ont été décidées. Des représentants vont désormais retourner dans leurs pays respectifs pour discuter de cela avec leurs clubs. »

Trois clubs français étaient présents ou représentés : Castres, Toulouse, Bègles-Bordeaux. Les autres signataires, qui n'hésitent pas, dans l'intimité de leur association, à revendiquer leur professionnalisme, sont Cardiff, Swansea, Mill, Trévise, Leicester, Sale, Harlequins, Bristol et Bath. Autant dire la gotha du rugby de cet hémisphère.

L'association a notamment proposé l'augmentation du nombre des clubs participant à la Coupe

d'Europe. Il passerait à vingt participants en quatre poules de cinq. Les rencontres se feraient en matches aller et retour, ce qui porterait à huit le nombre de matches de qualification, contre trois actuellement. L'idée d'une coupe d'Europe de second rang, sur le modèle de la Coupe UEFA en football, a également été évoquée.

Les présidents des fédérations nationales n'avaient pas été conviés à cette réunion. Ils n'auraient sûrement pas appris avec plaisir les projets qui se tramèrent dans leur dos. La prochaine réunion de l'association doit avoir lieu avant la rencontre France-Angleterre, le 20 janvier. Le 19 janvier, Bernard Lapasset, président de la FFR, doit soumettre aux quarante clubs de première division français son projet de statut et ses propositions d'avenir. L'Union des clubs a réclamé sans attendre la création d'une Ligue nationale. Les grands clubs veulent à l'évidence prendre de vitesse leurs autorités de tutelle par la politique du fait accompli.

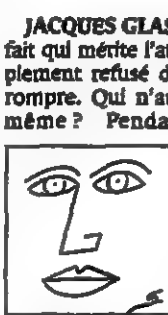
B. H.

■ **BOXE** : Laurent Boudouani a conservé son titre de champion d'Europe des super-moyens, samedi 6 janvier, à Levallois. Le Français a battu, aux points, l'Espagnol Javier Castillejo. Boudouani envisage maintenant de s'attaquer au titre mondial que détient l'Américain Terry Norris.

■ **ANATOLIE** : Wamba a été destitué de son titre après avoir renoncé à le mettre en jeu dans les délais, soit le 3 février. Champion du monde des poids lourds-légers WBC depuis 1991, le Français avait été blessé en 1995 et s'était vu accorder un délai supplémentaire aux neuf mois réglementaires. Son challenger, l'Argentin Marcelo Dominguez, devient tenant du titre.

■ **ATHLÉTISME** : Les épreuves olympiques d'Atlanta vont être réaménagées, a annoncé, samedi 6 janvier, Primo Nebiolo, président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Les nouveaux horaires permettront aux Américains Michael Johnson et Carl Lewis de tenter respectivement le double 200 m-400 m et saut en longueur-200 m.

■ **TENNIS** : la Croatie a gagné la Hopman Cup, samedi 6 janvier, à Perth (Australie). Goran Ivanisevic et Iva Majoli doivent leur succès au forfait de Marc Rosset. Pris de colère, dans le double final, le Suisse, qui jouait aux côtés de Martina Hingis, a donné un coup de poing dans un panneau publicitaire et s'est fracturé un os du poignet. (Reuters.)



PORTRAIT

JACQUES GLASSMANN n'a rien fait qui mérite l'attention. Il a simplement refusé de se laisser corrompre. Qui n'aurait pas fait de même ? Pendant les vingt-quatre heures qui ont précédé ce match de la 36<sup>e</sup> journée de championnat de France, le 20 mai 1993, entre Valenciennes et l'Olympique de Marseille, le joueur a cru son attitude « normale ». « Je ne suis pas un héros, explique-t-il. Je ne suis pas un pompier qui se jette dans l'eau glacée pour secourir quelqu'un qui se noie. » Il était simplement un homme qui dénonçait une vilaine combine. Il n'y a pas de quoi épiloguer.

Chacun a sa vision du monde. Dans celui de Jacques Glassmann, il est dans l'ordre des choses de décliner « vingt boulettes » pour « lever le pied ». « Pour moi, c'était une trahison. Je défendais les intérêts de Valenciennes. C'était une ville et un club que j'aimais. Six ans que je jouais avec des pots, pour des supporters. Je n'avais pas le droit. » L'interminable procès qui a découlé de son geste l'a convaincu que tout n'était pas aussi simple. Pendant deux années, il a frotté ses convictions à d'autres qui en appelaient moins à la morale qu'au pou-

## Jacques Glassmann espère avoir enfin mérité une vie normale

voir et à la passion. Heureusement que les siennes étaient solidement chevillées.

Jean-Pierre Bernès l'a surnommé ironiquement « M. Propre ». D'autres l'ont traité, avec un riche mauvais, de « justicier ». Jacques Glassmann ne se prend ni pour l'un ni pour l'autre mais, en même temps, ne comprend pas en quoi cela peut bien être péjoratif. Il a discuté avec des enfants des cités, à Valenciennes. Ils se sont moqués de lui, lui ont reproché de ne pas avoir empoché les 200 000 francs. « C'est un problème de société. Aujourd'hui, on laisse couler. Maintenant les choses normales sont tellement bizarres qu'elles paraissent anormales. Si quelqu'un se fait agresser dans le métro, personne ne bouge, pour son malheur. » Jacques Glassmann a bougé, pour son malheur. « Je ne suis pas sûr que mon exemple donne envie aux autres de parler. La vérité n'est pas toujours bonne à dire. » Il se ravise aussitôt : « Malgré tout, elle est bonne à dire. »

**DÉCORATION POSTHUME**  
« On se passerait de vivre des trucs comme ça. C'est tombé sur moi. » Alors il a bien fallu subir. Des hommes l'ont haï, l'ont insulté. Ils l'ont hué dans les stades, ces dévots à la foi de charbonnier qui se retrouvaient privés de leur grand-messe et ne voulaient pas savoir pourquoi. « Au bout de deux ou trois matches, c'était devenu une habitude. Les gens venaient voir la bête

curieuse, j'étais un bouc émissaire facile, j'étais surpris quand il n'y avait pas de sifflets, comme à Laval ou à Bastia. »

Maintenant, deux ans et demi après, voilà que d'anciens vouldraient le canoniser. Les responsables de la Fédération internationale de football (FIFA) devaient lui remettre, lundi 8 janvier à Milan, le Prix du fair-play. « Je suppose que ça m'honore. Mais, en même temps, je n'aime pas trop ça. » Pour un footballeur de trente-trois ans, cela ressemble fort à une décoration à titre posthume.

De plus humbles n'ont pas attendu si longtemps pour lui témoigner leur sympathie. Le joueur a reçu environ 2 000 lettres signées au milieu des torchons anonymes. « Elles m'ont toutes touchées. Il y avait un échantillon complet de la population française. Des enfants ou des dames âgées. Des chômeurs, des prêtres, des toubibs, des instits. » Une mère de famille lui a écrit qu'elle avait un exemple à donner à ses enfants. Le joueur a chaque fois répondu d'une carte de remerciements. Le chanteur Jean-Jacques Goldman a été parmi les rares personnalités à oser affronter la vindicte et lui adresser une lettre ouverte de soutien.

Les autres, il préfère ne pas en parler. Les dirigeants de Valenciennes qui l'ont abandonné au bout de son contrat. Les présidents de clubs qui se sont rétractés pendant ses huit mois de chômage, intéressés par le joueur mais rebutés

par le pestiféré. Tous l'ont condamné à partir. L'Alsacien vit aujourd'hui à la Réunion. Il joue à Saint-Rose dans un modeste club de division d'honneur. Il a un poste à l'office municipal des sports, entraîne l'équipe « cadets » et sert de consultant sur une radio locale. Il compte rester dans l'océan indien jusqu'en décembre.

Bernard Tapie, lui, tourne un film avec Claude Lelouch. Jean-Jacques Eydelie et Christophe Robert rejoignent au football en métropole. Jorge Burruchaga est retourné finir sa carrière en Argentine. Tous, à peine condamnés, sont déjà réhabilités. Les passions se sont éteintes. Le monde du football a repris son cours normal. Marseille va peut-être retrouver enfin sa place en première division. Jacques Glassmann se prend à espérer que son exil s'achève : l'autre jour, au comptoir de l'aéroport à Saint-Denis, un supporter de l'OM est venu lui serrer la main.

Le paria a eu le temps de méditer à l'autre bout du monde. « Dans cette affaire, j'ai beaucoup appris sur les hommes. » Il a déjà couché quelques-unes de ces réflexions sur le papier. Il aimerait en faire un livre. « Pas sur moi, pas sur l'affaire mais sur tout ce que j'ai vu. » Il s'est fait offrir une machine à écrire à Noël. Ne reste plus qu'à trouver les mots. André, sa compagne, l'y aidera sans doute. Elle avait si bien su l'apaiser par ses paroles, le conforter dans sa décision pendant

les vingt-quatre heures où, pour la première fois de sa vie, il avait fumé un paquet de cigarettes. Avant même d'avoir rédigé le manuscrit, le couple se demande déjà à quelle cause attribuer les éventuels droits d'auteur.

Ce fut bien là la maladresse fondamentale des corrupteurs. Ils auraient dû se demander pourquoi un garçon qui dispute son premier match de Coupe d'Europe à seize ans et demi n'avait pas réussi une plus belle carrière. Ils auraient découvert cet orgueil rebelle qui lui a déjà tant coûté pendant ses douze ans de professionnalisme. Ils auraient compris que cet homme ne cherche pas à devenir un milliardaire ou un héros. Mais simplement à mener une vie d'honnête homme.

B. H.

■ **COUPE DE LA LIGUE** : Guingamp et l'Olympique de Marseille (D2) ont créé les deux surprises des huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue, samedi 6 janvier, en éliminant respectivement Nantes (3-2 a. p.) et Saint-Etienne (2-0). Ces deux clubs se retrouveront, mardi 30 janvier, pour les quarts de finale de la compétition. Le tirage au sort a également opposé Cannes au Havre, Lyon à Monaco ou Auxerre et Niort (D2) à Metz ou Lille.

Jens Weisslog  
s'impose  
dans la tourment  
des quatre  
tremplins

À NOUS D



## Jens Weissflog s'impose dans la tournée des quatre tremplins

**SAMEDI 6 JANVIER** en début d'après-midi, un petit homme casqué et tout d'orange vêtus s'élance du haut du tremplin de 120 mètres pour la deuxième fois à Bischofshofen (Autriche). Jens Weissflog, « la puce de Fichtelberg » (1,70 m, 55 kilos), fend l'air pendant une poignée de secondes avant de se poser en télémur à 122,50 mètres. Au premier saut, il avait réussi 126,50 mètres. A trente et un ans, le triple champion olympique (tremplin de 70 mètres à Sarajevo en 1984 sous les couleurs de la RDA ; tremplins de 90 mètres et de 120 mètres à Lillehammer pour l'Allemagne réunifiée) remporte l'épreuve de Bischofshofen et sa quatrième tournée des quatre tremplins (1984, 1985 et 1991), la prestigieuse compétition austro-allemande.

Depuis 1951, la Springertournee réunit chaque année le gotha du saut selon des rites immuables : mêmes lieux, même dates (Oberstdorf le 30 décembre, Garmisch-Partenkirchen le 1<sup>er</sup> janvier, Innsbruck le 4). Ces épreuves, qui attirent traditionnellement de 35 000 à 40 000 spectateurs ont aligné l'appât de victoire de l'Allemand. L'exploit de Weissflog vient quelques jours seulement après l'annonce de son départ à la retraite pour le printemps 1997. Démotivé après une opération au genou pendant l'été 1993, il comptait se consacrer à la gestion d'un hôtel dans la petite station d'Oberwiesenthal, son site d'entraînement en ex-RDA. La prime de 175 000 francs allouée et les sponsors qui ne manqueraient pas de se manifester l'inciteront-ils à revenir sur sa décision ?

## Les championnats de France de patinage ont révélé l'absence de relève

Surya Bonaly a obtenu son huitième titre national

Surya Bonaly a remporté son huitième titre de championne de France, samedi 6 janvier, à Albertville, tandis que Philippe Candeloro et le couple Sarah Abitbol-Stéphane Bernadis ont été sacrés pour la troisième année consécutive. Malgré un éventail de compétiteurs intéressants, le niveau féminin est inquiétant.

**ALBERTVILLE**  
de notre envoyée spéciale  
Sur la glace, les jeunes filles ajustent une dernière fois leur rétro. Les tuniques pastel ou plus criardes trouffoutent. Mais ni la débauche des couleurs ni le crissement des palettes et des strass ne font illusion. Chez les femmes, il y a Surya Bonaly... et les autres. Grippée, le souffle court sur les sauts, la quintuple championne d'Europe a chuté dans le programme technique avant de livrer un maigre programme : seulement quatre triples, dont un discuté. Pourtant, pas une adversaire n'est en mesure de la taquiner. La tête haute, les reins cambrés, la Réunionnaise a l'air d'un petit soldat égaré dans une fête de patronage.

Inquiète pour la santé de sa fille, Suzanne Bonaly lui a suggéré de renoncer. Surya a refusé, assurant ainsi un spectacle duquel Marie-Pierre Leray et Lætitia Hubert étaient déjà absentes. Les habituelles dauphines de Surya sur le podium national depuis 1992, ses suivantes en compétitions internationales, n'étaient pas là. La première, qui s'était sectionné un tendon à l'entraînement il y a un an, a dû subir une greffe de peau. Elle souffre d'une névrose, et une nouvelle opération est sérieusement envisagée. La seconde vient d'être opérée du genou et espère être sur pied pour les championnats du monde en mars. Mais à quel niveau ? Il fallait pourtant attribuer les deux billets restant pour les championnats d'Europe qui se disputent du 22 au 28 janvier à Sofia, même si aucune des sept concurrentes de Surya Bonaly à Albertville ne dis-

pose du tempérament ou de la maturité susceptibles de fléchir les juges en Bulgarie.  
Malika Tahir, la remplaçante de Leray aux championnats d'Europe 1995, à Dortmund, a littéralement craqué dans le programme libre, pour finir troisième. Après la compétition, le bruit courait que l'on pourrait lui préférer, pour Sofia, Vanessa Gusmeroli, qui débutait chez les seniors et qu'une gastro-entérite a empêchée de terminer son programme technique. Le verdict devait tomber lundi 8 janvier. La troisième place devrait être réservée à Véronique Fleury, une Parisienne de dix-huit ans, deuxième samedi.

**« RIEN D'EXCEPTIONNEL. »**  
« On ne rencontre des patineuses de la valeur de Surya Bonaly que une fois par génération, admet Didier Gailhaguet, directeur des équipes de France. Mais l'absence de Marie-Pierre Leray et de Lætitia Hubert pèse lourd, et les virus qui courent n'ont rien arrangé. Le manque de relève chez les filles est évident, alors il faut sauver les meubles. On attend l'arrivée de juniors et même d'espoirs de bon niveau à qui nous allons essayer de l'avenir d'ouvrir le championnat de France senior. »

Malgré l'avantage d'homogénéité, la relève chez les hommes semble encore manquer d'audace. Laurent Tobel, esquivant de 1,88 mètre tout en bras et en jambes (deuxième du programme technique), a séduit par sa gouaille bon enfant. Pas au point d'inquiéter Philippe Candeloro. Celui-ci, Eric Millot et Thierry Cere-  
z forment le tiercé gagnant

dans l'ordre depuis trois ans.  
Dans l'optique des championnats du monde d'Edmonton en mars, les deux meilleurs français - seuls qualifiés pour Sofia - jouent la carte du Par West. Candeloro a dévoilé un programme court sur la musique du film Dune et a présenté pour la première fois en France son Lucky Luke. Eric Millot patine sur un medley de musique de westerns pour le libre et sur La Tosca pour le programme court. « J'ai vu de bonnes choses mais rien d'exceptionnel, estime Didier Gailhaguet. Philippe, qui a été blessé, a deux mois de retard sur son programme de préparation ; quant à Eric, qui souffre d'une trachéite, il n'a pas passé son triple axel. Cela risque d'être juste à Sofia. »

Candeloro et Millot promettent de mettre les bouchées doubles. « Je vais ménager des temps de récupération sur mon libre pour retrouver la pêche sur chaque saut », promet le premier, dont la triple boucle et le triple flip se sont transformés en double. Il a en outre raté sa combinaison triple axel-triple boucle piqué à cause d'une réception sur les deux pieds. « Je ferai tout pour retrouver ma forme physique », assure Millot. Il est avec Sarah Abitbol pour la troisième année consécutive, Stéphane Bernadis se félicite de l'engagement tout neuf pour le couple. Sept paires étaient en lice à Albertville, pour deux ou trois seulement ces dernières années, « parce que, dit Stéphane, il n'y a aucun avenir en individuel pour qui n'est pas capable de réussir au moins les triples sauts ».

Patricia Jolly

## RÉSULTATS

### BASKET-BALL

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

Premier tour retour	89-70
Villeurbanne-Strasbourg	90-84
Levallois-Châtel	75-73
Dijon-Evreux	97-85
Nancy-Limoges	91-67
Antibes-PG Racing	117-106
Montpellier-Gravelines	75-71
Le Mans-Lyon	103-79

Classement : 1. Pau-Orthez, 31 pts ; 2. Limoges, 30 ; 3. Villeurbanne, 29 ; 4. Antibes et Dijon, 26 ; 5. Nancy, 25 ; 7. PSG-Racing, Levallois et Montpellier, 24 ; 10. Evreux, 23 ; 11. Cholet, 22 ; 12. Strasbourg, 21 ; 13. Le Mans, Besançon et Gravelines, 20 ; 16. Lyon, 18.

### FOOTBALL

#### COUPE DE LA LIGUE

Atlético de Madrid	2-0
Real Madrid-Saint-Etienne	1-2
Red Star (D2)-Cannes (D1)	3-1
Lyon (D1)-Amiens (D2)	3-1
Rennes (D1)-Le Havre (D1)	3-4
Nantes (D1)-Guingamp (D1)	2-0 a.p.
Nîmes (D2)-Guingamp (D1)	1-0

Monaco (D1)-Auxerre (D1) (reporté)  
Metz (D1)-Lille (D1) (reporté)

#### CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

Vingtième journée	
Atletico Madrid-Tenریفه	3-1
Athletic Bilbao-Real Sociedad	0-0
Racing Santander-Albacete	5-3
Sporting Gijón-Salamanque	3-2
Séville-St-Jacques-de-Compostelle	0-1
Magnum Barakore-Valladolid	2-0
Deportivo La Corogne-Real Betis	0-0
Valladolid-Oviedo	2-2
Madrid-Real Madrid	2-2
Real Saragossa-Rayo Vallecano	1-1
Celta Vigo-FC Barcelona	1-0

Classement : 1. Atletico Madrid, 48 pts ; 2. Espanol Barakore, 41 ; 3. St-Jacques-de-Compostelle, 39 ; 4. FC Barcelona, 38 ; 5. Valencia, 33 ; 6. Real Madrid, 32 ; 7. Deportivo La Corogne et Real Betis, 31 ; 8. Tenerife, 29 ; 10. Athletic Bilbao et Celta Vigo, 27 ; 12. Real Saragossa, 24 ; 13. Sporting Gijón et Real Sociedad, 23 ; 15. FC Séville, 22 ; 16. Oviedo et Racing Santander, 21 ; 18. Albacete, 20 ; 19. Rayo Vallecano, 19 ; 20. Salamanca et Madrid, 18 ; 22. Valladolid, 14.

#### CHAMPIONNAT D'ITALIE

Stalione journée	
Atalanta-Juventus	0-1
Milan AC-Sampdoria	3-0
Cagliari-Padoue	0-1
Naples-Lazio	1-0
Florence-Livorno	0-2
AS Rome-Fiorentina	2-2
Torino-Parma	2-2
Vicenza-Chiambrisa	1-0
Reggina-Messina	4-1

Classement : 1. Milan AC, 33 pts ; 2. Fiorentina, 30 ; 3. Parma, 28 ; 4. Juventus, 27 ; 5. Lazio et AS Roma, 25 ; 7. Naples et Vicenza, 23 ; 8. Udinese et Lazio, 22 ; 11. Inter de Milan et Sampdoria, 21 ; 12. Cagliari, 20 ; 14. Torino et Fiorentina, 18 ; 16. Bari, 15 ; 17. Padoue, 12 ; 18. Crotone, 10.

#### JUDO

##### CHAMPIONNAT DE FRANCE

Par équipes (dames)  
Final  
SC Lannole-Pont-Pari-Saint-Germain Alliance  
3-1

### Par équipes (messieurs)

Final  
US Orleans-Racing Club de France

4-2

### PATINAGE ARTISTIQUE

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

Couples	
1. S. Abitbol-S. Bernadis (français volants), 1,5 pt.	
2. L. Haddad-S. Privé (Championnat), 3,0 ; 3. S. Guesstaut-F. Guesstaut (français volants), 4,5.	
Dames	
1. S. Bonaly (Française), 1,5 pt. ; 2. V. Fleury (française volante), 4,0 ; 3. M. Tahir (Championnat), 4,0.	
Messieurs	
1. P. Candeloro (Colombien), 1,5 pt. ; 2. E. Millot (français), 3,5 ; 3. T. Cereze (français volants), 5,5.	

### RALLYE-RAID

#### GRENADÉ-DAKAR

##### Quatrième étape

Atari-Zouerat  
(539 km, dont 511 km de spéciale)  
Autos : 1. Masataka-Schulz (Jap.-Aut.), Mitsubishi ; 2. Fontenay-Mourou (Fra.-Mitsubishi), à 11 min 51 s ; 3. Shinzou-Magna (Jap.-Fra.), Mitsubishi, à 14 min 40 s.  
Motos : 1. Meoni (Ita., KTM) ; 2. Trolle (Ita., Cagiva), à 46 s ; 3. Onof (Ita., Yamaha), à 2 min 59 s.  
Classements généraux :  
Autos : 1. Larigue-Perrin (Fra., Citroën) ; 2. Wernbergue-Gallagher (Fra.-G-S, Citroën), à 50 min 59 s ; 3. Masataka-Schulz (Jap.-Aut., Mitsubishi), à 1 h 41 min 3 s.  
Motos : 1. Onof (Ita., Yamaha) ; 2. Arcarons (Esp., KTM), à 42 min 43 s ; 3. Trolle (Ita., Cagiva), à 51 min 43 s.

### RUGBY

#### COUPE D'EUROPE

Final	
Carrif-Toulouse	18-21 a.p.
CHALLENGE DU MANOIR	
Quarts de finale	
Bordeaux-Béziers	21-6
Pau-Perpignan	15-5
Toulon-Bayonne	23-16
Montpellier-Grenoble	27-15

### SKI ALPIN

#### COUPE DU MONDE

Deuxième slalom géant de Marlborough  
1. K. Seizinger (Aut.), 2 min 14 s 30 ; 2. S. Neel (Sui.), 2 min 14 s 98 ; 3. M. Bred (Aut.), 2 min 15 s 01 ; 4. D. Compagnon (Ita.), 2 min 15 s 15 ; 5. M. Soudet (Slo.), 2 min 15 s 36.  
Slalom de Marlborough  
1. K. Seizinger (Aut.), 1 min 45 s 36 ; 2. E. Eder (Aut.), 1 min 45 s 42 ; 3. C. Ragotz (Aut.), 1 min 45 s 48 ; 4. M. Kjørdstad (Nor.), 1 min 45 s 53 ; 5. A. Wachter (Aut.), 1 min 45 s 96.  
Classement général de la Coupe du monde :  
1. M. Bred (Aut.), 642 pts ; 2. A. Wachter (Aut.), 634 ; 3. K. Seizinger (Aut.), 573 ; 4. A. Melander (Aut.), 503 ; 5. E. Eder (Aut.), 440.  
Messieurs  
Slalom géant de Flachau  
1. U. Kienle (Aut.), 2 min 18 s 68 ; 2. A. Tomba (Ita.), 2 min 19 s 19 ; 3. M. Von Grunigen (Sui.), 2 min 19 s 23 ; 4. S. Locher (Sui.), 2 min 19 s 42 ; 5. L. Kjus (Nor.), 2 min 19 s 67.  
Slalom de Flachau  
1. A. Tomba (Ita.), 1 min 41 s 05 ; 2. M. Reher (Aut.), 1 min 41 s 25 ; 3. J. Koser (Slo.), 1 min 41 s 45 ; 4. T. Skjora (Aut.), 1 min 41 s 48 ; 5. S. Arnetz (Ita.), 1 min 41 s 96.  
Classement général de la Coupe du monde :  
1. L. Kjus (Nor.), 956 pts ; 2. M. Von Grunigen (Sui.), 990 ; 3. A. Tomba (Ita.), 936.



## Une nouvelle année commence.

Pour nous, c'est d'abord l'occasion de vous présenter nos meilleurs vœux ; c'est aussi ne rien négliger pour que le train soit plus que jamais la réponse à vos attentes. Nous avons déjà mis tout en œuvre pour que le trafic soit assuré pour les vacances de Noël. Nous nous excusons auprès de ceux qui auraient malgré tout rencontré quelques difficultés. Bien sûr, nos efforts ne s'arrêteront pas là. En 1996, nous voulons que le train soit synonyme de service, de qualité et de performance. Merci à tous ceux qui nous font confiance. Merci à tous ceux qui préféreront le train cette année.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

**SNCF**



## Les jeux vidéo virtuels s'implantent en France

Loin des tristes « salles d'arcades », les exploitants investissent des fortunes pour proposer des engins de simulation sophistiqués à un public élargi

**HARNACHÉ** sur son siège, les yeux fixés sur l'écran, la main sur la manette, il détruit les chasseurs ennemis, pivote de gauche à droite, bascule dans tous les sens à une vitesse folle, se retrouve la tête en bas pour un dernier looping. « C'est trop bien ! », lâche-t-il à la sortie du « chasseur », les jambes flageolantes. C'est trop mortel ! » Habitue des salles de jeux vidéo parisiennes, Laurent, dix-huit ans, se targue de les connaître toutes. Pourtant, il est tout éberlué par ce qu'il vient de découvrir : « Là, c'est des sensations... »

On est... la... dans une de ces salles qui devraient se multiplier en France ou, dans un bruit assourdissant, se côtoient des machines vidéo. Une salle d'arcades ? Plus tout à fait. La propre des lieux, l'affabilité du personnel, les 1 500 mètres carrés de moquette, font de La Tête dans les nuages un lieu différent des salles où les adolescents traînent leur ennui. « Ce n'est pas une salle d'arcades mais un centre de loisirs », revendique Philippe Herboche, directeur des opérations de la SDVI, la société qui exploite l'enseigne.

À l'origine étaient les salles d'arcades - ou jeux d'arcade (arcade games, en anglais) -, venues des États-Unis et qui tiendraient leur nom de « leur situation dans les galeries marchandes des zones commerciales, où il y avait des arcades », selon Pierre Bruno, auteur des jeux vidéo (Syros, 1993). Le lieu relève d'un « genre défini pour un public d'ados et populaire ». Le passant - très rarement la passante - vient s'y dévouler en manipulant une manette devant un écran. Au menu : courses de voitures et combats, pour l'essen-

tiel. « Les salles sont plus ou moins bien fréquentées », raconte Serge, étudiant en médecine et client occasionnel : dans certaines, il y a des gens un peu louches, où l'on vous propose du hash. »

Rien de tel à La Tête dans les nuages, endroit aseptisé où il est interdit de manger et de fumer. Avec ses cent quatorze machines, son espace pour les tout-petits, son McDonald's, ses jeux virtuels, « c'est plutôt le style pop-art », résume le gérant d'une salle classique, qui assiste avec envie au développement de ces mastodontes contre lesquels les « petits » ne peuvent lutter. Une première salle à Amiens, en 1994 ; une deuxième boulevard des Italiens, à Paris, en avril 1995 ; une troisième, place d'Italie, en décembre : La Tête dans les nuages a de l'ambition, et des moyens.

### 10 FRANCS LES 3 MINUTES

L'ambition ? Ouvrir trois salles chaque année en France, au cœur des agglomérations d'au moins 300 000 habitants. Les moyens ? Le simulateur de ski vaut « plus de 200 000 francs », le vaisseau spatial « plusieurs millions », la salle dans son entier « plus de 100 millions de francs », affirme Philippe Herboche. La SDVI, qui paie une franchise à Sega pour avoir l'exclusivité de l'enseigne, est un groupe constitué d'investisseurs privés, parmi lesquels l'ancien pilote Alain Prost. « On a eu de grosses difficultés à les convaincre », avoue M. Herboche, à leur montrer que ce concept se différencie des salles de jeux par sa clientèle. Ces salles drainent une partie

de la clientèle classique des jeux d'arcades. Mais leurs directions revendiquent aussi un public qui signorait jusque-là. « On voit, entre 12 heures et 14 heures, des cadres de la Bourse, le soir des gens qui sortent du théâtre, le samedi des parents qui laissent leurs enfants le temps d'aller faire leurs courses, le dimanche des grands-mères qui accompagnent leurs petits-enfants à la sortie du cinéma », raconte l'un des directeurs. Une clientèle haut de gamme, peut-être séduite par le concept mais aussi issue d'une sélection par l'argent. Les huit minutes de « vol » en navette spatiale reviennent à 30 francs. Laurent, le jeune homme fasciné par ses quelques minutes dans le pseudo-cockpit, reconnaît avoir « chaque 100 balles », en mois quarts d'heure. Normal, puisque, en moyenne, trois minutes de jeu coûtent 10 francs.

« On n'a rien inventé, on a franchisé un concept japonais », raconte Philippe Herboche, en expliquant qu'au Japon la visite dans les salles de jeux vidéo est une sortie « familiale ». Un concept auquel correspond sans doute un nouveau marché, mais qui suppose aussi des capacités financières. « Ils font une concurrence déloyale à la profession, c'est la puissance d'argent contre des artisans », tempête Claude Tastre, le président de la Confédération



DESSIN DE FRANÇOISE ROUSSET

française de l'automatique, le syndicat de la profession. Le nombre de salles de jeux est en nette régression, alors que notre profession leur a servi de tremplin. »

Une seule société est en mesure de rivaliser : Jeux-Video's, fondée en 1991, importatrice du premier bowling et du premier jeu-box en France, et exploitante de plusieurs salles d'arcades à Lyon, à Nancy et à Paris. Celle du boulevard de Sébastopol, à Paris, est en transformation. Huguette Pêche, PDG de la société, y prépare l'ouverture d'un « centre de loisirs familial », doté des derniers modèles.

Une promesse : « Le sous-sol, ça va être l'an 2025 ! Nous sommes partis dans le grandisme. » Pour M<sup>me</sup> Pêche, qui se rend aux salons spécialisés au Japon comme aux États-Unis, « le jeu vidéo est arrivé dans les familles depuis l'engouement pour les consoles Nintendo ». « Les gens s'ennuient », ajoute-

Marie-Pierre Subtil

elle, il existe donc « une très forte demande ». Dans la salle, les machines virtuelles ont déjà fait leur apparition. Bangali, un habitué âgé de quatorze ans, en donne une assez bonne définition : « Les parents ne jouent pas aux jeux de combats, ils jouent aux jeux de virtualité, où l'on met un casque et c'est comme si l'on y était. » Lui-même apprécie de manier « des choses que l'on ne peut pas [utiliser] dans la réalité, comme des boules de feu... C'est amusant. » A quelques mètres de là, Jean-Yves, étudiant en BTS de comptabilité, dévale une pente : les pieds sur deux planches, les mains accrochées aux bâtons, il fléchit les genoux, se penche, son corps oscille ; sur l'écran, le skieur « répond » à tous ses gestes. « C'est génial, s'écrit-il, la partie terminée, on a l'impression qu'on est sur la neige. » A-t-il fait du ski ? « Non, jamais. »

Philippe Baverel

### Des hypermarchés en or

Avec l'or, les hypermarchés pensent avoir trouvé un excellent filon. Alors que le gramme d'or 18 carats peut atteindre 588 francs chez les bijoutiers, selon une enquête publiée par *Que Choisir* en décembre 1995, la grande distribution a cassé les prix et représente désormais 15 % des ventes, en valeur, de bijoux en or. Chez Leclerc, qui fut le premier grand distributeur en 1986 à mettre de l'or dans ses rayons et réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, comme dans les hypermarchés Auchan et Carrefour, les prix varient de 121 à 140 francs le gramme. Plus inattendu, Tati, le roi du textile de premier prix, a ouvert en septembre

1994, en plein Barbes, une boutique « Tati Or » qui propose une alliance à 139 francs.

Bien que la réglementation permette depuis 1994 de fabriquer et de commercialiser des ouvrages en or tirant 14 carats et 9 carats, cette « démocratisation » du métal jaune n'a en rien affecté l'attachement séculaire des Français pour le 18 carats, certifié par l'Etat, qui appose le fameux poinçon à tête d'aigle sur les bijoux. « Le 14 et le 9 carats ont fait flop, constate Gérard Adan, président de la Fédération nationale des horlogers-bijoutiers. Trop proche du 18 carats, le 14 carats est à peu près inexistant. Quant au 9 carats, il ne

représente guère plus de 2 % du marché ; encore s'agit-il d'une vente de substitution qui a pris la place du vermeil et une part du plaqué-or. »

« La concurrence est telle sur le 18 carats que les prix se sont effondrés. Si bien que le différentiel entre le 18 et le 14, voire le 9, n'est finalement pas très important », renchérit Olivier Petit, directeur du marketing de la coopérative Bijoutiers de France (250 boutiques). A la différence des Allemands et des Britanniques, les Français, comme les Italiens, boudent ostensiblement les alliages de 9 ou 14 carats.

La grande distribution s'est d'ailleurs bien gardée de vendre des bijoux d'une teneur en or inférieure à 18 carats. Cette

démocratisation est allée de pair avec une délocalisation des lieux de consommation. « Les bijoutiers qui souffrent le moins de la grande distribution sont ceux qui en sont le plus proches géographiquement », énonce Olivier Petit. « Les consommateurs comparent sur place les prix de nos bijoux et ceux de la galerie marchande », constate-t-on chez Carrefour. Implantés au cœur des grandes villes, les rayons or de Tati échappent à ce mouvement centrifuge. Il est vrai que, sur ce terrain également, la clientèle est devenue des plus éclectiques. « Cela va de la mère de famille qui vient habiller ses enfants à la bourgeoise du seizième », affirment les dirigeants de la maison au vichy rose.

Philippe Baverel

P. Kr.

**CHEZ FORD CADEVA PARIS OUEST**

**ECONOMISEZ JUSQU'À 19.000 F\***

Fiesta - 10.000 F    Escort - 14.000 F    Mondeo - 14.000 F    Scorpio - 19.000 F

\* y compris prime qualité auto et autres constructeurs pour reprise véhicule de - de 8 ans.

129, 514 Jean Jaurès - 92 Clichy - 47.39.71.13

**Vente de Véhicules récents**

Faibles kilométrages

Millésime 96

Garantie 1 an ou 12.000 Km

Possibilité d'essai ou financement intéressant

**AVIS CENTRE OCCASION**

5, rue Bixio - 75007 PARIS

**(1) 44.18.10.65**

**Pascal Bonnet**

**OFFRE SPECIALE JUSQU'AU 31 JANV 1996**

**REPRISE MINIMUM DE VOTRE VOITURE**

**12.000 F\* TTC**

\* OU PLUS, SI SON ETAT LE JUSTIFIE, POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN RÉCENTE, ZX, XANTIA, ÉVASION, XM, 7.000 F\* TTC

**POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN AX**

♦ GARANTIE ♦ PRIX INTÉRESSANTS ♦

♦ CRÉDIT À LA CARTE ♦

**EN ÉCHANGE DE CETTE PUBLICITÉ**

PARIS 15e 10, Place Etienne Parnet Tél. (1) 63 68 15 15

PARIS 14e 50, Boulevard Jourdan Tél. (1) 45 89 47 47

PARIS 18e 58 bis, Avenue Jean-Jaures Tél. (1) 42 08 86 60

**CITROËN FÉLIX FAURE, moi j'aime...**

**Géant OCCASIONS GROUPE NEUBAUER**

**300 OCCASIONS TOUTES MARQUES, GARANTIES Notre sélection, cette semaine :**

TIWINGO "EASY" Clim. AM 95	10.500 Km
TIPO Téo D SX 97, 24V 99	12.200 Km
309 GTI SP AM 92	26.500 Km
318i CAB. Autom. AZI 93	15.700 Km
PUNTO CAB. 608 AM 95	9.900 Km
406 STYLE Autom. 1.9 AZI 95	11.000 Km
19 GTS AM 92	42.500 Km
106 GREEN SP AM 95	9.900 Km
NOVER 210 SL Téo D AM 95	16.500 Km
IBIZA 1.4 CLX AM 95	6.450 Km

229, Bd. Anatole-France 93200 SAINT-DENIS 49.33.60.60

à 300 m du métro Mairie de St. Denis

**Mercedes 250 Diesel..... 91**

**Mercedes S 350 Turbo D... 94**

**4x4 ARO 18.000 Km..... 95**

**Ford Fiesta..... 89 - 92**

**Opel Corsa..... 89**

Mandataire CEE 123.95

**CARS CHEAP IMPORT**

26 rue Desnouettes - 75015 PARIS

Tél : 45.31.96.00

**Renault Pompe vend son parc de véhicules de direction :**

48 modèles à prix exceptionnels

LAGUNA RXE 2.2 - ABS - Châssis 4x6 W 02 - Alarme - Pont central - 13.000 Km - 125 000 F

SAFARI AT 2.8 - Radio JACO - Alarme - Clim - Pack confort - Vitres élec. arrières - 11.000 Km - 125 000 F

ESPACE RXE V6 - Juno - 2 TD - CD - Clim - Pré-équipement téléphone - 12.000 Km - 179 500 F

CLIO RX 1.5 D - 5 portes - Première main - Vitres teintées - 10.500 Km - 75 000 F

LAGUNA RX 2.2 - Peinture métallique - 100 000 F

- Moins de 20.000 Km - Millésime 95

**Renault Pompe**

50 rue de la Pompe

PARIS XVIème

**45.03.75.75**

CHACQUE SEMAINE, RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE"

Pour vos annonces publicitaires contactez Paula GRAVELOT 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

44.43.76.23







**ARCHITECTURE** L'ancienne chocolaterie Menier, située sur les bords de Marne à Noisiel, vient de changer d'affectation. Ses bâtiments, dont plusieurs sont protégés par

l'administration des Monuments historiques, ont été transformés et abritent désormais les bureaux de la société Nestlé-France qui a regroupé ici la plupart de ses filiales. ● PHILIPPE

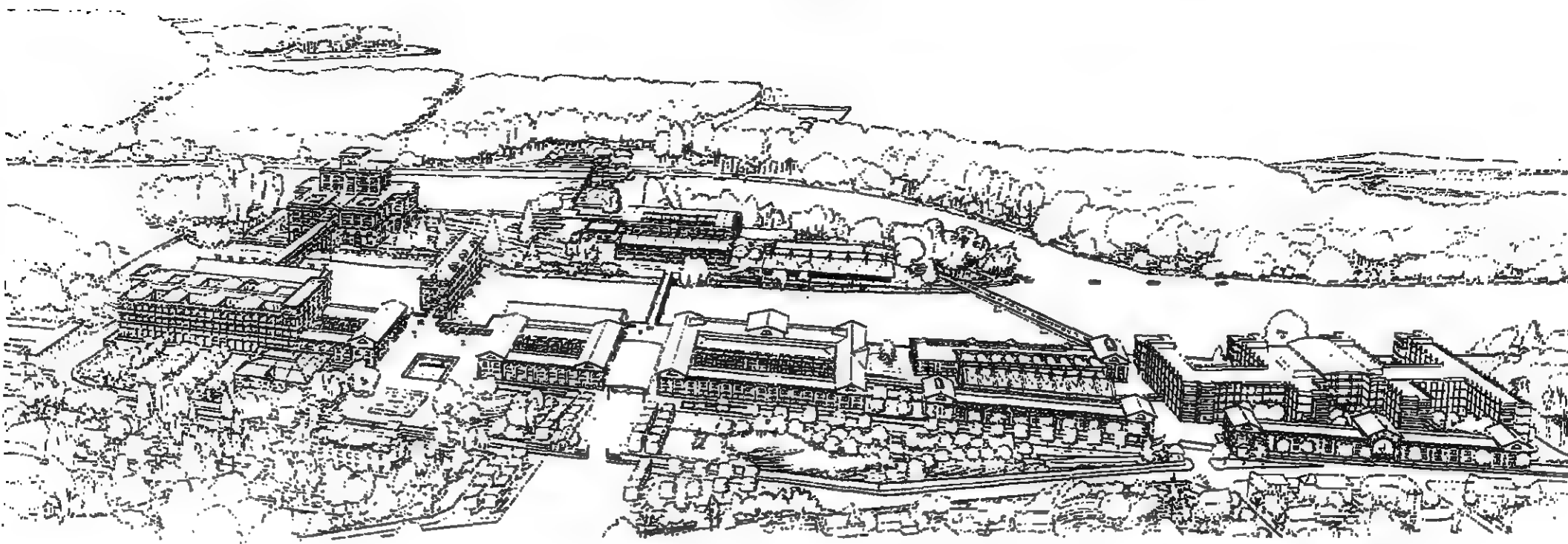
ROBERT ET BERNARD REICHEN, architectes spécialisés dans le réaménagement de bâtiments anciens, ont monté leur savoir-faire. Faisant

habilement dialoguer les constructions d'origine et les nouvelles, ils sont également intervenus sur l'environnement extérieur de ce site de 14 hectares. ● UN SITE et une architecture qui témoignent d'une aventure

industrielle : celle des Menier, barons du chocolat de père en fils pendant plus d'un siècle. Et qui pourraient donner des idées pour l'aménagement d'autres sites industriels désaffectés.

## Nestlé-France s'installe dans l'ancienne chocolaterie Menier

La branche française du groupe agroalimentaire a confié à deux architectes spécialisés dans la réhabilitation du patrimoine industriel du XIX<sup>e</sup> siècle la transformation d'une usine des bords de Marne



Vue panoramique du site, dessin du cabinet d'architectes Reichen et Robert.

POUR Philippe Robert, « l'histoire de l'architecture est une suite de manipulations ». Et comme pour rendre plus évidente cette définition, il s'attache depuis vingt ans, avec son complice Bernard Reichen, à « créer dans le réel ». Ils ont commencé par installer des logements dans des fabriques désaffectées. Puis leurs réussites les plus notables ont été les réaménagements de la Grande Halle de la Villette à Paris et de celle de Tony-Garnier à Lyon. Les deux architectes viennent de signer leur intervention la plus ambitieuse à Noisiel (Seine-et-Marne) : la transformation en bureaux d'une unité de production industrielle – la chocolaterie Menier – fragmentée sur plus de 14 kilomètres. Sans dénaturer l'architecture de cet ensemble de bâtiments, dont plusieurs sont protégés : le moulin Saulnier, à cheval sur la Marne, est classé depuis 1992 ; la halle métallique et la « cathédrale », énorme nef de béton dressée sur l'île, au milieu de la rivière, avec son pont qui la relie à la rive, sont inscrites à l'inventaire supplé-

mentaire des Monuments historiques, depuis 1986. Ce travail exemplaire permet de sauvegarder un élément essentiel du patrimoine industriel. Sa réaffectation réussie prouve que la destruction de ce type d'édifice n'est pas une fatalité. Encore fallait-il prouver au propriétaire, Nestlé-France, l'intérêt de l'opération.

La multinationale avait acquis l'ancienne usine Menier en 1988, en même temps que la société Rowntree-Mackintosh, qui fabriquait à Noisiel des friandises chocolatées. Mais cette production a été délocalisée à Dijon en 1991. Que faire de ce terrain de 14 hectares, dont plus de 6 sont occupés par des bâtiments réputés inutilisables ? Comme toujours, on pensa y loger des institutions culturelles – mais lesquelles ? Un tel parti aurait pu s'appliquer aux édifices protégés. Au prix de la destruction des autres éléments. Plus prosaïquement, ces bords de Marne auraient pu servir de cadre à une juste opération immobilière : la commune de Noisiel, à 18 kilo-

mètres de la porte de Bercy, desservie par la ligne A du RER, fait partie de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Par chance, Nestlé-France cherchait un site pour regrouper l'ensemble de ses filiales. Elle hésitait entre une tour de la Défense et un « business park ».

« L'imagination est démultipliée par ce qui existe. Et, à Noisiel, les plus grands architectes-ingénieurs du XIX<sup>e</sup> siècle sont intervenus »

Le géant agro alimentaire, après avoir consulté Reichen et Robert,

décida en 1991 de faire de Noisiel sa base opérationnelle pour la France. Depuis le 2 janvier, la reconversion est achevée : 1 750 « cois blancs » du tertiaire ont remplacé les 2 000 ouvriers encore vissés derrière leurs machines au début de ce siècle. L'opération aura coûté, déménagement compris, 800 millions de francs.

« Comment gérer l'avenir de l'ancienne chocolaterie en respectant le génie du lieu tout en répondant aux exigences fonctionnelles de Nestlé-France ? » A cette question, Bernard Reichen et Philippe Robert ont répondu en se coulant dans la tradition : « A l'exception de la « cathédrale », monument élevé à la gloire du chocolat, l'architecture de l'usine est prête à la reconversion, à la mutation, indique Philippe Robert. Les bâtiments ont, par le passé, montré leur malléabilité. Les surélévations, ajouts, renforts de structure successifs, le prouvent. Nous avons suivi cette voie, sans oublier que la production était liée à une esthétique très forte qui se manifestait par un décor, une couleur,

des matériaux. » Effectivement, si les bâtiments qui s'échelonnent parallèlement à la Marne ont été débarrassés de leurs machines, leurs décors ont été respectés et ont pu intégrer sans dommage les indispensables techniques de pointe – bureautique, informatique et climatique –, sans parler des impératifs réclamés par la sécurité. Seule la chaufferie a été démolie. Le moulin Saulnier, affecté tout entier à la direction, est un bel exemple de la méthode Reichen et Robert. Ici, la création des bureaux et des salles de réunion pour les responsables de l'entreprise n'a pas empêché les architectes de mettre en valeur la technique du bâtiment – des anciennes turbines, soigneusement remontées, au dégauchement de la charpente métallique. Le bureau du directeur laisse voir son armature de fer. L'usine est exaltée au lieu d'être cachée, les ajouts – escalier et ascenseur – étant toujours nettement marqués.

A Noisiel pourtant, les interventions voulues par les deux architectes sont plus visibles, plus tranchées que dans leurs précédents travaux. Un pavillon d'accueil en zinc, inox et verre s'insère entre deux constructions anciennes au croisement de l'axe d'arrivée et de la rue-galerie qui traverse l'ensemble des édifices, eux-mêmes prolongés par des constructions résolument contemporaines. Reichen et Robert n'ont pas hésité à modifier le profil de l'ancienne confiserie installée sur l'île, désormais vouée à la restauration. L'énorme volume du rez-de-chaussée est devenu une brasserie d'entreprise, ouverte sur la rivière, qui pourra servir cinq cent quatre-vingt-dix couverts en même temps. Au premier étage, le restaurant-club accueille cent vingt personnes, qui peuvent s'isoler par groupes. Le restaurant de la direction, au dernier étage, est logé sous un toit arrondi créé de toutes pièces. Ce dialogue revendiqué entre l'ancien et le nouveau passe par la complémentarité des matériaux et des couleurs. Reprise du métal, de la brique et du bois – que l'on trouve dans l'usine originelle – avec adjonction de l'inox et du verre comme interlocuteur contemporain ; polychromie des briques crues ou vernissées, du pavage de granit et de grès et des dalles de porphyre.

Enfin, un gros travail – largement inédit pour les deux architectes – a été accompli sur l'extérieur. Ici des traces industrielles (rails des wagons, pavés, revêtements de briques) ont été conservées, des plantations effectuées (notamment sur les parkings extérieurs), des jardins rénovés ou créés, les bords de Marne retravaillés, un nouveau pont lancé. « Les contraintes auxquelles nous sommes soumis sont différentes de celles que l'on trouve dans le nord », affirme Philippe Robert. Mais l'imagination de

l'architecte est démultipliée par ce qui existe. Et Noisiel, où Jules Saulnier, Gustave Eiffel, Armand Considère, Stephen Sauvestre, Jules et Louis Loge – les plus grands architectes-ingénieurs du XIX<sup>e</sup> siècle – sont intervenus, est une leçon à méditer. »

Convaincant sur le plan patrimonial et architectural, l'opération l'est aussi sur le plan financier : le coût de la rénovation de ces quelque 60 000 mètres carrés de planchers (sans parler des 1 000 places de parking dont 450 en sous-sol) s'élève à moins de 10 000 francs le mètre car-

### Amoureux des structures métalliques

Bernard Reichen et Philippe Robert – cinquante et un et cinquante-quatre ans – ont reçu la même formation à l'Ecole spéciale d'architecture de Paris. Ils travaillent ensemble depuis plus de vingt ans. Amoureux de l'architecture métallique, ils se sont fait connaître en reconstruisant des bâtiments anciens. Grâce à eux, la Halle aux grains de Blois a été promue palais des congrès ; des filatures à Lille, Tourcoing et Elbeuf sont devenues des logements sociaux ; la piscine Arts déco de Châteaufort-Malabry, le Théâtre du Campagnol ; et le pavillon de l'Arsenal, le centre d'urbanisme et d'architecture de la ville de Paris ; la rotonde des locomotives de Mairieville, près de Chartres, accueille un conservatoire des machines agricoles. Mais c'est avec la Halle aux bœufs de la Villette et la Halle Tony-Garnier à Lyon qu'ils ont acquis leur réputation. La transformation des usines Menier est leur plus importante opération. Soucieux de la réalité urbaine, ils s'intéressent à l'environnement et au design. Philippe Robert a été le commissaire de l'exposition « Créer dans le réel » présentée au Centre Pompidou en 1986.

ré à Nestlé-France. Enfin, le décor prestigieux où la firme s'est installée donne à la branche française du groupe agroalimentaire une image, une épaisseur historique. La leçon de Noisiel sera peut-être entendue à Boulogne-Billancourt. Renault hérite encore sur la future destinée de l'île Seguin (165 000 mètres carrés). Sept agences d'architectes ont répondu au concours lancé par le constructeur automobile – Chais et Morel, Chemetov, Piano, Portzamparc, Rogers, Tschumi. Et Reichen et Robert, qui prévoient de conserver, en la transformant, la structure des anciennes usines.

Emmanuel de Roux

## Noisiel, capitale d'un empire industriel

LE FONDATEUR de la dynastie Menier est né à Angers en 1795. En lui donnant le prénom d'Antoine-Brunus, ses parents le destinaient peut-être à un avenir de tribun de la République. Il sera plus modestement droguiste dans le Paris de la Restauration. Il y broie quantité de produits pharmaceutiques. Parmi ceux-ci, le cacao. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le chocolat est encore un produit de luxe consommé par une minorité de gastronomes aisés. Mais les apothicaires fournissent aussi à leur clientèle des « chocolats médicaux » où sont incorporés les ingrédients les plus divers – calomel, magnésie, extraits de quinquina ou de gentiane. En 1825, Brunus achète le moulin de Noisiel pour broyer ses « drogues ». Six ans plus tard, il fabrique 350 kilos de chocolat par jour. Quand il meurt en 1853, 20 % du cacao consommé en France (3 000 tonnes) sortent du moulin de Noisiel.

Après le précurseur, l'inventeur. Son fils Emile (1826-1881) lui succède à la tête de l'entreprise à l'âge de vingt-sept ans. D'une affaire florissante, il fera un empire. Avec lui, le chocolat va devenir un produit de consommation de masse, distribué dans toutes les épiceries.

### FOURIER ET SAINT-SIMON

Le vieux moulin de Noisiel est détruit. Sur ses fondations, Jules Saulnier élève en 1870 un édifice révolutionnaire à la structure entièrement métallique. Seuls les murs (non porteurs) décorés de

fleurs de cacao sont de briques vernissées. Les 730 hectares de la Ferme du Buisson, toute proche, lui fournissent le sucre dont il a besoin. Ce n'est pas suffisant, il achète des terres agricoles à Roze, dans la Somme, où il possède aussi des sucreries. La firme a ses bois pour la fabrication des caisses d'emballage, des briqueteries à Noisiel, des carrières de pierre à Champs et à Torcy. Emile acquiert également des plantations de cacaoiers au Nicaragua (7 500 hectares). Pour acheminer ses récoltes, il achète une flottille, dont il existe un survivant : le trois-mâts *Belém*.

Il lance aussi le projet d'une cité ouvrière – modèle – aux portes de son usine. Vers 1900, elle comprendra 500 logements. L'entreprise, enfin, est un laboratoire : Marcelin Berthelot y fait la première synthèse de l'alcool. Charles Tellier y installe la première machine frigorifique destinée à l'industrie. Nourri de Fourier et de Saint-Simon, Emile milite pour le libre-échange et l'impôt sur le capital. Laïque et républicain, élu député en 1876, il siège à gauche de l'hémicycle. Ce qui ne l'empêche pas d'acheter le château voisin (aujourd'hui disparu), avec son parc immense, et d'habiter un hôtel particulier dans la plaine Monceau. Il ne voit là aucune contradiction : « Le socialisme réel est à Noisiel », affirme-t-il. Quand il meurt, le chemin de fer vient de faire son apparition au cœur de son usine.

Henri (1853-1913) et Gaston

(1855-1934) succèdent à leur père. Après l'inventeur, les gestionnaires. L'empire chocolater a désormais des ramifications dans le domaine du câble, de l'électricité, du caoutchouc et bien sûr de l'agriculture. La Ferme du Buisson, entièrement rebâtie sur les plans de Louis Loge à partir de 1880, est un établissement modèle qui couvre 20 000 mètres carrés. Pour l'Exposition universelle de 1889, les Etablissements Menier dressent à Paris un Arc de triomphe en chocolat. Il pèse 50 tonnes, soit l'équivalent de la production d'une journée à Noisiel.

### LA GRANDE-MESSE DU CHOCOLAT

S'il n'a sans doute pas construit la halle qui porte son nom, Gustave Eiffel est venu maines fois à Noisiel, étape décisive de l'architecture industrielle. En 1907, Stephen Sauvestre imagine, pour abriter les brevets ultra-modernes, un nouveau bâtiment de béton – vite surnommé « la cathédrale » en raison de son volume et de la largeur de ses baies. A la même époque, Armand Considère lance sur la Marne une remarquable passerelle en béton fretté d'une portée de 44 mètres. Le public vient de loin pour assister à la grande-messe du chocolat, aux zozes du Capital et de la Technique. Le tourisme industriel est peut-être né sur les bords de la Marne. Les deux frères ont aussi compris le parti à tirer d'une communication moderne : à partir de 1893, la France va se couvrir

d'affiches où l'on voit une petite fille déclarer son amour au plus célèbre chocolat du monde. Elle est signée Firmin Bouisset.

L'empire commence à décliner avec la mort d'Henri. L'entreprise industrielle élaborée dans l'île d'Anticosti (grande comme la Corse) achetée dans l'embouchure du Saint-Laurent est un échec. Il ne restera de l'aventure qu'une ville fantôme : Port-Menier. Gaston reste seul aux commandes. Mais il vieillit et son rôle politique l'occupe beaucoup. Sénateur radical-socialiste, son yacht sert de décor discret à des rencontres diplomatiques. En 1902, le président du conseil Waldeck-Rousseau y rencontrera le Kaiser Guillaume II. Après la première guerre mondiale, Menier n'innove plus. Fidèle au chocolat de ménage qui a fait sa renommée, il se contente de suivre ses recettes éprouvées et rate ainsi la révolution du chocolat en poudre. La crise de 1929 frappe durement l'entreprise. Gaston meurt après son fils, en 1934. Deux ans plus tard, les grandes grèves remettent en cause le « paradis social » de Noisiel et le patronat de droit divin. En 1940, la route du cacao est coupée. L'usine continue de tourner sous contrôle allemand et est réduite à fabriquer des cigares. Après la Libération, incapable de se reconstruire, l'usine fond au soleil de la consommation naissante. En 1959, la famille illicite l'entreprise.

E. de R.

Philippe Robert. Mais l'imagination de

Handwritten signature or note in a box.



# Un grand plan d'urbanisation menace Jérusalem

Avec l'appui des partis religieux, le maire, Ehoud Olmert, veut favoriser le développement à outrance. De gigantesques complexes commerciaux et de hautes tours pourraient ainsi resurgir dans la Ville Sainte

De 1514 à 1918, Jérusalem a été occupée par les Turcs, qui ne lui ont jamais accordé une grande importance. Cet abandon relatif a préservé une dimension urbaine héritée du Moyen Âge. Les Britanniques ont pris la

place des Turcs jusqu'en 1948. Ils ont jeté les bases d'un urbanisme que l'on redécouvre aujourd'hui. Sous leur mandat, des architectes immigrés ont su allier tradition et modernisme et respecter le caractère particulier

de la cité. Les années 70 ont été marquées par la volonté politique de doubler la population juive de Jérusalem afin de renforcer le contrôle israélien sur la ville. La crise économique avait arrêté la construction de tours et

d'ensembles commerciaux gigantesques. Ils ressortent aujourd'hui des cartons à dessins et laissent craindre que ne soit pas préservée la dimension spirituelle de la Jérusalem, qui reste l'une des villes les plus pauvres d'Israël.

## JÉRUSALEM

L'extraordinaire présence physique de Jérusalem tient à la fusion subtile entre les collines démodées qui l'entourent et des habitations de pierre semblables à des petits cubes serrés les uns contre les autres. Ça et là apparaît un pan de mur, le clocher d'une église, la coupole ou le minaret d'une mosquée. Ce paysage, qui aujourd'hui déjà ne peut plus être aperçu que par endroits, est menacé par de nouveaux programmes de construction.

L'élection d'Ehoud Olmert, l'un des dirigeants de la droite, comme maire de Jérusalem aggrave encore la situation. Si son prédécesseur Teddy Kollek ne s'était pas toujours battu pour prévenir la mainmise d'intérêts politiques et économiques sur la planification de la ville, Ehoud Olmert n'hésite pas à déclarer ouvertement que le développement à outrance est son but principal. Il a l'appui des partis religieux. Si ses plans se réalisent, de nouveaux quartiers, des zones industrielles, de gigantesques complexes commerciaux et de hautes tours viendront s'ajouter à la ville actuelle. Jérusalem, certes, a besoin de programmes de développement pour éviter l'exode massif des habitants de ce qui reste l'une des villes les plus pauvres d'Israël. Mais est-il possible de considérer Jérusalem sous un angle purement économique ? Peut-on laisser la Ville Sainte aux mains d'entrepreneurs après un gain et de politiciens dont l'horizon se borne à la date des prochaines élections ?

Il y a dix ans, a commencé la réalisation du « Programme Mamlila ». Ce gigantesque chantier qui s'étend sous les remparts, près de la porte de Jaffa et de la Tour de David - zone particulièrement sensible - comprend des hôtels, un quartier

résidentiel et une rue commerçante dont les bâtiments pourront atteindre huit étages. Ce complexe est l'œuvre d'un architecte de renommée mondiale, Moshe Safdie ; mais la Yeshiva Porat Yosef qu'il a construite dans la Vieille Ville montre qu'il peine à comprendre le mode d'expression si particulier de Jérusalem. Sa conception repose sur des blocs massifs uniformes avec une succession infinie d'arcs et de coupoles qui viennent égarer le rythme des petits cubes de pierre et le caractère retenu, monacal qui caractérise la ville.

## HARMONIE ROMPUE

Il suffit aujourd'hui de contempler la phase préliminaire du projet pour avoir le frisson : une large voie ouverte tout près des remparts, surmontée d'un passage pour piétons, vient rompre l'harmonie de la porte de Jaffa ; les gigantesques arches de l'hôtel monumental et les dizaines de coupoles se dressant au-dessus du nouveau quartier résidentiel. Lorsque le projet sera achevé, l'un des plus beaux panoramas de Jérusalem sera bouché, ruinant ce qui avait été préservé malgré une histoire mouvementée : la dimension spirituelle de Jérusalem.

De 1514 à 1918, Jérusalem est restée sous le joug de l'Empire ottoman. Les Turcs ne lui ayant jamais accordé une grande importance, la ville est devenue au fil des ans une petite cité provinciale. Cet abandon avait un avantage : il préservait des dimensions modestes et une structure urbaine héritée du Moyen Âge. La sortie hors des murailles, vers l'ouest, a commencé lentement vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Les nouveaux quartiers juifs visaient à pallier les dures conditions d'existence dans la Vieille Ville. Le recours à la pierre, aux techniques traditionnelles et le caractère mo-

deste de la construction de type massif et horizontal donnaient néanmoins une impression de continuité entre la vieille et la nouvelle ville.

Les églises, hôpitaux, écoles et hospices pour pèlerins construits par les chrétiens se fondaient également dans le paysage. L'harmonie d'ensemble ne fut pas rompue, même avec l'apparition d'une tendance à la construction monumentale et l'utilisation d'un style « néo-ottoman » (église allemande de la Domination, 1900 ; hôpital italien, 1910). La conquête de la ville par les Britanniques en 1917 va constituer un tournant historique. Le nouveau régime fait de Jérusalem la capitale de la Palestine. La ville est nettoyée tandis que s'installent des réseaux d'eau et d'électricité. Mais le gouvernement britannique préfère orienter ses budgets vers des points « stratégiques », tel le port de Haïfa.

La période du mandat britannique laisse cependant à Jérusalem un héritage de planification urbaine et d'architecture que l'on commence seulement à redécouvrir. Pendant cette période (1918-1948) prend corps à Jérusalem un mode d'expression moderne local, fruit de la rencontre entre les architectes britanniques et un groupe d'architectes juifs immigrés d'Europe centrale. Le poids spirituel et mystique de la ville, sa situation au cœur d'un Orient exotique, son type de construction organique, rural vont permettre la rencontre du romantisme du mouvement Arts and Crafts anglais et de l'expressionnisme allemand. Certains des édifices publics construits dans les années 20 (notamment le Musée Rockefeller, œuvre de l'architecte Austin St. Baro Harrison, ou l'église écossaise due à Clifford Holliday) démontrent que leurs architectes

avaient su comprendre le mode d'expression du paysage.

Au cours des années 30, un groupe d'architectes juifs « modernistes » conduits par Erich Mendelsohn prend le dessus. Les bâtiments et les quartiers qu'ils édifient montrent bien que leur austère style minimaliste reprend les principes qui avaient précédemment caractérisé la construction britannique. Les bâtiments se fondent dans le cadre environnant en respectant scrupuleusement la morphologie locale.

## SÉVÈRES RESTRICTIONS

L'influence de l'architecture de la période du mandat britannique se discerne clairement dans des nouveaux bâtiments publics tels que la Cour suprême et l'hôtel de ville, mais aussi dans la construction privée. Cependant, cet héritage perd de plus en plus de terrain. Il ne fait pas de doute que la contribution la plus importante de la puissance mandataire a consisté dans ses cinq plans d'urbanisme. Jusqu'à une époque récente, ce sont ces derniers qui ont sauvé la ville des initiatives d'entrepreneurs habiles, de politiciens ambitieux et d'architectes médiocres.

Ces planificateurs - au premier rang desquels se trouvaient Patrick Geddes et Charles R. Ashbee - avaient compris qu'il ne suffirait pas de sauvegarder les bâtiments se trouvant à l'intérieur de l'enceinte. De sévères restrictions avaient donc été imposées à la construction nouvelle : interdiction de bâtir en hauteur, obligation de construire en pierre, tenue à l'écart des zones industrielles et création d'une ceinture de jardins autour des murailles. Un effort a également été fait pour unir les croyants de toutes les religions ; on voit donc sur la façade des édifices publics de cette époque

un mélange de symboles chrétiens, juifs et musulmans.

Cette tradition empreinte d'idéalisme a perdu du terrain. Avec la création de l'Etat d'Israël et les grandes vagues d'immigration, Jérusalem connaît une ère de construction sans précédent. La ville se couvre de blocs uniformes de logements à bon marché tandis que la construction publique ignore le contexte particulier de la ville. La guerre de six jours (1967) ne fait qu'aggraver la situation. Certes, la conquête de la Vieille Ville entraîne le début d'une réflexion sur le contexte à préserver, mais les décisions politiques créent de véritables problèmes urbanistiques. Les énormes budgets investis dans la ville au début des années 70 réussissent - c'était leur but - à doubler la population juive de Jérusalem afin de renforcer le contrôle israélien sur la ville.

Le boom économique que connaît le pays après la guerre de six jours s'essouffle rapidement. Les programmes de construction qui prévoyaient l'aneantissement de quartiers construits hors les murs au XIX<sup>e</sup> siècle et l'implantation de nombreux gratte-ciel restent dans les tiroirs, le sentiment qu'il faut préserver la ville gagne du terrain. Toutefois, les atteintes au paysage de Jérusalem continuent. Les nouveaux quartiers censés donner un caractère juif à la ville vont en se développant tandis que les plans d'union entre la ville nouvelle et la Vieille Ville reçoivent un commencement d'exécution.

Zliva Sternhell  
(traduit de l'hébreu  
par Michèle Mazel)

★ Zliva Sternhell est professeur à l'école d'art Betzaïd de Jérusalem et écrit dans le quotidien Haaretz.

## La difficile reconstruction de l'Opéra de Barcelone

Les protecteurs du patrimoine s'élèvent contre l'importance de la somme annoncée pour mener les travaux

### BARCELONE

Nul ne pouvait ignorer que le Liceu risquait de brûler un jour ou l'autre tant les conditions de sécurité du théâtre étaient précaires. Or, le 31 janvier 1994, vers 11 heures, deux techniciens sont en train de réparer le rideau de fer de la scène lorsqu'une étincelle atteint le rideau en tissu et l'enflamme. Le feu gagne rapidement le faux plafond de la salle. Les pompiers, appelés trop tardivement, ne peuvent que constater les dégâts et empêcher l'incendie de se propager. Une heure plus tard, lorsque le toit s'effondre dans un bruit assourdissant, les nombreux passants qui se sont rassemblés sur la rambla comprennent que le Liceu n'existe plus. Dès le lendemain, les différents membres du Consorci déclarent leur volonté de construire un nouvel opéra et, entre plusieurs options possibles, c'est la reconstruction à l'identique et sur le même emplacement qui est retenue. On confie le projet à l'architecte barcelonais Ignasi de Solà-Morales.

### Propriétaires, privilégiés, mécènes et reconstruteurs

● L'ancien propriétaire. La Sociedad de Propietarios del Gran Teatro del Liceu comprend quatre cents membres appartenant à des familles bourgeoises (fabricants, commerçants...) de la Catalogne. Créée en 1847, elle avait la propriété du GTL (Grand Théâtre du Liceu) qu'elle a cédé au Consorci après l'incendie, tout en gardant certains privilèges, notamment la priorité pour l'obtention des places.

● Le nouveau propriétaire. Le Consorci regroupe la ville de Barcelone, la Generalitat (gouvernement de la Catalogne) et les administrations provinciale (Diputació) et centrale (ministère

de la culture). Créé en 1981, il organise et gère les saisons lyriques du Liceu. Après l'incendie, il a récupéré la propriété du Liceu et recueille les fonds pour la reconstruction, dont il est le seul organisme responsable.

● Les mécènes. Le Consorci du Mecenatge rassemble trente-trois sociétés commerciales et financières, numéros un dans leur domaine d'activité. Créé le 1<sup>er</sup> février 1994, il collabore au financement de la reconstruction du GTL.

● Le futur propriétaire. La Fundació. Mêmes membres que le Consorci, plus le Mecenatge, et la Sociedad de Propietarios del GTL. Créée le 5 septembre 1994, elle aide le Consorci dans sa tâche. A terme elle devrait avoir la propriété du GTL.

l'arbre tombe du côté où il penche, le Liceu a brûlé simplement parce qu'il penchait du côté de l'incendie.

Le doyen de l'école d'architecture l'avait dit en 1985, Solà-Morales l'avait annoncé en 1993, les pompiers l'ont répété un nombre incalculable de fois, et, à en croire les journaux, la police avait également prévenu les autorités. Quelques alertes au feu s'étaient déjà produites, mais n'avaient heureusement pas eu de conséquences. En effet, la bâtisse présentait de nombreux dangers, et il n'existait pas de prévention efficace contre les accidents éventuels. Tant et si bien que, à défaut du chahuteur fatal, une simple allumette aurait suffi à causer le même résultat.

Le directeur du théâtre a été violemment pris à partie pendant les mois qui ont suivi l'incendie. Sa responsabilité semblait évidente, et son entêtement quasi infantile à déclarer que le Liceu était en bonnes conditions de fonctionnement n'a fait qu'entamer sa crédibilité. Mais en fait, il venait du monde politique et n'avait pas l'expérience de la gestion d'un grand théâtre d'opéra. Il occupait son poste depuis peu.

On peut comprendre que le Consorci n'ait pas accéléré le « pla Liceu » de crainte d'être taxé de favoriser l'élite (expropriations pour les uns, opéra pour les autres), mais on comprend moins bien pourquoi il n'a pas décidé de fermer le théâtre pour cause de vétusté, comme on aurait fait pour un cinéma de quartier. Au lieu de cela, il a préféré s'engager dans une voie irresponsable : toujours retarder le « pla Liceu » sans arrêter l'exploitation du théâtre, alors que cela aurait pu tourner au drame à chaque représentation. Seule la chance a évité un tel dénouement.

Pourquoi le Consorci n'a-t-il pas décidé de fermer le théâtre ? Avons-nous un moment l'hypothèse de la responsabilité de l'image idéalisée, sublimée que les Barcelonais ont de leur théâtre et du rapport émotionnel et irrationnel qu'ils entre-

tient depuis toujours avec lui : autrement dit, de la responsabilité collective du mythe du Liceu.

Les Barcelonais aiment cette salle. Elle faisait partie de leur identité - qu'ils l'aient fréquentée ou non - tout comme le « Nou Camp » ou la montagne de Montserrat. En fait, ils aiment se reconnaître dans la bourgeoisie catalane qui avait réussi à édifier - en 1847 et en 1861 - à sa propre gloire l'écrit pourpre et grenat du Liceu sans faire appel aux finances de la royauté d'alors. Seule la force de ce consensus explique que les autorités n'aient pas eu le courage de dire aux Barcelonais qu'il était indispensable d'arrêter l'exploitation du Liceu, peut-être de façon définitive. Elle explique aussi que l'on ait commencé sa reconstruction aussi rapidement.

### Le Liceu a brûlé simplement parce qu'il penchait du côté de l'incendie

Si le Liceu, tel Narcisse, est mort de trop avoir aimé son image, il semble à l'heure actuelle désirable de demander à la justice de chercher parmi les incriminés, le Jonas de service que l'on jetera par-dessus bord. Le nouveau projet reprend celui du « pla Liceu ». De plus, il prévoit une amélioration de la visibilité des places - ce qui est louable - mais cela au prix du sacrifice de la moitié des loges et de la quasi-totalité des arrière-loges. Or chacun sait qu'elles étaient des lieux privilégiés de rencontre pour la société barcelonaise. Pour l'ornementation du nouveau théâtre, des peintures murales seront recréées par des peintres actuels. L'ancienne salle, sous les dorures et les nombreuses peintures, avait des lignes épurées. Elle n'avait pas de colonnes dans les étages, et son

acoustique était réputée excellente.

Le montant du projet s'élève à environ 520 millions de francs, dont 62 millions de francs pour les expropriations. A l'annonce de ces chiffres, certains défenseurs du patrimoine historique, craignant que l'Etat ne participe massivement à la dépense, crient au scandale : l'argent public doit être consacré en priorité à réparer les dégradations de monuments tels que la cathédrale de Burgos - mémoire collective de l'Espagne tout entière - avant de servir au plaisir de quelques-uns. En réponse à leur revendication, l'Etat leur a accordé une subvention de 75 millions de francs et le Liceu a organisé à leur intention un concert exceptionnel en présence de la reine doña Sofia elle-même.

Les fonds pour le Liceu arrivent eux aussi. La reconstruction est en marche : le 6 septembre 1994, la Sociedad de propietarios del GTL décide la cession de la propriété du Liceu au Consorci, ce qui est fait le 8 novembre 1994. Le projet Solà-Morales est accepté le 15 février 1995. La première pierre du nouveau Liceu est posée le 15 septembre 1995. La fin des travaux est prévue pour la fin 1997.

En attendant, chaque samedi à midi, qu'il pleuve ou qu'il vente, un groupe d'associations offre un concert devant l'emplacement même du théâtre, afin de maintenir vivante la présence du Liceu jusqu'à sa reconstruction. De leur côté, les aficionados suivent les courtes saisons proposées dans d'autres salles de la ville par l'administration du théâtre, qui continue son travail malgré les difficultés évidentes que cela représente. Mais, comme cela ne leur suffit pas, ils sillonnent les routes d'Espagne, d'Europe et vont même vers les Etats-Unis en quête de nourriture lyrique, telle une volée de moineaux dont le nid aurait été foudroyé.

Jaume Estapà à Argemí

## DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : la quatrième édition de l'opération « La Mairie de Paris vous invite au concert : prenez une place, venez à deux » a débuté dimanche 7 janvier dans la capitale. Elle prendra fin dimanche 21 janvier. Elle bénéficiera à trois cent trent-sept concerts dont cent quinze de musique classique et contemporaine, cent quarante-cinq de jazz et trente-sept de musique traditionnelle. Ces rendez-vous sont programmés dans cinquante-trois salles de concert, clubs de jazz et églises. La Sacem a reconduit son soutien à cette opération et parraine, cette année, plus spécialement la programmation des clubs de jazz. Radio-France a aussi apporté son concours. L'objectif de cette opération est de faciliter l'accès à ce type de manifestations et d'inciter les organisateurs à davantage de hardiesse dans la programmation. Chaque place achetée donne droit à une deuxième dans la même catégorie, remboursée aux organisateurs par la municipalité parisienne. En 1994, plus de cinquante mille personnes avaient profité de cette opération et le nombre des bénéficiaires a doublé en 1995. Renseignements, tél. : 42-78-44-72.

■ Les Grammys Awards 1995 ont récompensé Alanis Morissette et Mariah Carey. Elue meilleure nouvelle artiste de l'année aux côtés de Joan Osborne, la jeune Canadienne Alanis Morissette a été nommée pour sa chanson *You Oughta Now* et son album *Jagged Little Pill*. Mariah Carey est gratifiée de six nominations (meilleur album de l'année pour *Days After Tomorrow*, meilleure chanteuse pop...). Au palmarès des albums figurent également *History Past, Present and Future*, de Michael Jackson, *Relish*, de Joan Osborne, autre grande primée de ces « Victoires de la musique américaines », et *Vitalogy* du groupe de rock Pearl Jam. *Cesaria*, l'album de la Cap Verdienne Cesaria Evora, a été nommé dans la catégorie « world music ».

■ Le chanteur sénégalais Youssou N'Dour a fondé une marque de disques, Jololi, avec son frère Bouba N'Dour. Dedicée aux jeunes talents de la musique sénégalaise, elle sera distribuée en France par Delabel, une marque du groupe Virgin. La première réalisation, une compilation, présentera un éventail de la jeune production sénégalaise.

■ **THÉÂTRE** : en raison du succès des représentations du *Tartuffe*, de Molière, dans la mise en scène d'Ariane Mnouchkine, le Théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes annonce de nouvelles prolongations du 11 janvier au 14 avril 1996, et non au 17 mars comme annoncé lors d'un communiqué précédent. Rens., tél. : 43-74-87-63.

■ Le Théâtre national de Chailot à Paris annonce un changement de distribution dans *Fantasio*, de Musset, le spectacle qu'il présentera du jeudi 18 janvier au vendredi 2 mars dans sa petite salle, à la suite du brusque et récent décès d'un des interprètes, Michel Berto, qui jouait le roi de Bavière. Dans cette production, qui vient de la Comédie de Genève, le comédien sera remplacé par Jean-Paul Muel. La mise en scène est de Claude Stratz, directeur de l'Institution suisse. Le reste de la distribution est inchangée, avec notamment Patrick Catalifo dans le rôle-titre et Clotilde de Bayser dans celui de la fille du roi de Bavière.

■ **CABARET** : pendant l'année 1996, l'entrée du Lido sera gratuite à ceux qui, fêtant leurs cinquante ans, s'y présenteront le jour de leur anniversaire. Le célèbre music-hall des Champs-Élysées n'offre cependant pas la place de celui ou de celle qui accompagnera le bénéficiaire.

THÉÂTRE  
PARIS  
DU 9 JAN. AU 3 FEV. 20H30  
**LA MOUETTE**  
TCHEKHOV  
ALAIN FRANÇON  
2 PL. DU CHATELAIN 42 74 22 77



## L'Orchestre philharmonique de Radio-France fête ses vingt ans

La formation et son chef donnent trois concerts à Paris

Fondé en 1976 à la suite de la fusion de l'Orchestre philharmonique, de l'Orchestre de chambre et de l'Orchestre lyrique que l'ORTF entretenait à Paris

en plus de l'Orchestre national, l'Orchestre philharmonique de Radio-France a su se faire une place enviable dans la capitale, bien qu'il ne soit pas

officiellement la formation de luxe de Radio-France. Sous la direction de Marek Janowski, il a su trouver une identité sonore et stylistique.

«GRANDE FUGUE» de Beethoven. «TROISIÈME CONCERTO POUR PIANO» de Bartok. «SINFONIA DOMESTICA» de Strauss. Barry Douglas (piano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, le 5 janvier. Concert diffusé le 20 janvier, à 17 h 30, sur France-Musique.

PROCHAINS CONCERTS : *Des canyons aux étoiles*, de Messiaen, le 10 janvier, 20 heures, Salle Olivier-Messiaen de Radio-France. 100 F. *Requiem*, de Berlioz, 12 janvier, 21 heures. Cathédrale Notre-Dame de Paris. Concert gratuit. Tél. : 42-30-15-16.

Avoir vingt ans est-il pour un orchestre le «plus bel âge»? C'est un âge plutôt vert pour un orchestre normalement constitué. C'est déjà un bail pour le Philharmonique de Radio-France, qui, depuis sa fondation en 1976, a multiplié les expériences, assuré de nombreuses créations, joué avec les styles et s'est frotté avec succès aux pièces les plus «hénaumes» du répertoire (Wagner

notamment) — au risque de devenir, selon les mauvais esprits, le meilleur orchestre allemand de la capitale.

Que célèbre-t-on au juste? La formation créée en 1976, de la fusion entre l'ancien Philharmonique de l'ORTF, une formation de chambre et un orchestre lyrique? Ou celle que, depuis 1983, Marek Janowski a hissée à un niveau musical largement reconnu? Du premier, on reconnaît la sacro-sainte «géométrie variable» chère à ses fondateurs. Depuis sa création, le «Philhar» est en effet une hydre symphonique qui se scinde en groupes variables au gré des œuvres et des circonstances. Ce principe a naturellement été mis en œuvre pour les trois concerts destinés à marquer ce vingtème anniversaire — un Messiaen en formation réduite, un Berlioz en grand appareil, et pour commencer un concert en formation régulière. Il ne manque qu'une création contemporaine pour faire bonne mesure et confirmer la vocation de cet orchestre, qui a, depuis toujours, pour mission essentielle de servir la musique actuelle: mais l'œuvre de Tristan

Murail qui devait être créée ce 5 janvier n'a, malheureusement, pas pu être achevée à temps.

Quant au deuxième — ce Philharmonique nouvelle manière, largement respecté sinon vraiment aimé —, on en constate encore l'excellence. On en admire la discipline, la solidité. On apprécie la cohésion des musiciens, qui semblent désormais faire corps avec leur chef, d'une collectivité indissociable du style, de la culture sonore que Janowski a voulu lui inculquer. Ce 5 janvier, les cordes sonnent admirablement dans la *Grande Fugue* de Beethoven. Le son est rond, homogène. Janowski sait maintenir la tension et l'unité dramatique tout en jouant sur les dégradés de couleurs que la transcription de Wein-gartner multiplie à loisir.

JANOWSKI SANS LAMINUM

Barry Douglas s'adjoind aux musiciens pour un *Troisième Concerto* de Bartok. Le pianiste est un familier du «Philhar». Ensemble, ils doivent publier prochainement deux disques consacrés à des concertos de Reger, Britten, Strauss (*Burlesque*) et Debussy (*Fantaisie*), chez RCA-BMG. Leur entente est évidente dans Bartok, que Douglas aborde avec une concentration aussi visible qu'audible. Son jeu, pur, droit, fait res-

sortir à merveille le classicisme de cette partition. Du début à la fin, on guettera en vain un accent heurté, une nuance déplacée: tout est idéalement dosé, avec un grand sens de la finition sonore.

S'il manque parfois d'acuité dans Bartok, Janowski se rattrape dans *Sinfonia Domestica* de Strauss. A chaque fois qu'elle est programmée, cette œuvre suscite les pires appréhensions: le génie n'y souffle pas en permanence. Ses complaisances narratives et ses longueurs musicales sont telles que les meilleurs orchestres s'y cassent parfois les dents. Certes, sous la conduite du chef, la *Berceuse* n'est pas aussi tendre et ébérée qu'on pouvait le souhaiter. Domage, c'est la seule page inspirée de la partition.

Le reste est sauvé par la direction experte et sans langueur de Janowski, la vigueur des articulations, le bouillonnement instrumental de l'orchestre. Et aussi, il faut bien le dire, par ce lyrisme un brin léthargique sans quoi la *Domestica* ne serait pas tout à fait elle-même. L'interprétation s'achève en apothéose dans le finale, où les cordes et les cuivres se conviennent de gloire. Si Janowski n'était rétif à ce genre d'effusion, on oserait bien une *standing ovation*.

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

## Un « Misanthrope » pour rien à la Comédie-Française

Molière naufragé par la mise en scène de Simon Eine

«LE MISANTHROPE», de Molière. Mise en scène: Simon Eine. Avec Thibaut de Montalembert, Catherine Sauval, Alain Pralon, Jean-Pierre Michaël, Sylvia Bergé.

COMÉDIE-FRANÇAISE, salle Richelieu, place Colette, Paris-1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les samedi 13, lundi 15, mercredi 17, samedi 20, dimanche 21, mardi 23 janvier, à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée: 2 h 45. De 25 F à 175 F. En alternance jusqu'au 30 mai.

Il y a des soirs comme celui-là, où rien ne va: un acteur manque de s'affaler dans une course aussi inutile que dangereuse; le même, un peu plus tard, saisissant maladroitement les mains de sa partenaire, lui arrache un bracelet qui tombe, au grand dam de la dame; une actrice chevronnée, après avoir chevronné, savonne son texte, puis l'oublie, obligée de céder son rôle au souffleur.

Quand de tels accidents se multiplient lors d'une représentation, quand des acteurs perdus courent après les vers sans jamais vraiment les rattraper, ce n'est pas eux que l'on a envie de s'en prendre, mais à leur capitaine, au chef de troupe, à celui qui les a conduits si maladroitement à la catastrophe: un *Misanthrope* sans âme, un *Misan-*

thrope de trop, un *Misanthrope* pour rien.

Ce capitaine qui fracasse la pièce de Molière, c'est Simon Eine, qui a pourtant créé ce spectacle en 1989, jouant lui-même le rôle d'Alceste. Personne n'était donc mieux placé pour cette reprise servie par une nouvelle distribution et, surtout, par Thibaut de Montalembert qui prenait le rôle d'Alceste, aux côtés d'une Cécile de France incarnée par Catherine Sauval. Si celle-ci n'a plus les vingt ans de son personnage, on se réjouissait d'un jeune Alceste, de plain-pied avec son âge. Mais c'était sans compter avec une mise en scène quasi instantanée, somme de vagues indications à fourvoyer les meilleures intentions. Simon Eine a inventé un genre nouveau, qu'on pourrait baptiser *seat-com*, pour «comédie de sièges», ici une armée de tabourets sur lesquels viennent se briser la moindre velléité de mouvement, l'esquisse la plus ténue d'un sentiment.

Toute émotion est d'autant plus bridée que les corps des jeunes amants sont encoffrés dans des costumes assez beaux, mais dont ils ne se départent jamais, ce qui donne de leurs amours difficiles une vision presque victorienne, totalement réfrigérée. Quel étrange aveuglement qui peut à ce point nier le corps, la chair, la flamme de deux jeunes gens consumés par le mal d'amour. On ne rira pas au «Sonnet d'Oronte», pas plus qu'aux gesticulations des petits marquis, on ne pleurera pas au procès de Célimène, et on se moquera comme d'une guigne du départ solitaire d'Alceste pour le désert où il a fait vœu de vivre. Joli travail.

Le pire est que le soir du 5 janvier, il y avait dans la salle un bataillon serré de jeunes spectateurs, qu'on aura d'un seul mouvement dégoûtés de Molière, de la Comédie-Française et du théâtre. Voilà une performance qui doit durer jusqu'au 30 mai et peut-être la saison prochaine encore. Pour l'amour des vers, pour l'amour du jeu, arrêtez le massacre et que, tout au moins, un bon génie vienne au secours de ce spectacle sinistré!

Olivier Schmitt

### LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

## Nouvelle direction au Maillon de Strasbourg

STRASBOURG

de notre correspondant

Au centre du quartier de Haute-pierre, à deux pas d'un hypermarché, au bout de la ligne du tramway strasbourgeois, le Maillon a toujours été un théâtre atypique: centre culturel municipal dans une ville qui abrite le seul théâtre national hors Paris, le prestigieux TNS; outil d'action culturelle symbolique dans un quartier périphérique.

Norbert Engel, adjoint à la culture de Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, en avait confié la direction, en décembre 1989, à Claudine Gironès, après un sérieux conflit avec son prédécesseur. Pendant six ans, celle-ci a su mobiliser équipe et spectateurs pour accueillir les principaux courants du théâtre français contemporain. Suscitant créations, coproductions et «résidences» (comme celle du metteur en scène Anne Torès), le Maillon organise aussi un festival, le concours annuel des jeunes compagnies Turbulences, plébiscité par le public.

Devenu Théâtre Germain Muller, en hommage à l'ancien adjoint strasbourgeois à la culture disparu en 1994, cette salle de 550 places

s'est également associée aux manifestations phares de Strasbourg, comme le Festival de musique contemporaine Musica chaque automne. La danse, déjà programmée ailleurs, y a aussi pris toute sa place. Son budget est aujourd'hui de 14 millions de francs par an dont 6,5 millions de francs sont consacrés à la politique artistique. Association subventionnée par la ville, elle emploie trois salariés à temps plein.

UN PROFIL QUI A SÉDUIT

Claudine Gironès rejoint la Ferme du Buisson à Marne-la-Vallée. Pour lui succéder, la ville a choisi Nadia Derrar, qui quitte ainsi le département documentation et information du Centre national du théâtre (CNT) à Paris. La jeune femme, née au Maroc, largement autodidacte, a été secrétaire avant de devenir, à partir de 1978, administratrice ou chargée de production à Lyon, Lille, Béthune, et enfin au Théâtre de la Tempête, à la Cartoucherie de Vincennes. Elle a travaillé au ministère de la culture, chargée, en 1991-1992, des relations avec les professionnels du théâtre, qu'elle connaissait bien pour avoir été se-

crétaire général du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles pendant quelques années. Chaque été, elle animait aussi la Maison du théâtre; lieu de rencontres et de débats du Festival d'Avignon.

Ce profil a séduit la municipalité, qui cherche à coordonner davantage sa politique culturelle et sa politique des quartiers sensibles. «Nadia Derrar a affiché une volonté de travail dans les quartiers, souligne Norbert Engel, mais aussi un registre d'excellence dans le théâtre vivant.» La nouvelle directrice du Maillon se propose de susciter à Haute-pierre des rencontres artistiques de jeunes des banlieues d'Europe. Elle veut aussi travailler, avec l'aide d'un «collège de théâtre», avec le Centre de recherche interdisciplinaire de Heidelberg en Allemagne.

Ces deux idées malheureuses l'ont fait préférer à trente-sept autres candidats, un chiffre élevé qui indique, selon les responsables municipaux, «l'image singulière de découverte et d'exigence» d'un Maillon dont le rayonnement devrait s'accroître encore.

Jacques Fortier

## L'Orchestre de Paris en deçà d'un programme passionnant

«SYMPHONIE DE CHAMBRE» de Schoenberg. «CONCERTO EN SOL», de Ravel. «L'OISEAU DE FEU», de Stravinsky. Krystian Zimmerman (piano), Orchestre de Paris, Christoph von Dohnanyi (direction). Théâtre du Châtelet, Paris, le 5 janvier.

La *Kammersymphonie* op. 9, de Schoenberg, est d'une difficulté d'autant plus grande que ses équilibres sonores ne sont pas innés. Il faut soigner les timbres, la clarté des motifs. La justesse des nombreuses doublures, le rapport de cinq cordes solistes contre dix vents, et — tout ce soin prodigué! — garder à cette pièce sa violence explosive. Las! L'Orchestre de Paris et Christoph von Dohnanyi ne vont pas au-delà d'une lecture superficielle, brouillonne souvent avec quelques faiblesses individuelles (patentes d'une impossible petite clarinette), ou des divergences d'approches stylistiques (le style droit du clarinette solo et le style mouillé du violon solo).

Le pianiste Krystian Zimmerman,

magnifique et profond musicien, aborde le mouvement lent du *Concerto* en sol en le jouant presque *ad libitum*, sans décalage des mailles. Mais il demeure aussi éloigné de la guimauve qu'y mettent certains que de cette discrète impudeur qui transfigure le beau en émotion. Dans les deux mouvements vifs, le pianiste semble contempler l'agile perfection de cette mécanique musicale plutôt que d'en jouer comme le fit, voici vingt ans, Leonard Bernstein dirigeant du piano. Dohnanyi prend un tempo trop lent dans le premier mouvement. Sa direction manque d'esprit, dans une œuvre où la fantaisie est constante.

L'*Oiseau de feu*, de Stravinsky, où l'orchestre se retrouve au complet, ne rachète pas la déception de la première partie: couleurs ternes, ensemble relativement apathique, hormis quelques belles interventions de flûte, clarinette, cor et violoncelle solos. Dès la section rythmique du ballet, les musiciens donnent un peu d'allure à leur jeu. Enfin.

Renaud Machart

## CONCERTS

MARDI 9 JANVIER - 20 h 30

Auditorium de PUNESCO  
CONCERT  
Inaugural de l'année  
Manuel DE FALLA  
Alicia de Larrocha, piano  
Maria Bayo, soprano  
Loc.: Virgin ou par tél.: 45-68-11-67

MERCREDI 10 JANVIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET  
MIDIS MUSICAUX  
Till Fellner, piano  
MOZART

Salle Pleyel  
me 10, je 11 janv - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS  
direction: Semyon  
BYCHKOV  
BRUCKNER  
30 x 320 F. Tél. : 45-65-07-96

VENREDI 12 JANVIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET  
MIDIS MUSICAUX  
David Grimal, violon  
BARTOK, YSAÏE, MILSTEIN

IRCAM ■ Centre Georges Pompidou

Samedi 13 janvier  
Ircam, Espace de projection  
44 78 48 16  
Concert  
jeunes compositeurs

18 h

Gad Barnés  
Gris  
Bernfried Prové  
Alliger-Métaboles  
Juan Fu  
Solitude et Variance  
Hans Tutschku  
Freibrief für einen Traum

21 h

Jacopo Baboni Schilingi  
Profits  
Josh Levine  
Belle du désert  
Octavio López  
The magic mirror  
Brice Pauset  
In ginnimus nocte et amantissimum igni  
Ensemble Court-circuit  
Direction Pierre-André Valade

DIMANCHE 14 JANVIER 11 h 30

THÉÂTRE DU CHÂTELET  
DIMANCHES 11 h 30  
Solistes et musiciens  
l'Orchestre de Paris  
SCHUBERT, BRAHMS,  
SCHUMANN, WEBER

LUNDI 15 JANVIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET  
MIDIS MUSICAUX  
Alexander Choushian, violoncelle  
Olga Stikovetsky, piano  
BACH, DEBUSSY, TCHAIKOVSKI

A PARTIR DU 15 JANVIER - 20 h 30

SALLE GAVEAU  
LES LUNDIS MUSICAUX  
Nathalie  
STUTZMANN  
contralto  
Inger Sodergren, piano  
Schubert, Brahms, Mahler, Faure, Debussy  
Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 16 JANVIER - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Orchestre des Champs-Élysées  
Dir.: Philippe Herreweghe  
Sol.: Andreas Staier, piano/forte  
SCHUMANN  
France Musique Parisienne  
Tél. rés. loc.: 49-52-50-50

VEN. 19 - SAM. 20 JANVIER - 20 h

cité de la musique  
19 et 20 janvier - 20 h  
Pierre Boulez, dir.  
Chamber  
Orchestra of Europe  
Wendy Hoffman, contralto  
Jacques Zoon, flûte  
Pavlo de Pantin  
1.44 84 44 84



# Le « Bal du siècle »

La chorégraphe Karine Saporta fête les cent ans du cinéma à l'American Center



KARINE SAPORTA convoque les images des films qui l'ont marquée pour organiser son *Bal du siècle*, présenté aujourd'hui à l'American Center. L'audace et le risque excitent l'esprit de création de la chorégraphe. Avec bravoure, elle avait créé, pour le dernier Festival de Cannes, à la demande de Gilles Jacob, grand organisateur de la manifestation, ce *Bal du siècle* à la gloire de tous les films qui surent la bouleverser. Ainsi la danse sautait-elle à sa manière les cent ans du cinématographe, dans sa Mecque française. Sur écran géant, des séquences, parfois des

images fugitives, travaillées le plus souvent en boucle, expriment parfaitement l'obsession de la mémoire, qu'il s'agisse de *La Belle et le Séducteur*, de *Du haut du ciel*, du *Guépard* ou de *Vertigo*. Devant ces images immenses, les danseurs, minuscules silhouettes, disent avec leurs corps ce que les dialogues ne sauraient entièrement exprimer. C'est superbe. Et très gonflé !

★ American Center, 51, rue de Berçy, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Berçy. 20 h 30, les 8, 9, 10, 11, 12 et 13. Tél. : 44-73-77-00. 100 F

## UNE SOIRÉE À PARIS

Isabelle Mayereau Mayereau, c'est un style. Entre Nana Mouskouri, Diane Dufresne et Liane Foly. Sage, mais prête à décoller. C'est aussi une excentrique, une légèreté proche de la blague, une voix, faussement fragile. Mayereau, ce sont dix ans de carrière, sept albums, des concerts, de 1977 à 1987, l'Olympia, le Théâtre de la Ville, Bobino, puis du silence. Elle est revenue sur la scène à l'automne 1995, elle a plu, toujours timide avec le public, mais armée de nouvelles chansons qui s'appellent *Dormir* ou *La bouche de Gregory Peck*. Tout un programme à découvrir au petit théâtre du boulevard de Clichy, *Théâtre de Dix Heures*, 36, boulevard de Clichy, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 h 30, jusqu'au 3 février. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 46-06-10-17. 80 F et 130 F.

Sarah Petronio, René Urtreger Une des rares danseuses de claquettes, et en tout cas l'une de celles qui a su faire avancer le genre, Sarah Petronio, s'est gagnée les faveurs de quelques grands du jazz en France par la qualité de ses inventions, de ses improvisations, son swing vif. Parmi eux, René Urtreger, « jazzman » comme il se définit, pianiste complet, accompagnateur à l'attention exemplaire. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 8. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**DEAD MAN** Film américain de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt (2 heures). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Danton, Dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21) ; UGC Champs-Élysées, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-66-54) ; Max Linder Panorama, THX, Dolby, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, Dolby, 11<sup>e</sup> (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Escurial, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran 105<sup>e</sup>, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenue Montparnasse, Dolby, 15<sup>e</sup> (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, Dolby, 16<sup>e</sup> (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10).

**DON'T LOOK BACK** Film britannique de D. A. Pennebach, avec Bob Dylan, Joan Baez, Alan Price, Donovan (1 h 35). VO : Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

**GRAND NORD** Film américano-franco-norvégien de Niels Gaup, avec Christophe Lambert, James Caan, Catherine McCormack, Burt Young, Jacques François, Nicolas Hope (1 h 35). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; UGC Danton, Dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10). VF : Rex, Dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, Dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, Dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, Dolby, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, Dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Pathé Wexler, Dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

**MARTHA** Film allemand de Rainer Werner Fassbinder, avec Margit Carstensen, Karl-Heinz Böhm, Gisela Fackeldey, Adrian Hoven (1 h 56). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-

69-23) ; L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, 6<sup>e</sup> (45-61-10-60).

### NOUVEAU PAS

**QUE TU VAS MOURIR (\*\*)** Film français de Xavier Beauvois, avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Baltha Ogier (1 h 58). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Danton, Dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21) ; UGC Champs-Élysées, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-66-54) ; 14-Juillet Beaubourg, 15<sup>e</sup> (45-75-78-79 ; 36-68-58-24) ; Pathé Wexler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

### PROGRAMMÉ POUR TUEUR (\*)

Film américain de Brett Leonard, avec Denzel Washington, Kelly Lynch, Russell Crowe (1 h 42). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Gaumont Marignan, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47) ; Gaumont Kinopanorama, 15<sup>e</sup> (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10). VF : Rex, Dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wexler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

### WHITE MAN

Film américain de Desmond Nakano, avec John Travolta, Harry Belafonte, Tom Bowler, Andrew Lawrence, Kelly Lynch (1 h 30). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Danton, Dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21) ; UGC Champs-Élysées, Dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-66-54) ; 14-Juillet Beaubourg, 15<sup>e</sup> (45-75-78-79 ; 36-68-58-24) ; Pathé Wexler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10). VF : Rex, Dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31).

(\*) Film interdit aux moins de 12 ans. (\*\*) Film interdit aux moins de 16 ans.

## CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

### LUNDI 8 JANVIER

Jacques Dillien (baryton), Jean-Louis Hagenhauer (piano). Poèmes de Verlaine, Rimbaud et musique de Debussy. Fauré. Chabrier. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

Ann Murray (mezzo-soprano), François Le Roux (baryton), Graham Johnson, Jeff Cohen (piano). Œuvres de Fauré. Chabrier. Hahn. Stravinsky. Poldowski. Ravel. Debussy. Schoeck. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. Location Fnac. De 55 F à 170 F.

Sami Jo (soprano). Vincenzo Scialoja (piano). Œuvres de Mozart. Strauss. Jung Joon An. Messager. Adam. Schubert. Donizetti. Théâtre de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Madeleine. 20 h 30. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac. Virgin. De 90 F à 150 F.

Wagner : Œuvres et airs d'opéra. Simon Estes (basse), Jean-Claude Casadesu (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Pierrot lunaire, il était deux fois d'après Schoenberg. Ensemble 2e2m, Paul Méfano (direction), Sophie Boulou, Jerzy Klesyk (mise en scène). Pépiche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Jaurès, Louis-Blanc. 21 heures, les 11, 12, 13, 14, 15, 26 et 27 ; 17 heures, les 14, 21 et 28, jusqu'au 25 février. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 200 F.

### MARDI 9 JANVIER

Quatuor Persen. Carlouls : Quatuor à cordes. Webern : Quatuor à cordes n° 1. Milhaud : Quatuor à cordes n° 1. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Solferino. 12 h 30. Tél. : 40-47-17-01.

Orchestre national de France. Mozart : Don Giovanni, ouverture. Concerto pour piano et orchestre KV 488. Poulenc : Aubade. Sinfonietta. Pascal Rogé (piano), Charles Dutoit (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Passy. 20 heures. Tél. : 42-30-15-16. 100 F.

Maria Bayo, Alicia de Larocha, Ricardo Regueiro (piano). Œuvres de Falla. Palacio de Utrera, 7, place de Fontenay, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Séguin, Cambodge. 20 h 30.

Auditorium du Louvre, acousté par la Pyramide, Paris-1<sup>re</sup>. M<sup>o</sup> Louvre, Palais-Royal. 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 50 F à 60 F.

Chœurs et orchestre. Sinfonietta de Paris. Beethoven : Symphonie n° 9. Concerto pour piano et orchestre n° 4. Franz Liszt (piano), Dominique Farnal (direction). Église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Madeleine. 20 h 30. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac. Virgin. De 90 F à 150 F.

Wagner : Œuvres et airs d'opéra. Simon Estes (basse), Jean-Claude Casadesu (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Pierrot lunaire, il était deux fois d'après Schoenberg. Ensemble 2e2m, Paul Méfano (direction), Sophie Boulou, Jerzy Klesyk (mise en scène). Pépiche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Jaurès, Louis-Blanc. 21 heures, les 11, 12, 13, 14, 15, 26 et 27 ; 17 heures, les 14, 21 et 28, jusqu'au 25 février. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 200 F.

Œuvres de Fauré. Chabrier. Hahn. Stravinsky. Poldowski. Ravel. Debussy. Schoeck. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. Location Fnac. De 55 F à 170 F.

Sami Jo (soprano). Vincenzo Scialoja (piano). Œuvres de Mozart. Strauss. Jung Joon An. Messager. Adam. Schubert. Donizetti. Théâtre de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Madeleine. 20 h 30. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac. Virgin. De 90 F à 150 F.

Wagner : Œuvres et airs d'opéra. Simon Estes (basse), Jean-Claude Casadesu (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Pierrot lunaire, il était deux fois d'après Schoenberg. Ensemble 2e2m, Paul Méfano (direction), Sophie Boulou, Jerzy Klesyk (mise en scène). Pépiche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Jaurès, Louis-Blanc. 21 heures, les 11, 12, 13, 14, 15, 26 et 27 ; 17 heures, les 14, 21 et 28, jusqu'au 25 février. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 200 F.

### VENDREDI 12 JANVIER

Ensemble Ultime. Musique à la cour de Bourgogne. Musée national du Moyen Âge-Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> RER Cluny-la Sorbonne. 12 h 30, le 12 ; 15 heures, le 13. Tél. : 46-34-51-27, 53 F.

La Mouscade. Musique du XVI<sup>e</sup> siècle. Julien Savaron (direction). Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Nicolas. 12 h 30, 45 F.

David Giral (violin). Bartok : Sonate pour violon seul. Yael Sarai : Sonate pour violon n° 6. Willem : Paganini. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

David Devoyon (piano). Œuvres de Haydn. Ravel. Schubert. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Ternes. 20 h 30. Tél. : 45-61-53-00. De 50 F à 80 F.

Philippe Gruffin, Gérard Poulet (violon), Vladimir Mendelssohn (alto), Frans Helmerson, Pieter Wispelwey, Tonalf Thedeen (violoncelle), Wolfgang Guttler (contrebasse), Jeremy Menschlin, Jean-François Heisser (piano). Bach : Suite pour violoncelle seul BWV 1007. Schubert : Trio pour piano, violon et violoncelle D 929. Quintette pour piano et cordes « Le Truhen ». Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Youri Bashmet (alto), Charles Dutoit (direction). Bartok : Concerto pour alto et orchestre. Kertchell : Liturgie, oration. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Passy. 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16, 60 F.

### DEMANCE 14 JANVIER

Michel Portal, Paul Meyer (clarinette), Georges Pludermacher (piano). CPE Bach : Duo pour deux clarinettes. Poulenc : Sonate pour deux clarinettes. Mozart : Duo pour deux cors de basses. Mendelssohn : Konzertstück pour clarinette, cor de basset et piano op. 114. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.

Jean-Etienne Savouzet (piano), Nathalie Chabot, Marc-Olivier de Nattis (violin), Christine Jaboulay (alto), Hervé Darrien (violoncelle), Florent Jodelet (percussions). Chabot : Étude XI, Études pour piano. Jarrell : Assemblée VII. Carter : Pièces pour timbales. Corea : Lyric Suite for Sextet. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miramont. 11 heures. Tél. : 49-53-05-07, 50 F.

Orchestre des Champs-Élysées. Schumann : Manfred, ouverture. Concerto pour piano et orchestre, ouverture. Symphonie n° 3. Andreas Staal (piano), Hervé Darrien, La Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction). Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miramont. 17 heures, le 14 ; 20 h 45, le 15. Tél. : 46-61-36-67, 140 F.

## JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Alain Jean-Marie. Rigoline Reflection. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 8 et 15. Tél. : 40-26-46-60, 78 F.

Nat Adderley Quintet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 9. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Eric Le Lann, Michel Grallier. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 9 et 10. Tél. : 40-26-46-60, 78 F.

Jacques Vial Quartet. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 9 et 10. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Louis Winiarski Trio. Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 9 et 10. Tél. : 40-26-46-60, 78 F.

Vincent Amigo Quintet. Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet les Halles. 20 h 30, les 11 et 12. Tél. : 42-36-13-90. Location Fnac, Virgin. 140 F.

Groupe al-Qadwa. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Jussieu. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 40-57-38-37. De 80 F à 100 F.

Un'Youven. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 13 ; 15 heures, le 14. Tél. : 44-84-44-73.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Archie Sleep Quartet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Claude Barthélemy Trio. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-32-82-88. De 78 F à 100 F.

Guy Laffont, André Penland, Pierre Boussaguet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-



## Turner lance sa huitième chaîne TV

LOS ANGELES  
correspondance

Y a-t-il place pour deux chaînes financières sur le câble américain ? Consumers News and Business Channel (CNBC), du network NBC, qui avait éliminé de l'antenne Financial News Network (FNN) en 1991, a désormais un rival de taille : le groupe Turner. Il a lancé le 29 décembre 1995 sa huitième chaîne câblée, spécialisée dans les infos financières et baptisée CNNfn (pour « financial network »). Soit douze heures de programmes qui couvriront l'actualité économique nationale et internationale depuis la première salle de rédaction télévisée entièrement numérique, reliant New York à de multiples studios virtuels équipés d'une simple caméra connectée au réseau informatique.

CNNfn sera le premier network lancé simultanément sur le câble, le satellite (DirecTV, Prime Star) mais aussi sur les réseaux informatiques. Le budget initial est estimé à 10 millions de dollars. Selon Lou Dobbs, le présentateur de Moneyline sur CNN et responsable de la chaîne financière, il existe une demande croissante pour les informations économiques provenant d'un public de plus en plus sophistiqué. Le ton de CNNfn devrait être décontracté : « Nous allons prouver que le monde des affaires peut être divertissant », promet Lou Dobbs. La chaîne vise les 37 % de foyers américains qui détiennent des actions en Bourse.

C. Mu.

## « InfoMatin » publie son dernier numéro

A quelques jours de son deuxième anniversaire, le quotidien devait déposer son bilan lundi 8 janvier

INFOMATIN, 508<sup>e</sup> dernière ! Le plus jeune des quotidiens français n'aura pas attendu de souffler sa deuxième bougie, mercredi 10 janvier, pour dire « Au revoir » à ses lecteurs. Après quelques débats pour savoir s'il fallait traduire dans les colonnes du journal l'amertume et le ressentiment éprouvés par sa rédaction, les journalistes ont choisi la sobriété et la dignité pour raconter, dans le numéro du lundi 8 janvier, la dernière « Info du jour » : la disparition du titre (Le Monde du 5 janvier). Même si l'on parle plutôt de suspension, parce que, comme l'explique le rédacteur en chef, Marc Jézégabel, dans son éditorial : « Personne, ici, ne parvient à se résoudre à écrire le mot « fin » ».

En première page, André Rousselet, directeur du quotidien, qui a décidé l'arrêt de la parution, adresse un « triste message » aux lecteurs : « Notre prix, notre format, notre couleur ont été chèrement payés. Il nous fallait surmonter ces obstacles, être assurés de votre fidélité, mais aussi de l'enthousiasme de nos propres équipes. L'une et l'autre n'ont pas été, comme il aurait été indispensable, au rendez-vous. » Évoquant les difficultés financières du journal, André Rousselet ajoute : « Devant cette absence de perspectives, comment s'étonner que les bailleurs de fonds se soient lassés ? Nous voilà donc contraints de renoncer à poursuivre notre activité. Peut-être n'est-ce que partie remise, peut-être est-ce définitif, peut-être le relais d'un repreneur pourra-t-il permettre d'aborder une nouvelle

période dans l'existence d'InfoMatin. L'avenir proche nous le dira. »

Marc Jézégabel commente quant à lui : « Un dépit de bilan sanctionne un échec. InfoMatin en est-il un ? Le journal est déficitaire. Mais jamais un quotidien généraliste n'a gagné d'argent en deux ans. » Dans un texte pédagogique sur la situation du quotidien, on revient sur le plan de compression des dépenses proposé par André Rousselet pour réduire le déficit prévu en 1996 à 35 millions de francs (au lieu de 55) : « Un tel objectif impliquait aussi de réduire toutes les dépenses, notamment celles de promotion des ventes du journal. Or, sans plan de relance commerciale, le journal risquait au mieux de stagner, au pire de se laisser entraîner dans une spirale négative. »

« INFOCHAGRIN » ? Le journal devait déposer son bilan lundi 8 janvier. Le tribunal de commerce de Paris nommera alors un administrateur judiciaire qui décidera d'une reprise du titre ou d'une liquidation. Dernier des membres fondateurs d'InfoMatin encore en place, Patrick Duthénil ne cache pas qu'il recherche des repreneurs. Les espoirs reposent sur le groupe suédois Bonnier, détenteur de 15 % du capital de la Soderepress, société éditrice du journal. Mais ces espoirs demeurent minces. André Rousselet lui-même ne cache pas qu'il pourrait rester dans la presse s'il n'y avait pas de repreneur. Des salariés d'InfoMatin ont

été contactés, mais rien ne dit que ce projet aboutira et qu'il prendra la forme d'un quotidien généraliste, comme « le petit journal en couleur ».

Le Syndicat national des journalistes (SNJ), autonome) considère qu'en décidant l'arrêt de la parution d'InfoMatin « le véritable but poursuivi par André Rousselet est le licenciement d'une équipe qu'il n'a pas lui-même constituée ». « Un licenciement collectif disciplinaire, si l'on s'en tient aux propos tenus sur LCI selon lesquels il serait prêt à travailler avec certains journalistes de l'équipe actuelle d'InfoMatin », estime le SNJ, pour qui André Rousselet « pousse à une liquidation extrêmement rapide pour garder les mains libres ».

Dimanche 7 janvier dans la soirée, les salariés, amers et en colère, parlaient de réaliser un numéro pirate pour démontrer que le journal existe encore. L'amertume traverse ça et là le journal, comme en témoigne ce titre de « une » : « Temple solaire : enterrement et gourou examinateur », clin d'œil à la comparaison faite par André Rousselet entre la rédaction et l'Ordre du Temple solaire. La dernière page est consacrée à des réactions de lecteurs, le billet de Laurent Rugier est titré « InfoChagrin », et un petit texte indique : « N'oubliez pas qu'un titre qui disparaît, selon l'expression bien connue, c'est un peu de liberté et de démocratie qui s'en vont. Merci de votre soutien. »

Alain Salles

## « L'Événement du jeudi » modifie sa formule et diminue son prix de moitié

ALORS qu'InfoMatin dépose son bilan, L'Événement du jeudi veut montrer qu'on peut survivre à un tel événement. L'hebdomadaire, fondé en 1984 par Jean-François Kahn, a déposé son bilan en octobre 1994. Il y a un an, le tribunal de commerce de Paris acceptait le plan de reprise de Thierry Verret, nouveau PDG du journal. Après une année noire pour L'Événement du jeudi, marquée en 1995 par une baisse de sa diffusion et une chute vertigineuse de ses recettes publicitaires (-70 % l'an dernier par rapport à 1994), l'hebdomadaire débute 1996 avec une nouvelle formule conçue par Claude Maggiori.

Thierry Verret s'est fixé comme objectif de relancer la diffusion pour permettre au journal de franchir la nouvelle barre des 200 000 exemplaires. L'hebdomadaire en vendait 210 000 en 1993, 180 000 en 1994, moins de 170 000 en 1995. Pour inverser cette tendance, il utilise une arme radicale : la baisse de moitié du prix de vente, de 30 à 15 francs. Alors qu'il était le plus cher des news-magazines, L'Événement du jeudi devient le moins cher, après Le Nouvel Observateur (20 francs), Le Point (18 francs) et L'Express (17 francs). Des tests réalisés cet automne, en province, sur des numéros vendus 20 francs ont montré que la vente augmentait de 22 %.

Cette baisse de prix accompagnera une formule inédite, jeudi 11 janvier : nouvelle « une » (sur fond blanc), nouveau logo du titre, nouvelles rubriques. Le jour-

nal commencera par de courts articles d'actualité, suivis d'un « Événement » décliné sur environ 6 pages. Le reste du magazine est ensuite divisé en plusieurs séquences : France, Monde, Votre vie (société, consommation), Culture, Guide, Idées. Chacune commence par une enquête ou un dossier de 4 à 6 pages, suivi d'articles de 2 pages, puis de textes encore plus courts. Le journal se terminera par une page d'entretien. La présentation des pages est renforcée, avec des titres assez agressifs, dont l'un des mots-clés est en couleur, et des sous-titres plus développés.

L'idée était de moderniser une maquette qui en avait besoin, en lui donnant davantage d'ordre et de clarté sans y perdre le ton caractéristique de L'Événement. « Sa dimension iconoclaste et subversive va être ravivée, mais en évitant les excès, explique Thierry Verret. On ne peut pas criser toutes les semaines, on risque de ne plus être entendu. »

Côté de cette relance : 25 millions de francs, amortis sur trois ans. Après le départ de 65 personnes, Thierry Verret affiche des résultats à l'équilibre pour un chiffre d'affaires de 190 millions, qu'il prévoit de faire passer à 210 millions en 1996. Une campagne de promotion fondée sur six slogans est prévue. L'un d'eux affiche la couleur : « Les images attaquent, ripostons. Vous ne serez plus seul face à l'actualité. »

A. S.

LUNDI 8 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilletton : Les Fous de l'amour. 14.30 Feuilletton : Dallas. 15.20 Série : Rick Hunter. 16.40 Jeu : Une famille en or. 17.10 Club Dorothée. 17.45 Série : La Philo selon Philippe. 18.10 Série : Les Années fac. 18.35 Série : Le Miracle de l'amour. 19.05 Série : Agence tous risques. Chasseurs de primes. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.	12.20 Jeu : Les 2 amours (et à 4.20). 12.55 Météo (et à 13.40). 12.59 Journal. 13.45 INC. 13.50 Série : Derrick. 14.55 Série : L'Enquêteur. 14.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.15). Cordy la chance. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.35 Série : La Fête à la maison. 18.05 Jeu : Les Bons Génies (et à 3.10). Animé par Patrice Laffont. 18.40 Jeu : Qui est qui ? Animé par Marie-Ange Nardi. 19.15 Bonne nuit, les petits. 19.20 Studio Gabriel (et à 1.00). 19.59 Journal, Rallye Grande-Dakar, Météo.	12.35 Journal. 13.05 Divertissement : Je passe à la télé. 13.40 Série : Tous les garçons et les filles de leur âge. 14.40 Série : Les Enquêtes de Remington Steele. 15.30 Série : Magnum. 16.15 Divertissement : Bravo la famille. 16.35 Les Minikéums. 17.45 Sur la piste du Dakar. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Sabine et Griffon, le nombre d'or, de Nick Bantock. 18.55 La 19-20 de l'information. 19.05 Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.40 Le Journal du Dakar. En direct d'étape : Zouerat-El-Mehdi (638 km).	12.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Le Dernier contrat. De Michael Dwyer. 15.10 Série : Deux filles à Miami. 16.05 Boulevard des clips (et à 1.45, 5.00). 16.40 Hit Machine. 17.10 Série : Une famille pour deux. 17.40 Série : L'Étalon noir. 18.10 Série : Agence Acapulco. 19.00 Série : Code Quantum. Miss Mely et son chauffeur. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Ciné 6.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Fraternelle. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vochi. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Téléfilm : La vérité est un vilain défaut. De Jean-Pierre Salomé, avec Sam Karmann, Philippine Leroy-Beaulieu. Un homme, qui ne sait dire que la vérité, perd successivement sa femme, son travail et son ami. 15.20 Nuits dimanche (rediff.). 16.15 Le Grand Sauf. Film américain de Joel Coen (1993). 18.00 Le Dessin animé. Mot. En clair jusqu'à 20.35 18.28 Série : Les Zinzins. 18.30 Cyberball. 18.40 Mille part ailleurs (et à 19.10). 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano. 20.35 Full Metal Jacket. Film américain de Stanley Kubrick (1987). 22.25 Flash d'informations. 22.35 Tazdek, les Justes. (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties). Film franco-suisse de Marek Halter et Maurice Rydland (1994). Avec les témoignages d'Edith Berlow, Charles Bouy, Zahéba Haranga. Au prix de quelques libertés avec le réel, Marek Halter assemble aux « trente-six justes cachés » dont parle la tradition juive trente-six hommes et femmes qui sauveront des juifs des persécutions nazies durant la deuxième guerre mondiale. Ce sont eux, ou lorsqu'ils ont disparu, leurs représentants, qu'il a retrouvés et interrogés. 1.20 Le Triomphe des innocents. Film américain de James Glickenhaus (1993, 99 min).	12.00 Feuilletton : Au plaisir de Dieu (1/10). 13.00 Pas normal. 13.30 Attention santé. 13.35 Avoir 16 ans. 14.00 Cinéma : Le Dilemme. D'après le roman de J.-P. Sartre. Film français d'Yves Allégret (1948, N.). Avec Simone Signoret. 15.45 Magazine : Fenêtre sur court. 16.30 Rintintin. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Écrivains et Aventuriers. 18.15 Magazine : L'Œuf de Colomb. 18.25 Le Monde des animaux. 18.57 Le Journal du temps.

CÂBLE	RADIO
TV 5 19.00 Paris l'heure. 19.25 Météo des cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la 5 <sup>e</sup> . En direct. 20.00 Théâtre. 21.00 Brevet-Le Point. 22.05 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.30 Danse Martin. Le monde est à vous. Invisibles. Pierre Perret. 0.00 On aura tout vu. 0.35 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (25 min). PLANÈTE 19.35 Sur le dos de la grande baleine. De Danièle Beaudry. 20.35 Aux bons heures des dames. De Dominique Clément et Anne-Marie. 21.20 Les Enfants de la place. De Joël Desautel et Leon Michaux. 22.15 Les Trois du pays d'Auge. D'Emmanuel Laurent. 23.00 Des animaux et des hommes. (12/12) L'Artère étrangère du Queensland. De Richard Brock. 23.30 Les Grandes Merveilles du monde. (9/5) Les Merveilles du genre humain. De Chris Valentin. 0.50 Train blanc. De Jean-Philippe Laroche (30 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Musiques en scènes. 19.30 Stars en stock. Gary Cooper. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Un monde sans paix. Film français d'Éric Rohmer (1989). 22.50 Table ouverte. 22.55 Concert : Nor-Dior. Enregistré en 1993. 1.00 Paris dernière (55 min).	FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le rythme et la raison. Le piano slave selon Pierre-Laurent Ayraud (1). 20.30 L'Étalon en direct. Mécènes sans frontières. 2. Avec les témoignages de Bernard Kouchner, Jean-Christophe Rufin, Romy Braumner, Olivier Weber. 21.30 Fiction (rediff.). La Terre des folles, de Laurence Coste. 22.40 Accès direct. Thierry Prat, Thierry Raspail, Georges Roy, commissaires de la Biennale de Lyon. FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 25 jan 1995 à l'abbaye de Saint-Michel-en-Thiérache, par les Dames de Saint-Cyr, dir. Emmanuel Mandin, David Moroney, orgue : Alekisa surrent Dominus, plain-chant ; Invitation pour le jour de Pâques n° 51, de Couperin ; Venite exultemus Domine, plain-chant ; Quoniam Dominus Dominus, plain-chant ; Oraison de Couperin ; Invitation de la Trinité n° 52 ; Fantaisie n° 49 ; Fugue n° 28 ; Fantaisie n° 30 ; Fugue sur le cromorne n° 65 ; Fugue sur la terre n° 64 ; Ad Coenath Agri Provi Coel n° 54 ; Cujus Corpus Sanctissimum, plain-chant ; Ad Coenath Agri Provi Coel n° 55, de Couperin ; Gloria tibi Domino, plain-chant ; Beata nobis gaudia n° 37, de Couperin ; Ignis vibrante lumine, plain-chant ; Beata nobis gaudia n° 38, de Couperin ; Jesu Salvator saeculi, plain-chant ; Jesu Salvator saeculi n° 39, de Couperin ; Chorus sacrosus maritum ; Tristes erant Apostoli, plain-chant ; Tristes erant Apostoli n° 40, de Couperin ; Ille dum purgans cordae, plain-chant ; Oraison de Couperin ; Duxerunt Fantasia n° 1 ; Fantasia n° 2 ; Conditio n° 6 ; Conditio n° 7 ; Conditio n° 8 à deux dessus ; A Solis en taille ; Beatus auctor saeculi, plain-chant ; A Solis n° 42 en haute-contre, de Couperin ; Domus pudici pectoris, plain-chant ; A Solis n° 43 (trio), de Couperin ; Fero jactro perit, plain-chant ; Oraison de Couperin ; A Solis n° 44 (en basse) ; Duo n° 14 ; A Solis n° 45 ; Fugue n° 18. RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Hommage à Paul Verlaine. Danse slave du Roi malgré lui, de Chabrier, par l'Orchestre national de France, dir. Armin Jordan ; Ariettes oubliées 1 <sup>re</sup> cahier, de Debussy ; Fantaisie, prélude de l'acte 1, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti ; Souvenirs de Munich, de Chabrier ; Valse pour l'Orchestre du Collegium Musicum de Strasbourg, dir. Roger Delage ; Le Ruben droué : 3 vases, de Harni ; Œuvres de Saint-Saëns et Bergamasques op. 112, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Ernest Ansermet ; La Bonne Chanson op. 61, extraits.

20.30 20.35



# Arte épie les premiers pas des bambins

Un documentaire en six volets, proposé par la chaîne culturelle, présente un patient travail d'observation qui dévoile les stratégies des tout-petits pour acquérir leur autonomie

QUEL MEILLEUR MOYEN qu'une caméra placée à hauteur d'un enfant pour rendre compte de la manière dont il perçoit le monde ? Judicieusement, les réalisateurs de *Baby It's You*, la série documentaire britannique consacrée aux premiers mois de la vie que diffuse Arte depuis le 2 janvier, ont choisi ce parti. Proposé en six volets de trente minutes, dont le deuxième est programmé mardi, ce documentaire, acheté à Channel Four, est le fruit d'un patient travail d'observation mené auprès d'une dizaine de bambins anglais de moins de trois ans.

Chaque émission s'attache à une compétence spécifique qu'acquiert l'enfant au fil des jours : saisir un objet, marcher, parler, penser, prendre conscience de soi et des autres. Quand elle n'est pas subjective, la caméra colle aux visages, attentive aux émotions qui les submergent. Ou alors, placée au plafond, elle observe avec discrétion le langage des tout-petits : que d'efforts, que d'espèces de pas, mais quel acharnement pour gagner leur autonomie !

Comparé aux autres « primaires », l'enfant semble bien démié lorsqu'il vient au monde. Le cerveau du nouveau-né humain est moins organisé que celui de la plupart des mammifères, mais son développement va se faire de manière fulgurante au cours des premiers mois de la vie. Les connexions se mettent en place au fur et à mesure des expériences que fait l'enfant.

Expérimentez, recommencez : il



ne se lasse pas de mettre à l'épreuve son corps et ses sens. Contrairement à une idée reçue, le premier âge est une période d'activité intense. Au plus près du nouveau-né, la caméra montre bien l'intelligence avec laquelle celui-ci tire profit de ses observations. Sans zèle, elle s'entraîne à reproduire les mouvements et les gestes de ceux qui l'entourent. Ses processus d'exploration et de satisfaction qu'il tire sur les visages l'entourage à se lancer des défis.

Se montrer répétitif pour l'enfant est une conquête majeure : il lui faudra environ douze mois pour parvenir à se déplacer sur ses

jambe. Mais il développera dès l'âge de six mois une stratégie propre lui permettant de se déplacer vers les objets ou les êtres convoités. Une séquence du documentaire consacré à l'acquisition de la marche est à la fois amusante et instructive. La caméra, astucieusement camouflée sous un feu de dalles transparentes, montre, vu du dessous, les techniques de déplacement inaugurées par une demi-douzaine d'enfants de huit à dix mois. Certains ont l'air de petits phoques sur la baignoire ; un autre capotonne à quatre pattes ; un troisième préfère avancer assis sur ses fesses.

Le commentaire est discret, laissant au téléspectateur le loisir de faire lui-même ses observations. Il intervient pour apporter une précision scientifique. On apprend que s'il porte tout à sa bouche, c'est que cet organe correspond à la première zone qui se développe dans le cortex, et que les terminaisons nerveuses y sont deux fois plus nombreuses qu'au bout des doigts.

Fondée sur les récentes découvertes de chercheurs, cette série documentaire, non dénuée d'humour, pose un regard à la fois tendre et attentif sur cette période, fugitive mais précieuse, au cours de laquelle se modifie un individu, s'élabore une personnalité. Convaincu du paysage audiovisuel français : la série *Baby It's You* a déjà été diffusée pendant les vacances de Noël sur La Cinquième entre 18 h 30 et 19 heures sous le titre : *Tu, mon bébé*.

Apparemment, cela a échappé aux programmeurs d'Arte, qui expliquent, pour leur défense, que c'est l'équipe allemande de la chaîne qui a acheté le documentaire. Cette faute de coordination entre deux chaînes qui se partagent le réseau hertzien et sont, théoriquement, liées au sein d'un GIE, offre une deuxième chance à une série dont le générique, où évoluent de sympathiques bébés jouffus et fessus, est à lui seul un délice.

Sylvie Kerviel

\* *Baby, It's You*, Arte, mardi 9 janvier à 20 heures.

## Chez Michèle

par Luc Rosenzweig

OUI ! Les boutiques dominicales fermées pendant les fêtes sont à nouveau ouvertes. En avant donc la tournée des « cafés du commerce » de la télé où ce n'est pas la période des soldes, bien au contraire, rien que du nouveau qui vient de sortir ! Les plus avisés commenceront dès demain-matin par « Midi moins 7 » sur France 2. Attention, on n'est pas là au bistrot-tiroir-loto classique, mais des « brèves de comptoir » dures à Jean-Michel Ribes. L'émission animée par Bruno Frappat, directeur de la rédaction de *La Croix*, c'est plutôt la pâtisserie où l'on va acheter les bûches au rhum après la messe. La pensée pieuse de ce dimanche : « Une société se juge à la manière dont elle traite ses enfants. » Tout à fait Bruno !

Dans la même rue, quelques pubs plus loin, on pousse la porte de Chez Mimi, autrement dit « Polémiques », un rade récemment ouvert par Michèle Cotta. Et ce dimanche, il y avait de l'ambiance dans l'estaminet. On se serait cru au Thermomètre, place de la République à Paris, un lendemain d'élections. Ce n'était pas jour de fête pour le professeur Tabiana, ancien membre du conseil d'administration de l'Association de recherche contre le cancer. L'éminent cancérologue était interpellé par Jean-Daniel Flayssier, qui est au journalisme médical ce que Luciano Pavarotti est au bel canto et Carlos (le chanteur) à la rigolade : le top dans une enveloppe massive. On

s'étonnait même que Jean-Pierre Elkabbach ne chantât point ses louanges dans l'émission-promotion sur France-Télévision que lui avait concédée Michel Demisot, à la même heure sur Canal Plus.

Plus tard, ce fut le concours de pronostics pour 1996 organisé par Mimi entre les oracles les plus réputés de la place : Elle Cohen, Jean-Paul Fitoussi, Alexandre Adler, Patrick Devedjian. Optimistes ou pessimistes ? On n'échappa pas aux maximes obligées du genre : « Le pessimisme de la raison nourrit l'optimisme de la volonté », et il fallut un Antoine Riboud, président de Danone, pour donner du cœur à l'ouvrage à ces Français qu'on dit moroses. « Les Français sont beaucoup meilleurs (sic) qu'ils ne le pensent eux-mêmes », lança-t-il du haut de sa sagesse septuagénaire.

L'atmosphère était plutôt languide dans la taverne concurrente, le « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair, où François Léotard, de passage, habitait le gouvernail pour un hiver qui s'annonce rude. L'arrivée de Line Renaud, châtiment de choc, qui souhaitait à son idole de « conserver sa santé formidable » dans l'année qui s'ouvre, anéantissait le travail de sagesse de Léotard... et elle fit monter le rose au joué d'Anne Sinclair en lui lançant tout à trac : « Madame, comme vous avez de beaux yeux ! » Line nous informa qu'elle allait bientôt jouer, à Lyon, *La Vie de la vieille dame*, de Friedrich Dürrenmatt. On en redemande !

### TF 1

- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Journal, Métro.
- 13.30 Magazine : Faut pas.
- 13.40 Feuilleton : Les Faux de l'Amour.
- 14.30 Feuilleton : Mille et une Nuits.
- 15.10 Série : Vingt ans de silence.
- 16.30 Club Dorothée.
- 17.00 Club Dorothée.
- 17.40 Série : La Pistolette.
- 18.05 Série : Les Amis de la nuit.
- 18.35 Série : La Vieillesse de l'Amour.
- 19.05 Série : Agence matrimoniale.
- 20.00 Journal, Tierset, La Minute hippique, Métro.
- 20.50 Cinéma : La Pierre de la lune (1991). Avec Peter Onorati.
- 22.40 Magazine : 1000.
- 23.55 Magazine : 1000.
- 1.05 Journal, Métro.
- 1.20 Programme de divertissement.

### FRANCE 2

- 12.28 Jeu : Les 2 Amateurs (et 3.55).
- 12.55 Magazine (et 13.25).
- 12.59 Journal.
- 13.45 Série : Derrick.
- 14.50 Série : L'Esprit.
- 15.35 Série : L'Esprit.
- 15.50 Série : L'Esprit.
- 16.35 Série : L'Esprit.
- 17.05 Série : L'Esprit.
- 17.30 Série : L'Esprit.
- 18.05 Série : L'Esprit.
- 18.35 Série : L'Esprit.
- 19.05 Série : L'Esprit.
- 19.35 Série : L'Esprit.
- 19.55 Série : L'Esprit.
- 20.25 Série : L'Esprit.
- 20.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 22.25 Magazine : 1000.
- 23.55 Magazine : 1000.
- 1.05 Journal, Métro.
- 1.20 Programme de divertissement.

### FRANCE 3

- 11.50 Télévision régionale.
- 12.55 Journal.
- 13.05 Documentaire : Je passe à la télé.
- 13.40 Série : Les Faux de l'Amour.
- 14.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 15.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 16.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 17.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 17.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 18.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 18.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.55 Série : Les Faux de l'Amour.
- 20.25 Série : Les Faux de l'Amour.
- 20.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 22.25 Magazine : 1000.
- 23.55 Magazine : 1000.
- 1.05 Journal, Métro.
- 1.20 Programme de divertissement.

### M 6

- 12.00 Série : Les Faux de l'Amour.
- 12.25 Série : Les Faux de l'Amour.
- 13.25 Série : Les Faux de l'Amour.
- 14.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 15.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 16.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 17.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 17.30 Série : Les Faux de l'Amour.
- 18.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 18.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.05 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.35 Série : Les Faux de l'Amour.
- 19.55 Série : Les Faux de l'Amour.
- 20.25 Série : Les Faux de l'Amour.
- 20.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 22.25 Magazine : 1000.
- 23.55 Magazine : 1000.
- 1.05 Journal, Métro.
- 1.20 Programme de divertissement.

### CANAL +

- 12.30 La Grande Famille.
- 13.40 Le Journal de l'emploi.
- 14.30 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 15.30 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 16.35 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 17.05 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 17.30 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 18.05 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 18.35 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 19.05 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 19.35 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 19.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 20.25 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 20.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 22.25 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 23.55 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 1.05 Cinéma : Les Faux de l'Amour.
- 1.20 Cinéma : Les Faux de l'Amour.

### LA CINQUIÈME

- 12.00 Au plaisir de Dieu (2/10).
- 13.00 Délices de France.
- 13.30 Attention santé.
- 13.35 La Chanson de la semaine.
- 14.00 Yvon : Odyssée arctique.
- 14.00 Arrêt sur images.
- 15.00 Des forêts pour l'éternité.
- 16.30 Série : Nimitz.
- 17.00 Cinéma.
- 17.30 Les Enfants de John.
- 18.00 Alphabets de l'imagination.
- 18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
- 18.30 Le Monde des animaux.
- 18.50 Le Journal du temps.

### ARTE

- 19.00 Lucky Luke (et 2.25).
- 19.35 Magazine : Reportage.
- 20.00 Baby It's You (2/6) Marder.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 La Vie en face : Infirmités.
- 21.35 Soirée théâtre.
- 21.36 Un entretien avec Peter Brook.
- 21.55 Théâtre : Mille et une Nuits.
- 22.50 Documentaire : Sarah.
- 23.50 Cinéma : La Vieillesse de l'Amour.

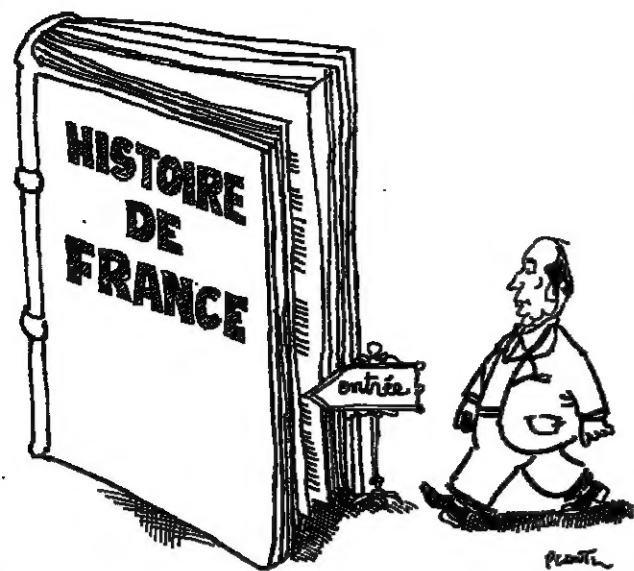
### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Métro des cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Enquête spéciale. 20.30 Perfecto. 22.05 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.30 Les nouvelles. 22.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Édition de 20 heures. 1.00 Journal de la RTS. Édition de 20 heures. 1.30 Les Oubliés de l'histoire. De Thierry Brunello. Christophe Gélisier et Benoît Lange. 20.00 tant que le monde sera. 20.45 Au-dessus des mers. 47th Canavie, le dernier des vrais chasseurs. De L.J. Jones. 21.25 Une femme résistante. 22.20 Pour l'honneur. De Jean-Michel Rappaport. 22.30 Sur le dos de la grande baleine. De Diane Beauchamp. 23.20 Aux bonheurs des chiens. De Dominique Clément et Anne Mazuel. 0.05 Les Enfants de la place. De Joël Desautel et Jean-Michel Rappaport. 1.00 Les Trois des pays d'Alsace. D'Emmanuel Laurent (40 min).

CANAL 1 19.00 Soirée Cinéma. 19.05, 19.10, 19.15, 19.20, 19.25, 19.30, 19.35, 19.40, 19.45, 19.50, 19.55, 20.00, 20.05, 20.10, 20.15, 20.20, 20.25, 20.30, 20.35, 20.40, 20.45, 20.50, 20.55, 21.00, 21.05, 21.10, 21.15, 21.20, 21.25, 21.30, 21.35, 21.40, 21.45, 21.50, 21.55, 22.00, 22.05, 22.10, 22.15, 22.20, 22.25, 22.30, 22.35, 22.40, 22.45, 22.50, 22.55, 23.00, 23.05, 23.10, 23.15, 23.20, 23.25, 23.30, 23.35, 23.40, 23.45, 23.50, 23.55, 24.00, 24.05, 24.10, 24.15, 24.20, 24.25, 24.30, 24.35, 24.40, 24.45, 24.50, 24.55, 25.00, 25.05, 25.10, 25.15, 25.20, 25.25, 25.30, 25.35, 25.40, 25.45, 25.50, 25.55, 26.00, 26.05, 26.10, 26.15, 26.20, 26.25, 26.30, 26.35, 26.40, 26.45, 26.50, 26.55, 27.00, 27.05, 27.10, 27.15, 27.20, 27.25, 27.30, 27.35, 27.40, 27.45, 27.50, 27.55, 28.00, 28.05, 28.10, 28.15, 28.20, 28.25, 28.30, 28.35, 28.40, 28.45, 28.50, 28.55, 29.00, 29.05, 29.10, 29.15, 29.20, 29.25, 29.30, 29.35, 29.40, 29.45, 29.50, 29.55, 30.00, 30.05, 30.10, 30.15, 30.20, 30.25, 30.30, 30.35, 30.40, 30.45, 30.50, 30.55, 31.00, 31.05, 31.10, 31.15, 31.20, 31.25, 31.30, 31.35, 31.40, 31.45, 31.50, 31.55, 32.00, 32.05, 32.10, 32.15, 32.20, 32.25, 32.30, 32.35, 32.40, 32.45, 32.50, 32.55, 33.00, 33.05, 33.10, 33.15, 33.20, 33.25, 33.30, 33.35, 33.40, 33.45, 33.50, 33.55, 34.00, 34.05, 34.10, 34.15, 34.20, 34.25, 34.30, 34.35, 34.40, 34.45, 34.50, 34.55, 35.00, 35.05, 35.10, 35.15, 35.20, 35.25, 35.30, 35.35, 35.40, 35.45, 35.50, 35.55, 36.00, 36.05, 36.10, 36.15, 36.20, 36.25, 36.30, 36.35, 36.40, 36.45, 36.50, 36.55, 37.00, 37.05, 37.10, 37.15, 37.20, 37.25, 37.30, 37.35, 37.40, 37.45, 37.50, 37.55, 38.00, 38.05, 38.10, 38.15, 38.20, 38.25, 38.30, 38.35, 38.40, 38.45, 38.50, 38.55, 39.00, 39.05, 39.10, 39.15, 39.20, 39.25, 39.30, 39.35, 39.40, 39.45, 39.50, 39.55, 40.00, 40.05, 40.10, 40.15, 40.20, 40.25, 40.30, 40.35, 40.40, 40.45, 40.50, 40.55, 41.00, 41.05, 41.10, 41.15, 41.20, 41.25, 41.30, 41.35, 41.40, 41.45, 41.50, 41.55, 42.00, 42.05, 42.10, 42.15, 42.20, 42.25, 42.30, 42.35, 42.40, 42.45, 42.50, 42.55, 43.00, 43.05, 43.10, 43.15, 43.20, 43.25, 43.30, 43.35, 43.40, 43.45, 43.50, 43.55, 44.00, 44.05, 44.10, 44.15, 44.20, 44.25, 44.30, 44.35, 44.40, 44.45, 44.50, 44.55, 45.00, 45.05, 45.10, 45.15, 45.20, 45.25, 45.30, 45.35, 45.40, 45.45, 45.50, 45.55, 46.00, 46.05, 46.10, 46.15, 46.20, 46.25, 46.30, 46.35, 46.40, 46.45, 46.50, 46.55, 47.00, 47.05, 47.10, 47.15, 47.20, 47.25, 47.30, 47.35, 47.40, 47.45, 47.50, 47.55, 48.00, 48.05, 48.10, 48.15, 48.20, 48.25, 48.30, 48.35, 48.40, 48.45, 48.50, 48.55, 49.00, 49.05, 49.10, 49.15, 49.20, 49.25, 49.30, 49.35, 49.40, 49.45, 49.50, 49.55, 50.00, 50.05, 50.10, 50.15, 50.20, 50.25, 50.30, 50.35, 50.40, 50.45, 50.50, 50.55, 51.00, 51.05, 51.10, 51.15, 51.20, 51.25, 51.30, 51.35, 51.40, 51.45, 51.50, 51.55, 52.00, 52.05, 52.10, 52.15, 52.20, 52.25, 52.30, 52.35, 52.40, 52.45, 52.50, 52.55, 53.00, 53.05, 53.10, 53.15, 53.20, 53.25, 53.30, 53.35, 53.40, 53.45, 53.50, 53.55, 54.00, 54.05, 54.10, 54.15, 54.20, 54.25, 54.30, 54.35, 54.40, 54.45, 54.50, 54.55, 55.00, 55.05, 55.10, 55.15, 55.20, 55.25, 55.30, 55.35, 55.40, 55.45, 55.50, 55.55, 56.00, 56.05, 56.10, 56.15, 56.20, 56.25, 56.30, 56.35, 56.40, 56.45, 56.50, 56.55, 57.00, 57.05, 57.10, 57.15, 57.20, 57.25, 57.30, 57.35, 57.40, 57.45, 57.50, 57.55, 58.00, 58.05, 58.10, 58.15, 58.20, 58.25, 58.30, 58.35, 58.40, 58.45, 58.50, 58.55, 59.00, 59.05, 59.10, 59.15, 59.20, 59.25, 59.30, 59.35, 59.40, 59.45, 59.50, 59.55, 60.00, 60.05, 60.10, 60.15, 60.20, 60.25, 60.30, 60.35, 60.40, 60.45, 60.50, 60.55, 61.00, 61.05, 61.10, 61.15, 61.20, 61.25, 61.30, 61.35, 61.40, 61.45, 61.50, 61.55, 62.00, 62.05, 62.10, 62.15, 62.20, 62.25, 62.30, 62.35, 62.40, 62.45, 62.50, 62.55, 63.00, 63.05, 63.10, 63.15, 63.20, 63.25, 63.30, 63.35, 63.40, 63.45, 63.50, 63.55, 64.00, 64.05, 64.10, 64.15, 64.20, 64.25, 64.30, 64.35, 64.40, 64.45, 64.50, 64.55, 65.00, 65.05, 65.10, 65.15, 65.20, 65.25, 65.30, 65.35, 65.40, 65.45, 65.50, 65.55, 66.00, 66.05, 66.10, 66.15, 66.20, 66.25, 66.30, 66.35, 66.40, 66.45, 66.50, 66.55, 67.00, 67.05, 67.10, 67.15, 67.20, 67.25, 67.30, 67.35, 67.40, 67.45, 67.50, 67.55, 68.00, 68.05, 68.10, 68.15, 68.20, 68.25, 68.30, 68.35, 68.40, 68.45, 68.50, 68.55, 69.00, 69.05, 69.10, 69.15, 69.20, 69.25, 69.30, 69.35, 69.40, 69.45, 69.50, 69.55, 70.00, 70.05, 70.10, 70.15, 70.20, 70.25, 70.30, 70.35, 70.40, 70.45, 70.50, 70.55, 71.00, 71.05, 71.10, 71.15, 71.20, 71.25, 71.30, 71.35, 71.40, 71.45, 71.50, 71.55, 72.00, 72.05, 72.10, 72.15, 72.20, 72.25, 72.30, 72.35, 72.40, 72.45, 72.50, 72.55, 73.00, 73.05, 73.10, 73.15, 73.20, 73.25, 73.30, 73.35, 73.40, 73.45, 73.50, 73.55, 74.00, 74.05, 74.10, 74.15, 74.20, 74.25, 74.30, 74.35, 74.40, 74.45, 74.50, 74.55, 75.00, 75.05, 75.10, 75.15, 75.20, 75.25, 75.30, 75.35, 75.40, 75.45, 75.50, 75.55, 76.00, 76.05, 76.10, 76.15, 76.20, 76.25, 76.30, 76.35, 76.40, 76.45, 76.50, 76.55, 77.00, 77.05, 77.10, 77.15, 77.20, 77.25, 77.30, 77.35, 77.40, 77.45, 77.50, 77.55, 78.00, 78.05, 78.10, 78.15, 78.20, 78.25, 78.30, 78.35, 78.40, 78.45, 78.50, 78.55, 79.00, 79.05, 79.10, 79.15, 79.20, 79.25, 79.30, 79.35, 79.40, 79.45, 79.50, 79.55, 80.00, 80.05, 80.10, 80.15, 80.20, 80.25, 80.30, 80.35, 80.40, 80.45, 80.50, 80.55, 81.00, 81.05, 81.10, 81.15, 81.20, 81.25, 81.30, 81.35, 81.40, 81.45, 81.50, 81.55, 82.00, 82.05, 82.10, 82.15, 82.20, 82.25, 82.30, 82.35, 82.40, 82.45, 82.50, 82.55, 83.00, 83.05, 83.10, 83.15, 83.20, 83.25, 83.30, 83.35, 83.40, 83.45, 83.50, 83.55, 84.00, 84.05, 84.10, 84.15, 84.20, 84.25, 84.30, 84.35, 84.40, 84.45, 84.50, 84.55, 85.00, 85.05, 85.10, 85.15, 85.20, 85.25, 85.30, 85.35, 85.40, 85.45, 85.50, 85.55, 86.00, 86.05, 86.10, 86.15, 86.20, 86.25, 86.30, 86.35, 86.40, 86.45, 86.50, 86.55, 87.00, 87.05, 87.10, 87.15, 87.20, 87.25, 87.30, 87.35, 87.40, 87.45, 87.50, 87.55, 88.00, 88.05, 88.10, 88.15, 88.20, 88.25, 88.30, 88.35, 88.40, 88.45, 88.50, 88.55, 89.00, 89.05, 89.10, 89.15, 89.20, 89.25, 89.30, 89.35, 89.40, 89.45, 89.50, 89.55, 90.00, 90.05, 90.10, 90.15, 90.20, 90.25, 90.30, 90.35, 90.40, 90.45, 90.50, 90.55, 91.00, 91.05, 91.10, 91.15, 91.20, 91.25, 91.30, 91.35, 91.40, 91.45, 91.50, 91.55, 92.00, 92.05, 92.10, 92.15, 92.20, 92.25, 92.30, 92.35, 92.40, 92.45, 92.50, 92.55, 93.00, 93.05, 93.10, 93.15, 93.20, 93.25, 93.30, 93.35, 93.40, 93.45, 93.50, 93.55, 94.00, 94.05, 94.10, 94.15, 94.20, 94.25, 94.30, 94.35, 94.40, 94.45, 94.50, 94.55, 95.00, 95.05, 95.10, 95.15, 95.20, 95.25, 95.30, 95.35, 95.40, 95.45, 95.50, 95.55, 96.00, 96.05, 96.10, 96.15, 96.20, 96.25, 96.30, 96.35, 96.40, 96.45, 96.50, 96.55, 97.00, 97.05, 97.10, 97.15, 97.20, 97.25, 97.30, 97.35, 97.40, 97.45, 97.50



## L'hommage de Plantu



Dessin publié le 11 mai 1981



## BOURSE

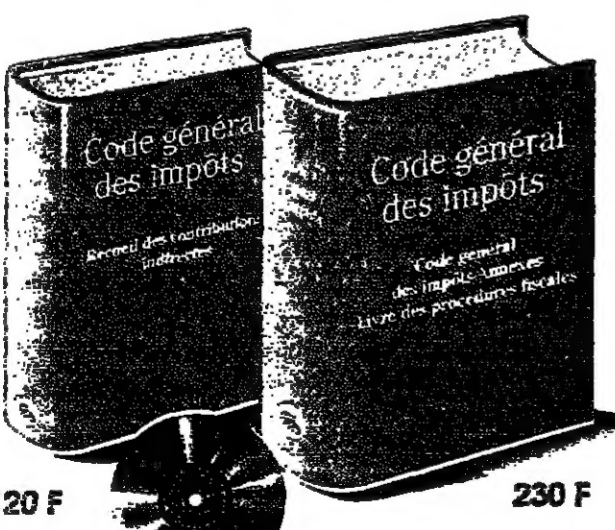
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 8 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	20669 +0,25 +4,08	Paris CAC 40	1917,72 -0,20 +2,44
Hong Kong Index	10529,50 -0,42 +5,51	London FT 100	3707,50 -0,18 +0,49
		Zurich	1576,69 -0,15 +3,15
		Milan MIB 30	996 -1,77 +6,98
		Frankfurt Dax 30	2528,34 -0,17 +3,30
		Bruxelles	1993,94 -0,27 +2,19
		Stuttgart	1492,28 -0,23 +2,38
		Madrid Iboex 35	329,05 -0,29 +2,79
		Amsterdam CBS	330,80 -0,28 +2,87

Tirage du Monde daté dimanche 7-janvier 1996 : 531 631 exemplaires

## PASSEZ AU VERT !

Édition 1995/96  
(1500 dispositions nouvelles)

120 F

230 F

En CD-ROM :  
4 années de CGI (1992-95)

690 F

En librairie

L'édition qui fait autorité, pour des  
déclarations fiscales en toute sérénité...

IMPRIMERIE NATIONALE Éditions - I.C.D.J.

Le gang des policiers lyonnais répond  
de 59 hold-up devant la cour d'assisesLa bande comprenait cinq fonctionnaires du commissariat du 3<sup>e</sup> arrondissement

LYON

de notre bureau régional  
Près de cinq ans d'instruction, sept semaines d'audience programmées : le procès qui s'est ouvert, lundi 8 janvier, fera d'autant plus date que cinq représentants des forces de l'ordre figurent parmi les quatorze accusés : cinq policiers du commissariat du troisième arrondissement de Lyon soupçonnés d'avoir activement participé aux hold-up d'une bande organisée qui, de 1985 à 1990, a commis cinquante-neuf vols à main armée dans des bars-PMU ou des moyennes surfaces de l'agglomération lyonnaise, de l'Ain, de l'Isère, de la Loire, du Tarn-et-Garonne et du Doubs.

Les méthodes de la bande étaient toujours les mêmes. A bord d'une voiture volée, les gangsters intervenaient à l'ouverture ou juste avant la fermeture des établissements, le visage dissimulé sous des cagoules, puis sous des masques de carnaval ou des postiches. La plupart des attaques ont été accompagnées de violences : prises d'otages, séquestrations, coups de feu d'intimidation, blessures par balles ou coups de crosse. Deux des agressions se sont terminées par la mort de trois hommes.

A l'origine de cette équipe, un redoutable trio : Alain Chemedikian, âgé de quarante-sept ans, déjà condamné à six reprises de 1971 à 1977 pour vols, escroqueries et proxénétisme, Michel Lemerrier, quarante-quatre ans, gardien de la

paix, et Don-Jean Giovannetti, quarante-huit ans, enquêteur de police. En 1985, Alain Chemedikian, ancien plâtrier-peintre, rencontre Don-Jean Giovannetti pour des travaux dans une résidence secondaire de Vals (Ardèche). Quelques mois plus tard, le policier, qui a sympathisé avec Chemedikian, lui présente Michel Lemerrier. Ils organisent leur premier coup : un bar-PMU de Lyon. Sa position au commissariat du troisième arrondissement permet à Don-Jean Giovannetti de savoir que ces établissements possèdent tous des coffres-forts pour les recettes des paris. Le 23 juin 1985, ils attaquent un bar du huitième arrondissement. Ils renouvelleront ces hold-up pendant plusieurs mois jusqu'à ce que Don-Jean Giovannetti, qui connaît les inspecteurs chargés des enquêtes, apprenne que la police surveille des établissements que la bande projetait de braquer.

Les trois malfaiteurs s'en prennent alors aux magasins de moyenne surface et évaluent leur bande. Jean-Jacques Zartarian, un employé de mairie âgé de trente-quatre ans, rejoint l'équipe. Alain Chemedikian lui a prêté 30 000 francs qu'il se fait rembourser en lui proposant de participer à des hold-up. Zartarian prend part à huit agressions à main armée, jusqu'au 18 octobre 1987. Ce jour-là, les gangsters blessent gravement un employé d'une station-service Esso de Décines (Rhône), et Zartarian décide d'arrêter.

En 1986, Guy Nicolai, trente-sept ans, enquêteur de police, approché à plusieurs reprises par Don-Jean Giovannetti, avait participé à un hold-up contre un magasin Leclerc à Beynost (Ain). Très vite, Nicolai avait abandonné ses

compères, remplacé par un autre policier, Richard Durastante, quarante-trois ans, inspecteur, endetté, qui participe à deux hold-up. A son tour effrayé, il quitte l'« amicale de voyous » après une fusillade avec une patrouille de police à Décines, le 1<sup>er</sup> décembre 1987. La bande accueille aussi Dominique Delagrange, quarante-sept ans, beau-frère d'Alain Chemedikian.

En cinq ans, les « ripoux » auront amassé un butin de plus de 4,5 millions de francs

Après le meurtre, le 31 décembre 1987, du témoin d'un hold-up contre un bar-PMU de Genas (Rhône), la bande interrompt pendant plus d'un an ses activités. Mais la reprise sera terrible. Michel Lemerrier, Alain Chemedikian et Dominique Delagrange, à qui l'on impute le crime de Genas, sont soupçonnés d'avoir, le 28 janvier 1989, participé à l'assassinat de deux convoyeurs de fonds au cours d'une attaque à main armée contre un autre centre Leclerc à Firminy (Loire). Six mois plus tard, durant l'été, l'équipe commet neuf hold-up. A l'automne, une nouvelle recrue, Hugues Gubbi, trente-sept ans, ancien vendeur de

pizza, vient grossir leurs rangs. Cette belle émeute ne dure pas. A la fin de 1989, le groupe éclate. Michel Lemerrier et Hugues Gubbi décident de faire bande à part. Les deux hommes, qui gardent le contact avec Don-Jean Giovannetti, accueillent par la suite Nourredine Khama, trente-cinq ans, Khaled Sekkal, trente et un ans, Frédéric Gonin, trente ans, et Laurent Féminier, trente et un ans, lui aussi inspecteur de police au commissariat du troisième arrondissement.

L'une des dernières actions attribuées à ces « dissidents » a lieu le 19 septembre 1990 : un hold-up contre l'agence de la Société générale de Bron (Rhône) dans lequel sont impliqués Féminier, Lemerrier, Khama, Gonin, Gubbi, mais aussi un « petit nouveau », Alain Erard, employé dans une agence de la Société générale du troisième arrondissement. Ce complot de la dernière heure aurait fourni des renseignements sur les systèmes d'alarme.

Le 24 septembre 1990, les ennemis commencent. Dominique Delagrange est interpellé alors qu'il pose de fausses plaques d'immatriculation sur un véhicule volé. Les enquêteurs remontent la filière et arrêtent, d'octobre à novembre 1990, tous les membres du gang. Plusieurs seront pris l'arme à la main au cours de quatre nouveaux hold-up. Les perquisitions permettront aux enquêteurs de retrouver vingt-sept armes de poing, neuf armes d'épaule et un stock impressionnant de munitions. En cinq ans, les « ripoux » auront amassé un butin de plus de 4,5 millions de francs.

Acacio Pereira

## Les tracas immobiliers de Julien Green

EXPULSERA-T-ON du logement qu'il occupe depuis plus de vingt ans un vieux monsieur âgé de quatre-vingt quinze ans ? L'émotion que cette question peut susciter prend un tour particulier lorsque l'on apprend que cet appartement de 200 mètres carrés situé rue Vaneau, dans le septième arrondissement de Paris, et que le locataire menacé se nomme Julien Green. Mais la notoriété de l'occupant ne modifie pas le principe. Il est pour le moins anormal de placer une personne de cet âge dans une telle situation d'instabilité, même si elle n'est que psychologique.

C'est en 1973 que l'auteur d'Adrienne Mesurat et de Moira, membre de l'Académie française, s'est installé dans cet appartement, précédemment occupé par un ancien président du conseil de la Quatrième République, René Mayer. « L'immeuble, qui date

du début de l'Empire, n'a rien de luxueux, précise le romancier Eric Jourdan, fils adoptif de Julien Green qui habite avec lui. Il est simplement tranquille et confortable. » L'arrière donne sur les jardins de Matignon. Le loyer, à l'époque d'environ 5 000 francs, atteint aujourd'hui la somme de 22 000 francs, sans les charges. D'importants travaux furent réalisés par les nouveaux locataires contre l'avis des propriétaires, « des descendants d'une famille de fabricants de bas de soie qui compte Chateaubriand parmi ses représentants en Amérique », précise Eric Jourdan amusé.

Le prix demandé - 40 000 francs du mètre carré - pour la vente de cet appartement excède notablement ce qui est habituellement pratiqué dans ce quartier de Paris. Eric Jourdan soupçonne le propriétaire d'avoir proposé ce prix exorbitant afin d'obtenir le départ des locataires et de pouvoir relouer le loge-

ment avec un loyer plus élevé. En mai 1995, le tribunal d'instance du septième arrondissement validait le congé donné à l'écritain et ordonnait son expulsion. Son conseil, M<sup>re</sup> Olivier Sers, devait plaider, lundi 8 janvier, la cause de Julien Green devant la sixième chambre de la cour d'appel de Paris. Selon l'avocat, la jurisprudence est favorable à son client.

Eric Jourdan, quant à lui, est moins optimiste et craint que la loi, « qui est du côté des propriétaires et qui défend un capitalisme retardataire », ne soit appliquée avec rigueur, la célébrité de l'écrivain jouant en sa défaveur. En tout état de cause, on comprendrait mal que cette affaire déplaisante ne trouve pas une conclusion qui puisse préserver la tranquillité de Julien Green.

Patrick Kéchichian

La Maison Blanche retrouve des documents embarrassants pour... M<sup>me</sup> Clinton

WASHINGTON  
de notre correspondante  
L'actualité américaine devrait tout particulièrement s'intéresser, cette semaine, à Hillary Clinton et à son dernier effort de respectabilité aux yeux du public. La sortie en librairie du premier livre de la « première dame » des États-Unis, *It Takes a Village and Other Lessons Children Teach Us* (Il faut un village et autres choses que les enfants nous apprennent), est accompagnée d'une série de rendez-vous médiatiques soigneusement orchestrés par son éditeur, Simon and Schuster.

A l'aube de cette nouvelle année électorale, l'épouse du président, à laquelle ses adversaires reprochent d'être trop intelligente et manipulatrice, devait longuement évoquer sur toutes les ondes l'une de ses grandes passions : l'éducation des enfants.

L'AFFAIRE WHITEWATER  
Mais pourquoi a-t-il fallu que la Maison Blanche, à la veille de cette importante opération de relations publiques, retrouve miraculeusement deux documents anciens qui relancent la polémique sur le rôle d'Hillary Clinton dans des affaires que les républicains jugent troubles ? Personne n'a encore avancé d'explication satisfaisante, mais une chose est certaine : les

projecteurs s'éloignent dangereusement du débat sur l'éducation des enfants pour se rapprocher de l'affaire Whitewater. Le premier groupe de documents se rapporte au rôle de M<sup>me</sup> Clinton, alors qu'elle était avocate à Little Rock (Arkansas), dans l'affaire de la faillite d'une caisse d'épargne liée à un projet immobilier, Whitewater, dans lequel les époux Clinton avaient investi.

Depuis trois ans, les républicains s'acharnent à creuser cette affaire sans y avoir trouvé, jusqu'ici, d'éléments véritablement compromettants pour M<sup>re</sup> Clinton. Cette fois-ci, ils espèrent avoir un filon : ces documents, qu'ils réclamaient depuis deux ans, révèlent, selon eux, une contradiction entre les déclarations de la « première dame » des États-Unis, qui a toujours affirmé avoir joué un rôle mineur dans cette affaire, et le nombre de conversations téléphoniques (quatorze) qu'elle a eues à l'époque avec la caisse d'épargne.

L'autre document est un memorandum interne rédigé par un ancien collaborateur de la Maison Blanche, David Watkins, qui accuse M<sup>re</sup> Clinton d'avoir exigé, en 1993, le départ des responsables du bureau des voyages officiels. Ces responsables furent effectivement licenciés et remplacés par

des agents de voyage de l'Arkansas, dont Bill Clinton avait été gouverneur. Hillary Clinton se souvient de « s'être inquiétée d'irrégularités financières » au sein de ce bureau, mais dément avoir réclaté des limogements, qui ne relèvent pas de sa compétence.

## ÉCHÉANCE ÉLECTORALE

Tempête dans un verre d'eau, rétorque-t-on dans l'entourage des Clinton. L'une des responsables de la campagne électorale du président, Ann Lewis, prévoit que les attaques prendront un tour « mesquin et personnel » à mesure que l'on se rapprochera de l'échéance de novembre 1996.

Malgré tous ses déboires, affirme-t-elle, Hillary Clinton reste remarquablement populaire en dehors de Washington. Partout, les militants démocrates la réclament - « Elle est celle qui remplace le mieux le président » - et elle jouera un rôle aussi important dans cette campagne que dans la précédente.

Après le fiasco politique du projet de réforme du système de santé publique, dont elle avait été chargée au début de ce mandat, M<sup>re</sup> Clinton a opéré une retraite stratégique en se confinant dans un rôle plus traditionnel, à l'exception de quelques rares voyages à l'étranger, comme son interven-

tion à la conférence des femmes à Pékin.

Si l'on en croit Ann Lewis, Hillary Clinton n'a pourtant pas abdiqué. Elle a simplement « trouvé d'autres moyens de réaliser ses objectifs ». La vérification des républicains à son égard prouve en tout cas qu'ils ne la jugent toujours pas inoffensive. Certains analystes insistent d'ailleurs que s'ils ne la citent pas à comparaître devant la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Whitewater, c'est parce qu'ils craignent qu'elle ne se défende trop bien.

Sylvie Kauffmann

MARCEL LASSARRE  
SOLDESà partir du  
mardi 9 Janvier17, rue du Vieux Colombar  
Paris (6<sup>e</sup>)21, rue Marbeuf  
Paris (8<sup>e</sup>)

سكول (الاسكول)